



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mai 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 5 mai 2016

CAUSERIE

Il est 21h10 à Pondichéry et je n'ai plus le temps d'actualiser le portail, en attendant une image pour illustrer l'actualité sociale et politique. Le portail sera actualisé demain.

Le 3 mai 2016

CAUSERIE

La prochaine actualisation du portail dans une semaine ou plus, je n'ai pas terminé mes travaux et le statut d'homme au foyer n'est pas de tout repos.

L'ancienne adresse de l'auteur de ce portail, milarepa13@yahoo.fr, est de nouveau disponible depuis quelques mois après avoir été bloquée pendant des mois sans que j'aie réussi à savoir pourquoi.

En ouvrant cette boîte aux lettres il y a quelques semaines, j'ai découvert plus de 200 courriels. J'ai ainsi pu constater que je recevais toujours autant de messages politiques sans que je sache non plus pourquoi, à croire que ma littérature ne laisse pas tout le monde indifférent.

On est obligé de laisser tomber certaines infos qui datent de plus d'une semaine ou certains sujets par manque de temps.

On suit quotidiennement l'actualité sociale et politique internationale sans forcément en aborder tous les aspects pour les raisons qui viennent d'être évoquées, par exemple on n'a pas manqué la mobilisation des métallos allemands et l'importante manifestation qui a eu lieu à Londres contre l'austérité il y a environ trois semaines, ou celle contre le Tafta en Allemagne la semaine précédente.

Si on n'évoque qu'à la marge le mouvement social en cours en France contre la Loi travail ou pour son retrait, c'est parce qu'il ne sort pas des scénarios des décennies précédentes ou chacun des acteurs se partagent les rôles pendant que certains l'instrumentalisent pour le compte de leurs appareils, du gouvernement ou du régime.

La plupart de ceux qui se mobilisent sont sur une orientation purement corporatiste, qui ne laisse entrevoir aucune issue

ou perspective politique susceptible de se développer, la situation est donc plutôt condamnée à pourrir sur place.

Il y a quelques années j'avais affirmé que l'atomisation de la classe ouvrière ou son extrême hétérogénéité était devenue un obstacle majeure à la grève générale, et que si elle devait avoir lieu ce serait davantage sur le plan politique qu'elle surgirait, en prenant directement une tournure insurrectionnelle qu'aucun n'aurait vu venir... Je n'ai jamais creusé cette question depuis. On peut essayer d'aller un peu plus loin aujourd'hui.

Cela signifiait que les travailleurs confrontés à une multitude de difficultés quotidiennes s'accumulant sur leurs épaules et leur rendant la vie pratiquement insupportable, parviendraient à la conclusion politique qu'il était inutile de vouloir s'acharner à résoudre des problèmes puisque d'autres surgiraient aussitôt ou que la majorité d'entre eux demeureraient sans réponses ou non résolus, au point qu'une amélioration partielle ou à la marge de leur condition ne changerait finalement rien à l'aspect intolérable de leur situation, et que par conséquent seule une action soudaine, radicale, déterminée, violente si cela s'avérait inévitable visant l'ensemble des institutions ou l'Etat pourrait aboutir à un véritable changement social et politique qui permettrait de satisfaire l'ensemble de leurs besoins ou aspirations légitimes demeurés en suspens depuis des années ou de nombreuses décennies.

S'ils ne parvenaient pas à cette conclusion, alors il faudrait dire adieu à tout espoir de changement de société, au socialisme, nous serions condamnés à vivre l'enfer de l'oligarchie.

Le mouvement social actuel mobilise principalement les couches privilégiées du prolétariat et leurs enfant, qui craignent de ne pas pouvoir accéder à un statut social au moins équivalent à celui de leurs parents. Que tous les partis de la pseudo-gauche et extrême gauche plébiscitent Nuit Debout n'a rien d'étonnant, puisque leurs dirigeants et la plupart de leurs militants sont issus de ces couches supérieures et bien nantis et donc partagent le même fond de commerce à vocation corporatiste. Et quand ils souhaitent y associer la classe ouvrière (les syndicats) ou qu'ils se souviennent qu'elle existe encore, c'est pour mieux l'instrumentaliser et l'abandonner ensuite à son triste sort, ils n'ont jamais agi autrement dans le passé.

Nous avons rappelé dans différentes causeries une des conditions indispensables pour que le socialisme passe de l'utopie à la réalité, à savoir qu'il ne pourrait jamais vaincre avec un prolétariat embourgeoisé et corrompu par l'idéologie de la classe dominante, son embourgeoisement correspondant davantage un état d'esprit dû à l'amélioration de sa situation matérielle plutôt qu'une affaire d'enrichissement personnelle, c'est le constat que l'on peut faire en observant le mode de vie et de pensée des couches les plus défavorisées du prolétariat, constat aggravé ou amplifié lorsqu'on gravit les échelons de la hiérarchie sociale, une des vertus pernicieuses du réformisme.

Le développement du capitalisme et la lutte des classes telle qu'elle a été menée depuis l'après-guerre, devaient aboutir à une situation dramatique et inextricable, où les exploités connaîtraient une amélioration substantielle de leur condition qui leur permettrait de mieux supporter l'existence du capitalisme et les sacrifices toujours plus nombreux qu'il leur imposerait par la suite, qui se traduiraient par une profonde dégradation de leur condition de travail et d'existence, sans qu'ils soient en mesure de s'y opposer pour n'être jamais parvenus à élever leur niveau de conscience politique et à s'organiser pour affronter le régime et le renverser. Ils devaient donc y rester subordonnés et en subir toutes les conséquences sans qu'aucune issue politique ne pointe à l'horizon, ceci expliquant cela en somme.

L'amélioration de la condition des exploités a contribué à les corrompre au profit du régime, au lieu de constituer une ou des étapes vers leur émancipation totale ou complète du capitalisme. Cette vertu répétons-le est à mettre au compte du réformisme bourgeois, au détriment du socialisme dont il est l'antithèse.

Etant personnellement membre et issu du milieu ouvrier, ayant toute ma vie à 60 ans baigné parmi ses couches les plus défavorisées et profondément arriérées, j'ai pu constater à quel point elles pouvaient s'adapter à des conditions extrêmes et trouver le moyen de s'en satisfaire, alors on peut facilement imaginer ce qu'il devait en être des couches bénéficiant d'un statut social supérieur, qui vivront généralement dans la plus parfaite insouciance ou se laisseront vivre, profitant des avantages que la société avait mis généreusement à leur disposition en espérant que cela dure le plus longtemps possible ou toute leur vie, et c'est seulement lorsque cette condition est remise en cause qu'elles se mobilisent, uniquement pour défendre leur statut social, d'où le contenu de leur mobilisation qui n'a rien d'anticapitaliste, de révolutionnaire ou de socialiste.

On s'aperçoit ici que quel que soit le statut social des exploités, défavorisé ou privilégié, tous acceptent de se placer sous le joug du capitalisme, qui leur impose un mode de vie qu'ils n'ont pas choisi ou qui est ponctué de nombreux sacrifices, car par exemple être cadre dans une entreprise privée, habiter dans un pavillon coquet et rouler en BMW nécessitera de sacrifier sa vie, sa famille, ses enfants à l'entreprise qui l'emploie.

Quelle que soit sa condition ou quel que soit son statut, en régime capitaliste l'exploité de sa naissance à sa mort n'a aucun droit dans la mesure où ses conditions d'existence lui sont imposées, il est prié de faire avec, de s'en accommoder, ce qu'il parvient à faire par la force des choses ou contre son gré, mais il n'a pas le choix la plupart du temps ou le choix qui opportunément peut s'offrir à lui, sera toujours restreint et ponctué de nouvelles contraintes qui finiront tôt ou tard par lui paraître aussi insupportables que celles auxquelles il avait voulu échapper en changeant de vie. Il a tôt fait de se faire une raison habituellement ou de se résigner à

sa condition, car c'est le sort qui lui était destiné, voilà tout. C'est ainsi que vivent et pensent l'immense majorité des exploités toutes conditions confondues.

Et peu importe que l'amélioration de leur condition se fasse toujours au détriment d'autres exploités ici ou ailleurs quelque part dans le monde, dans quelles conditions économiques ou politiques puisqu'ils n'en ont aucune idée et s'en moquent. Tout aura été fait pour qu'il en soit toujours ainsi, car toute prise de conscience présenterait une menace pour l'ordre établi auquel ils étaient soumis jusque-là. Il ne fallait surtout pas qu'ils prennent conscience de leur condition et comprennent que l'organisation de la société était uniquement conçue pour les maintenir en servitude indéfiniment, tandis que ses concepteurs en seraient finalement les seuls bénéficiaires.

Au point de départ, on trouve l'abdication ou la négation de leurs droits, de leurs besoins, de leurs aspirations, leur soumission aveugle à un ordre régi par des rapports de classe qui leur sont défavorables, sans qu'ils se demandent sur quoi repose leur légitimité, qu'est-ce qui permet de justifier un tel traitement inégal, une telle injustice dont ils sont les victimes. Au lieu d'acquérir les connaissances qui leur permettraient de prendre conscience de ce processus destiné à broyer leurs droits tout au long de leur existence, pour ensuite envisager de passer à l'action pour le briser ou en modifier la trajectoire, leurs connaissances vont leur servir à autres choses ou être détournées de cet objectif politique, de sorte que leur destin continuera de leur échapper.

Ce serait stupide et injuste de leur en vouloir, car répétons-le tout aura été entrepris pour qu'il en soit ainsi. La faute en revient à nos dirigeants qui ont adopté une conception de la lutte des classes ne correspondant pas à la réalité pour ne pas dire pire encore.

Composée largement de dogmes, de doctrines, de théories, de formules répétées sans cesse, d'a priori, de tabous, figée, rigide, etc. elle devait rebuter tous ceux qui sincèrement ou honnêtement espéraient y trouver un instrument susceptible de rassembler les éléments les plus conscients parmi les exploités, afin d'entraîner l'immense masses des couches inférieures contre le régime, qui tour à tour exaspérés par tant d'incompétence devaient abandonner le combat ou s'en détourner généralement à jamais.

Des générations entières de travailleurs de toutes catégories sociales avaient pris courageusement le chemin de la lutte de classe pour ensuite l'abandonner, sans qu'on en tire le moindre enseignement ou sans qu'on modifie cette conception de la lutte de classes épouvantable, qui a fini par épouser les contours les plus détestables de l'opportunisme. Nos dirigeants, qui sont évidemment irréprochables, en sont fiers, on ne plaisante pas, ils le revendiquent, dès lors que faudrait-il en attendre ?

Dès que l'on parle de culture politique, qu'on évoque l'éducation des masses ou qu'on fait référence à une théorie, on passe pour un dictateur, un manipulateur des consciences, un pédagogue aux intentions louches, parce qu'on se méprend sur ces termes, après avoir inconsciemment adopté l'interprétation qu'en donne les représentants de la classe dominante, qui n'ont pas intérêt à ce qu'elles puissent se développer ou se répandre.

Les représentants de la classe dominante sont plus sérieux ou conséquents que nos incurables dirigeants, qui n'apprennent rien ou ne retiennent pas grand chose des expériences qu'ils peuvent avoir été amenés à vivre, ils n'ont assurément pas retenu la leçon qu'ils leur avaient donnée à plusieurs reprises quand ils affirmèrent qu'il suffirait que la population sache ce qu'ils (les banquiers) tramaient dans leur dos pour que leur pouvoir soit réellement menacé ou qu'il ne puisse plus tenir un jour de plus, de mémoire je citerai Lincoln, Rothchild et Rockefeller. Cette simple évocation va nous valoir l'accusation de "complotiste", alors que ce sont ceux qui en nient la réalité qui y participent ou s'en font les complices. Avez-vous observé de quelle manière lamentable ils ont traité l'affaire des "Panama papers" ? Le reste est à l'avenant, et le passé surtout.

De ce constat nos dirigeants auraient dû en tirer des leçons, modifier notamment leur conception des rapports entre les classes, à l'intérieur des classes ainsi que leur conception de la lutte des classes. Impossible puisqu'ils avaient abandonné l'étude ou l'analyse de ces rapports qui faisaient la force du marxisme qu'ils ont dénaturé en s'en tenant à des lieux communs ou aux apparences, et quant à leur conception de la lutte des classes, ils ne pouvaient pas la modifier puisqu'elle coïncidait avec l'orientation politique qu'ils avaient adoptée pour préserver leurs appareils, avec l'existence même de leur parti avec lequel elle se confondait, avec le statut de leurs dirigeants.

Plus on y pense, sans vouloir être désagréable pour le plaisir de l'être, plus on se dit qu'on est en présence de guignols, on va en donner un autre exemple flagrant.

Leur conception de la lutte de classe ou du militantisme se résume à l'intervention dans la lutte des classes, dont il faudrait attendre des miracles qui n'ont jamais eu lieu évidemment. Vous participez à une bataille, et hop votre niveau de conscience va franchir une étape décisive, qui pour un peu sans qu'on sache ni pourquoi ni comment va vous transformer, jamais plus vous ne verrez la société comme avant, vous voilà devenu un autre homme ou une autre femme, encore un petit effort et vous voilà mûr pour le socialisme...

Sauf qu'en réalité les choses ne se présentent pas du tout de cette manière-là. Car encore faudrait-il se demander sur quelle orientation politique vous vous mobilisez, question déterminante puisqu'en découlera que vous serez ou non capable d'en tirer des leçons pour la suite. Sinon on aurait déjà construit un parti qui compterait des millions de militants et on aurait déjà pris le pouvoir ! La nature d'un mouvement social, sa caractérisation politique ne les intéresse pas, partant de là il est impossible

de conserver les militants que l'on a recrutés et de construire le parti.

Cette attitude n'est pas un fait isolé ou qui ne concernerait qu'un aspect de la lutte des classes ou de leur interprétation de la société, c'est une constante chez eux d'écarter tous les facteurs qui s'inscrivent dans un processus dont l'objectif se situe au-delà du court terme ou dont ils ne maîtrisent ni les rythmes ni les délais. C'est ainsi par exemple qu'ils traitent par dessus la jambe la stratégie néolibérale destinée à instaurer un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie, qu'ils estiment inutile de se mêler à la guerre idéologique et psychologique que l'oligarchie mène contre la classe ouvrière (toutes les classes en réalité) laissant le champ libre à la pire réaction, et c'est parce qu'ils sont incapables ou refusent de mesurer la portée de certains événements qu'ils préfèrent ne pas aborder la question de leurs commanditaires ou adoptent leurs versions officielles, histoire de couper court à toute discussion qui pourrait les entraîner trop loin, ce qui au passage témoigne que leur politique ne sert que des intérêts immédiats et qu'ils n'ont pas d'autres objectifs politiques.

Nous appelons les militants à rompre avec ces conceptions erronées qui nous ont menés où nous en sommes.

Bien sûr que nous avons absolument besoin d'un parti, d'un programme, d'une théorie, d'une méthode pour interpréter le monde et mener notre combat, vaincre notre ennemi, encore faudrait-il tout faire pour que chaque militant se les approprie, les maîtrise, progresse, accède en pratique à un niveau de connaissance et de conscience qui en fasse de véritable porte-parole ou propagandiste du socialisme, au lieu de se contenter de généralités, d'analyses bâclées, de flatteries, de manifestations d'autosatisfaction pitoyables...

La formation des militants les répugne visiblement, l'éducation politique des travailleurs également, leurs dirigeants tiennent davantage du démagogue que du pédagogue qu'ils devraient être. On comprend pourquoi cela les répugne, c'est encore un processus qui s'inscrit dans la durée, qui ne donne pas de résultats immédiats, qui nécessite un réel engagement, et puis le temps à y consacrer serait au dépend de leur intervention dans la lutte des classes, quelle horreur ! Ils préfèrent encore être les champions des paniers percés ou des partis passoires, plutôt qu'avoir des militants ayant acquis un niveau de conscience auxquels ils auraient des comptes à rendre.

Vous allez peut-être penser que je me suis à nouveau livré à un réquisitoire contre nos dirigeants, alors qu'en réalité il s'agissait plutôt d'une plaidoirie en faveur du parti, du marxisme et du socialisme. Ai-je cité des noms, des courants, des partis en particulier ? Non, donc pas de procès d'intention s'il vous plaît, ne vous détournez pas du sujet traité ici parce qu'il présenterait des aspects embarrassants.

Quelques réflexions politiques

1- Le temps des fakirs ou des charlatans.

Fakir : Personne qui donne un spectacle d'exercices : voyance, prestidigitation, hypnose, tours imités de ceux des fakirs (Le Grand Robert de la langue française.)

Quand le mouvement ouvrier s'en remet à un fakir, il y a vraiment de quoi s'inquiéter pour l'avenir... Vu d'ici en Inde, quel spectacle pitoyable ! A part peut-être dans le nord de l'Inde dans les lieux touristiques, ils ont pratiquement disparu, à croire qu'ils ont émigré en France, gardez-les s'il vous plaît, merci !

2- Le cadavre puant du stalinisme bouge encore.

La décomposition du stalinisme s'est traduite au cours des dernières décennies par la création d'une multitude de partis n'ayant jamais rompu avec son idéologie contre-révolutionnaire. Nostalgiques de son heure de gloire acquise au détriment ou contre le socialisme, ces partis ne pouvaient se départir du social-patriotisme qui a nourri le stalinisme depuis son origine, plongeant ses racines dans les fondements du capitalisme auquel il devait demeurer lié sous la forme d'un rapport de subordination à l'ordre établi qu'il n'a jamais renié ou dont il fut un fidèle et zélé serviteur jusqu'à nos jours. Le stalinisme héritera du social-patriotisme adopté précédemment par la social-démocratie dégénérée une fois abandonné le socialisme.

Le social-patriotisme incarne l'illusion que les besoins de la classe ouvrière seraient compatibles avec ceux de la classe des capitalistes dans le cadre de l'Etat bourgeois conçu et fonctionnant par et pour les capitalistes qui par on ne sait quel miracle se mettrait au service des travailleurs. La réalité ou les faits se sont employés à prouver le contraire tout au long du XXe siècle. En 1936 sous le cri de guerre patriotique du briseur de grève Thorez intimant l'ordre à la classe ouvrière de reprendre le travail ("il faut savoir terminer une grève") alors que le pays était paralysé par une grève générale pour exiger que le gouvernement de Front populaire satisfasse leurs revendications, puis en 1945 en précisant son objectif politique en entonnant "Un seul Etat, une seule armée, une seule police"), alors qu'un mouvement insurrectionnel se développait pour le briser, tout au long de la IVe République il adoptera une position coloniale conforme aux besoins de son impérialiste, en mai-juin 68 il s'efforcera une énième fois d'épargner l'Etat, etc.

Le social-patriotisme prend ses racines dans le réformisme bourgeois qui pratique le culte de l'Etat capitaliste, à l'opposé du socialisme qui combat pour le renverser. Par conséquent, c'est bien dans le capitalisme et non dans le socialisme qu'il faut rechercher l'origine ou les racines du stalinisme. C'est ce culte de l'Etat capitaliste que l'on retrouve aujourd'hui dans les partis qui se réclament de la souveraineté de l'Etat et du Conseil national de la résistance puisque c'est autour de ce culte qu'il se structure. Leur opposition à l'Union européenne n'est qu'une imposture dans la mesure où ils ont adopté le même contenu réactionnaire, que leurs discours ne parviennent pas à masquer en refusant en dernière analyse de rompre avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

Social en parole, patriote ou impérialiste en acte, cette caractérisation de la social-démocratie s'applique au stalinisme. Concurrents en tant que fossoyeurs du mouvement ouvrier, alliés pour mieux le combattre et le neutraliser.

Le social-patriotisme n'incarne pas seulement l'illusion que les besoins de la classe ouvrière seraient compatibles avec ceux de la classe des capitalistes, il tend à nier la crise du capitalisme qui conduit les capitalistes à s'attaquer aux droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière, en prétendant qu'il suffirait que l'Etat rompt avec l'UE pour que leurs droits deviennent soudainement compatibles avec le capitalisme en crise ou que cette crise disparaisse miraculeusement, autrement dit tout serait possible sous un régime capitaliste, ce qu'un réformiste bourgeois ne démentirait pas. Comprenez, il suffit d'y penser ou d'y croire très fort pour que cela se réalise. Vous pouvez attendre longtemps, toute votre vie.

On continuera une autre fois sur le même sujet, il fait 42°C et je crève !

En attendant, une devinette.

Vous avez peut-être constaté comme moi que la dislocation du stalinisme ne signifiait pas forcément sa disparition, puisqu'elle a donné naissance à de nombreux partis qui en assurent la survie et la promotion. Le dernier en date, le Pardem ou Parti de la démondialisation. A quoi les reconnaît-on au premier coup d'oeil ? Attention, ils ne rassemblent pas forcément les mêmes caractéristiques dont la liste non exhaustive figure ci-dessous, il faut bien que quelque chose permette de les distinguer les uns des autres.

- Ils sont sociaux-patriotes.
- Ils prônent la souveraineté nationale.
- Ils sont féroceement antitrotskystes.
- Ils revendiquent l'héritage de Staline ou du stalinisme.
- Ils se réclament du socialisme du XXIe siècle.
- S'ils envisagent la sortie de l'UE et de l'OTAN, ils demeurent attachés à l'ONU.
- Leurs principaux dirigeants sont issus du PCF.

Au camarade qui m'a envoyé un courriel, l'Institut d'Etudes Marxistes en Belgique en fait partie et le revendique.

En complément.

- Parti de la démondialisation (PARDEM) - Jacques Nikonoff (ex-PCF, Attac) : "Il est dommage de ne plus vouloir « refaire » le Front populaire". Encore un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale ou des "jours heureux"... Pas du socialisme.

Ce sera sang nous...

- Un "appel des 100" pour un corpus de propositions à gauche en 2017 - AFP

Des socialistes, communistes, écologistes, des syndicalistes, associatifs et intellectuels lancent un "appel des 100", diffusé lundi, pour "favoriser l'irruption citoyenne dans le débat public", avec la volonté de constituer un "corpus de propositions de mesures d'urgences" en vue de 2017.

"Nous pensons que le rassemblement des forces de progrès, dans les domaines politique, syndical, associatif, culturel et intellectuel est indispensable pour créer les conditions de la mobilisation populaire", expliquent ceux qui ont paraphé le texte publié dans Mediapart, Politis et l'Humanité. AFP 02.05

3- Le PS fut un facteur de dislocation du mouvement ouvrier...

Le PS fut un facteur de dislocation du mouvement ouvrier depuis 1914 et plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale.

Depuis 1914 le PS incarnait mieux que n'importe quel parti l'impérialisme stade suprême du capitalisme à travers l'alliance scellée entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière. Sans cette alliance objective l'impérialisme n'aurait pas pu atteindre ses objectifs politiques ou il aurait connu les pires difficultés pour opérer son virage ultra réactionnaire ou répandre le néolibéralisme.

Que ce soit dans les pays exerçant leur hégémonie sur l'économie mondiale que cette alliance se développa en premier ou que cette expérience fut menée le plus loin possible ou pour ainsi dire à son terme, la Grande-Bretagne, puis les Etats-Unis, n'aurait dû surprendre personne dans la mesure où Engels et ensuite Lénine avaient décrit ce processus.

Lénine avait lancé un avertissement à l'adresse des dirigeants du mouvement ouvrier qui malheureusement devait tomber dans l'oreille d'un sourd.

- On conçoit que ce gigantesque surprofit (de l'exploitation des colonies - LVOG) (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine -1916)

LVOG - Et c'est effectivement ce qui se produisit, hélas ! En pire, puisque les dirigeants de l'avant-garde ouvrière se sont appuyés sur ces couches réactionnaires, et c'est encore le 29 avril 2016, un siècle plus tard, leur fond de commerce.

- A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIXe siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : "En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique." Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des "pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient". Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : "Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial." (id)

LVOG - Cette "tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers" sera théorisée par les dirigeants du mouvement ouvrier toutes tendances confondues, qui se livreront à un véritable culte du capitalisme d'Etat qui fournira un nouvel essor à l'aristocratie ouvrière après-guerre, contribuant au sein de la classe ouvrière "à renforcer parmi eux l'opportunisme", au point que la décomposition du mouvement ouvrier de "momentanée" il y a un siècle devienne permanente ou n'en finisse plus de s'approfondir un siècle plus tard, réduit à l'impuissance ou quasiment neutralisé quand il ne s'est pas littéralement disloqué dans certains pays (Etats-Unis).

- Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du

mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise. (id)

LVOG - La "forme du social-chauvinisme" est la marque de fabrique des partis issus du PS et du PCF, à peut-être une ou deux exceptions près concernant le PCF, quoique je manque d'éléments pour le vérifier. Leur ligne politique en faveur de la "souveraineté nationale", de la défense de l'Etat des capitalistes, du produisons français, etc. exprime cette "forme du social-chauvinisme". Elle consiste à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en parant l'impérialisme de vertus devenus obsolètes en raison des contradictions inhérentes au développement du capitalisme qu'ils ignorent ou refusent de prendre en compte dans leurs analyses.

- Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle. (id)

LVOG - Est-il exagéré de prétendre que depuis longtemps déjà, les trotskystes qui faisaient figure d'avant-garde avaient totalement "fusionné" avec cette "opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire", non pas pour ne pas se couper des masses comme ils l'affirmeront, mais bien plutôt pour "maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme", condition de leur propre existence et mériter le même statut peu enviable.

Certains feignent de s'étonner que le PS soit aussi réactionnaire de nos jours, alors qu'il l'a toujours été depuis 1914. Sans faire dans la politique fiction, on peut se demander quelle tournure aurait pris la situation si l'avant-garde avait rompu avec lui une fois qu'il s'était vidé de sa composante ouvrière, soit au cours de la Seconde Guerre mondiale ou juste après, sans doute n'aurions-nous pas pu éviter qu'il se refasse provisoirement une santé à la faveur de la reconstitution du capitalisme français, sans pour autant se retrouver à court d'arguments pour le combattre, puisque des pans entiers du prolétariat allaient en démissionner ou en être exclus, encore aurait-il fallu adopter un discours révolutionnaire en direction de l'ensemble de la classe ouvrière dans lequel elle aurait pu éventuellement se reconnaître, au lieu de s'adresser à ces couches privilégiées acquises au réformisme bourgeois sur le ton de la flatterie, ce qui devait contribuer à conforter les illusions qu'elles avaient placées précédemment dans le PS auquel elles devaient rester fidèles sur le plan électoral.

A deux reprises au pouvoir entre 36 et 58, le PS (et le PCF) avait largement eu le temps de dévoiler sa véritable nature réactionnaire. Entre temps il s'était progressivement vidé de sa composante ouvrière pour ne conserver que certains pans de l'aristocratie ouvrière, recrutant principalement au sein des classes moyennes liées au capitalisme. Dès cette époque, il n'existait plus aucune raison de se tourner vers ce parti ou de ne pas rompre définitivement avec lui, sachant qu'il serait amené à accompagner le capitalisme en crise et à adopter sa politique toujours plus droitière, réactionnaire. Les dirigeants de l'avant-garde en décidèrent autrement en reprenant à leur compte le créneau du réformisme bourgeois qui avait servi à légitimer le PS et qu'il revendique encore en 2016.

On pourrait objecter qu'il existe une contradiction dans notre argumentation, après avoir affirmé que la situation à cette époque était propice au réformisme et qu'il aurait fallu le combattre au lieu de s'y associer, ce qui aurait conduit à s'isoler du mouvement des masses... A ceci près que cette objection ne reflète pas tout à fait la réalité, dans la mesure où les masses ne sont pas plus spontanément réformistes que révolutionnaires, elles y sont portées par tout un tas de facteurs, dont les partis qui interviennent dans la lutte des classes et particulièrement au sein du mouvement ouvrier dont ils ont le contrôle ainsi que les syndicats, elles adoptent généralement l'orientation adoptée par la direction du mouvement ouvrier ou celle qui est majoritaire à l'intérieur du mouvement ouvrier, dans leur immense majorité si elles aspirent naturellement au progrès social, elles ne participent pas non plus à la lutte des classes réservée à une minorité, c'est la raison pour laquelle elles peuvent tout aussi bien s'en remettre au parti officiel de l'ordre pour satisfaire leurs besoins immédiats ou leurs revendications démocratiques bourgeoises.

Le réformisme présente la particularité de n'être ni de droite ou de gauche pour avoir accompagné le développement du capitalisme, il en est pour ainsi dire un facteur constituant ou déterminant, une composante historique, par exemple lorsqu'il le conduisit à constituer une importante aristocratie ouvrière et classe moyenne. On voulait en venir au fait que c'est le capitalisme qui a rassemblé les conditions favorables à l'expression du réformisme et non les masses ou un autre acteur, par conséquent s'en réclamer revenait à se réclamer du capitalisme, partant de là on devait fatalement se retrouver dans l'impossibilité de représenter ou de défendre le socialisme.

L'opportunisme ne peut se justifier ou cautionner sa politique qu'en recourant aux masses et en instrumentalisant leurs illusions, et si vous observez bien, vous vous apercevrez que ceux qui nous gouvernent recourent à la même méthode, par exemple en sortant

un sondage favorable à une mesure quelques jours avant que le gouvernement la rende publique de sorte que la population croie qu'elle irait dans le sens de ses intérêts pour la soutenir et la boucle est bouclée.

De nos jours on s'émeut de vivre dans une société particulièrement réactionnaire, mais ce n'était pas mieux dans les années 50, toujours sur fond de guerres impérialistes (Corée, Indochine, Moyen-Orient, Afrique du Nord.), de surexploitation de type colonial et de pillage, et de censure de l'information... C'est dans ce cadre qu'est venu se greffer le réformisme bourgeois qui n'était plus tout à fait de la même nature que celui qui avait émergé lors de la phase ascendante du capitalisme, et qui pour avoir dans les faits démontré ses limites avait dû céder la place au socialisme. Le réformisme de la seconde moitié du XXe siècle ne devait pas voler au secours du capitalisme sur le plan politique uniquement, sur le plan économique également, précipitant ou accélérant le processus conduisant à de nouvelles crises dont finalement il finirait par faire les frais une fois ce processus parvenu à maturité.

L'illusion à laquelle il avait donné lieu allait soudainement s'envoler brutalement, aussi rapidement que nos droits, et le réveil allait s'avérer particulièrement douloureux pour tous ceux qui l'avait adopté ou en vivaient sans trop se soucier du lendemain. Le réformisme portait en germe la dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde aussi sûrement qu'il était condamné d'avance par le développement du capitalisme, rien que pour cette raison il ne méritait aucun soutien de la part des militants ouvriers attachés au socialisme.

Au cours de cette période, la conception de la lutte de classe qui fut adoptée fut suicidaire. Elle consista à vivre au jour le jour au crochet du capitalisme jusqu'au jour où celui-ci largua les amarres sans se soucier du sort des parasites qu'il avait nourris si longtemps, voués désormais à dépérir lentement mais sûrement sur une île déserte sans ressources suffisantes pour survivre ou vivre décemment. Le mythe du capitalisme progressiste avait vécu, mais ses idéologues s'emploieront à le faire vivre jusqu'à nos jours.

Ne suffirait-ils pas de retourner en arrière ou de le réformer pour qu'il retrouve sa jeunesse ou se livre à une meilleure répartition des richesses qui le rendrait supportable, sauf pour ceux qui en seraient exclus, comme toujours, ce dont les dirigeants du mouvement ouvrier se foutent pas mal puisque seul compte pour eux la survie et la stabilité du régime. C'est là qu'on s'aperçoit que le réformisme d'hier et d'aujourd'hui prennent leur source aux mêmes origines du capitalisme, et non du socialisme dont il est la négation. Ils devaient connaître le même destin, alors s'y accrocher devait conduire ses partisans à s'éloigner toujours plus du socialisme, à se scléroser ou à littéralement pourrir sur place.

Par chance si on peut dire, l'intransigeance et le cynisme, dont font preuve ceux qui nous gouvernent, qui n'ont rien à envier à ceux d'autrefois, ainsi que la profonde et violente détérioration de la situation sociale, ne peuvent que conforter l'idée que le réformisme ne résoudra fondamentalement aucune des questions auxquelles les travailleurs sont confrontés, et qu'ils doivent envisager la nécessité de changer la société pour que leur sort puisse s'améliorer durablement, qu'il n'existe pas d'autres alternatives que le socialisme pour y parvenir. C'est le constat auquel était parvenue la classe ouvrière au début du XXe siècle quand sa condition était abominable, celle qu'elle connaît de nos jours s'en rapprochant par bien des aspects, il serait donc logique qu'elle renoue avec le socialisme. Encore faudrait-il pour que cet espoir renaisse, qu'un parti ouvrier incarne cette perspective politique au quotidien.

4- Pour qui roulent le blog Les Crises ? Devinez.

Olivier Berruyer (Les Crises) : «Les gens pensent qu'il n'y a pas de propagande dans les démocraties»
<https://www.youtube.com/watch?v=Go0Bfd2js9M>

Arrêt sur Info à propos de la vidéo d'Olivier Berruyer (Les Crises) :

- S'il exclut le «complot et le fait que des gens tirent les ficelles», il souligne néanmoins l'impact d'une telle tendance, notamment sur les questions internationales. Un problème qu'il résume en une phrase : «Dans les médias, il n'y a pas de complot, il y a des gens qui pensent pareil».

Quel crétin ou il le fait exprès ! Les médias sont une composante essentielle de leur dispositif, dans la mesure où ils ont pour tâche principale non pas d'informer, mais d'empêcher la population d'accéder à certains faits trop compromettant ou de lui dévoiler la vérité sur leurs réelles intentions, ce qui correspond à la définition du complot qu'il le veuille ou non.

Et quand tous les gens dont les articles sont publiés par Arrêt sur Info incluant les auteurs de ce portail "pensent pareil" que les médias institutionnels sur le capitalisme par exemple, assurément "il n'y a pas de complot", ils ne font que manifester leurs véritables intentions ou la collusion qui existent entre eux sans forcément que leurs lecteurs ne s'en aperçoivent.

L'oligarchie possède les médias, dès lors l'unique mission des journalistes qui y officient consiste à diffuser leur propagande, leur idéologie ou leur politique, de sorte que la majorité de la population soit conditionnée et y adhère pour que le gouvernement puisse appliquer tranquillement leur programme ou stratégie.

Bien entendu, quand les rapports qui existent entre ces différents acteurs et leurs objectifs sont présentés sous un angle avantageux, quitte à en occulter ou déformer certains aspects de la réalité qui mettraient en lumière leurs réelles intentions qui sont inavouables, il ne serait pas question de complot, il s'agirait d'une simple coïncidence en somme.

L'uniformité de la pensée ou l'homogénéité idéologique qui s'exprime à travers l'ensemble des médias participe à un gigantesque complot contre la population dans la mesure principalement où ils s'efforcent de le nier.

Pourquoi insistons-nous si lourdement sur ce point?

Parce que certains ne semblent pas comprendre pourquoi en apparence ils s'emploient à nous fournir en empruntant différents canaux une multitude de matériaux qui pourrait se retourner contre eux ou qu'on pourrait utiliser contre eux et le régime, alors que l'essentiel réside dans l'orientation qu'ils servent ou ce à quoi ils les destinent selon leurs besoins. Contrairement à ce que je pensais, la plupart des lecteurs prêtent davantage attention aux analyses qui figurent dans leurs articles, qu'aux informations inédites qu'ils peuvent y trouver. Comme quoi on n'a pas du tout la même manière d'appréhender la situation ou la réalité.

Et pourquoi sont-ils si sûrs d'eux ? Parce qu'ils partent du constat que seule une infime minorité de la population se sert ou est capable de se servir des données qu'ils mettent à sa disposition pour les combattre, sachant que l'immense majorité des travailleurs et des militants ne connaissent pas ces sources d'informations ou d'analyses ou s'en détournent, l'essentiel résidant là encore dans la majorité qu'il leur est facile de duper pour obtenir son soutien. Ils savent qu'ils peuvent compter sur l'absence de conscience politique des travailleurs, et en multipliant les analyses à l'infini en apparence, ils s'emploient à donner l'impression qu'il en existerait autant pour expliquer la situation au point de s'y perdre, c'est le but de la manoeuvre, aboutir à la conclusion qu'il est impossible de se faire une idée précise de la situation, alors qu'ils n'existent principalement que deux analyses possibles, dont l'une est favorable au régime et l'autre s'y oppose, toutes celles intermédiaires consistant à s'en accommoder ou à en attendre quelque chose tout en critiquant ses excès devant figurer parmi les analyses soutenant le régime. Cela participe à la confusion générale qui profite à ceux qui détiennent le pouvoir.

On a fourni aux lecteurs tout au long de nos causeries des clés ou des repères pour ne pas se faire manipuler, en vain apparemment, désolé, on ne peut pas faire davantage.

En conclusion, à les entendre, l'oligarchie, leurs représentants et les médias ne vous cacheraient rien, d'ailleurs quel intérêt auraient-ils à agir de la sorte franchement ? En gros, ils vous disent tout, ce qui est inexact évidemment, donc vous pouvez avoir confiance en eux, ils prétendent tout vous dire ou ne rien vous cacher parce qu'ils seraient adeptes de la liberté d'expression ou seraient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, pourvus d'une morale irréprochable, ce qui également est destiné à vous mettre en confiance pour mieux vous embobiner ou parvenir à leurs fins. C'est de la démagogie pure ou du populisme.

5- Même pas peur !

Un article du Front syndical de classe et deux appels, un syndical et un de Nuits Debout.

Pourquoi nient-ils que le développement du capitalisme ou ses besoins soient à l'origine de certains progrès sociaux ? Pour ne pas avoir à aborder la question du développement du capitalisme qui en conclusion pose celle de son dépassement, ainsi que les moyens pour y parvenir, puisqu'ils tournent le dos au socialisme, cette question, cette analyse et les conclusions qui en découlent sont inutiles, donc autant les évacuer d'emblée.

- Les classes dirigeantes n'ont jamais rien octroyé qui ne leur ait été arraché : congés payés, sécurité sociale, droits à la santé, retraite, services publics de l'énergie, du transport...

D'ailleurs pourquoi envisager le dépassement du capitalisme puisque nos droits sociaux seraient compatibles avec son existence, autrement dit, si le capitalisme peut réaliser le socialisme pour peu qu'on fasse pression sur lui, alors à quoi bon une étude ou une analyse du capitalisme qui aboutirait à la conclusion qu'il doit être et peut être aboli.

- Panamas papers qui ont pour beaucoup révélé que des sommes considérables sont détournées d'un usage public au profit de la grande fraude montre le monstrueux mensonge des privilégiés et des réformateurs de tout poil selon lesquels il n'y aurait plus les moyens nécessaires pour garder et développer notre modèle social.

Il est dès lors possible de "construire des revendications portant une part d'utopie", puisque cela ne les engage à rien après avoir accepté de demeurer sous le joug du capitalisme, la rhétorique socialisante ne sert ici qu'à instrumentaliser les faibles d'esprit qui croiraient encore que l'utopie socialiste pourrait un jour devenir réalité, alors que cela n'a jamais été leur objectif politique.

Il en faudra davantage pour "faire peur à l'oligarchie, faire reculer le pouvoir" qui tremble déjà à l'idée que les syndicats qu'ils savent corrompus jusqu'à l'os puissent "rencontrer Place de la République à Paris pour débattre avec les acteurs de NuitDebout", qui comme en 1968 veulent changer la vie sans changer la société, ce qui aboutira au même résultat ou à assurer la pérennité

du capitalisme dont décidément ils ne peuvent pas se passer les uns et les autres. (Source : Convergence des luttes, convergence des forces : un impératif pour l'emporter ! - Front syndical de classe - publié par le portai stalinien Le Grand Soir 29.4)

6- Pardem. Comment cautionner les institutions de la Ve République en recourant au populisme.

- "... ceux qui appellent à boycotter les urnes désarment précisément les citoyens qui ont intérêt à barrer la route aux fascistes, aux droitiers et fauxcialistes.

Pour changer, le vote ne suffit pas, mais c'est aussi un outil.

7- Quand c'était juste une question de carrière...

- Aurélien Legrand : l'ancien du NPA qui gravit les échelons du FN

Candidat malheureux pour la LCR aux municipales de 2008, le conseiller régional FN en Ile-de-France devient le numéro deux du Rassemblement bleu marine. LePoint.fr

Qui a dit ?

Parole d'un malheureux.

- "*Je ne peux pas croire que les gens qui ne sont pas aimés puissent se sentir heureux.*"

Réponse : Le milliardaire américain Warren Buffett que son entourage aime forcément pour sa fortune, et cela suffit à son bonheur, comme quoi il n'est pas très exigeant en participant au malheur du monde.

Fascisme ordinaire en Europe.

Lettonie - "En vertu de l'article 71 du Code pénal de la Lettonie, ceux qui ont commis un crime contre le peuple letton ou contre la République lettonne ou l'ont insultée, peuvent être condamnées à cinq ans de prison".

Ne les traitez pas de fascistes, ils le prendraient pour un compliment...

PS : Echo en perdition...

- Hé oh la gauche": les soutiens de Hollande lancent la "contre-offensive" pour 2017

Etre "fier" du bilan du quinquennat et rappeler que "la gauche et la droite, ça n'est pas la même chose" : c'est le message qu'ont martelé lundi Stéphane Le Foll et quatre ministres, au cours d'une réunion publique aux allures de meeting de campagne à Paris. AFP

La résurrection impossible.

"La gauche et la droite, ce n'est pas la même chose": tout au long de cette réunion publique, chacun s'est évertué à ressusciter la vieille opposition entre PS et Républicains.

Aveu. Comme quoi ils ne les avaient jamais vraiment adoptées.

- "ce que nous avons fait est (...) conforme aux valeurs qui ont été toujours les nôtres"

Stéphane Le Foll, à Paris le 25 avril 2016.

Vous avez raison, c'est incurable, alors crevez !

- "On n'est pas là pour se soigner".

Najat Vallaud-Belkacem à Paris le 25 avril 2016

Assumer la continuité du régime...

- "Le mot 'gauche' est un beau mot qu'il faut pleinement porter, mais une gauche qui réforme et une gauche qui assume pleinement sa responsabilité de l'exercice du pouvoir", a-t-il estimé.

Manuel Valls en déplacement au Mont-Saint-Michel. yahoo.com 25.4

Il lui aura fallu quatre ans pour parvenir à s'en convaincre, il doit être le seul dans ce cas-là.

- Selon François Hollande, "les mous peuvent atteindre la perfection" - Francetv info

La zizanie qui règne au sommet de l'oligarchie atteint le sommet de l'Etat.

- Manuel Valls s'en prend une nouvelle fois à Emmanuel Macron - Francetv info

On ne peut pas imaginer qu'il soit question d'une querelle de personne...

Peut faire pire encore, ce sont eux qui le disent.

- Le PS en campagne pour dire que "tout n'est pas mauvais"

Le Parti socialiste a lancé lundi une initiative pour expliquer que "tout n'est pas mauvais" dans la politique menée par la gauche depuis l'élection de François Hollande en 2012, sur fond de fortes divisions à gauche. Reuters

[Le gouvernement des terroristes et des casseurs...](#)

- Le gouvernement s'inquiète face à la radicalisation de la CGT - LeFigaro.fr

Sur fond de grogne contre la loi El Khomri, le gouvernement est confronté à un mouvement social qui se durcit et mise sur les syndicats réformistes contre les organisations contestataires. LeFigaro.fr

- Violences : qui sont les casseurs ? - Francetv info

De nombreux heurts ont eu lieu lors de manifestations contre la loi Travail jeudi 28 avril. Qui sont ces casseurs ? - Francetv info

Des flics et des gauchistes instrumentalisés que les services d'ordre des manifs refusent de neutraliser ou d'expulser manu militari. Pourquoi ? Devinez.

[La lutte des classes : Leur hantise, leur cauchemar, l'ennemi à neutraliser ou à abattre.](#)

- Sondage : la lutte des classes reste d'actualité - LeParisien.fr

Les Français ne croient ni à Nuit debout, ni aux syndicats, ni aux partis politiques pour les représenter. En revanche, ils sont convaincus que la fracture entre riches et pauvres est plus profonde que jamais.

Un désenchantement total. Quelques semaines après le tsunami des Panama Papers, et alors qu'une 4e journée de manif contre la loi Travail s'est déroulée jeudi, un sondage réalisé en exclusivité par l'institut Odoxa pour « le Parisien » - « Aujourd'hui en France » montre que le fossé entre les Français et ceux qui sont censés les représenter n'a jamais été aussi grand.

En cette veille de 1er Mai, date symbole des grandes luttes ouvrières, les syndicats y font pâle figure : pour 7 Français sur 10, ils sont en effet jugés inefficaces. Et seuls 16 % des sondés pensent qu'ils sont vraiment en phase avec les salariés. Plus surprenant encore : Nuit debout et son espace de débats ouvert à tous les citoyens n'est plébiscité que par 17 % des personnes interrogées. Quant aux partis politiques, ils affichent le piteux score de 4 %. Plus encore qu'une colère sourde, c'est donc ce sentiment de ne plus être représentés — compris ? — par personne qui domine aujourd'hui et réactive la « fracture sociale » que Jacques Chirac s'était donnée pour mission de combler en 1995. LeParisien.fr 30.04

En complément. Une sourde crainte les terrorise.

- 78% des Français redoutent une explosion sociale, selon un sondage - AFP

François Hollande lors d'un bain de foule place de la Concorde le 14 juillet 2015 à Paris

Seuls 17% des Français sont d'accord avec l'affirmation de François Hollande selon laquelle la France "va mieux" et une large majorité d'entre eux (78%) redoutent au contraire une "explosion sociale", selon un sondage Elabe diffusé jeudi.

"Oui, ça va mieux", avait lancé le chef de l'État lors de son intervention télévisé du 15 avril. Mais 83% des personnes interrogées ne sont pas d'accord avec cette affirmation.

Près de huit Français sur dix (78%) estiment qu'il existe aujourd'hui en France "un risque élevé" d'"explosion sociale", contre 22% pour lesquels ce risque est "faible".

Enfin, seules 28% des personnes interrogées font confiance aux syndicats de salariés pour défendre leurs intérêts, contre 72% d'un avis contraire. Chez les seuls salariés, la confiance dans les syndicats grimpe à 34%, mais 66% d'entre eux ne leur font pas confiance. AFP 29.04

En oligarchie on peut s'en passer...

- Sondage: les partis politiques "nécessaires" pour un Français sur deux seulement - AFP

... en attendant à défaut de mieux...

- Une illusion tenace. - yahoo.com

Le directeur du département politique-opinion de Harris interactive, Jean-Daniel Lévy, a rappelé la forte proportion de Français se disant favorables à un gouvernement d'union nationale (77%), tout en soulignant qu'ils étaient à peu près autant (80%) à se reconnaître de droite ou de gauche et qu'une minorité ne faisait pas de différences entre les politiques conduites par la droite et la gauche. yahoo.com 25.4

Conditionnement. Encore une "fuite" providentielle ou la fin d'un "mystère".

Comment faire croire que les peuples y étaient initialement favorables, puis défavorables... pour finir par leur imposer parce que ce sont eux qui l'aurait voulu.

Il faut toujours se demander quelle idée ils ont derrière la tête, quand ils publient un article qui semble aller à l'encontre des intérêts qu'ils représentent. Ce n'est jamais un hasard ou anodin. Dites-le à nos crétiens de dirigeants.

- Tafta : Bruxelles regrette des "malentendus" après la fuite de documents - euronews.com

C'est la fin du mystère Tafta [Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement]. Les négociations autour du traité transatlantique étaient censées rester secrètes... mais c'était sans compter sur Greenpeace. L'ONG a publié lundi sur internet les 280 pages de documents de travail des diplomates... euronews.com 02.05

- Tafta : un accord controversé en perdition. - Public Sénat

Sous la pression de l'opinion publique, les européens se montrent de moins en moins favorables à la création d'un vaste espace de libre-échange, commun avec les américains. Public Sénat

- Tafta : des documents confidentiels révèlent l'avancée des négociations - Le Monde

Le Monde a pu consulter une série de documents confidentiels très récents, et totalement inédits, concernant le désormais fameux « Tafta » (acronyme de Trans-Atlantic Free Trade Agreement), le traité commercial que l'Union européenne (UE) négocie dans la plus grande discrétion avec les Etats-Unis depuis près de trois ans. Obtenus par Greenpeace Netherlands, ils abordent presque tous les aspects de cette très vaste négociation : l'abaissement des tarifs douaniers, mais surtout la coopération réglementaire entre les deux parties.

Portant sur les deux tiers de l'ensemble des textes discutés, ils couvrent 13 chapitres – des télécommunications aux pesticides en passant par la coopération réglementaire – et ont pour l'essentiel servi de base au dernier cycle de négociation du TTIP (sigle du nom officiel du futur traité : Transatlantic Trade and Investment Partnership ou « Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement »), le 13e, entre l'administration Obama et la Commission européenne, qui s'est tenu du 25 au 29 avril dernier,

à New York.

Une négociation déséquilibrée et encore balbutiante

Ces documents seront rendus publics par Greenpeace dans leur intégralité, lundi 2 mai à 11 heures. Leur intérêt principal est qu'y figurent non seulement la position des Européens mais aussi celle des Américains qui, jusqu'à présent, était restée totalement confidentielle.

Cette série de documents confirme à quel point la discussion est déséquilibrée et peu avancée. Les Européens sont plus impliqués, plus intéressés à la négociation, ils ont produit davantage de propositions, veulent notamment obtenir un accès plus grand aux marchés publics américains, la reconnaissance de leurs indications géographiques et appellations d'origine (comme le parmesan ou le chablis), et une harmonisation la plus poussée possible des standards industriels (automobile, cosmétique...).

De leur côté, les Américains restent campés sur leurs positions, peu enthousiastes. Ils n'ont pas encore produit de proposition sur plusieurs chapitres de la négociation. Malgré l'insistance européenne, ils se refusent toujours, après douze cycles de négociations, à ouvrir les discussions sur la coopération réglementaire dans les services financiers, ou à dissiper les interrogations des Européens sur la portée réelle de l'ouverture des marchés publics (que les Etats fédérés pourraient contourner).

Une menace pour le principe de précaution

Ces documents rappellent aussi que les réglementations des deux côtés de l'Atlantique sont très divergentes. Et montrent que, pour surmonter cette difficulté, les parties envisagent de pratiquer la reconnaissance mutuelle des réglementations (l'UE reconnaît la norme américaine comme équivalente à la sienne, et donc acceptable), plutôt que l'harmonisation (l'UE et les Etats-Unis modifient leurs normes respectives pour les faire converger).

« Les promoteurs du Tafta nous disent que son principal intérêt est davantage d'ordre géopolitique qu'économique. Mais ces documents montrent que cet argument ne tient pas. L'UE et les Etats-Unis vont vers une reconnaissance mutuelle de leurs standards, ouvrant la voie à une course vers le bas des multinationales en matière d'environnement et de santé publique », assure Jorgo Riss, chef du bureau de Greenpeace UE à Bruxelles.

En l'état, le Tafta serait par ailleurs susceptible de porter un coup au principe de précaution, qui permet aujourd'hui à l'Europe de refuser certains produits et pratiques au nom de la santé ou de l'environnement. Il inverserait la charge de la preuve, en contraignant les autorités européennes à justifier chacune de leurs décisions par des preuves tangibles de leur dangerosité – pas toujours consensuelles, comme l'illustre le débat sur les OGM. Malgré les assurances récentes de la commissaire européenne chargée du commerce, Cecilia Malmström, les Européens ne font référence à aucun moment à ce principe central dans les documents de négociation consultés.

Attention toutefois, ces textes sont une photographie, datant d'il y a à peu près un mois, de l'état des négociations entre Europe et Etats-Unis. Par ailleurs, il s'agit de positions de négociation : chacun campe sur ses positions, et il est évidemment impossible de préjuger du résultat final, de là où les parties choisiront d'« atterrir » dans les mois (ou plus probablement les années) qui viennent. Le Monde 01.05

Inégalités. Les vases communicants.

- La rémunération des grands patrons américains en hausse en 2015 - Reuters

Les patrons les mieux payés sur la liste d'Equilar, principal fournisseur de données sur les rémunérations des cadres supérieurs, sont les co-directeurs généraux d'Oracle, Mark Hurd et Safra Catz, qui ont perçu chacun 53,2 millions de dollars l'an dernier.

La plus forte augmentation revient au patron d'Emerson Electric, David Farr, dont la rémunération de 13,9 millions de dollars en 2015, a augmenté de 113% par rapport à celle de 2014. Reuters

Loi travail ou l'épreuve de force...

- Loi travail : le gouvernement envisage le 49.3 - Le Point

Les premiers décomptes des députés PS ne sont pas encourageants. Faute d'une visibilité suffisante, le gouvernement Valls envisage de passer en force.

La loi travail, portée par Myriam El Khomri, subira-t-elle le même sort que la loi Macron ? « Le gouvernement envisage en effet de passer la loi au 49.3, » souffle au Point.fr une source gouvernementale. Les premiers décomptes réalisés par le groupe PS

à l'Assemblée nationale pour vérifier les soutiens priver le gouvernement de la visibilité nécessaire alors que le texte arrive en séance publique, mardi 3 mai. Le vote final est programmé au 17 mai. Le Point 02.05

- Loi Travail: El Khomri "je refuse de faire planer la menace" du 49.3 - AFP

La ministre du Travail Myriam El Khomri se dit "impatiente" de défendre à partir de mardi la loi Travail à l'Assemblée nationale, mais "refuse de faire planer la menace" du recours à l'article 49-3 de la Constitution pour imposer son texte.

Dans une interview à paraître mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, la ministre note que "la Constitution prévoit cet outil" de l'article 49-3, mais "je refuse de faire planer la menace". AFP 02.05

- La droite votera contre le projet de loi Travail - leparisien.fr

A l'heure qu'il est (3 mai), il n'existe pas de majorité à l'Assemblée nationale pour adopter ce texte.

[Intox ou mystification.](#)

- Chômage : "La baisse donne le sourire à François Hollande" - Francetv info

Le chômage a fortement reculé au mois de mars. L'occasion pour le gouvernement de respirer à un an de la présidentielle. Francetv info

Les médias dans le rôle de respirateur ou couveuse artificielle...

- Le Conseil de l'Europe juge la démocratie en grand danger - Reuters

L'Europe est en danger, affirme le Conseil de l'Europe, en constatant, dans son rapport annuel publié mercredi, un nouvel affaiblissement des piliers de la démocratie dans un contexte de crises multiples sur le continent. Depuis trois ans que l'organisation paneuropéenne Reuters

Il fallait oser...

- Macron met en garde contre une "disparition" de l'Union européenne - AFP

Le ministre français de l'Economie Emmanuel Macron a mis en garde contre une "disparition" de l'Union européenne faute d'une refondation du projet, dans une interview à paraître jeudi en Allemagne. AFP

Entendez par là, toutes les occasions sont bonnes pour plus d'UE...

[Couac !](#)

- Brésil: le Nobel de la Paix argentin, Esquivel, évoque un "possible coup d'Etat" institutionnel - AFP

Le Prix Nobel de la Paix de 1980, l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, a alerté sur la possibilité d'un coup d'Etat institutionnel au Brésil lors d'un discours jeudi devant le Sénat à Brasilia qui a provoqué l'indignation de nombreux parlementaires de l'opposition. AFP

[Un monstre peut en cacher un autre. Hitler et les nazis ont participé à la création d'Israël.](#)

- L'ex-maire de Londres suspendu du Labour pour ses propos sur Hitler - LeFigaro.fr

Ken Livingstone avait qualifié le führer de « sioniste ». Le Labour de Jeremy Corbyn est sous le feu de la critique après la multiplication de dérapages antisémites de certains de ses élus. LeFigaro.fr

- L'ancien maire de Londres sanctionné pour avoir mentionné la collaboration entre sionistes et nazis - RT

L'ancien maire de Londres Ken Livingstone a été suspendu du parti travailliste après avoir affirmé qu'Hitler avait été soutenu le sionisme, lors d'un entretien au cours duquel il défendait un collègue accusé d'antisémitisme.

«Rappelons-nous, lorsque Hitler a remporté l'élection en 1932, sa politique était de déplacer les Juifs en Israël» a-t-il confié à la

radio BBC jeudi, avant d'expliquer: «Il soutenait le sionisme avant de perdre la tête et de finir par tuer six millions de Juifs.» Cette déclaration a été condamnée par plusieurs députés travaillistes, ainsi que par le Premier ministre David Cameron, qui a affirmé que le parti travailliste avait «un problème avec l'antisémitisme».

Ken Livingstone a refusé de s'excuser pour sa déclaration, affirmant que la critique des politiques menées par le gouvernement israéliens ne devaient pas être confondues avec l'antisémitisme, après s'être écharpé avec le député travailliste John Mann qui l'avait accusé de faire «l'apologie du nazisme» de «réécrire l'histoire». L'altercation, qui a été filmée, s'est déroulée après la diffusion sur l'antenne londonienne de la BBC de l'émission où Ken Livingstone défendait la député Naz Shah, accusée d'antisémitisme après avoir posté une série de messages Facebook.

Ken Livingstone faisait référence à l'accord de transfert (Haavara, en hébreu), qui a été conclu entre certains juifs sionistes et le Reich allemand entre 1933 et 1939, afin d'organiser le départ des juifs allemands vers la Palestine ainsi que le transfert de leurs biens financiers. Cet accord a fait polémique au sein de la communauté juive mondiale, certains juifs américains étant partisans du boycott des produits émanant de l'Allemagne nazie afin de faire plier Hitler sur sa politique envers les Juifs, boycott venant en contradiction avec l'accord conclu avec Hitler. Finalement, le boycott a échoué et la collaboration avec les nazis s'est poursuivie jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. L'historique de cet épisode controversé est notamment documenté par une étude de l'historien juif sioniste américain Edwin Black. A propos des écrits de Naz Shah, qui avait suggéré de relocaliser Israël aux Etats-Unis en 2014, l'ancien maire de Londres a assuré que ceux-ci n'étaient pas antisémites :

«J'ai entendu de nombreuses personnes critiquer Israël, mais s'il était question de la dénonciation du gouvernement d'Afrique du Sud, vous ne diriez pas qu'il s'agit de racisme – et l'une de mes préoccupations est que cette confusion entre l'antisémitisme et la critique du gouvernement israélien mine l'importance du fait de s'attaquer au véritable antisémitisme». RT 29.04 publié par Arrêt sur Info.

Le Labour acquis au sionisme, le PS n'est pas le seul... Au fait, ne parler pas de complot... Et Hitler n'a pas perdu la tête en supprimant 6 millions de juifs, il a appliqué le remède destiné à punir les juifs décrit par le théoricien du sionisme Théodore Herzl.

Rectifications, la diaspora sioniste n'avait jamais envisagé le transfert des juifs d'Europe vers Israël, bien au contraire, leur massacre en masse devait justifier la création d'Israël, et à vrai dire le coup n'a pas mal réussi.

[Ils sont Charlie et adulés par Hollande.](#)

La police égyptienne a fait une descente dans les locaux du syndicat des journalistes dimanche et arrêté deux journalistes qui s'étaient montrés critiques à l'égard du gouvernement, ont dit un responsable du syndicat ainsi que des journalistes. Reuters

- Plus de 200 interpellations pour le 1er-Mai à Istanbul

La police turque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau et interpellé plus de 200 personnes dimanche après des heurts à l'occasion du défilé du 1er-Mai à Istanbul, tandis qu'une partie des manifestants tentaient de rejoindre la Reuters

- Israël: Sans être inculpé, un journaliste palestinien en détention pour quatre mois

Les Palestiniens dénoncent une atteinte supplémentaire à la liberté de la presse de la part d'Israël... 20minutes.fr

[Stratégie du chaos ou déstabilisation du Brésil et du Venezuela par les Américains et leurs alliés.](#)

- Venezuela : le Parlement vote une motion de défiance contre le ministre de l'Alimentation

Le président du Parlement Henry Ramos Allup a déclaré que, en conséquence, le gouvernement du président Nicolas Maduro devait "démettre" ce ministre de ses fonctions. Francetv info

- Venezuela: révoquer Nicolas Maduro, une longue course d'obstacles

Si l'opposition vénézuélienne a réuni les signatures nécessaires pour lancer le processus d'un référendum contre le président socialiste Nicolas Maduro, il ne s'agit que de la première étape d'une longue course d'obstacles. AFP

- Les coupures de courant exacerbent la colère des Vénézuéliens

Economies d'énergie, pénuries et tension politique se conjuguent pour placer le pays sous haute tension. La semaine a été émaillée d'émeutes et de pillages. Liberation.fr

- Venezuela: près de deux millions de citoyens réclament le départ de Maduro

L'opposition au Venezuela a remis aux autorités électorales près de deux millions de signatures en faveur d'un référendum pour révoquer le président socialiste Nicolas Maduro, cible du mécontentement de la population face à la crise économique. AFP

[Quand par décret les assassins qui gouvernent se déclarent innocents.](#)

- Pour les Etats-Unis, le bombardement de l'hôpital de MSF en Afghanistan n'est pas un crime de guerre

Quarante-deux personnes avaient été tuées et 37 autres blessées dans la destruction de d'un hôpital tenu par Médecins sans frontières à Kunduz le 3 octobre. Le Pentagone a présenté vendredi son rapport. LeMonde.fr

[Bienvenue en oligarchie, propagande et guerre idéologique permanente sur tous les fronts.](#)

Après s'en trouvera-t-il encore pour ignorer qui sont les commanditaires à l'origine de ces campagnes ou de cette propagande nauséabonde, pour ignorer qui doit en profiter ?

- La France est-elle prête à interdire la fessée ?

Des dizaines d'événements se tiennent samedi afin d'aider les parents à trouver des solutions pour éduquer leurs enfants et poser des limites, tout en évitant les châtiments corporels. LeMonde.fr

- A-t-on vraiment besoin d'indiquer son sexe aux banquiers?

Kaelin en a fait l'amère expérience: il est très compliqué de sortir des normes genrées avec les établissements financiers. Kaelin est une personne qui ne correspond pas vraiment aux stéréotypes de genre. Slate.fr

- L'influence des stéréotypes genrés se fait sentir dès le berceau

Avant la puberté, il y a très peu de différences vocales liées au sexe entre les enfants. Ce qui n'empêche pas les adultes d'attribuer un sexe aux cris de bébés, avec des conséquences potentiellement délétères pour leur santé ou leur épanouissement. Slate.fr

- Une histoire du flou

À l'heure où l'on valorise de plus en plus le brouillage des identités, un ouvrage analyse comment l'art a questionné en premier les frontières de nos réalités. Slate.fr

- Le porno, c'est (potentiellement) la santé

Les hommes qui regardent du porno dans lequel les acteurs se protègent en mettant un préservatif ont tendance à plus se protéger eux-mêmes que les autres. Les hommes qui regardent du porno où les acteurs utilisent des préservatifs ont plus tendance que les autres à utiliser des préservatifs: c'est Slate.fr

- Aux États-Unis, une prof de collège virée pour avoir dit le mot «vagin»

Dans cette école du Michigan, il est tout bonnement interdit de prononcer le mot sans autorisation. L'art de Georgia O'Keeffe, peintre américaine majeure du XXe siècle, est plein de fleurs. Des fleurs aux couleurs obsédantes, aux formes voluptueuses, cocons de beauté dont le pistil vous happe Slate.fr

- Les femmes trompées gagnent toujours (ou presque) à la fin

Une nouvelle preuve que les femmes sont plus résilientes que les hommes. - Slate.fr

- Les règles synchronisées, un mythe tenace

Depuis la publication de l'étude qui a identifié le phénomène au début des années 1970, les chercheurs n'arrivent pas à en confirmer les conclusions. Avez-vous déjà entendu parler de l'effet McClintock ou du «phénomène du dortoir»? S Slate.fr

- Dans l'Oklahoma, si une victime de fellation forcée est complètement ivre, elle est jugée consentante

Une décision de justice fait polémique. Un acte peut-il être véritablement consenti sous l'emprise de 3,4 grammes d'alcool? C'est ce qu'a estimé un tribunal de l'État d'Oklahoma, dans une formulation étrange jugeant qu'on ne pouvait avoir été «forcé» à pratiquer une fellation... Slate.fr

- Colombie: légalisation définitive du mariage homosexuel

La Cour constitutionnelle de Colombie a définitivement légalisé jeudi le mariage entre personnes du même sexe, ce pays devenant ainsi le quatrième d'Amérique du sud à autoriser l'union homosexuelle. AFP

- Bonne nouvelle: la malchance n'existe pas (et la fatalité non plus)

Lorsqu'une bonne ou une mauvaise chose arrive par hasard, nous avons tendance à le mettre sur le compte d'une bonne étoile ou d'une malédiction. Ces deux concepts, la science a les outils pour les réduire en miettes. Trop beau pour être vrai. Ou trop pénible pour être accepté. Lorsqu'une Slate.fr

- Dans la vraie vie, les sabres lasers seraient l'arme la plus dangereuse du monde

Un seul coup et votre corps sera vaporisé. Dans la saga Star Wars, le sabre laser, arme de prédilection des Jedi, est d'une redoutable efficacité. Il tranche souvent des mains, parfois des corps, détourne les lasers de blasters, et peut même ouvrir des portes blindées. Mais au-delà de l'univers Slate.fr

- Pourquoi est-il si difficile de voyager quand on est végétarien?

Personne n'a la même définition du végétarisme à travers le monde, et cela peut parfois poser quelques problèmes. Parcourir le monde tout en restant fidèle à son régime alimentaire végétarien n'est pas toujours facile. Dans certaines régions du monde, exclure de son alimentation les viandes, les Slate.fr

- La consommation de viande rouge peut accélérer le vieillissement

Une étude pointe du doigt le lien entre une consommation excessive de viande rouge et des taux élevés de phosphate sérique dans l'organisme. Il est aujourd'hui prouvé que manger trop de viande rouge peut favoriser l'apparition de cancers. Slate.fr

- Uberisation ou Schtroumpfisation?

Saurez-vous distinguer ces phrases des Schtroumpfs des citations de la presse sur l'uberisation? Le festival du Mot de Charité-sur-Loire vient de lancer une consultation pour élire le «mot de l'année» 2016. Slate.fr

Mystification.

- La «révolution Sanders» survivra-t-elle à une défaite de plus en plus certaine?

Le mouvement politique autour du candidat pourrait marquer les futures élections américaines. Le candidat démocrate Bernie Sanders a déjà accompli beaucoup en s'imposant comme un concurrent sérieux face à Hillary Clinton et en ravivant auprès des électeurs-particulièrement chez les jeunes... Slate.fr

- Les nouveaux écolos ont tué l'écologie anxiogène

Fini l'écologie catastrophiste, normative et illisible dans le débat politique. Les nouveaux écolos ont le sourire, de l'humour, des smartphones et des milliers d'idées concrètes qu'ils mettent en oeuvre en cassant tous les modèles. Slate.fr

Regret.

- Les Français font mentir les calculs politiques: les attentats ne les ont pas rendus plus racistes

Le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) sur l'année 2015 montre une augmentation de la tolérance et un reflux des opinions xénophobes, notamment à l'égard des musulmans. 2015 était vraiment une année de merde: avec pour toile de fond les attentats Slate.fr

- Vive le retour de la droite pour sauver la gauche

Du bon usage des casseurs.

Les organisations contestataires sont promptes à ne voir dans les échauffourées que la seule dureté policière. Et ce n'est pas sans raison. Toute une partie de la gauche n'en peut plus d'attendre le retour de la droite. Slate.fr

- Les gènes du bonheur identifiés pour la première fois par une étude mondiale

Près de 200 chercheurs se sont penchés sur les variations génétiques liées au bien-être, à la dépression et au névrosisme. C'est l'une des plus grandes études jamais publiées sur les liens entre les gènes et les comportements humains, selon Medical News Today. Slate.fr

- Pourquoi Hollywood cache-t-il autant les acteurs noirs dans ses blockbusters?

Ces dernières années, beaucoup d'entre eux ont interprété des rôles qui nécessitaient qu'on change la couleur de leur peau ou qu'on les transforme entièrement. Slate.fr

- Le réquisitoire du grand poète syrien Adonis contre la religion musulmane

Dans ce livre d'entretiens avec la psychanalyste Houria Abdelouahed, Adonis dénonce sans ambages le caractère intrinsèque de la violence dans l'islam, mais laisse (trop) peu de place au débat. Slate.fr

Vous avez vu, tout y passe, hallucinant ! J'espère que cela a donné la nausée aux sceptiques qui estiment qu'on verserait dans la théorie du complot, dans l'anti-américanisme infantile...

Quelques infos en vrac...

- Athènes mise sur l'UE pour résoudre ses dissensions avec le FMI - AFP

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, en a appelé aux instances politiques de l'UE mercredi pour débloquer les négociations avec les créanciers de son pays, surtout le FMI, demandant la convocation d'un sommet des pays de la zone euro si rien n'avancait au niveau ministériel. AFP

- L'Arabie saoudite va se doter du plus grand fonds souverain au monde - AFP

L'Arabie saoudite a annoncé lundi son intention de vendre en Bourse une partie du géant pétrolier Aramco et de se doter d'un fonds souverain de 2.000 milliards de dollars (1.777 milliards d'euros), le plus grand du monde, dans le cadre d'un vaste plan visant à réduire sa dépendance du pétrole.

"Ce fonds va contrôler plus de 10% de la capacité d'investissement dans le monde (...) et le volume de ses avoirs représentera plus de 3% des actifs existants", a dit le vice-prince héritier Mohammed ben Salmane, également ministre de la Défense.

"Aucun projet d'investissement ou de développement dans n'importe quelle région du monde ne se fera qu'en passant par le fonds souverain saoudien", a-t-il prédit.

- Entre 170 000 et 500 000 personnes ont manifesté en France contre le projet de loi travail - LeMonde.fr

- Turquie: manifestations laïques contre une "constitution religieuse" - AFP

La police a dispersé par la force mardi plusieurs manifestations de partisans de la laïcité en Turquie, au lendemain d'une sortie controversée du président du Parlement appelant de ses vœux une "Constitution religieuse". AFP 26.4

- En Angleterre, grève "sans précédent" des internes des hôpitaux - AFP

Les internes des hôpitaux anglais ont mené mardi leur première grève totale et manifesté dans les rues de Londres contre une réforme de leurs conditions de travail imposée par le gouvernement conservateur de David Cameron.

Plus de 20.000 "junior doctors" ont participé au mouvement sur les 53.000 que compte la branche Angleterre du service public de santé (NHS) britannique, a indiqué cette dernière en évoquant une action "sans précédent".

Car si quatre grèves des internes ont déjà affecté les hôpitaux anglais depuis le début de l'année, il s'agit bien de la première à toucher aussi les unités d'urgence du NHS, créé il y a 68 ans. AFP 26.4

- Les Argentins manifestent contre les licenciements et l'austérité - LeMonde.fr

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, vendredi 29 avril, alors que le pays s'enfonce dans la crise. LeMonde.fr

- Sans gouvernement, les Espagnols rééliront leurs députés en juin - Reuters

Les Espagnols se rendront à nouveau aux urnes au mois de juin pour élire leurs députés, les ultimes tractations en vue de la formation d'un gouvernement issu des élections législatives du 20 décembre n'ayant pas permis mardi de trouver un accord.

Reconnaissant l'absence d'accord, le roi Felipe a annoncé qu'il ne proposerait pas de nouveau candidat pour le poste de chef de gouvernement, ouvrant ainsi la voie à un nouveau scrutin législatif. Celui devrait avoir lieu le 26 juin. Reuters 26.4

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mai 2016

CAUSERIE

Vous êtes en forme ? Cela vaut mieux et c'est tout le mal qu'on vous souhaite. Certains le seront peut-être moins après avoir lu cette causerie et nous n'y pouvons rien, car ce sont eux qui ont un problème à régler.

On s'est enfin décidé à formater en pdf les causeries depuis le début de l'année. Le coeur n'y était franchement pas comme l'on dit, mais la raison l'a emporté, encore heureux !

Cette causerie est particulièrement consistante. J'allais ajouter qu'elle était cohérente d'un bout à l'autre, puis j'ai eu soudain une hésitation, je me suis demandé si certains à l'esprit particulièrement tordu ou malintentionnés, conditionnés à leur insu, n'allaient pas en déduire qu'elle avait été fabriquée pour être orientée dans une seule et unique direction, un crime ou un élément forcément suspect chez les esprits policiers, et qu'il faudrait la lire en prenant une certaine distance ou en se couvrant le nez et la bouche avec un mouchoir pour éviter toute contamination, ah désolé, le mouchoir n'est pas fourni !

On passe énormément de temps à nous justifier, alors on en a plus que marre de vos soupçons à la con, vous comprenez cela ? Les personnes concernées se reconnaîtront aisément.

Dans le processus cognitif, le recours au doute de manière systématique, exagérée ou répétitive, à mauvais escient ou placé au mauvais endroit, constitue un obstacle majeur à l'acquisition de connaissances ou à la mémorisation, donc à tout progrès intellectuel... A l'arrivée, cela revient en quelque sorte à visiter un musée au pas de course, à écouter une sonate de Beethoven en regardant *Touche pas à mon poste*, à déguster un coq au vin en buvant du Coca Cola, à boire du Meursault couper d'eau, à lire le Capital en écoutant Claude François, bref, c'est rabaisser le travail que l'on fournit au service de l'idéal que nous sommes censés partager, ce n'est pas très sérieux.

C'est fâcheux et blessant, car méprisant et injuste après tous les efforts que nous produisons pour éviter que vous soyez manipulés justement.

Maintenant je comprends parfaitement que dans le contexte actuel ou la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes foutus, on en vient à ne plus comprendre ce qui se passe réellement, et qu'en étant incapable de justifier cette incompréhension on en arrive à douter de tout et à sortir l'argument du complot pour éviter toute discussion sérieuse ou d'aborder nos désaccords.

Ce qui est étonnant, c'est que certains en soient encore là, après que le gouvernement ou les représentants de la réaction en général eurent employé cet argument une multitude de fois ces derniers temps dans leur propagande, pour détourner les travailleurs et jeunes des sources d'informations qui ne censureraient pas certains aspects de la réalité qu'ils devaient ignorer, afin qu'ils ne puissent pas s'en servir dans leur combat politique ou tout simplement pour l'interpréter correctement, voire en tirer des enseignements pour plus tard.

La majorité des masses rejettent les discours officiels, s'abstiennent aux élections, honnissent les institutions, le régime, donc elles

ne peuvent que douter du bien-fondé des versions officielles que le pouvoir leur sert à la suite d'événements importants ou conçus comme tels, alors que bien des militants y sont plus réceptifs apparemment. C'est à croire qu'ils gravitent dans un milieu particulièrement malsain qui les conduit à développer une tendance schizophrénique qui n'a par définition qu'un rapport éloigné avec la réalité, puisque nous ne leur avons jamais rien caché, en témoignent les milliers de page de ces causeries, la sincérité absolue de son auteur, sa parfaite honnêteté, c'est embarrassant d'en arriver à utiliser cet argument, pour finalement inspirer la méfiance.

C'est pire qu'une insulte, c'est insupportable. Mais cela ne m'étonne pas vraiment, j'en ai vu d'autres au cours de ma vie, et il en faudra beaucoup plus pour me dégoûter du genre humain, sachant que les gens ou les militants en général n'ont pas conscience de la portée de leurs paroles ou de leurs actes et qu'il ne faut pas les juger.

La prochaine actualisation du site à une date indéterminée, comme toujours désormais...

CIA papers, cela ne vous dit rien ? Si c'est le cas, c'est que vous vous êtes laissé manipuler, bravo ! Cela signifie que ce portail ne vous aura servi à strictement rien, désolé impossible de faire davantage.

Trois sujets d'actualité

1- Quand la révélation de secrets de polichinelle fait la Une de l'actualité des médias mainstream qui en sont à l'origine, c'est qu'on nage en pleine imposture.

Les Etats-Unis revendiquent le statut d'unique puissance financière mondiale, d'unique puissance militaire mondiale, d'unique puissance politique mondiale et... d'unique paradis fiscal mondial, sinon à quoi bon !

2- Trahison et soumission. Quand SUD Solidaires était en réalité un syndicat patronal.

Alors que les salariés du BHV du Marais à Paris s'étaient exprimés majoritairement en novembre contre le travail le dimanche, SUD Solidaires vient de signer un accord avec la CFE-CGC permettant l'ouverture le dimanche du grand magasin.

Pour le justifier, le représentant de SUD Solidaires BHV, François Le Menuet, a expliqué avoir voulu «négocier au mieux pour les salariés» face à une évolution à laquelle «on ne va pas échapper». (source : Libération 06.05)

C'est le discours d'un traître, d'un agent du patronat.

Travailleurs, militants, vous voilà avertis, comme il serait impossible de résister ou de s'opposer aux mesures antisociales que les capitalistes entendent vous imposer, autant prendre les devant et les revendiquer, les adopter vous-mêmes.

L'argument selon lequel il serait impossible de résister ou de s'opposer aux mesures antisociales des capitalistes, témoigne de la soumission au capital de son auteur et est étranger au syndicalisme ouvrier.

Vous avez aimé le réformisme qui vous a permis de vivre confortablement dans l'insouciance, vous apprécierez d'autant plus le corporatisme pour y avoir été préparés de longue date.

Les reniements d'un jour finissent toujours par se payer très cher. En refusant de rompre avec les appareils corrompus des syndicats et de fonder un nouveau syndicat ouvrier le moment venu au cours des 70 dernières années, les dirigeants des partis ouvriers sans exception hélas en partagent la responsabilité.

En complément, il fait la paire avec Hollande qui lui aussi estime qu'«on ne va pas (y) échapper».

- François Hollande défend le "compromis juste" de la loi Travail - Reuters

Juste pour qui ? Les esclavagistes des temps modernes...

3- Qui a dit ?

3.1 - «Elever des murs afin de s'isoler de l'économie globale ne fera que nous priver de perspectives incroyables. Au contraire, les Etats-Unis doivent écrire les règles. Les Etats-Unis doivent mener le bal. Les autres pays doivent jouer d'après les règles que les Etats-Unis et ses partenaires fixent»

- «Le monde a changé. Les règles changent aussi. Ce sont les Etats-Unis et non pas des pays comme la Chine qui doivent les écrire.»

Réponse : Obama dans une tribune au Washington Post (source : Russia Today publié par Arrêt sur Info le 4 avril 2016)

3.2 - «la fin du rôle global de l'Amérique [...] serait très probablement le chaos mondial».

Zbigniew Brzezinski dans la revue The American Interest. (Zbigniew Brzezinski nous dévoile la nouvelle stratégie US en direction de la Russie et de la Chine - Arrêt sur Info 28.04)

CIA Papers

Le cabinet Mossak-Fonseca, vu du Panama - Réseau Voltaire 27.04

Vu de Panama, l'analyste politique Julio Yao Villalaz s'indigne de l'amalgame créé entre les fichiers du cabinet Mossak-Fonseca et sa patrie. Il serait plus juste de parler de CIA Papers, compte-tenu du rôle de l'Agence états-unienne dans la création du cabinet et vu qu'elle ne l'a pas créé au Panama.

En outre, la publication des fichiers du cabinet par la presse a été précédée de diverses opérations des services de police et du fisc états-unien.

Le cabinet Mossak-Fonseca a été créé par la CIA, en 1986, de manière à constituer les sociétés off-shore nécessaires à l'anonymisation et au transfert de l'argent de l'opération Iran-Contras. L'Agence s'était alors appuyée sur Jürgen Mossack, le fils du SS Erhard Mossack, recruté par le Gladio pour lutter contre les Soviétiques.

par Julio Yao Villalaz

Je ne pense pas rentrer dans le débat byzantin de savoir si la constitution d'entreprises off-shore est légale ou non, ni sur la question de leurs objectifs éventuels. Non que le sujet de la légalité de la chose me soit indifférent ou me semble sans importance. En effet, j'ai appris le mois dernier la responsabilité en la matière d'une certaine dame, agissant pour des raisons personnelles, et motivée par une volonté de vengeance : elle vendait, on le sait maintenant, depuis 2008-2009, une partie des documents de Mossack-Fonseca, et cela a été complété par les agissements d'un couple du même bureau et peut-être d'autres personnes.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir comment ces documents de Mossack-Fonseca sont tombés aux mains des agences étasuniennes « chargées de l'application de la loi » (US Law Enforcement Agencies) et si cela s'est produit avant ou après que la dame les remette ou les vende au journal Süddeutsche Zeitung. On sait que le Süddeutsche Zeitung les a remis au consortium des journalistes d'investigation (CPI) et que ceux-ci ont été soutenus par George Soros et les élites US hostiles à la Russie.

Le fait est que les dites agences se sont servies des documents de Mossack-Fonseca pour accuser et faire arrêter des narco-trafiquants, des terroristes, des trafiquants d'armes, des blanchisseurs d'argent, etc., et en outre pour agir contre certaines banques au Panama.

Cette question n'est plus du tout byzantine, parce qu'elle implique la participation éventuelle du gouvernement US, dans une action illicite d'ordre international. L'action contre la place bancaire et financière de Panama constitue une attaque contre l'une des bases de notre économie. Rien de byzantin non plus dans la révélation selon laquelle Mossack-Fonseca était de mèche et l'est encore, avec des personnages sinistres de presque tous les continents, liés à des services de renseignement, au moins depuis 1986, en particulier ceux qui ont trempé dans le scandale US-contra.

La firme Mossack-Fonseca n'est pas née en 1977 comme cela figure dans les archives mais en 1986, aux Iles Vierges (britanniques). En 1977 il n'existait que la Jürgen Mossack Law Firm (cabinet d'avocats). C'est en 1986 que naît la firme, à l'occasion du scandale US-Contra.

Comme l'affirme le New York Times dans son édition du 7 avril 2016 :

En 1986, tandis que le pays n'était pas encore sous le joug du général Manuel Noriega, Ramón Fonseca et Jürgen Mossack ont fusionné leurs modestes cabinets d'avocats et créé ce qui deviendrait le centre des opérations bancaires discrètes pour les élites. [1]

L'argent provenant de la vente d'armes était investi dans la drogue, que de hauts fonctionnaires —prétendant tomber des nues— introduisirent, à partir de Washington, dans les quartiers pauvres des US. Une partie des fonds ont été canalisés dans le Democracy Project pour faire tomber Noriega, de sorte que, d'un côté ils faisaient semblant de ne rien voir dans les quartiers non-blancs, et de l'autre, ils permettaient à des messieurs respectables et en smoking d'ouvrir la Mossack-Fonseca aux Iles

vierges, territoire que les US partagent avec la Grande-Bretagne.

Pourquoi ne pas l'avoir créée au Panama ? Peut-être parce que l'opération Piscis de la DEA à Panama venait de se terminer avec succès, et que notre pays (sous la direction de Ricardo de la Espriella) avait approuvé des lois qui entravaient les opérations clandestines et illégales comme la Contra-US.

Mossack-Fonseca aurait pris part, en connivence avec Washington, à une action qui violait le droit international, contre le Panama, tel que le renversement d'un gouvernement étranger ; et c'est pour cette raison que l'origine de Mossack-Fonseca est confuse, car on sait maintenant que Mossack-Fonseca avait servi divers services de renseignement de différents pays.

L'année 1986 est capitale à cause du scandale US-Contras, mais aussi parce qu'il y a exactement trente ans, en avril 1986, le Conseil de sécurité nationale des USA avait pris la décision de renverser Noriega pour des raisons internes, et ne relevant pas des Panaméens qui demandaient un changement, de façon bien légitime. Chaque Panaméen peut bien avoir sa vision de Noriega, mais les US n'avaient pas le moindre droit de l'expulser, d'autant moins qu'ils savaient d'avance que ce serait l'occasion d'assassiner des milliers de Panaméens innocents.

Il faut refuser à l'échelle du monde entier que le nom de Panama, qui appartient à tous les Panaméens, soit détourné pour qualifier les papiers qui décrivent la pourriture et la dégénérescence la plus grave du capitalisme des temps modernes. Pour couper tout lien avec le préjudice qui affecte désormais de nombreux pays, organismes et personnalités, il faut interdire l'entrée au lupanar, ou mieux encore, le fermer. Réseau Voltaire 27.04

[1] "Panama Papers Cast Light on a Law Firm Founded on Secrecy", Kirk Semple, Azam Ahmed & Eric Lipton, The New York Times, April 7th, 2016.

Apparemment les dirigeants du POID (à lire plus loin) et des autres partis ouvriers n'ont pas de connexion Internet ou ils ignorent l'existence du Réseau Voltaire...

Les deux derniers articles que vous venez de lire sont d'une autre veine que la soupe insipide que nous servent nos pitoyables dirigeants.

Les informations très précises et précieuses fournies ici par Julio Yao Villalaz n'ont pas été inventées, puisqu'elles corroborent celles transmises par l'honorable (sic!) New York Times. Sans rire, se trouvera-t-il encore des militants pour estimer que ce genre d'articles relèveraient de la théorie du complot à l'instar de l'un d'entre eux qui me l'a écrit récemment ? Si tel était le cas, au lieu de se connecter à notre portail, il ferait mieux de s'en tenir aux médias institutionnels histoire d'éviter de se faire manipuler par l'auteur de ces lignes.

Une invitation.

Bonjour,

Vous trouverez ci-après l'invitation à la conférence-débat du samedi 21 mai 2016 au CERMTRI, 28 rue des Petites-Ecuries – Paris 10° (M° Château d'eau), avec Christophe Chiclet, membre du Comité de rédaction de la revue Confluences Méditerranée et auteur entre autres de Les communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti communiste de Grèce de 1940 à 1950. (Paris, L'Harmattan, 1987.)

LES GUERRES CIVILES GRECQUES (1943-1949)

La prise du pouvoir par la gauche radicale grecque de la Syriza en janvier 2015 a fait couler beaucoup d'encre, suscité des espoirs chez les uns, des peurs chez les nantis de tout poil. Son incapacité à sortir de l'austérité a été largement commentée. En revanche l'histoire contemporaine grecque est peu connue en France, souvent « victime » d'une importante production de qualité sur l'Antiquité hellénique.

Quant à l'histoire du mouvement ouvrier grec, il s'agit encore d'une terra incognita. Malgré son indépendance en 1832, le pays n'a jamais été maître de son destin, manipulé par les Puissances qui voulaient contrôler ce pays placé à une position géostratégique très importante : France, Royaume-Uni, États-Unis, sans oublier la Russie tsariste puis l'URSS. Cela a entraîné de multiples guerres civiles : quatre au XIX° siècle, une en 1916-1917 et trois entre octobre 1943 et mars 1944, décembre 1944-février 1945, mars 1946-août 1949. Ces dernières étant l'objet de notre conférence.

La première voit s'affronter les résistants de gauche à ceux de droite (comme en Yougoslavie et en Albanie), antagonismes aiguisés tant par les Britanniques que par les nazis. La deuxième oppose la résistance de gauche qui vient de libérer seule 80% du pays et les troupes britanniques alliées aux anciens collabos « monarcho-fascistes » qui veulent l'empêcher de prendre le pouvoir. Enfin la troisième, la plus terrible, entre les partisans communistes et les forces royalistes soutenues par les

Britanniques, puis par les Américains. En Grèce, la guerre froide n'a pas été froide, elle a été brûlante comme les premiers essais des bombes américaines au napalm dès juin 1948.

Fraternellement

Le CERMTRI

[Flagrant délit. Quand le POID marche dans leur combine.](#)

Quand on écrivait sur la base des faits, que l'on ne va pas rappeler ici pour la énième fois, que désormais les partis ouvriers se contentaient de commenter l'actualité à la manière des chroniqueurs mondains, qu'ils n'étaient plus capables de produire la moindre analyse de fond, qu'ils se contentaient de lieux communs, des interprétations orientées, intéressées, voire frauduleuses produites par les représentants du régime et les médias aux ordres, et que de préférence au lieu de se référer aux informations révélées par des journalistes d'investigation que les médias institutionnels censuraient, délibérément ils reproduisaient leurs versions officielles fabriquées à la suite d'importants événements, et bien en voici une preuve supplémentaire.

2 mai 2016 – Négociations sur le traité transatlantique (TTIP) entre l'UE et les Etats Unis : la commission de Bruxelles a été prise la main dans le sac par les révélations sur ces négociations secrètes par l'ONG Greenpeace. (<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195/>)

Nous ne mettons pas en cause l'origine d'une information, mais la manière de la présenter qui le moins que l'on puisse dire porte à confusion, car elle tend à occulter le fait que ceux qui en sont à l'origine, pour être plus précis ceux à qui elle a été transmise, Greenpeace, ceux qui l'ont diffusée, Le Monde, et ceux qu'elle met en cause, la Commission européenne appartiennent à la même famille ou représentent les mêmes intérêts, ceux des multinationales américaines. Et si ce sont leurs représentants à Washington et à Bruxelles qui négocient dans le plus grand secret ce traité, cette "fuite" ne peut venir que de chez eux et elle ne peut être qu'intentionnelle, et sachant que la Commission européenne a pour unique mission de servir les intérêts des Américains, ces "révélations" peuvent être destinées à faire pression sur ses membres pour qu'ils cessent de répercuter les craintes exprimées par les populations de l'UE opposées à ce traité et se plient aux exigences des Américains en acceptant d'en assumer les conséquences quel que soit le prix à payer, autrement dit qu'ils se débrouillent avec leurs peuples pour leur faire avaler la pilule un point c'est tout.

Autre explication, ce pourrait être un ou des membres de la Commission européenne qui auraient monté cette opération pour montrer qu'elle avait consenti d'énormes concessions aux Américains qui n'en avaient fait aucune, et qu'elle n'était pas disposée à en faire davantage sans prendre le risque que ce traité qui doit être ratifié par les parlements nationaux soit rejeté par l'un d'entre eux, ce qui le rendrait caduc, ce dont elle n'entend pas assumer la responsabilité qui selon elle reviendrait aux Américains, autrement dit, elle veut bien être le vassal de Washington, mais elle ne veut pas porter seule la responsabilité d'un échec.

Dans les deux cas, c'est la Commission européenne qui est prise entre deux feux, celui de Washington qui s'impatiente, Obama aurait voulu qu'il soit signé avant la fin de son mandat en novembre 2016, ce qui est inconcevable, et celui des peuples de l'UE qui rejettent ce traité, pour cette raison, bien que ces "révélations" ne soient pas à son avantage elles pourraient la servir en poussant les Américains à revoir certaines dispositions de ce projet de traité, tout du moins dans la forme pour les imposer lors de "négociations" ultérieures qui seraient prévues dans ce traité.

Une explication alternative existe, celle d'un individu isolé ("lanceur d'alerte") agissant pour son propre compte selon ses convictions, mais qui étrangement omet de préciser que le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca avait été créé par la CIA, information reprise par aucun média institutionnel, qui aurait été en mesure de pirater 11 millions de documents, ce qui aurait dû nécessiter un temps considérable et de s'y reprendre à plusieurs reprises, des moyens informatiques importants pour les sauvegarder, se connecter ou entrer dans l'ordinateur de Mossack Fonseca sans laisser de traces, à croire que ces fichiers n'étaient pas cryptés ou protégés alors qu'ils contenaient des données sensibles.

Bref, cette officine de la CIA se serait laissé pirater comme de vulgaires débutants, c'est la version officielle servie par les médias aux ordres hormis la référence à la CIA qui n'y figure pas, et qui sera reprise en chœur par tous les partis politiques. Une telle unanimité aurait dû au minimum éveiller la suspicion, non ? Apparemment non, mieux ce serait plutôt poser cette question qui serait douteux !

Comme vous pouvez le constater on essaie de comprendre ce qui s'est passé, on ne se contente pas de reproduire une information comme s'il fallait la prendre telle quelle sans se poser de questions au risque de se faire manipuler et d'induire en erreur nos lecteurs.

A qui profite le crime est semble-t-il une question devenue tabou ou à bannir, car elle porte atteinte au politiquement correct que chacun est prié d'adopter. C'est une manière comme une autre de museler la liberté d'expression.

A qui profite le crime demandions-nous, aux paradis fiscaux anglo-saxons ou installés aux Etats-Unis ou au coeur de l'UE, dès lors ce devrait être dans cette direction qu'il faudrait orienter les recherches pour débusquer ceux qui sont à l'origine de cette "fuite" destinée à rapatrier des centaines de milliards de dollars vers ces paradis fiscaux. Qu'elle ait épargné les Américains et que les médias qui ont eu accès à la liste de ces fraudeurs aient volontairement censuré certains noms, certaines entreprises ou multinationales aurait dû suffire à se méfier plutôt deux fois qu'une de ce genre de "révélation" à grand spectacle, de l'interprétation officielle qui en avait été donnée, ainsi que des objectifs qu'elle étaient supposée viser.

Pour faire diversion les médias ont lourdement insisté sur ses répercussions politiques, alors que cette opération avait été manifestement conçue à des fins financières. Ce que 20minutes.fr a confirmé à sa manière dans un article daté d'hier :

- Depuis début avril, les révélations des « Panama Papers » ont provoqué l'ouverture de nombreuses enquêtes dans le monde et conduit le Premier ministre islandais et un ministre espagnol à la démission. Ces documents ont plus généralement dévoilé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité. 20minutes.fr 06.05

Les Américains en sont les grands bénéficiaires tout en en sortant blanchis jusque là, au moment même où une autre fuite destinée à embarrasser la Commission européenne voyait le jour, sur les "négociations" en cours sur le traité transatlantique (TTIP), et cela dans un contexte politique qui aussi bien aux Etats-Unis qu'en France ou en Europe en général se traduit par le rejet de tous les partis institutionnels, pendant que les médias orchestrent une campagne destinée à clouer au pilori l'idée même de l'existence des partis politiques, au profit de ceux qui détiennent réellement le pouvoir et déterminent l'orientation ou l'avenir de la société ou du monde sans être le moins du monde inquiétés.

Tout se tient, non ?

Pour compléter cette analyse, une dernière explication qui pourrait être la plus vraisemblable. Parmi les Américains et les Européens il existe un puissant lobbying représentant les différentes couches de l'oligarchie implanté jusqu'au sommet de chaque Etat et institution, dont l'administration américaine, la NSA, la CIA et la Commission européenne. Ils sont donc en mesure d'avoir accès à un certain nombre de documents confidentiels, et selon que leur révélation peuvent servir leurs intérêts ils peuvent décider de recourir à ce moyen pour faire avancer leur cause au détriment de leurs concurrents. Il ne s'agit pas là d'une extrapolation gratuite au regard par exemple des nombreuses contradictions qu'on a eu l'occasion de relever dans les positions adoptées par Obama lors de la guerre contre la Syrie depuis 5 ans.

Dans nos analyses on doit tenir compte que les classes ne sont pas homogènes, qu'elles comportent différentes couches et que ces derniers se déclinent en différents cercles dont les intérêts ne sont pas forcément les mêmes. De plus, la crise du capitalisme et l'orientation néolibérale adoptée par les sommets de l'oligarchie financière créent d'énormes tensions au sein de cette classe jusqu'à menacer l'existence de certains de leurs membres, ce qui peut contraindre en désespoir de cause certains à chercher des alliés à l'extérieur de leur classe en instrumentalisant l'opposition de la population à la politique néolibérale ou auprès de leurs représentants au sein des Etats qui sont contraint de l'appliquer, mais en supportent de plus en plus difficilement les conséquences sur le plan politique.

Il faut donc veiller à l'évolution des rapports à l'intérieur de chaque classe pour comprendre leurs réactions ou la manière dont elles interprètent certains événements, comment leurs différentes couches peuvent les exploiter y compris sur le plan politique. Cela nécessite en premier lieu de se tenir parfaitement informé ou de faire l'effort de s'informer auprès de différentes sources sans a priori, de recouper les données récoltées avant de tirer la moindre conclusion. On ne le fait pas toujours avec la rigueur exigée par manque de temps, ce qui nous oblige parfois à nous y reprendre en plusieurs fois ou à rectifier nos analyses ou nos conclusions. Que les militants ne nous en tiennent pas rigueur, on fait pour le mieux, l'essentiel demeurant que nos intentions et l'orientation dans laquelle s'inscrit notre politique demeurent fidèle à l'idéal que nous représentons ou la cause que nous défendons.

Bref rappel du contexte qui a précédé la "fuite" sur le Tafta.

12 avril

- Pierre Moscovici : « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas »

Mardi 12 avril, la Commission européenne a présenté son projet de « reporting pays par pays » des multinationales, exigeant désormais qu'elles rendent publics leurs profits et leurs impôts (dus et payés) non seulement dans les 28 pays de l'Union européenne, mais aussi dans les pays non coopératifs – en clair, dans les paradis fiscaux.

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Pierre Moscovici, fait partie de ceux qui, à Bruxelles, ont plaidé, ces derniers jours, pour une modification en urgence de ce projet de directive sur la transparence des comptes des entreprises, qui, initialement, n'avait rien prévu pour les paradis fiscaux. Afin de tenir compte du scandale « Panama papers », dont Le Monde a contribué à révéler l'existence.

Pierre Moscovici : ... au final, l'Union européenne a proposé quelque chose de très important car elle est la première zone du monde à proposer une telle transparence. Les ONG en demandaient plus... lemonde.fr 12.04

21 avril

- Le rejet du Tafta, dernière chance de François Hollande - Slate.fr

La question du libre-échange entre Europe et États-Unis pourrait devenir un argument central dans la campagne de 2017, alors que le gouvernement a multiplié les signes d'agacement sur le sujet ces derniers temps. Slate.fr

23 avril

-Traité transatlantique: Paris et Berlin affichent une position commune BFM Business

Alors qu'un nouveau round de négociations entre Américains et Européens s'ouvrira la semaine prochaine, la France et l'Allemagne ont listé les sujets sur lesquels les deux pays veulent faire pression.

- Tafta: Paris et Berlin listent les sujets sur lesquels ils attendent des avancées "concrètes" - AFP

Paris et Berlin ont listé vendredi les sujets sur lesquels les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique (Tafta) doivent avancer "concrètement", de la convergence réglementaire aux marchés publics en passant par l'agriculture, "sans quoi il n'y aura pas d'accord possible... AFP

- Paris et Berlin en ligne sur le commerce transatlantique Reuters

La France et l'Allemagne ont harmonisé vendredi leurs positions sur le contenu d'un éventuel accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis (Tafta), qui devra selon eux permettre une réelle ouverture du marché américain.

24 avril

- Traité libre-échange : Paris et Berlin fixent leurs exigences - Atlantico.fr

Le Tafta, ensemble d'accords commerciaux entre l'Europe et les États-Unis, est de plus en plus décrié, alors que de nouvelles négociations débutent ce lundi. Atlantico.fr

- Manifestation anti-Tafta avant la venue d'Obama à Hanovre - Reuters

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Hanovre pour exprimer leur opposition à l'éventuel accord visant à créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis (Tafta) avant la venue de Barack Obama. Reuters

- Les Allemands manifestent contre le traité de libre-échange - BFM Business

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Hanovre, dans le nord de l'Allemagne, contre le projet d'accord de libre-échange transatlantique que Barack Obama et Angela Merkel défendent à l'unisson, à la veille de la visite du président américain dans le pays. BFM Business

25 avril

- Obama plaide pour un accord sur le libre-échange cette année avec l'UE - AFP

Le président américain Barack Obama et la chancelière allemande Angela Merkel ont mis dimanche leur poids dans la balance pour défendre le projet d'accord de libre-échange UE-USA, malgré l'opposition croissante qu'il suscite des deux côtés de l'Atlantique. AFP

- Traité transatlantique : quelle considération pour la France ? - La Tribune

Aucune position défendue par la France n'est pour l'heure prise en compte comme elle le voudrait dans les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique, selon le secrétaire d'Etat au Commerce... La Tribune

26 avril

- A gauche comme à droite, le Tafta, ça ne passe pas en l'état - L'Express.fr

La prudence, voire l'hostilité, au Traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne (Tafta) déborde du Front de gauche et du Front national. Les Républicains comme le PS exigent des garanties. L'Express.fr

2 mai

- TTIP – Les pressions US sur l'UE révélées dans les documents secrets « fuités » par Greenpeace - RT

Selon un sondage réalisé récemment par YouGov pour le compte de la Fondation Bertelsmann, seulement 17% des Allemands pensent que le TTIP est une bonne chose, alors qu'ils étaient 55% à le croire l'année dernière. Aux États-Unis, ils ne sont plus que 18% en faveur de l'accord, contre 53% qu'ils étaient en 2014. RT 02.05

5 mai

- Commerce: le TTIP pose de "gros problèmes" en l'état pour Ségolène Royal

La ministre française de l'Environnement Ségolène Royal a estimé jeudi à Washington que le traité de libre-échange transatlantique actuellement en négociation pose de "gros problèmes" et nécessitait des "modifications".

Les titres des quelques articles que nous avons lus et téléchargés sur "Panama papers" :

- «Panama Papers» les révélations d'un scandale mondial d'évasion fiscale
- « Panama Papers » Le récap', épisode 1
- Panama papers 15 des 500 plus grandes fortunes françaises citées
- Panama Papers Jean-Pierre Chevènement met en doute « l'origine des fuites massives » Public Sénat
- Panama Papers le plan de Wolfgang Schäuble pour lutter contre les paradis fiscaux
- Panama Papers mais où sont les Américains
- Panama Papers qui sont les grands gagnants
- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique"
- 'Panamapapers' plus de 100 journaux révèlent les avoirs de personnalités dans des paradis fiscaux
- Paradis fiscaux la France va réinscrire sur sa liste le Panama
- Qu'est-ce que les Panama Papers ne vous ont pas dit sur la fortune de Poutine
- Pierre Moscovici « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas » - Yahoo Finance France
- Londres, le refuge doré des milliardaires
- Les «Panama Papers» ont enfin leurs théories du complot _ Slate.fr
- Les «partenariats» trans-atlantique et trans-pacifique ne sont qu'une mise sous tutelle corporatiste complète et globale Arrêt sur Info
- Les banques françaises font un tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux
- Edward Snowden explique comment la NSA surveille les journalistes
- Cinq pays européens se réunissent contre l'évasion fiscale
- « Panama papers » Mossack Fonseca menace d'actions en justice si les documents sont mis en ligne
- « Panama papers » passe d'armes entre WikiLeaks et le Consortium international de journalistes
- Le lanceur d'alerte des 'Panama papers' explique ses motivations
- Panama Papers le lanceur d'alerte à l'origine du scandale sort du silence
- Sur les Panama Papers, Denis Robert en appelle à la prudence et à l'investigation Arrêt sur Info
- Wikileaks et plusieurs grands médias ont refusé les Panama Papers, révèle la source de la fuite
- Touche Pa...nama mondialisation
- Les Panama Papers : Opération véreuse pour s'approprier tout l'argent du monde

Le POID ne s'interrogera pas un seul instant sur l'origine de ces "révélations", Greenpeace financé par l'oligarchie, tout comme il ne s'interrogera pas sur la nature de leur destinataire, Le Monde notamment, appartenant à des oligarques. Ils leur balancent un os à ronger et ils s'empressent de sauter dessus à pieds joints comme s'ils n'avaient que cela à se mettre sous la dent ! On ne veut pas être méchant, mais on ne comprend pas qu'ils puissent tomber dans ce genre de panneaux, c'est quand même gros, non ?

Evidemment, à aucun moment ils ne se demanderont si ces "révélations" à répétition ne faisaient pas partie d'un plan d'ensemble savamment orchestré et conçu par une ou des officines en cheville avec quelques oligarques anglo-saxons parmi les plus puissants de la planète en vue d'atteindre un objectif politique, impossible car le POID ne tient pas à être assimilé aux théoriciens du complot, il préfère la proximité rassurantes des médias institutionnels qui constituent sans doute un gage de probité ou d'honnêteté à toutes épreuves.

Pour étayer ce propos, un bref rappel des infos en bref de l'avant-veille :

- Le Monde a pu consulter une série de documents confidentiels très récents, et totalement inédits, concernant le désormais fameux « Tafta » (...) Obtenus par Greenpeace Netherlands... (source : Le Monde 01.05)

Le Monde non plus ne s'est pas interrogé pour savoir comment Greenpeace avait-il pu se procurer ces "documents confidentiels". Et pour cause il avait déjà trempé dans la "fuite" précédente dans laquelle il avait également embarqué avec lui le POID. Les uns et les autres se passeront bien de révéler à leurs lecteurs, que dans l'affaire des "Panama papers" l'oligarque George Soros en était notamment à l'origine, et que le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dont faisait partie Le Monde était financé par USAid et la CIA, tout comme la société Mossack Fonseca. (source: Dommage collatéral des Panama Papers - Wayne Madsen - journaliste d'investigation, essayiste et éditorialiste. Il est membre de la Société des Journalistes Professionnels et du Club de Presse National. - publié par Arrêt sur Info le 29 avril 2016)

latribunedesttravailleurs.fr - 4 avril 2016 – 11,5 millions de documents internes du cabinet panaméen Mossack Fonseca, ont été obtenus par le Consortium international des journalistes d'investigation et analysés par 107 médias, dont le Monde en France. Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par des médias. (<https://latribunedesttravailleurs.fr>)

A qui devait profiter le crime, hormis à ceux qui l'avaient commis nous demandions-nous il y a un mois, une question apparemment condamnée par le politiquement correcte adopté par le POID, précisons pour ne pas faire de jaloux, par tous les partis ouvriers sans exception.

Sans entrer dans les détails, la classe des capitalistes est aussi hétérogène que celle des exploités. Elle comporte une multitude de couches ou cercles répartis sur une échelle en haut de laquelle trônent les banquiers les plus puissants, parmi lesquels ils existent des divergences liées à des exigences particulières quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre leurs objectifs, et dans la guerre qu'ils se livrent entre eux, les coups tordus qu'ils sont amenés à commettre sont à la hauteur de leur pouvoir ou peuvent prendre une ampleur gigantesque.

Cette nouvelle affaire est partie comme par hasard de Greenpeace Netherlands, donc des Pays-Bas, une monarchie liée au groupe Bilderberg depuis son origine, avant cela et depuis le début du XXe siècle aux pétro-oligarques anglo-saxons (Shell également appelée Royal Dutch Petroleum), précurseur de la légalisation de la drogue et de la pornographie élevés au rang d'industrie nationale, du lobby écologiste, féministe, homosexuel, transgenre, etc. membres fondateurs de l'OTAN, de l'Union européenne et de l'OCDE, abritant la Cour internationale de justice (CIJ), la Cour pénale internationale (CPI), la Cour permanente d'arbitrage (CPA), le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Europol, organisation de coopération entre les polices des pays de l'Union européenne, Eurojust, organisation de coopération entre les instances judiciaires des pays de l'Union européenne, etc. et c'est aussi dans la ville de Maastricht qu'a été signé le traité éponyme sur l'Union européenne, le 7 février 1992... (source : Wikipedia)

On aura compris que les Pays-Bas constitue un des piliers de l'architecture néolibérale avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne sans oublier Israël.

On passe beaucoup de temps à étayer notre argumentation, parce que apparemment nombreux sont ceux qui ne se posent pas les bonnes questions, somme toute souvent élémentaires, qui dit quoi, qui est-il, quelles sont ses intentions, quels intérêts représentent-ils, etc. parfois cela transpire de leur discours, parfois non, alors il faut aller chercher ces informations ailleurs, avec Internet c'est facile de les obtenir, ensuite vaut mieux les mémoriser, cela constituera des points de repères pour saisir rapidement un article ou la situation sans se faire manipuler ou démonter en un clin d'oeil une falsification des faits. Franchement, ce n'est pas la mer à boire, non ?

On va jouer les idiots, il y a des militants qui adorent car cela nous va si bien... Il y a de nombreux articles qui sont rédigés par des journalistes d'investigations et publiés par des médias dits alternatifs sur toutes ces affaires ou événements, qui fournissent de précieuses informations ou indications pour comprendre de quoi il retourne réellement ou qui permettent de se faire librement une idée qui ne correspondra pas forcément à la version officielle. Alors pourquoi les dirigeants des partis ouvriers ne les lisent-ils pas apparemment, pourquoi n'en tiennent-ils pas compte dans leur présentation des faits, dès lors on n'ose même pas se demander s'ils en tiennent compte dans leurs analyses ou l'élaboration de leur politique.

- Sur les Panama Papers, Denis Robert en appelle à la prudence et à l'investigation - Par Maxime Chaix - arretsurinfo.ch 05.05

Extraits.

...le magazine Foreign Policy, dans un article intitulé « L'affaire du "Twitter cubain" (<http://foreignpolicy.com/2014/04/03/cuban-twitter-and-other-times-usaid-pretended-to-be-an-intelligence-agency/>) et les autres exemples où l'USAID a agi tel un service secret », « plusieurs gouvernements ont accusé depuis longtemps l'Agence américaine pour le développement international [USAID] d'être un paravent de la CIA ou d'autres organisations visant à les renverser. Comme le montre l'affaire [du "Twitter Cubain"],

il semblerait qu'ils avaient raison. (...) Il existe peu de preuves pour étayer ces accusations [sic], du moins jusqu'à présent. Mais ce nouveau scandale à Cuba n'aidera pas l'USAID à restaurer sa réputation en lambeaux. »

Confirmation - "Parmi ses donateurs figurent effectivement l'USAID, l'agence américaine pour le développement, et le département d'État des États-Unis (...). Ses soutiens comportent aussi des organisations non gouvernementales, dont l'Open Society Foundation financée par le milliardaire George Soros, et le think tank Google Ideas". lemonde.fr 06.04

Les États-Unis sont devenus le plus « grand paradis fiscal au monde »

Denis Robert - ...il nous faut prendre en compte le contexte global dans lequel survient cette offensive médiatique contre le paradis fiscal panaméen, dans le sillage de la guerre juridique, financière et diplomatique lancée par Washington en 2008 contre le système financier suisse. J'ai donc rappelé à Marc Chesney cette analyse de Bloomberg.com, selon laquelle les États-Unis ont récupéré le marché offshore mondial au détriment de la Suisse et d'autres juridictions.

Voici ma traduction d'un extrait de cet important article : « Certains appellent [les États-Unis] la "nouvelle Suisse". Pendant des années, les USA ont fustigé d'autres pays car ils aidaient des Américains fortunés à dissimuler leur argent en dehors des frontières nationales. Or, les États-Unis sont en train de devenir un paradis fiscal de premier plan pour les riches étrangers, à qui le secret est garanti. En résistant aux nouveaux standards mondiaux de transparence, les USA créent un nouveau marché très attractif, devenant l'endroit préféré des étrangers qui souhaitent planquer leur fortune. Des avocats londoniens jusqu'aux sociétés fiduciaires suisses, tout le monde emboîte le pas, aidant les riches de ce monde à transférer leurs comptes depuis des places [offshores] telles que les Bahamas et les Îles Vierges britanniques vers le Nevada, le Wyoming et le Dakota du Sud. "Comme il est ironique – ou plutôt pervers – que les États-Unis soient devenus la nouvelle juridiction du secret bancaire, alors qu'ils se sont montrés si moralisateurs dans leurs condamnations des banques suisses", comme l'a écrit récemment dans une revue juridique Peter A. Cotorceanu, un avocat du cabinet zurichois Anaford AG. "Vous entendez ce 'monstrueux bruit de siphon' ? C'est le son de la ruée de l'argent vers les USA." » Marc Chesney m'a confirmé la justesse de cet article, en citant le Delaware et le Nevada comme exemples de paradis fiscaux en plein essor.

La veille de cette conférence, le responsable des questions fiscales à Oxfam affirmait que les Panama Papers étaient « l'arbre qui cache la forêt ». Dix jours plus tard, Oxfam America publiait un rapport indiquant que les 50 plus grandes multinationales américaines auraient placé près de 1,3 billions de dollars dans des places offshores entre 2008 et 2014. Dans la même période, ces entreprises auraient bénéficié d'environ 11,2 billions de dollars d'aides publiques aux États-Unis – un pays pourtant réputé « libéral ». Mais dans ce rapport, l'angloterme « offshore », dont l'une des traductions littérales est « en mer », désigne principalement des îles exotiques telles que les Bermudes – un archipel où les multinationales américaines ont déclaré 104 milliards de dollars de profits en 2012, comme le rappelle Oxfam America. [1] Cependant, une recherche par mots-clés dans les 25 pages de ce rapport indique que les paradis fiscaux des États-Unis (Delaware, Nevada, Wyoming, Dakota du Sud...) ne sont pas cités. Or, si l'on prend l'exemple du Delaware, les principales multinationales américaines sont implantées « dans ce grand "trou noir" fiscal [où elles] font échapper à l'impôt une partie de leurs profits ». La City de Londres n'est pas non plus mentionnée dans cette étude d'Oxfam America, et pourtant...

Dans le sillage des Panama Papers, Jacques Attali a souligné qu'« il y a plusieurs États des États-Unis, tel le Delaware, et plusieurs pays européens, comme la Grande-Bretagne ou le Luxembourg » parmi les principales places offshores dans le monde. Il a ajouté que « les pays offrant des avantages fiscaux démesurés en toute légalité doivent être combattus. J'attends avec gourmandise la publication, un jour, des "London Papers", qui dévoileront comment la si respectable City abrite bien des turpitudes financières et fiscales, au détriment des pays dans lesquelles les richesses sont créées. Ce sera infiniment plus important et signifiant que les quelques révélations de Panama. » arretsurinfo.ch 05.05

Tu parles, quel crétin !

- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique" - AFP

La source des révélations des "Panama Papers" dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une "révolution numérique" dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi. AFP 6.05

- Wikileaks et plusieurs grands médias ont refusé les Panama Papers, révèle la source de la fuite - 20minutes.fr

La source des révélations des « Panama Papers » dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une « révolution numérique » dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi.

Sa décision de livrer gratuitement à une centaine de médias quelque 11,5 millions de documents du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca est « personnel (le) », parce qu'il s'est rendu compte « de l'ampleur des injustices » qu'ils dépeignent, explique-t-il, selon la traduction en français du quotidien Le Monde.

« Je ne travaille ni n'ai jamais travaillé pour un gouvernement ou un service de renseignement, ni directement ni en tant que consultant », se borne-t-il à préciser, ne livrant aucun indice sur sa nationalité, son identité ou ses fonctions.

Depuis début avril, les révélations des « Panama Papers » ont provoqué l'ouverture de nombreuses enquêtes dans le monde et conduit le Premier ministre islandais et un ministre espagnol à la démission. Ces documents ont plus généralement dévoilé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité.

Il dénonce également "l'érosion totale des critères éthiques qui conduit à un nouveau système que nous continuons d'appeler capitalisme mais qui revient à un esclavage économique". 20minutes.fr 06.05

- Les Panama Papers : Opération véreuse pour s'approprier tout l'argent du monde - Akil Cheikh Hussein
- legrandsoir.info 01.05

Une guerre parmi les plus farouches est menée par les cercles qui préparent l'avènement d'un monde dont la population est réduite à quelques millions d'habitants puissants et extrêmement riches. Les Panama Papers en sont un front.

Le fameux chaos constructif ou constructeur n'est pas un « traitement » destiné à être administré au seul Moyen-Orient. Ou, plus généralement, aux pays déclarés officiellement comme ennemis des Etats-Unis.

Déstabilisation

Il est plutôt une étape de la guerre finale. Celle qui est en cours et qui devrait être couronnée par le triomphe non d'une puissance classique, notamment les Etats-Unis, mais d'une puissance sans précédent dans l'histoire de l'humanité : Une puissance qui se sert de tous les puissants du monde, chacun selon ses pouvoirs, et en conséquence tout particulièrement du régime étasunien, pour instaurer le royaume des plus puissants à l'échelle mondiale.

Cette entreprise passe nécessairement par la destruction successive de tous les Etats et de toutes les sociétés pour ne laisser que l'Etat et la société internationaux et idéaux dont les citoyens sont riches et forts au point de ressembler aux anciennes divinités olympiennes qui, en dépit de leur appartenance à la mythologie caduque de quelques millénaires, continuent de coloniser les mentalités des humains, en l'occurrence celles des Occidentaux à l'ère du règne de la raison et des technologies les plus sophistiquées.

Les Panama Papers font partie de cette entreprise qui, au-delà des machinations opaques et des complications juridiques régies par un arsenal qui mobilise les meilleurs avocats et juristes du monde, vise à atteindre deux objectifs.

Le premier est la déstabilisation de l'entourage humain de toutes les personnes désignées par les documents en question comme étant des corrompus et des voleurs puisqu'elles se déroberont au paiement des impôts et dirigeront leur argent illégalement gagné vers des paradis fiscaux.

Le second est faire en sorte que cet argent illégal, comme d'ailleurs tout autre argent, jusqu'à même les deux shillings et six pences des enfants de Mr George Banks (du fameux "Mary Poppins") se dirige vers les banques étasuniennes.

Etasuniennes ? Oui, dans le sens où elles se trouvent sur le territoire des Etats-Unis et dont beaucoup parmi leurs propriétaires se trouvent être des Etasuniens, mais qui ne sont en vérité que des citoyens parmi les citoyens du royaume international qui est en train de supplanter tous les autres royaumes. Etant sous l'un de ses aspects un processus d'extermination massive ayant pour but de réduire la population du fameux monde à venir à quelques millions de personnes avant de le ré-réduire encore à un nombre encore plus réduit, le projet du nouveau monde a besoin pour être réalisé d'auteurs en mesure de réussir une telle tâche.

Le lâcheur lâché

Qui donc peut se porter candidat à l'application de cette tâche autre que les descendants de ceux qui, en 1945, ont massacré des centaines de milliers d'âmes humaines en lançant des bombes atomiques sur les villes japonaises ? Et de ceux qui trois ou quatre siècles auparavant avaient construit leurs Etats-Unis sur les cadavres de dizaines de millions de Peaux-rouges, la quasi-totalité des habitants du nouveau continent, et d'innombrables « esclaves » noirs acheminés d'Afrique pour travailler dans les fermes du Sud des Etats-Unis avant d'être affranchis pour un autre genre d'esclavage dans les usines des Yankees nordistes ?

Et de nos jours, qui peut recenser les victimes des guerres lancées par les Etats-Unis partout dans le monde et tout particulièrement depuis le début de la troisième guerre mondiale lancée à partir de 2001 par les Néoconservateurs étasuniens ?

Ou celles des autres guerres dirigées depuis Washington et New York, par des institutions spécialisées dans les affaires de la santé, de l'éducation, de l'agro-alimentaire et du prétendu développement et qui sont responsables de l'anéantissement de centaines de millions de personnes en Asie, en Afrique et en Amérique Latine ?

Comment expliquer le fait que des personnalités comme le roi de l'Arabie saoudite, l'émir des Emirats Arabes Unis, le monarque du Maroc et le premier ministre britannique, liés, d'une manière ou d'une autre, aux politiques des Etats-Unis, soient parmi les coupables désignés comme corrompus par les documents de Panama Papers ?

Et d'autres personnalités du même calibre et de la même obéissance dont les noms n'ont pas été révélés subissent différentes formes de chantage qui les obligent à se plier aux dictats des constructeurs du nouvel ordre mondial ?

Rien n'est plus connu que la manière avec laquelle les Etats-Unis lâchent leurs serviteurs parmi les dirigeants des régimes fantoches. Et tout porte à penser qu'une fois les Etats-Unis en arrivent à atteindre le but direct de l'opération Panama Papers, à savoir occuper la place de paradis fiscal unique dans le monde, ce sera le tour des Etats-Unis pour perdre leur place au profit du nouvel ordre mondial. legrandsoir.info 01.05

A retenir : le plus grave, le plus effarant, le plus inquiétant dans cette histoire, c'est que les partis ouvriers nient farouchement cette orientation ou l'existence de cette stratégie du capitalisme mondial. Ils sont donc hors jeu pour lutter efficacement contre ce qui se traduit par la dislocation finale du mouvement ouvrier à défaut de se recomposer sur une base saine qui prendrait en compte cette orientation ou cette stratégie destinée à pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dans des conditions effroyables ou scellant le sort de la civilisation humaine désormais synonyme uniquement et il faut insister sur uniquement, de décadence, de chaos, de guerre et de barbarie.

Personne ne pourra dire qu'il n'avait rien vu venir ou qu'il ne savait pas, personne.

Le comportement des uns et des autres en est déjà fortement imbibé : individualisme forcené, susceptibilité malade, scepticisme ou absence d'idéal, hypocrisie et couardise, autosatisfaction, orgueil et bonne conscience mal placée, matérialisme vulgaire, médiocrité ou corruption généralisée de la pensée, des arts, absence de discernement, de logique, reniement des valeurs morales universelles, etc.

On nage donc en pleine décomposition, toutes les faiblesses des hommes sont flattées au point de les entraîner de bassesse en bassesse dans un monde abjecte qui finalement est à leur image, d'où l'extrême difficulté d'en sortir. Résister sur le plan social ne suffit pas quand sournoisement vous êtes rongés par un mal qui s'immisce jusque dans les moindres recoins de votre existence pour vous transformer en agents inconscient de votre propre malheur.

Par votre mode de pensée et votre comportement, cédant inconsciemment à la pression permanente ou omniprésente de l'idéologie dominante, pendant que vous croyez lutter pour votre survie, simultanément vous vous employez à vous la rendre invivable par manque de discernement, aveuglés par votre propre ignorance que vous refusez d'admettre, ce qui apparemment vous protège du monde extérieur, l'idée supérieure que vous avez de vous-même, concourt en fait à vous renfermer sur vous-même ou à atteindre un stade de putréfaction irréversible qui vous destine à connaître un futur cauchemardesque et une fin extrêmement pénible.

Optez pour le matérialisme dialectique pour interpréter chaque pensée, idée, discours, geste, fait, faire preuve de modestie en toute circonstance, admettre sa propre ignorance ou faillibilité, concevoir que l'homme est perfectible, qu'il comporte de nombreuses faiblesses mais qu'il peut évoluer, qu'il doit impérativement oeuvrer à l'élévation de son niveau de conscience tout en agissant (en s'organisant) pour changer la société car dès lors se sera à sa portée, décelez partout, en toute occasion ou expérience, à tout moment comment l'idéologie de la classe dominante se manifeste pour la dénoncer, la combattre, la rejeter, telle est l'attitude à adopter pour la vaincre, pour trouver la voie pour vaincre définitivement le capitalisme, sinon ce sera peine perdue ou vous courrez à votre propre perte.

Ces lignes m'ont été inspirées par ma propre expérience, notamment par le comportement exécrable à mon égard de ma propre famille, de personnes qui se disaient être mes amis, et des militants avec lesquels j'ai été en relation à un moment donné, qui chacun à leur manière ont confirmé que l'homme manquait singulièrement de logique ou de discernement, et qu'il était attiré de préférence par ce qui fait son propre malheur.

Personnellement, c'est ce qui me rend malheureux et non mon attitude qui a toujours été sincère et fraternelle pour n'avoir jamais abandonné l'idéal qui m'anime depuis plus de 40 ans, même lorsque j'avais cessé de militer pendant 20 ans, bien qu'ayant commis de nombreuses erreurs au cours de ma vie, dont je me suis employé à essayer de tirer les enseignements au lieu de les nier stupidement, pour ne pas être condamné comme la plupart des gens à les trainer derrière moi comme un boulet tout au long de ma vie, dont finalement je n'ai pas à me plaindre, car si je faisais abstraction de tous ces gens qui s'étaient employés à me nuire d'une façon ou d'une autre, je devrais avouer être relativement heureux, ce qui m'agace entouré de tant de malheur et ayant conscience que le pire reste à venir dans l'état actuel des choses.

Je suis parfaitement lucide, comme j'ai à l'esprit qu'à 60 ans je me rapproche de la mort et que je n'aurai pas à subir le traitement effroyable que les dirigeants du vieux monde pourri nous réservent. Je pourrais très bien m'en foutre complètement et couler de vieux jours tranquillement dans mon trou en Inde, rien ne m'en empêche, sauf ma conscience, mon idéal de liberté qui me l'interdit, car étant lié pour toujours au sort du reste de l'humanité exploité et opprimé. Ce pourrait être mon testament.

A l'actif de l'horizontabilité : la terre est plate.

Grille de lecture.

- L'horizontabilité est le meilleur compagnon du nihilisme cher aux néolibéraux.
- L'horizontabilité flatte l'égoïsme, l'individualisme, la mégalomanie.
- L'horizontabilité favorise l'expression de l'ignorance et de la médiocrité qui sont les plus répandues au détriment de la connaissance, l'expérience, la rigueur, la persévérance.
- L'horizontabilité est destinée à rabaisser ceux qui s'y adonnent en légitimant leur ignorance.
- L'horizontabilité, c'est le verticalisme (politique) à plat.
- L'horizontabilité, c'est l'égalitarisme décrétant que deux états de conscience quel que soit leur niveau mériteraient la même attention ou le même traitement, car ils seraient animés par les mêmes intentions a priori respectables donc légitimes, sans avoir à se demander s'ils possèderaient les mêmes qualités ou équivalentes.
- L'horizontabilité est antidémocratique, parce qu'elle conduit à plonger la conscience dans un bain d'inconscience pour qu'elle s'y noie.
- L'horizontabilité est le produit de la dislocation du mouvement ouvrier que certains voudraient achever en procédant à sa dissolution finale dans un magma d'illusions.
- L'horizontabilité reflète la confusion actuelle qui consiste à refuser d'admettre qu'il existerait un courant politique au sein du mouvement ouvrier qui aurait atteint un niveau de conscience supérieur digne d'intérêt ou d'inspirer confiance, ravalant toutes les composantes du mouvement ouvrier au niveau du caniveau au point d'avoir envie de le fuir, c'est l'objectif de ses promoteurs.
- Comment peut-on accorder la même légitimité à un apprenti et à un ouvrier expérimenté ? Comment peut-on accorder la même légitimité au discours d'un ouvrier profondément arriéré, illettré, ignare, inculte, et à celui d'un professeur d'université, par exemple ? Mettriez-vous votre existence, votre santé, vos dents, votre bagnole entre les mains d'un apprenti, d'un étudiant ou préféreriez-vous recourir à un professionnel ?
- La démocratie ne consiste pas à permettre au peuple de s'exprimer ou de se prononcer sur tout et n'importe quoi ou des questions qui le dépassent, qu'il est manifestement pas en état de traiter sereinement. Elle consiste à lui fournir les matériaux qui lui permettront d'y parvenir, afin de pouvoir trancher entre les différentes propositions ou orientations qui s'offrent à lui en fonction réellement de ses besoins.

Avant cela, il est préférable qu'il ne détienne pas le pouvoir, car nulle ne sait ce qu'il serait capable d'en faire sachant qu'il est encore trop faible pour éviter de se faire manipuler. La preuve en est, puisque c'est l'état dans lequel il est qui l'a justement conduit à remettre son destin entre les mains de représentants peu recommandables qui n'oeuvrent pas vraiment à son bien à notre connaissance ou s'emploient à lui pourrir la vie au quotidien.

Personnellement j'en fais l'expérience quotidiennement en vivant avec deux femmes profondément arriérées, illettrées, etc. en leur interdisant de prendre des décisions à ma place dans certains domaines, sachant qu'elles n'ont pas acquis le niveau de conscience suffisant qui les empêcherait de commettre de terribles erreurs qui nous coûteraient très chers ou qu'on ne serait pas forcément en mesure d'assumer ou compromettraient gravement notre avenir.

J'en assume la responsabilité, qui consiste à veiller autant que faire se peut à leur bien-être en les laissant libre d'agir à leur guise de manière générale, ce qui n'est pas toujours facile ou de tout repos il faut bien l'avouer, car cela se traduit quotidiennement par bien des complications ou pire encore, des problèmes de tout ordre qui sont pratiquement inévitables, ce que je dois supporter dans la bonne humeur pour avoir accepté de partager leurs existences, sinon je serais un tyran, ce dont je n'ai jamais eu la vocation.

Donner le pouvoir au peuple, à n'importe qui dans n'importe quelle condition, c'est de la démagogie, une pure folie qui défie l'entendement. Et puis cette généreuse intention est malhonnête, car chacun sait ou devrait savoir que dans ces conditions il sera manipulé par plus malin et plus puissant que lui, ceux qui détiennent le pouvoir ou ses représentants. Idéaliser la

classe ouvrière, le peuple a toujours conduit aux pires catastrophes dans l'histoire.

L'horizontalité au service des pires crimes de l'impérialisme.

Ce n'est pas moi qui l'affirme mais le porte-parole du néolibéralisme, Raphaël Glucksmann, dans une interview à Liberation. Extrait.

Raphaël Glucksmann - Une des caractéristiques de ces mouvements est l'horizontalité, alimentée par Internet et les réseaux sociaux. Or, c'est aussi ce qui caractérise désormais le terrorisme...

En effet, il colle parfaitement à l'ère des réseaux sociaux, où chacun produit son propre manifeste. Chacun peut devenir un martyr et un soldat du jihad de son propre chef, en se revendiquant d'une organisation très lâche. Ce serait une erreur de croire, comme le répètent tous les dirigeants du monde à chaque acte de Daesh, que ceci n'a pas sa place au XXI^e siècle. L'horizontalité en soi n'est pas une valeur positive. Elle donne à la fois les révolutions pacifistes et ouvertes qui ont émerveillé le monde et une nouvelle forme de jihadisme ou de populisme, à l'instar de Pegida, en Allemagne. Ce mouvement repose largement sur des masses spontanées, descendues dans la rue sans parti politique.

Il n'y a plus de parole a priori légitime. L'horizontalité entraîne à la fois une explosion positive de la prise de parole et le retour d'idéologies que l'on pensait bannies à tout jamais, mais qui étaient juste censurées. Il faut donc mener le combat là où les gens s'informent le plus : sur les réseaux sociaux, les blogs, les places. En septembre, face à l'afflux des réfugiés, en arguant de l'état de l'opinion pour ne pas ouvrir notre pays aux boat people du XXI^e siècle, le gouvernement français l'a confirmé : le repli et le rejet de l'autre ont réellement progressé dans notre société. Or, ce n'est pas seulement la responsabilité des politiques, mais aussi celle des intellectuels, des organisations qui fondent la société civile d'essayer de comprendre où on a échoué et de repartir au combat. liberation.fr 04.05

A retenir : Il n'y a plus de parole a priori légitime. Mais en attendant il y a bien un pouvoir et un régime en place, une classe qui dirige la société, qui décide pour le peuple, plus précisément ses représentants qui gouvernent contre les intérêts du peuple.

La peste noire, "les réseaux sociaux, les blogs, les places" encensés par cet ultra réactionnaire.

Rappel du parcours de cette ordure professionnelle.

- Rappelons qu'il est lié au régime néonazi de Kiev par son épouse, Eka Zguladze qui fut nommé vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk. (Source : La Croix (http://www.la-croix.com/Archives/2012-09-18/Le-conseiller-francais-du-Prince-georgien.-RAPHAEL-GLUCKSMANN-_NP_-2012-09-18-854932), 18/09/2012).

- Raphaël Glucksmann a rejoint Kiev, huit jours après le début des manifestations (de Maidan - ndlr). Depuis, il a contribué – sans contrat et gratuitement – à la stratégie de Vitali Klitschko, l'exboxeur devenu l'un des leaders des manifestants pro-européens en Ukraine, a écrit ses discours et développé ses contacts en Europe et aux États-Unis. (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce (Ceux orchestrés par la CIA... - ndlr). Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- Il est également à l'origine de la création d'une ONG en faveur de la démocratie européenne, qu'il préside à Kiev : « J'essaye de dire aux oligarques ukrainiens que s'ils veulent prouver qu'ils sont devenus pro-européens ils doivent aider les autres (Biélorusses, Russes, Géorgiens) à faire leur révolution », affirme-t-il. Avant de s'emballer, une lueur dans les yeux : « C'est tout de même la première fois que des gens meurent avec le drapeau européen dans les mains » (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- Il est cofondateur de l'association Études sans frontières, dont le comité d'honneur comprend la fine fleur des néoconservateurs français : Youri Afanassiev; Elena Bonner; Francis Bueb; Georges Charachidze; Yves Cohen; Dr. Michael Dewitte; Wilhem Donner; Olivier Dupuis; Michael Fischer; André Glucksmann; Romain Goupil; Pierre Hassner; Richard Herzinger; Kjell Olaf Jensen; Kerry Kennedy; Bernard Kouchner; Jack Lang; Pierre Lellouche; Pierre Moinot; Dr. Gérard Mortier, Rupert Neudeck; Yves Quééré; Josep Ramoneda; Jacques Rupnik; Alain Touraine.

- Pour Raphaël Glucksmann : « ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (<http://www.bernard-henri-levy.com/2008-en-georgie-par-raphael-glucksmann-10388.html>).

- Comme son père André Glucksmann, il est membre du cercle de réflexion du Cercle de l'Oratoire (cofondé par Michel Taubmann et son épouse), il contribue à l'édition de sa revue Le Meilleur des mondes (2006-2008). Créé de façon informelle, en 2001, le

Cercle de l'Oratoire est devenu un lieu de rencontre pour les différentes sensibilités pro-américaines en France : « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'antiaméricanisme qui régnait en France au lendemain du « 11-Septembre ». Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« Le Meilleur des mondes », une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006). Le groupe prend forme peu à peu, avec des « intellectuels (les philosophes André Glucksmann et Pierre-André Taguieff, l'essayiste Pascal Bruckner, l'universitaire Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris...) mais aussi de jeunes journalistes, des étudiants. Des personnalités (Bernard Kouchner, Nicolas Baverez, Fadela Amara...) » (« Les meilleurs amis de l'Amérique », Libération (http://www.liberation.fr/grand-angle/2006/05/09/les-meilleurs-amis-de-l-amerique_38664), 09/05/2006). Pour leur première action, ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre », Le Monde du 8 novembre 2001). Pour son premier numéro en 2006, la revue Le Meilleur des mondes,

- L'essayiste André Glucksmann a annoncé son ralliement à la candidature présidentielle de Nicolas Sarkozy. Celui qui débuta sa carrière comme militant maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron et de collaborer à Exchange (un pseudopode de la CIA), bascule une nouvelle fois de la gauche vers la droite. (Le coeur de la campagne présidentielle - Le Réseau Voltaire - 6 février 2007)

[L'instrumentalisation, récupération.](#)

change.org - Caroline De Haas.

- "Prenez quelques minutes pour interpeller le ou la député de votre circonscription et lui demander de voter contre la Loi travail."

Interpeler qui, les députés qui ont voté toute une batterie de lois sclérates, liberticides, antisociales depuis mai 2012 ? Interpeler qui, les députés de partis qui participent au gouvernement le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République ?

On ne peut pas soutenir une initiative qui vise à faire passer à la trappe comment, pour qui ou contre qui le PS et ses satellites, leurs députés, leurs ministres, leur président ont gouverné depuis mai 2012.

On ne peut pas soutenir une initiative qui vise finalement à embrouiller les esprits afin de les empêcher de saisir la véritablement nature réactionnaire, de droite du PS et ses satellites ou destinée à les amener à réviser leur jugement sur ces partis quand ils étaient parvenus à cette conclusion sur la base des faits ou de leurs expériences.

Le PS étant un des piliers du régime que nous devons abattre, cette initiative sert donc les intérêts du régime, dès lors qu'elle consiste ou conduit à entretenir ou à faire renaître des illusions dans ce parti dans la tête des travailleurs. Le PS figure dans le camp de nos ennemis, c'est ce constat qui doit déterminer les rapports que l'on doit adopter envers lui.

[Ils étaient Charlie... et Nuit Debout.](#)

- Cazeneuve "fera tout" pour que Nuit Debout puisse continuer à se rassembler à Paris - AFP

Le ministre de l'Intérieur s'est dit mardi "intraitable avec les casseurs" tout en affirmant qu'il "fera tout" pour que le mouvement Nuit Debout puisse continuer à se réunir place de la République à Paris, malgré les incidents réguliers survenus en marge du rassemblement... AFP 03.05

Ils savent que ce "mouvement" est piloté par des aventuriers et qu'il est destiné à finir dans une impasse ou à pourrir sur place, dès lors il sert leurs intérêts et ils ont tout intérêt à ce qu'il dure aussi longtemps qu'ils l'auront décidé.

Et puis que des gauchistes se livrent à des violences aveugles ou gratuites, c'est toujours bon pour criminaliser le mouvement ouvrier et justifier la répression.

- Les rassemblements parisiens de Nuit debout interdits de 22 heures à 7 heures - LeMonde.fr

La préfecture de police de Paris a annoncé jeudi 5 mai l'interdiction des « activités liées ou générées par le rassemblement » des participants de Nuit debout place de la République à Paris, « à partir de 22 heures, jeudi 5 mai, jusqu'à 7 heures, le vendredi 6 mai 2016 ».

La consommation de « boissons alcooliques » et la formation de « cortèges constitués à partir de la place de la République » sont également prohibées, poursuit le communiqué de la préfecture. LeMonde.fr 06.05

[Etat policier.](#)

- Cazeneuve soutient la police face aux "affiches blessantes" - AFP

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a défendu, lors de la projection mercredi 4 mai de la nouvelle campagne de recrutement de la police nationale, les forces de l'ordre face aux "affiches inesthétiques" et "blessantes"... AFP

- Appel du syndicat Alliance à dénoncer la "haine anti-flic" - Reuters

Le syndicat de policiers Alliance a appelé mercredi à une journée de manifestations partout en France le 18 mai pour dénoncer un sentiment de défiance envers les forces de l'ordre, qualifié de "haine anti-flic". Reuters

- Le gouvernement propose une prolongation de deux mois de l'état d'urgence - Liberation.fr

Cette prolongation de cet état d'exception n'intégrera pas de perquisitions administratives, a indiqué ce mercredi Stéphane Le Foll. Liberation.fr

Quelle légitimité ont-ils ?

- François Hollande a son plus bas niveau, selon un sondage - Reuters

François Hollande atteint le plus bas niveau jamais enregistré depuis son élection à la présidence de la République avec 16% de confiance (-2), selon un sondage pour Les Echos et Radio Classique diffusé jeudi.

Désormais, 80% des personnes interrogées déclarent ne pas faire confiance au chef de l'Etat, près d'un sondé sur deux (49%) allant jusqu'à répondre "pas confiance du tout".

François Hollande entraîne dans sa chute le Premier ministre Manuel Valls qui est lui aussi au plus bas depuis son arrivée à Matignon en avril 2014 avec seulement 20% de confiance. Il perd deux points en un mois.

"Cette nouvelle baisse s'avère d'autant plus préoccupante pour l'exécutif qu'elle intervient après une série de bonnes nouvelles sur le front économique", souligne Elabe. Reuters

Sur la loi Travail

- La loi Travail rejetée par les trois quarts des Français - Francetv info

Le 49.3 plane sur l'Assemblée alors que débute ce mercredi 4 mai le deuxième jour d'examen du projet de loi Travail. Un texte rejeté par une grande majorité de Français. Francetv info

- Travail: le recours au 49.3 choque 71% des Français, mais Valls ne l'exclut pas - L'Express.fr

- Loi travail: LR et UDI déjà prêts pour une motion de censure en cas de 49.3 - AFP

Les groupes LR et UDI à l'Assemblée ont indiqué mardi qu'ils déposeraient une motion de censure contre le gouvernement si l'exécutif recourait au 49.3 pour faire adopter le projet de loi travail.

- Manuel Valls n'écarte par le recours au 49.3 pour la loi Travail - Reuters

Conscience à vendre. Comment ils soignent leur électorat de petits-bourgeois corrompus par le capitalisme.

Tout est à vendre, normal tout est à nous (NPA).

- Présidentielle 2017: A un an de l'élection, François Hollande soigne sa gauche - 20minutes.fr

Le chef de l'Etat a récemment multiplié les gestes en faveur de l'électorat de gauche... 20minutes.fr

- Manuel Valls annonce l'augmentation de 800 euros de la prime des professeurs des écoles à la rentrée 2016 - LeMonde.fr

L'indemnité des professeurs des écoles sera revalorisée à hauteur de celle perçue par les enseignants du second degré, soit 1

200 euros annuels, contre 400 euros actuellement. LeMonde.fr

... et les déshérités...

Quartiers prioritaires, zones de galère - AFP

Pas moins de 1.436 quartiers prioritaires, 5,3 millions de personnes concernées et des retards inouïs en terme d'emploi, de santé ou d'éducation: malgré une décennie de volontarisme politique, les disparités avec le reste du territoire sont loin d'être comblées, selon deux rapports publiés AFP

... si et si seulement...

François Hollande promet une "baisse" des impôts pour les "plus modestes", si les conditions sont réunies

Il faudra que le gouvernement dispose de "marges" budgétaires suffisantes. Francetv info

[Ils ne croient plus en rien ou presque comme on vient de le voir...](#)

- Economie: les Français sévères pour Hollande mais ne croient pas à la droite et au FN - AFP

Les Français jugent sévèrement le bilan économique de François Hollande, mais l'opposition de droite ne leur apparaît pas comme une alternative crédible dans ce domaine, selon un sondage BVA diffusé mercredi. AFP

- Sondage: Hollande toujours en baisse à 13% - AFP

L'optimisme affiché par François Hollande avec la formule "ça va mieux" ne parvient pas à enrayer la chute de sa cote de confiance, en baisse de deux points à 13% en un mois, selon un sondage TNS-Sofres-Onepoint publié mercredi. AFP

[Intox et conditionnement, imposture. A propos du Tafta ou TTIP](#)

- «A ce stade», François Hollande dit non au Tafta, Washington y croit encore - 20minutes.fr

Un arrêt des négociations sur le TTIP est aujourd'hui « l'option la plus probable » a estimé ce mardi le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur... 20minutes.fr

- TTIP : le coup de bluff de François Hollande - Le Point

La France menace d'arrêter les négociations alors qu'elle n'en a pas le pouvoir. De facto, l'argument est avant tout politique. La France ne peut pas décider unilatéralement de s'en aller ou d'arrêter la négociation. Après avoir octroyé le mandat de négociation à la Commission européenne, Paris s'est engagé, comme ses 27 partenaires, à ne pas claquer la porte.

En réalité, la France ne pourra véritablement dire « non » au Tafta que lors du processus de ratification de ce dernier, qui aura lieu, selon toute probabilité, après la présidentielle de 2017. Cet accord devrait nécessiter la ratification par les 28 États membres. Et si un seul ne ratifie pas l'accord, c'est tout l'échafaudage qui s'écroule. On se souvient notamment de la mobilisation autour de l'accord anti-contrefaçon (Acta) qui a conduit en 2012 au vote négatif du Parlement européen et au retrait de plusieurs pays européens de l'accord. Le Point 03.05

Le TTIP, une étape cruciale vers l'instauration d'un gouvernement mondial.

TTIP, l'« Otan économique » - voltairenet.org - 4 mai 2016

Le géographe Manlio Dinucci propose ici une lecture cohérente de la stratégie de Washington incluant le TTIP, le renversement du régime ukrainien, les guerres de Libye et de Syrie, la vague de migrations depuis la Turquie, et le déploiement de l'Otan aux frontières de la Russie. Cet article est d'autant plus important que si beaucoup avaient compris une partie du puzzle, personne, à ce jour, n'avait pu expliquer le redéploiement de l'Otan en Europe.

par Manlio Dinucci

Des citoyens, des bureaux locaux, des parlements, des gouvernements, des États entiers sont privés d'autorité sur leurs

choix économiques, mis dans les mains d'organismes contrôlés par des multinationales et groupes financiers qui violent les droits des travailleurs, les exigences de l'environnement et la sécurité alimentaire, en démolissant les services publics et les biens communs : c'est pourquoi il faut rejeter le « Partenariat transatlantique sur le commerce et les investissements » (TTIP), négocié en secret par les États-Unis et l'Union européenne.

À ces raisons s'en ajoutent d'autres, dont on ne dit quasiment rien : celles à caractère géopolitique et géostratégique, qui révèlent un projet beaucoup plus ample et menaçant. L'ambassadeur des USA auprès de l'UE, Anthony Gardner, insiste : « il y a d'essentielles raisons géostratégiques pour conclure l'accord ».

Ce que sont ces raisons est indiqué par le Conseil national du Renseignement US ; lequel prévoit qu'« à la suite du déclin de l'Occident et de l'ascension de l'Asie, d'ici 2030 les États en voie de développement auront dépassé les États développés ». Pour cela, Hillary Clinton définit le partenariat USA/UE comme « un objectif stratégique majeur de notre alliance transatlantique », en projetant une « Otan économique » qui intègre l'Otan politique et militaire.

Le projet de Washington est clair : porter l'Otan à un niveau supérieur, en créant un bloc politique, économique et militaire USA-UE, toujours sous commandement états-unien, qui —avec Israël, des monarchies du Golfe et autres— s'oppose à l'aire eurasiatique en ascension, fondée sur la coopération entre la Russie, la Chine, ainsi qu'aux Brics, à l'Iran et à tout autre pays qui se soustrait à la domination de l'Occident.

Le premier pas pour réaliser ce projet a été de créer une fracture entre Union européenne et Russie. En juillet 2013 s'ouvrent à Washington les négociations pour le TTIP, qui ont du mal à avancer à cause d'intérêts contrastants entre les USA et les plus grandes puissances européennes, auxquelles la Russie offre des accords commerciaux avantageux. Six mois plus tard, en janvier-février 2014, le putsch de Place Maïdan organisé par les USA et l'Otan amorce la réaction en chaîne (attaques contre les Russes d'Ukraine, détachement de la Crimée et son adhésion à la Russie, sanctions et contre-sanctions), recréant en Europe un climat de Guerre froide.

En même temps, les pays de l'UE se trouvent soumis à la pression de flux migratoires provoqués par les guerres des USA et de l'Otan (Libye, Syrie), auxquelles ils ont participé, et par des attaques terroristes signés par l'État islamique (créature de ces mêmes guerres).

Dans cette Europe divisée par des « murs de contention » des flux migratoires, dans laquelle on répand la psychose par l'état de siège, les USA lancent la plus grande opération militaire depuis la fin de la Guerre froide, en déployant au bord de la Russie des chasseurs-bombardiers et navires de guerre à capacité nucléaire.

L'Otan sous commandement états-unien, dont font partie 22 des 28 pays de l'UE, intensifie les exercices militaires (plus de 300 en 2015) sur le front oriental surtout. Tout cela favorise le projet de Washington de créer un bloc politique, économique et militaire USA-UE. Projet qui recueille le consensus inconditionnel de l'Italie, outre celui des pays de l'Est plus liés aux USA qu'à l'Union européenne.

Les plus grandes puissances, notamment la France et l'Allemagne, sont encore en train de négocier. Mais en attendant elles s'intègrent de plus en plus dans l'Otan. Le Parlement français a adopté le 7 avril un Protocole qui autorise l'installation sur son territoire de commandements et de bases de l'Otan, installation que la France avait refusée en 1966. L'Allemagne —rapporte Der Spiegel— est disposée à envoyer des troupes en Lituanie pour renforcer le déploiement de l'Otan dans les pays baltes adossés à la Russie.

L'Allemagne —toujours selon Der Spiegel— se prépare à installer une base aérienne en Turquie, où opèrent déjà des Tornado allemands officiellement en fonction anti-Daesh, renforçant le déploiement de l'Otan dans cette zone de première importance stratégique.

L'intégration croissante de la France et de l'Allemagne dans l'Otan, sous commandement états-unien, indique que sur les divergences d'intérêts (en particulier sur les coûteuses sanctions économiques contre la Russie) sont en train de prévaloir les « raisons géostratégiques » du TTIP. voltaire.net.org - 4 mai 2016

Du TTIP à l'OTAN

- Le général américain Scaparrotti prend les commandes d'une Otan en pleine mue - AFP

Le général américain Curtis Scaparrotti a pris mercredi le commandement des troupes de l'Otan en Europe, en s'engageant à poursuivre le renforcement militaire sans précédent à l'Est entamé par l'Alliance face à la Russie.

Le général Scaparrotti, qui, après avoir servi en Afghanistan, dirigeait jusqu'ici les troupes américaines en Corée du Sud, a pris ses fonctions lors d'une cérémonie au QG militaire de l'Otan à Mons (Belgique).

Selon Jan Techau de l'institut Carnegie Europe, le général américain devra dans les trois années à venir, comme son prédécesseur, inlassablement "dire et redire aux Européens qu'ils doivent faire plus" pour enrayer enfin la chute dans leurs dépenses de défense et se donner les moyens de leurs ambitions.

Le général américain Curtis Scaparrotti a pris mercredi le commandement des troupes de l'Otan en Europe, en s'engageant à poursuivre le renforcement militaire sans précédent à l'Est entamé par l'Alliance face à la Russie.

Le général Scaparrotti, qui, après avoir servi en Afghanistan, dirigeait jusqu'ici les troupes américaines en Corée du Sud, a pris ses fonctions lors d'une cérémonie au QG militaire de l'Otan à Mons (Belgique).

Il prend le relais du général Philip Breedlove, dont les commentaires parfois acerbes à propos de l'implication de la Russie dans le conflit ukrainien ont rythmé les deux dernières années de tensions sans précédent entre l'Alliance et Moscou.

Durant cette période, "nous avons été les témoins du changement le plus significatif pour la sécurité en Europe depuis la chute du Mur de Berlin", a souligné le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, lors de la cérémonie.

"Les actions de la Russie en Ukraine ont changé notre paysage sécuritaire et l'Otan y répond", a-t-il assuré, expliquant la mission qui sera dévolue au général Scaparrotti, qui commande désormais 62.000 militaires américains en Europe et quelque 20.000 soldats d'autres nationalités en mission pour l'Otan dans le monde.

"Nous affrontons aussi l'instabilité et la violence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ceci a conduit à des migrations de masse et des tragédies. L'Otan joue son rôle en envoyant des navires en mer Egée" pour lutter contre les passeurs de migrants, a rappelé M. Stoltenberg.

"L'Alliance a continué de s'adapter et nous n'en avons pas fini (...) face aux changements fondamentaux de notre environnement sécuritaire", a sobrement promis le général Scaparrotti, 60 ans, qui a promis de "continuer et renforcer" les plans de son prédécesseur.

"La Russie a été très active dans l'est de l'Ukraine et je ne vois aucun signe que cela va changer à court terme", a-t-il souligné, affirmant qu'il "étudierait" aussi la possibilité de livrer des armes à l'Ukraine, que Kiev réclame de longue date mais que les Alliés sont réticents à fournir, se contentant d'équipements non létaux à ce stade.

Plus prosaïquement, observe Jan Techau de l'institut Carnegie Europe, le général américain devra dans les trois années à venir, comme son prédécesseur, inlassablement "dire et redire aux Européens qu'ils doivent faire plus" pour enrayer enfin la chute dans leurs dépenses de défense et se donner les moyens de leurs ambitions.

La crise ukrainienne au printemps 2014, qui perdure malgré un cessez-le-feu conclu entre les rebelles prorusses et Kiev, a sonné le glas d'une ère d'optimisme des Occidentaux sur la possibilité de coopérer avec la Russie, poussant l'Otan à se lancer dans une "dissuasion moderne" sans précédent depuis la fin de la Guerre froide fondée sur un renforcement militaire substantiel à l'Est.

M. Stoltenberg, a rappelé que ce renforcement pourrait se traduire par le déploiement sous forme de rotations de quatre bataillons (pouvant compter chacun plusieurs centaines d'hommes) et les équipements associés dans les pays baltes et en Pologne.

A l'Est, de petites bases logistiques ont déjà été montées, sans oublier le renforcement des patrouilles aériennes et maritimes, la création d'une force très rapidement déployable et une multiplication des exercices.

Les Etats-Unis vont par ailleurs déployer, par rotations successives, une brigade blindée en Europe de l'Est (4.200 soldats) à partir de février 2017. Et ils prévoient de quadrupler l'an prochain, à 3,4 milliards de dollars, leurs dépenses visant à muscler la présence militaire américaine en Europe.

Le prochain sommet de l'Otan, dans deux mois à Varsovie, sera l'occasion "de cimenter ces décisions", selon le ministre estonien de la Défense, Hannes Hanso.

La Russie n'a pas attendu pour réagir.

Elle a annoncé mercredi la création de trois nouvelles divisions militaires dans l'ouest et le sud du pays afin de "contrecarrer le renforcement des forces de l'Otan" près de la frontière russe". AFP

- L'OTAN approuve l'ouverture d'un bureau israélien à son quartier général à Bruxelles Par Luc Delval, le 04 mai 2016 - <http://arretsurinfo.ch>

Après des années de blocage, Israël peut désormais ouvrir un bureau au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. La décision, indique le quotidien Haaretz, a été notifiée mardi au gouvernement israélien, qui peut maintenant poursuivre la procédure d'accréditation de ses représentants. Le premier ministre israélien a confirmé, au cours d'une réunion des ministres appartenant à son parti, le Likoud, que la Turquie a levé son opposition, qui bloquait la décision depuis plusieurs années. arretsurinfo.ch 04.05

L'Otan accepte qu'Israël ait une représentation à son siège - Reuters

L'Otan a annoncé mercredi avoir accepté la demande d'Israël de disposer d'une représentation au siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles, signe d'un timide rapprochement entre l'Etat juif, qui n'est pas membre de l'organisation, et la Turquie, qui en est un des piliers.

L'Otan a indiqué par un communiqué que l'ambassadeur d'Israël en Belgique allait désormais diriger la mission de son pays auprès de l'alliance atlantique. Reuters 04.05

- L'Otan accepte cinq nouveaux États « observateurs » Réseau Voltaire - 5 mai 2016

L'Otan a accepté que cinq États soient considérés comme « observateurs » et disposent d'un bureau au siège de l'Alliance.

Il s'agit du Bahreïn, d'Israël, de la Jordanie, du Qatar et du Koweït.

Les Émirats ne semblent pas avoir souhaité disposer également d'un bureau.

L'annonce avait été retardée par les négociations turco-israéliennes. Elle a été faite le 4 mai 2016, à l'occasion de la prise de fonction du nouveau Suprême commandeur de l'Alliance (Saceur), le général Curtis M. Scaparrotti. Réseau Voltaire 05.05

- Chypre invité à adhérer à l'Otan - Réseau Voltaire 30.04

Washington pousse à une solution de la crise chypriote qui inclut l'adhésion de l'île réunifiée à l'Alliance atlantique. C'était le message de l'ambassadrice Victoria Nuland, le 19 avril à Nicosie. (...)

Il est vite apparu que le plan Nuland se traduirait en réalité par le maintien des troupes turques dans l'île, sous le drapeau de l'Otan cette fois. Il semble que Washington exerce un chantage sur le président Níkos Anastasiádis pour le contraindre à soutenir l'adhésion de l'île —jusqu'ici neutre— à l'Alliance atlantique.

Il aurait en effet créé avec Theofanis Philippou la société Imperium, laquelle aurait servi à la gestion des affaires de Leonid Lebedev qui font aujourd'hui l'objet de plusieurs procès, dont un à New York pour 2 milliards de dollars. Le président Anastasiádis a par ailleurs favorisé l'acquisition de la nationalité chypriote du milliardaire et sénateur russe. Réseau Voltaire 30.04

- Netanyahu dénonce "le poison de la propagande anti-Israël en Occident" - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a fustigé mercredi "la propagande contre Israël" en Occident qu'il a qualifié de "poison", à la veille de la journée annuelle de commémoration de la Shoah.

"Ce qui a amené à la Shoah c'est l'incitation à la haine qui continue de nos jours contre Israël", a déclaré M. Netanyahu.

"L'antisémitisme n'a pas disparu avec la mort d'Hitler dans son bunker (...) la propagande dans le monde occidental contre Israël n'est pas moins un poison que celle de l'islam extrémiste et du monde arabe", a affirmé M. Netanyahu au mémorial Yad Vashem à Jérusalem lors d'une cérémonie officielle marquant l'ouverture de cette journée de commémoration.

"Si durant l'Histoire, les juifs ont été désignés comme ennemis de l'humanité, aujourd'hui, c'est l'Etat des juifs qui est l'ennemi de l'humanité et ce mensonge n'a pas de frontières", a-t-il ajouté. AFP

[Flagrant délit. Désinformation.](#)

- L'hôpital d'Alep avait été détruit, il y a sept mois - Réseau Voltaire 5 mai 2016

Le ministère russe de la Défense a publié des photographies satellitaires de l'hôpital Al-Qods d'Alep, prétendument détruit par l'aviation de la République arabe syrienne, le 27 avril 2016. Or, il était déjà détruit depuis au moins 7 mois.

L'annonce du prétendu bombardement de cet hôpital avait été faite par Médecins sans frontières ; une association humanitaire créée par Bernard Kouchner pour les services secrets français durant la guerre du Biafra. Réseau Voltaire 05.05

Propagande de la réaction.

- Brésil : une commission du Sénat recommande d'écarter Rousseff de la présidence

Une commission du Sénat brésilien a approuvé vendredi par 15 votes contre cinq un rapport préconisant la suspension de la présidente de gauche Dilma Rousseff, qui pourrait être appliquée dès la semaine prochaine et ouvrir la voie à sa destitution... AFP

- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique"

La source des révélations des "Panama Papers" dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une "révolution numérique" dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi. AFP

Un formidable instrument pour conditionner les couches moyennes ou supérieures des masses qui sont les plus influençables ou les plus aptes à se faire manipuler, de manière à ce qu'elles soutiennent et même revendiquent des mesures tournées contre elles, l'ensemble des exploités ou d'autres peuples. Elles trouveront toujours des arguments pour le justifier qui ne convaincront que leurs semblables, leurs maîtres ou les ignares. On ne peut pas avoir en permanence les yeux rivés sur son nombril et prétendre avoir une perception du monde extérieur qui soit fidèle à la réalité.

- Manger une banane de façon suggestive ne plaît pas à la Chine

Chine - Manger une banane de façon sexy devant sa caméra en direct sur internet? Cette technique de séduction n'emballa pas la Chine, qui a décidé d'interdire tout simplement de manger une banane devant sa webcam, comme le rapporte la chaîne de télévision chinoise CCTV News. Le Huffington Post

Gageons qu'il s'agit de tout autre chose et que pour la énième fois Le Huffington Post falsifie délibérément la réalité. A suivre.

- En Russie, la prison pour des «reposts»

Il devient de plus en plus dangereux de publier ou republier sur les réseaux sociaux des articles ou des images qui déplaisent au Kremlin. L'ingénieur-mécanicien Andrei Boubeev qui relayait un texte du journaliste radical de gauche Boris Stomakhine, lui-même détenu, a ainsi été à nouveau condamné. Liberation.fr

Gageons qu'il s'agit de tout autre chose et que pour la énième fois Libération falsifie délibérément la réalité. A suivre.

- Le problème n'est pas que Hollande n'a pas de récit, c'est qu'il n'est pas logique

Les Français considèrent qu'un projet consistant à moderniser le pays tout en en laissant en l'état les arrangements sociaux n'est pas faisable. Le président de la République française connaît actuellement une impopularité proprement historique. Slate.fr

L'article suggère que l'impopularité de Hollande viendrait de son manque de volonté pour venir à bout de ces "arrangements sociaux", nos acquis sociaux en somme, car voyez-vous les "Français" le réclameraient, et non l'oligarchie ou son représentant Hollande qui y seraient attachés.

- Obama s'en prend à Trump, le parti républicain en plein chaos

Le président Barack Obama a attaqué vendredi de front Donald Trump, désormais seul candidat à la Maison Blanche d'un parti républicain qui est plongé dans le désarroi après avoir échoué à freiner l'ascension du milliardaire. AFP

L'Agence Française de Propagande se range au côté des faucons du parti républicain qui souhaitent écarter la candidature de Trump, qui incarne une branche de l'oligarchie, mais qui critique un peu trop ouvertement la stratégie néolibérale des sommets de l'oligarchie...

A lire dans le portail du Réseau Voltaire deux articles de Thierry Meyssan : *Le général Mattis, prochain président des États-Unis ? et Mattis contre Trump*

Extrait.

En définitive, Trump a été invité la semaine dernière par The National Interest à prononcer son premier discours de politique étrangère. Cette revue est issue du Nixon Center regroupant les survivants de l'équipe d'Henry Kissinger. À la surprise générale —mais probablement pas à celle des organisateurs—, « le » Donald n'a pas égrené de positions sur divers sujets, visant à satisfaire tel ou tel lobby, mais a décliné une véritable analyse de la politique états-unienne et décrit sa complète refonte.

Selon lui, c'est une erreur fondamentale que d'avoir tenté d'exporter par la force le modèle démocratique occidental à des peuples qui n'y avaient aucun intérêt. Il s'est donc livré à une critique de l'idéologie néo-conservatrice, au pouvoir depuis le coup d'État du 11 septembre 2001.

Dès lors, on comprend mieux pourquoi la scène avait été organisée par les amis d'Henry Kissinger, partisans du « réalisme » politique (realpolitik) et boucs-émissaires des néo-conservateurs.

Après avoir dénoncé les gigantesques dégâts humains et économiques, pour les pays concernés autant que pour les États-Unis eux-mêmes, il a embayé sur une attaque indirecte du « complexe militaro-industriel », mettant en cause le trop d'armes en général dans le monde. Personne ne s'y est trompé : pour la première fois depuis l'assassinat de John Kennedy, un candidat à la présidence dénonçait la toute-puissance des fabricants d'armes qui ont phagocyté la presque totalité de l'industrie US.

Il peut paraître surprenant de prendre ainsi le taureau par les cornes devant les amis d'Henry Kissinger qui contribua plus que d'autres au développement de ce complexe. Cependant, l'histoire récente des États-Unis explique ce retournement. Tous ceux qui ont combattu le complexe militaro-industriel ont été bridés ou éliminés : John Kennedy fut assassiné lorsqu'il s'opposa à la guerre contre Cuba ; Richard Nixon fut éliminé par l'affaire du Watergate lorsqu'il conclut la paix au Vietnam et mena la détente avec la Chine ; Bill Clinton fut paralysé par l'affaire Lewinsky lorsqu'il tenta de s'opposer au réarmement et à la guerre au Kosovo.

Avec un certains sens de la provocation, Donald Trump a placé son projet de nouvelle politique étrangère sous le slogan « America First », par référence à l'association homonyme d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Ce groupe est resté dans les mémoires comme un lobby nazi tentant d'empêcher le « pays de la liberté » de voler au secours des Britanniques attaqués par les génocidaires des juifs. En réalité, « America First », qui a effectivement été détourné de sa mission par l'extrême droite US, était originellement une vaste association, créée par des Quakers, dénonçant la Guerre mondiale comme un affrontement entre puissances impérialistes et refusant à ce titre de s'y impliquer.

C'est de manière mensongère que ses adversaires présentent donc Donald Trump. Celui-ci n'est absolument pas un isolationniste comme Ron Paul, mais bien un réaliste. (...)

Pour faire barrage à Donald Trump, le Parti républicain a organisé une alliance entre Ted Cruz et le dernier autre candidat en lice, l'ancien présentateur de télévision John Kasich. Tous deux ont accepté de renoncer à la présidence et de s'allier pour empêcher Trump d'obtenir la majorité absolue des délégués à la Convention. De la sorte, le Parti pourra proposer lors de sa convention un nouveau candidat, jusqu'ici inconnu du public.

D'ores et déjà des sondages d'opinions confidentiels sont réalisés, des fonds sont collectés, une équipe de campagne a été constituée autour du général James Mattis, bien que celui-ci jure la main sur le cœur ne pas envisager de carrière politique. Cependant, à l'évidence, l'ancien patron du CentCom se verrait bien en nouvel Eisenhower. En effet, en 1952, le vainqueur de la Seconde Guerre mondiale n'avait pas participé aux primaires car il était encore commandant des Forces en Europe. Il s'était glissé dans la compétition presque à la fin et avait été massivement désigné par la Convention du Parti républicain pour le représenter.

Le général Mattis est réputé être un intellectuel. Il a collectionné une vaste et célèbre bibliothèque privée de stratégie militaire, mais semble ne s'être intéressé à l'Histoire uniquement sous cet angle. Aujourd'hui chercheur à la Hoover Institution (université de Stanford), il est venu à Washington mener des consultations et a donné une conférence au CSIS.

Ce think-tank, traditionnellement proche de l'industrie pétrolière est aujourd'hui principalement financé par l'Arabie saoudite.

Après avoir annoncé un avenir « horrible » pour le Proche-Orient, le « moine-soldat » (selon le surnom que lui ont donné ses subordonnés) s'est appliqué à dénoncer le péril de la Révolution iranienne et à appeler à la guerre contre elle. Ce faisant, il reprenait à son compte le programme auquel George W. Bush et Dick Cheney furent contraints de renoncer devant la fronde de leurs autres généraux.

De facto, l'affrontement qui se dessine oppose d'un côté les partisans de la realpolitik d'Henry Kissinger, attachés aux principes de la Paix de Westphalie, c'est-à-dire à un ordre international fondé sur des États- Nations, aux partisans de la démocratisation

globale des néo-conservateurs, c'est-à-dire à la destruction des identités nationales et à l'imposition d'un régime universel de gouvernance. En un mot, c'est la vision de Richard Nixon contre celle des putschistes du 11-Septembre.

À retenir :

Donald Trump, candidat à la présidence US, veut limiter la puissance du complexe militaro-industriel. Il reprend le flambeau de John Kennedy (assassiné), de Richard Nixon (Watergate) et de Bill Clinton (Lewinsky).

Selon Trump, il est néfaste pour les États-Unis et pour les peuples étrangers de tenter d'exporter par la force le modèle démocratique occidental qui ne correspond pas à leurs aspirations.

Le complexe militaro-industriel prépare la candidature du général James Mattis et une guerre contre la Révolution iranienne.

- Hillary Clinton, « feminist in chief »

Timide en 2008, la féministe à l'intérieur de la candidate démocrate s'est bel et bien réveillée. [LeMonde.fr](#)

Que [Le Monde](#) encense l'ultra réactionnaire Hillary Clinton témoigne de son orientation politique, de sa vassalité inconditionnelle à son suzerain américain.

- Le pape plaide pour un « nouvel humanisme européen »

Récipiendaire du prix Charlemagne, le pape François a exhorté les Européens à aller de l'avant, rêvant d'une Europe « où être migrant ne soit pas un délit ». [LeMonde.fr](#)

Quelle généreuse et touchante intention qui rejoint celle de Hollande, Merkel et Erdogan, sans oublier les abrutis de tiers-mondistes et autres gauchistes décomposés...

- La Hongrie refuse toute amende en cas de refus de migrants

La Hongrie refuse catégoriquement la proposition de la Commission européenne, qui veut imposer une amende de 250 000 euros, pour chaque migrant non accueilli par un pays dans le cadre de quotas controversés. Le Premier ministre Viktor Orban appelle à renforcer la protection des frontières extérieures... [euronews](#)

Viktor Orban est dans l'oeil du cyclone de l'impérialisme américain et de la Commission européenne, après avoir adopté des mesures qui n'entrent pas dans le cadre de leur politique, il fait partie des présidents à abattre, comme Maduro, Rousseff, Assad, etc.

- Syrie : malgré leur "retrait", des forces russes toujours très présentes

Une équipe de France 2 a suivi des soldats russes sur le terrain, dans une opération de communication très travaillée. [Francetv info](#)

- Damas accusé après le raid contre un camp de déplacés

Paris a réclamé une enquête sur le raid «révoltant et inacceptable» qui a tué 28 civils, dont des enfants, à Sarmada, dans la province d'Idlib. [Liberation.fr](#)

[Bienvenue en oligarchie](#)

Chaque article ou plutôt chaque sujet minutieusement sélectionné par ces médias participe par le traitement qu'ils leur accordent de la guerre idéologique et psychologique, de la propagande. Il n'est même pas nécessaire d'en lire davantage pour le discerner au premier coup d'oeil. Si cela vous échappe, c'est que vous êtes corrompu par l'idéologie dominante.

Voilà un bon exercice pour tester votre maîtrise ou absence de maîtrise du matérialisme dialectique.

- Il reproduit l'Étoile Noire en bambou

Pour fêter la journée de «Star Wars», toutes les occasions sont bonnes. La saga de George Lucas inspire bien au-delà du cercle des cinéphiles. «May the Fourth be with you», formule du Star Wars Day inspirée de la célèbre réplique «Que la Force soit avec vous» ... [Slate.fr](#)

- Voici pourquoi certains finissent avec des partenaires bien «plus attirants»

Mieux on se connaît avant de se mettre en couple, moins le physique compte. Dans le monde des séries télé, c'est un schéma très établi. Slate.fr

- Une école conseille aux filles de ne pas mettre de jupes, «ça distrait les garçons»

Tenez-vous le pour dit: si les garçons ont des mauvaises notes à l'école, c'est de votre faute, à vous, les filles. #souplesUne avalanche de critiques. Une école aux États-Unis est sous le feu des projecteurs après avoir affiché un poster dans sa bibliothèque conseillant tout simplement aux jeunes... Slate.fr

- Une Barbie ballerine, noire, musclée et (presque) articulée, on dit oui

Mattel s'est inspiré de la première Afro-Américaine à avoir été nommée danseuse principale de l'American Ballet Theatre de New York. Slate.fr

- Le Brésil construit un parc d'attractions érotique (où le sexe est interdit)

ErotikaLand ouvrira en 2018. Voilà un parc d'attractions qui ne proposera certainement pas de réductions enfants. Dans trois ans, à Piracicaba, à moins de deux heures de São Paulo au Brésil, un parc assez particulier va ouvrir ses portes: ErotikaLand. Slate.fr

- Le mot «cisgenre» est entré dans le dictionnaire aux États-Unis, tout un symbole

Ce n'est pas encore le cas en France. C'est un événement symbolique, significatif d'une petite révolution dans la manière dont nous percevons notre identité, notre sexe et notre genre. Le mois dernier, le mot «cisgenre» («cisgender» en anglais) est entré dans le dictionnaire Merriam-Webster... Slate.fr

- Au nom de l'égalité, ils deviennent « pom-pom boys »

Les « fearleaders » sont un groupe de « pom-pom boys » déterminés à faire parler d'eux. En danse et en tenues sexy, ils veulent que les autres hommes prennent à bras-le-corps le problème de l'égalité homme-femme. Zoomin.tv

- En Pologne, des passionnés cherchent sans relâche les trésors des nazis

Dans la Basse-Silésie, région au sud-ouest de la Pologne pendant longtemps allemande, un groupe amateur fait de la recherche des trésors nazis un passe-temps. Des anciens bunkers, des habitations abandonnées, des tunnels profondément enfoncés sous les montagnes, tout est susceptible d'être exploré... Slate.fr

- Son poing levé face à des néo-nazis devient le symbole de l'antiracisme en Suède

Tess Asplund s'est opposé silencieusement à un cortège de 300 néo-nazis ce 1er mai. Un geste courageux largement partagé dans les médias et réseaux sociaux. Slate.fr

- Le régime de Bachar el-Assad collabore bien avec l'État islamique

Sky News révèle que le gouvernement officiel syrien et l'organisation salafiste terroriste échangent armes et informations. Slate.fr

- L'arme secrète d'Israël contre le terrorisme est palestinienne

L'année 2015 a été marquée par une recrudescence des actes de violence commis par les Palestiniens à l'encontre des Israéliens, qu'ils soient militaires ou civils. Atlantico.fr

- Quand les stéréotypes nous donnent la berlue

En moins d'une demi-seconde, les clichés peuvent modifier le système visuel de notre cerveau et nous faire croire qu'un individu est conforme à nos préjugés. Même si ce n'est pas vrai. Slate.fr

- L'«hawala», l'ingénieux système de paiement des migrants

Le système de l'«hawala» remonte au Moyen Âge et est idéal pour les réseaux criminels de passeurs. Si le business des passeurs est florissant, c'est aussi parce qu'ils ont une organisation financière ingénieuse: l'hawala. Slate.fr

- Propriété intellectuelle: au Moyen Âge, des armoiries en open access

Les réflexions d'un juriste médiéval sur la libre propriété des images. Slate.fr

- «Dieu, ma mère et moi», une bonne crise de foi

Le troisième film de Federico Veiroj suit les mésaventures d'un trentenaire décidé à sortir de la communauté des fidèles catholiques malgré un baptême. Slate.fr

- Polémique des abattoirs: la parole est aux animaux

Slate.fr est allé à la rencontre de ces victimes que l'on n'entend jamais dans les médias. Voici leurs dix propositions pour une vraie protection animale. On en a assez de voir des vidéos d'abattoirs, toutes plus dégueulasses les unes que les autres. Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

- Brésil/Corruption: le procureur demande d'enquêter sur Lula et trois ministres de Rousseff - AFP

Le procureur du Brésil a demandé mardi au Tribunal suprême fédéral (STF) l'autorisation d'enquêter sur l'ex-président Lula, trois ministres proches de la présidente Dilma Rousseff et 27 autres personnes dans le cadre du scandale de corruption Petrobras. AFP

Turquie

Couac!

- Turquie: le Nobel Orhan Pamuk au procès d'un écrivain jugé pour "injure" à Erdogan - AFP

Le Nobel de littérature turc Orhan Pamuk a soutenu mardi un écrivain qui comparaisait lors d'un procès pour "insulte" au président Erdogan, lequel multiplie les poursuites judiciaires depuis son élection, a rapporté l'agence de presse Dogan. AFP

- Un journaliste turc pris pour cible devant un tribunal - Reuters

- Deux journalistes turcs condamnés à cinq ans de prison - Reuters

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- COR-Accord de compétitivité signé chez Mahle-Behr - Reuters

Deux syndicats sur cinq de l'équipementier automobile Mahle-Behr, à Rouffach, dans le Haut-Rhin, ont signé mercredi un accord de compétitivité demandé par la direction pour ne pas aller au-delà des 110 suppressions d'emplois annoncées en janvier, a-t-on appris de source syndicale.

L'accord est réputé valide dans la mesure où les deux syndicats signataires, la CFE-CGC et l'Unsa, représentent un peu plus de 30% des salariés aux dernières élections professionnelles. D'autres syndicats représentant au moins 50% des salariés

peuvent toutefois le dénoncer.

La CFTC, premier syndicat au sein de cette usine qui fabrique des systèmes de chauffage et de climatisation, a refusé de signer, de même que la CGT et la CFDT.

Mahle-Behr, un groupe allemand basé à Stuttgart, demandait aux 870 salariés un effort équivalant à 8% de la masse salariale, faute de quoi les 110 suppressions d'emplois (aujourd'hui ramenées à 105) passeraient à 180.

L'accord prévoit l'abandon d'un jour de RTT sur la base du volontariat, celui des jours gagnés (un à deux) par les salariés en cas de fractionnement des congés jusqu'en 2023, et un quasi-gel des salaires avec une augmentation annuelle de 0,4% (0,5% pour les bas revenus) jusqu'en 2020.

En échange, la direction prévoit de rapatrier en Alsace trois lignes de produits prévues pour la République tchèque.

Mais elle refuse de s'engager sur un maintien de l'emploi sur la période, faute d'être certaine de bénéficier d'une charge suffisante pour faire tourner l'usine. Reuters 04.05

2- Les salariés du BHV Marais acceptent de travailler le dimanche - BFM Business

Les salariés du BHV Marais seront susceptibles de travailler le dimanche. Le syndicat CFE-CGC ainsi que Sud-Solidaires BHV ont signé l'accord proposé par la direction concernant ce grand magasin parisien, détenu par le groupe Galeries Lafayette. En revanche, pour le magasin Galeries Lafayette du boulevard Haussmann, près de la gare Saint-Lazare, le doute persiste. Pour l'instant, aucun accord n'a été signé avec les syndicats.

La porte n'est toutefois pas fermée à un accord sur le travail dominical. La direction s'est dite prête à revoir la CFE-CGC, a déclaré à l'AFP Jacques Biancotto, président de la CFE-CGC commerce et services. Pour disposer d'un accord valable (signé par des syndicats représentant plus de 30% des voix aux élections professionnelles), sauf opposition d'autres syndicats, la direction a besoin de la signature de la CFE-CGC et de la CFTC, qui n'a pas non plus signé.

La CGT, le SCID et FO n'ont pas signé

Aux Galeries Lafayette, pour les premiers, les dimanches travaillés - plafonnés à sept par an - seraient majorés de 100% (payés double) et assortis d'une récupération. Pour les seconds, embauchés spécifiquement, les heures du dimanche seraient aussi majorées de 100%, mais sans récupération.

Au BHV, l'accord conclu pour trois ans prévoit un plafond de 15 dimanches travaillés (payés doubles et avec récupération) par an pour les salariés travaillant habituellement la semaine. Pour ceux de fin de semaine, les 15 premiers dimanches seront majorés de 100%, les suivants de 50%, sans récupération.

Le texte prévoit aussi un engagement de la direction à ne pas fermer trois magasins en région parisienne et à Lyon pendant la durée de l'accord, ainsi que la suppression de la nocturne hebdomadaire, a précisé François Le Menuet (Sud-Solidaires BHV). Aux Galeries Lafayette, parmi les points qui bloquent pour la CFE-CGC, figurent des incertitudes sur les horaires d'ouverture ou sur les personnels concernés par les astreintes le dimanche. BFM Business avec AFP

3- Le travail, ce n'est pas vraiment la santé...

Malades du travail - Le Monde

Même si certaines entreprises ont pris conscience des risques psychosociaux, les salariés malades du travail apparaissent de plus en plus nombreux. Les jeunes diplômés n'échappent pas au phénomène.

De 30 000 à... 3 millions. Telle est l'impressionnante fourchette qui permet d'évaluer, en France, le nombre de personnes touchées par le burn-out (éprouement professionnel). Le premier chiffre est avancé par l'Institut de veille sanitaire (InVS), le second par un cabinet spécialisé dans la prévention des risques. Une estimation pour le moins imprécise, qui en dit long sur la difficulté à appréhender aujourd'hui le phénomène.

C'est en ce sens que la ministre de la santé, Marisol Touraine, a annoncé courant février la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir « médicalement le burn-out et la manière de le traiter ».

Si les travaux sur la définition du phénomène et sa prise en compte efficace en entreprise apparaissent considérables, les spécialistes du sujet s'accordent d'ores et déjà sur un constat : les cas de burn-out, et plus largement les risques psychosociaux,

sont en croissance dans les milieux professionnels. « La montée du burn-out et des dépressions est aujourd'hui frappante et s'accompagne de taux d'absentéisme importants », expose Thierry Rochefort, professeur associé à l'Institut d'administration des entreprises de Lyon.

Signe de la progression du sentiment de mal-être au travail, le nombre de dossiers présentés pour des affections psychiques devant les comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles augmente sensiblement depuis 2012. Des données que viennent corroborer les résultats d'une étude publiée à l'automne 2015 par Cegos.

Le spécialiste de la formation professionnelle s'est notamment intéressé au stress subi par les salariés. « Son intensité ne cesse d'augmenter, commente Virginie Loye, responsable des formations en ressources humaines chez Cegos. Le niveau d'intensité du stress perçu par les collaborateurs et managers a presque doublé en un an : 72 % des salariés et 79 % des managers évaluent leur niveau de stress à 7 et plus [sur une échelle de 0 à 10], contre respectivement 38 % et 41 % en 2014. »

La question du burn-out, point extrême des pathologies psychiques subies en entreprise, n'est jamais loin : le baromètre Cegos précise qu'« un quart de la population interrogée déclare avoir subi au cours de sa carrière un problème psychologique grave, de type dépression ou burn-out » (19 % chez les managers).

Qu'ils soient jeunes diplômés ou cadres plus expérimentés, les salariés doivent faire face à « un travail plus complexe, des contraintes plus fortes, des temps de réalisation réduits dans un environnement moins porteur, du fait de l'éloignement croissant du management ». Des évolutions au long cours, que le développement des technologies numériques a accentuées ces dernières années. Le climat économique morose ne pouvant, lui aussi, qu'encourager une telle tendance. « Plus il se durcit, plus les entreprises ont de pouvoirs sur leurs salariés », confirme Mme Lainé.

« Il s'agit toujours d'un sujet d'actualité, mais nous notons aujourd'hui que la mobilisation est plus difficile à impulser.

Face aux contraintes économiques, la question de la santé au travail peut passer au second plan, souligne Philippe Douillet, de l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail). En outre, on constate parfois un découragement dans certaines entreprises, tant il est difficile d'obtenir des résultats probants et des améliorations visibles sur ces questions. » D'autant plus que « rien n'est jamais acquis ». LeMonde.fr 03.05

... et le remède...

L'Allemagne va légaliser le cannabis thérapeutique -20minutes.fr

La marijuana serait délivrée sur ordonnance uniquement dans les pharmacies... 20minutes.fr

ECONOMIE

Etats-Unis

1- Etats-Unis: de nouvelles règles de ratio à moyen terme fixées pour les grandes banques - AFP

Les régulateurs américains ont adopté mardi une nouvelle règle demandant aux grandes banques de maintenir un ratio de financement stable à moyen terme afin d'être plus solides en cas de crise financière.

La nouvelle règle NSFR (net stable funding ratio) qui porte sur l'établissement d'un ratio de financement stable à un an, vise les établissements ayant plus de 250 milliards de dollars d'actifs.

Elle entend "renforcer la résistance des grandes banques en réduisant leurs risques de défaut", a expliqué Janet Yellen, la présidente de la Fed lors d'une réunion du conseil d'administration.

Ces nouvelles propositions de régulation bancaire ont pour but de se débarrasser de la règle tacite du "trop important pour faire faillite" ("Too big to fail") qui a conduit l'administration à déboursier des fonds publics pour sauver banques et groupes d'assurance en faillite pendant la crise de 2008. AFP 03.05

En réalité, c'est exactement l'inverse ou il s'agit de toute autre chose. Ces propositions ne consistent pas à écarter le risque d'une faillite des banques les plus puissantes, elles sont uniquement destinées à renforcer leur pouvoir. Entre nous, comment caractérisez-vous cette fâcheuse manie de l'AFP de fournir systématiquement une interprétation des faits contraire à la réalité ? De la propagande. Mais encore quand ils ont conscience de les dénaturer volontairement pour induire en erreur

les lecteurs, comment appelle-t-on cela ? Comploter.

Comme dans la plupart de leurs articles, ils comportaient deux niveaux ou deux types de messages destinés à un public différent, ici le second était seulement sous-entendu ou il était accessible par déduction pour peu qu'on soit versé dans la partie. Le premier se voulait rassurant il était destiné aux clients des banques, à la population en général, ne craignez rien dorénavant votre argent ou vos économies seront bien gardés par votre banquier, le second était destiné aux investisseurs, aux riches, à l'ensemble de l'oligarchie, histoire de leur dire que le démantèlement du système financier mafieux n'était pas pour demain la veille.

2- Berkshire Hathaway : l'empire de 322 milliards de Warren Buffett - Yahoo Finance International

Berkshire Hathaway (BRK-A) (BRK-B) était une entreprise textile en difficulté quand Warren Buffett y a investi de l'argent en 1962.

Aujourd'hui, elle vaut 322 milliards d'euros. D'après les mots de Warren Buffett, c'est un « conglomérat tentaculaire en constante expansion ».

Les sociétés d'assurance sont l'épine dorsale de la compagnie

Depuis qu'ils ont acquis le National Indemnity en 1967, les sociétés d'assurances de Berkshire ont augmenté l'expansion de la société.

Comme Berkshire a agrandi et diversifié son activité, ses opérations d'assurance sont devenues un contributeur aux bénéfices plus petit que par le passé. Mais elles restent une part importante de l'accès de la société à un capital permanent en générant ce que l'on appelle un « float ».

Le « float » est une somme d'argent mise de côté. Dans la société d'assurance Berkshire property & casualty (P&C), les primes sont collectées en amont, mais les indemnités sont souvent versées des années voire des dizaines d'années après, permettant ainsi d'utiliser l'argent pour les investissements.

Le float des assurances de Berkshire ne représentait que 1,4 milliard d'euros en 1990, mais a atteint 77 milliards d'euros en 2015, soit un TCAC (Taux de Croissance Annuel Composé) de 17,3% au cours de cette période.

Portefeuille d'actions

Le portefeuille d'investissement de Berkshire représente les idées de placement à long terme de Buffett.

Fin 2015, environ 60% de ce portefeuille d'actions a été investi dans cinq sociétés –Wells Fargo (WFC), Kraft Heinz (KHC), Coca-Cola (KO), IBM (IBM) et American Express (AXP). Et en plus de Kraft Heinz, qui faisait partie de l'investissement avec le partenaire 3G en 2013, Berkshire a détenu bien des intérêts dans ces positions depuis de nombreuses années.

Passage aux sociétés hors assurance

D'après UBS, en plus des 77 milliards d'euros du float d'assurance, Berkshire a également accumulé 229 milliards d'euros en actions, s'offrant ainsi un capital permanent de 310 milliards d'euros. Cela a permis à Berkshire de financer acquisitions et croissance organique sans avoir à accéder aux marchés de capitaux ni à prendre de décisions d'investissement sur le long terme.

Berkshire était, dans ses premières années, une compagnie d'assurance dirigée par la surperformance d'investissements. Mais elle a évolué en un grand conglomérat comprenant de nombreuses sociétés hors assurance.

Berkshire a développé des sociétés au capital fort. Les chemins de fer de Burlington Northern Santa Fe (BNSF), que Berkshire a acquis en 2009 pour 38 milliards d'euros, est l'un des plus grands chemins de fer de l'Amérique du Nord et transporte plus de 17% du fret interne. Berkshire a investi massivement dans cette entreprise. De plus, BH Energy possède quatre services publics desservant les clients dans 11 états du Midwest et de l'Est, deux sociétés de distribution d'électricité en Angleterre, deux sociétés pipelinières interétatiques, une entreprise d'énergie renouvelable et un cabinet de courtage immobilier.

L'industrie de fabrication, de service et de vente au détail de Berkshire (MSR) inclue absolument tout des sucreries aux jets. Les sociétés incluent les entreprises de la chaîne d'alimentation McLane, les entreprises de fabrication (comme la société spécialisée en produits chimiques Lubrizol, la société de composants industriels Marmon, la société Shaw Industries et l'entreprise de peintures revêtements Benjamin Moore), les entreprises de service et de vente au détail (dont NetJets, See's Candy, Borsheim Jewelry Company, the Pampered Chef et Oriental Trading Company), le fabricant Duracell récemment acquis et le fabricant de composants aérospatiaux Precision Castparts, que Berkshire a acheté 32 milliards d'euros en 2015.

Ses activités de financement se concentrent en grande partie sur la fabrication et le financement de maisons, ainsi que sur la

location de matériel de transport. Elles incluent Clayton Homes, ULTX, XTRA et d'autres sociétés de location et de financement.

Les opérations de fabrication, de service et de vente au détail représentent actuellement plus de la moitié des revenus. Yahoo Finance International 28.04

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mai 2016

CAUSERIE

J'ai planté des bananiers sans penser à Taubira, je préfère ma petite-fille, et Selvi a planté des cacahuètes histoire qu'on n'oublie pas nos origines. Si la récolte de tomates, de concombres et de melons a été nulle, celle de courgettes et d'aubergines est si fructueuse que j'ai dû en distribuer des dizaines de kilos et ce n'est pas terminé.

Un oranger est en fleur, les frangipaniers aussi, la nature est surprenante, magnifique, apaisante. Elle peut nous jouer de vilains tours, mais au moins elle ne passe pas son temps à nous contredire.

Pas une goutte de pluie depuis des mois, je suis obligé d'arroser et de remplir le réservoir tous les jours, résultat ma note d'électricité a explosé, car en plus je ne peux pas me passer de la climatisation pour dormir.

Elections générales en Inde le 16 mai. Je ne m'y suis pas du tout intéressé, pas le temps.

Un slogan : Le socialisme pour de vrai ou l'espoir retrouvé.

Ce qu'on vous cache est souvent inavouable ou mauvais pour vous, mais il arrive aussi que cela vous soit bénéfique.

Pourquoi lier le socialisme et l'espoir ? Parce que l'un sans l'autre ne veut rien dire.

Dorénavant on précise sioniste d'extrême droite.

Avec un temps de retard, on ne peut pas être partout à la fois, on fait une distinction entre le milliardaire Trump et les autres républicains. Un détail, certes, mais quand même.

On avait mal interprété le courant de l'oligarchie que représentait Kissinger. C'est sa présence à toutes les réunions annuelle du groupe Bilderberg qui nous avait induit en erreur. Un détail encore, mais qui a son importance pour comprendre les contradictions qui agitent les sommets de l'oligarchie...

Ils rêvent, font leur cinéma et sont mégalomanes, qui sont-ils ? A chacun ses références.

On n'est pas couché est devenu quotidien avec... Nuit debout.

Je ne suis pas concerné par le titre puisque je me passe de télévision depuis 16 mois, et je peux vous assurer qu'on vit très bien sans, d'ailleurs c'est bien simple, on n'y pense même plus !

- Les "Nuit debout" construisent un cinéma place de la République - Le Huffington Post Nuit debout appelle à une mobilisation internationale le 15 mai - LeFigaro.fr10.05 La date a été choisie en référence au mouvement espagnol des Indignés, né à Madrid le 15 mai 2011. Le mouvement citoyen Nuit debout, qui occupe depuis plus d'un mois chaque soir la place de la République à Paris, a appelé samedi à une journée de mobilisation en Europe et dans le monde le dimanche 15 mai. LeFigaro.fr Ils ont réactivé le "printemps arabe" en quelque sorte...

Quelques réflexions politiques

1- Crise d'infantilisme.

Les riches aiment l'argent. Les riches ne pensent qu'à l'argent pour devenir toujours plus riches. Les riches planquent leur fric ou se livrent à des magouilles pour payer le moins d'impôts possible. Les riches sont à l'origine des lois qui leur sont favorables...

Tu parles d'une affaire, quelle découverte, quel scoop !

Du dernier des abrutis de la planète au docteur en science politique, tout le monde le sait. Et cela sert-il à quelque chose, en quoi cela change-t-il quelque chose ? A rien, en rien !

Ah ben alors, c'est con de le rabâcher ! C'est pitoyable, ouais ! C'est aussi con que le type qui scande en boucle, je vais mourir, je vais mourir et qui l'instant d'après est mort. Il aurait peut-être pu avoir une pensée un peu plus élevée avant de tirer sa révérence. Il sera mort comme il aura vécu le malheureux, en spectateur impuissant de son propre malheur, de sa déchéance finale.

Qu'il existe des riches, des supers riches, des ultra riches, c'est dégueulasse, indécent, etc. mais c'est tellement banal que la plupart des gens sont persuadés qu'il y en a toujours eu, au point de trouver cela normal, c'est si banal. Bref, c'est légitime, car après tout s'ils sont riches, c'est qu'il y a bien une bonne raison à cela, ils l'ont mérité ou ils sont utiles à la société, en quoi à part la pourrir, mystère ! L'ignorance présente l'avantage de se transmettre héréditairement, comme la richesse, comme quoi ils sont inséparables.

Ainsi raisonne le prolo arriéré, mais il n'est pas le seul loin de là, il faut ajouter tous ceux qui ne comprennent pas comment ils ont pu accumuler autant de richesses et qui les envient plus ou moins secrètement.

En gros, pourquoi sont-ils riches ? Pardi, parce qu'ils se sont mieux démerdés que les autres. Ils ont pigé le truc, ils sont moins cons que la moyenne, plus pourri avec une bonne dose de cynisme en prime. Parfois ils n'ont rien eu à faire pour le devenir, tandis que d'autres ont dû en chier pour y arriver. Toujours est-il qu'ils méritent tous le statut de voleur comme le signalait Marx, puisqu'on ne peut s'enrichir qu'au détriment d'autrui.

Le citoyen lambda n'est même pas foutu de répondre à la question élémentaire pour quoi il existe, lui le laborieux, alors tout le reste le dépasse ou est à l'avenant, car il baigne en pleine ignorance tout au long de sa vie. Pour le riche, la réponse est naturelle, il n'a même pas besoin de se poser cette question, alors que le serf n'est même pas capable de la formuler, et pour cause, de manière générale il va passer son temps à reproduire sa condition en imitant inconsciemment les générations antérieures, en adoptant aveuglément leurs idées et leurs mimiques...

Ce n'est pas une question existentielle, sauf peut-être quand notre propre évolution ne nous a pas permis de nous élever au-dessus du niveau primitif de nos ancêtres simiesques et qu'on l'ignore, ce qui expliquerait ce retour au stade de la sauvagerie ou d'où cet atavisme récurrent que l'on appelle de nos jours barbarie, qui fut le point de départ du développement de la civilisation humaine. Jadis la barbarie fut un obstacle, de nos jours c'est une vertu au service d'une élite seulement.

Pour l'ignorer, c'est à croire qu'on était condamné à y retourner. Pourquoi ? Parce que notre éducation et nos connaissances auxquelles on vouait bien des vertus, étaient en réalité le produit frelaté de cette ignorance, car jusqu'à présent ou jusqu'à preuve du contraire l'homme n'a jamais réellement été en mesure de réfléchir consciemment à sa condition au point de pouvoir la maîtriser, il est demeuré plus proche du singe dans l'ordre des primates que de l'homme évolué ayant conscience qu'il doit être le propre acteur de sa libération du règne de l'ignorance qu'il hérita à sa naissance, et que c'est seulement cet engagement qui peut donner un sens à sa courte existence. Esclave de la nature qu'il maltraite, s'emploie à détruire ou saccager, esclave de sa propre nature qui lui est toujours aussi étrangère et qu'il gâche...

On n'a même pas conscience d'où on vient, ce qui devrait nous porter à la modestie. Nous avons été formaté afin de ne jamais parvenir à le découvrir. Il faut donc commencer par tout reprendre à zéro ou déconstruire pièce par pièce l'univers que nous nous sommes employés à forger autour de nous ou qui nous a été imposé. Avant de faire table rase du passé ou du vieux monde, pour avoir une chance d'y parvenir ou mieux, pour participer véritablement, activement et consciemment à cette oeuvre colossale, au lieu de passer notre temps à nous illusionner sur notre engagement politique dont on voit bien qu'on a été incapable de tirer des enseignements la plupart du temps, il faut faire table rase de tout ce qu'on a appris qui nous a induit en erreur jusqu'à présent, et qui constitue un obstacle à la réalisation des conditions qui permettraient de changer la société ou le monde. Dire qu'on juge un ouvrier à l'ouvrage ou aux pieds de l'établi, c'est insuffisant, il faut ajouter à ses outils et à l'art de les manier.

On ne dit pas, vous devez penser ceci ou cela, vous devez penser ainsi un point c'est tout, non, on dit simplement : apprenez à penser par vous-même, car ce n'est pas inné, cela s'apprend et prend du temps. Où avons-nous appris à penser ? Qui nous a appris à penser ? Combien de temps y avons-nous consacré ? Y avons-nous ne serait-ce que réfléchi un instant au cours de notre vie ?

Il faut se poser ces questions tranquillement et y répondre honnêtement sans craindre une punition ou une sanction ou je ne sais quel jugement, nul procureur de la pensée entre nous, on est juste là pour essayer de progresser ensemble, afin de servir notre cause dans les meilleures conditions possibles pour vaincre notre ennemi.

En guise d'épilogue.

Hier soir j'étais seul et j'ai repensé à une tranche de mon passé, quand j'avais rejoint l'OCI en 1978.

En comparant ce que j'étais avant d'y entrer et quand j'en suis sorti en 1981, je me suis aperçu qu'entre temps j'étais devenu profondément sectaire et dogmatique, ce que je n'étais pas du tout avant, et ce que j'ai essayé de ne plus être par la suite.

Je ne m'en étais pas du tout rendu compte, par contre mon entourage si, au point de me trouver invivable et de perdre tous mes vieux potes qui ne voulaient plus du tout me voir. Je me suis retrouvé coupé de ma famille et de mes proches, de mes amis avec lesquels je partageais beaucoup d'idées ou de choses depuis des années, coupé du monde ou de la réalité dans lesquels j'avais toujours vécu, au profit d'un monde ou d'une réalité plus étroite, réduite à la politique, du fait qu'on était allé pour ainsi dire jusqu'à imaginer qu'on vivait au présent une utopie sur le point de se réaliser, alors qu'en réalité elle ne se réaliserait que bien plus tard, depuis on n'ose même plus l'évoquer, et c'est ce décalage entre cette sorte de délire fantasmagorique et la réalité qui était insupportable à mon entourage.

Je ne peux pas dire que j'ai gardé un souvenir impérissable de cette courte mais intense période, durant laquelle je m'étais livré à l'activisme politique. J'étais passé d'un embrigadement ou d'un formatage à un autre sans avoir la possibilité (et le temps) de maîtriser le processus dans lequel j'étais embringué, il faudra donc attendre d'en être sorti pour que bien des années plus tard (plus de deux décennies) j'en prenne conscience et que j'en tire quelques enseignements. Sur le plan personnel, cela m'a juste aidé à vaincre ma timidité excessive, et je n'en ai tiré pratiquement aucun profit sur le plan politique pour combattre désormais celle que nous avions adoptée à cette époque, qui consiste à n'accorder aucun répit au PS (et au PCF), au lieu de le ménager ou de considérer que son ignoble passé devait figurer au second plan, alors que de nos jours il a ressurgi avec une violence extrême, on est bien d'accord sur ce point, n'est-ce pas ?

Tout cela pour dire qu'on ne peut pas évoluer ou progresser si on n'est pas capable d'analyser son propre parcours, ses propres faiblesses, lacunes, erreurs, et bien entendu de les corriger. Comme je dis souvent, avant de juger les autres pour autant qu'on soit en mesure de le justifier, commençons par nous-même, or la plupart des gens ou des militants ne se sont jamais livrés à cet exercice ou s'y refusent. Dès lors quelle légitimité auraient-ils pour prétendre vouloir changer la société, puisqu'ils n'ont même pas encore acquis la capacité ou les instruments pour analyser leur propre comportement ?

Je pense que c'est la question que chacun devrait commencer par se poser, et peut-être qu'ensuite chacun parviendra à faire davantage preuve de discernement et de modestie, ce qui fait le plus défaut à l'heure actuelle où la confusion règne en maître, n'est-ce pas ? Je ne prétends pas qu'il faudrait commencer par changer les hommes pour ensuite espérer pouvoir changer la société, je dis seulement que seuls des hommes ou des militants conscients si vous préférez en seront capables, et qu'il est de notre devoir d'y travailler sans relâche.

Prendre en mains son destin, c'est bien, à condition de savoir d'où on vient pour vraiment savoir où on va, sinon on prend le risque de s'orienter dans une direction qui ne nous permettra jamais d'atteindre l'objectif qu'on s'était fixé, c'est juste une question de logique, de dialectique si vous préférez, pratique. On peut être animé des meilleures intentions du monde comme le sont la plupart des étudiants et des travailleurs qui participent à Nuit Debout par exemple, mais cela ne suffit pas, l'enfer est pavé de bonnes intentions dit-on, on ne devrait jamais l'oublier sous peine de se faire manipuler ou de se perdre soi-même à défaut de se connaître sans parodier Socrate.

On essaie juste de partager notre expérience et les leçons qu'on en a tirées, afin d'essayer de lever les obstacles qui empêchent les militants qui partagent le même idéal de se rassembler pour combattre ensemble et vaincre notre ennemi. On ne donne de leçons à personne, on ne juge ou ne condamne personne, on a l'esprit tranquille, on est parfaitement serein. Nous ne sommes pas tiraillés entre plusieurs théories ou doctrines, nous n'avons aucun intérêt d'appareil à défendre, nous ne cherchons pas à justifier notre stratégie politique pour convaincre qui que ce soit de la partager ou de l'adopter, pire, de nous accorder sa confiance, tout cela ne nous intéresse pas ici, nous nous sommes aperçus qu'après avoir abordé des sujets à une multitude de reprises en long, en large et en travers, nos lecteurs en étaient toujours au même point, donc nous nous sommes dit logiquement qu'il n'était pas souhaitable d'aller plus loin et qu'il fallait reprendre les choses au point de départ ou en amont si on voulait réellement progresser ensemble et aller de l'avant.

Je ne vous ferai pas le coup (démagogique) de vous dire que je ne détiens pas la vérité, puisque je suis convaincu du contraire sur un certain nombre de questions élémentaires qu'on ne devrait même plus avoir à aborder, alors que manifestement l'expérience prouve que malheureusement c'est encore nécessaire. Bien des militants nous lisent distraitement, ils se figurent qu'on leur fait la conversation, et puis sans réfléchir davantage ils passent à autre chose et ainsi de suite. Si tel est le cas, je leur dis sincèrement qu'ils perdent leur temps sur ce portail où l'auteur écrit en chinois ou en tamoul pour faire plus local, sur ce, poité vantage, goodbye en tamoul.

2- Mystification.

Quand un mouvement social bénéficie généreusement d'une tribune dans Le Monde (« Nuit debout peut être porteur d'une transformation sociale de grande ampleur » relayé par le NPA le 4 mai), qui a pour fonction de relayer la propagande des sommets de l'oligarchie financière, la moindre des précautions commande de s'en méfier comme de la peste, parce que pour

que Le Monde y trouve son intérêt ou plutôt les banquiers qui sont à ses commandes, c'est que forcément nos intérêts de classe n'y ont pas leur place.

A moins qu'il ne s'agisse de tenter de récupérer un mouvement qui leur échappe, or cela n'a aucun sens ou aucune raison d'être, puisqu'il s'inscrit en marge du mouvement ouvrier qui hélas ne parvient pas à se doter d'une nouvelle direction, et on ne voit pas comment elle pourrait émerger de ce mouvement qui est voué à l'impuissance ou amené à péricliter, parce qu'il ne dispose pas de direction du tout, hormis ceux qui l'ont lancé et qui font office de directeurs du marketing ou de la communication.

On nous rétorquera qu'elle pourrait émerger tout de même de ce mouvement, spontanément. Bien, personnellement je ne connais qu'une forme de pouvoir susceptible de jaillir spontanément d'un mouvement révolutionnaire des masses, le soviétique ou comitiste qui se répand dans tout le pays et se fédère au niveau national pour constituer un contre-pouvoir préparant les conditions indispensables pour pouvoir envisager sérieusement l'insurrection finale ou la prise du pouvoir, sans qu'il y ait au départ de grève générale qui peut aussi jaillir à tout moment dès lors que le processus révolutionnaire est enclenché.

Encore faut-il que la majorité des délégués élus de ce comité soient acquis à cette orientation politique, qui ne peut être impulsée que par les militants d'un parti conscients du développement de ce processus et des tâches qu'il implique pour atteindre ces objectifs politiques...

La fixation sur la grève générale présente la faiblesse suivante : Elle ne résout pas la question de l'organisation des masses qui ne s'improvise pas au niveau de l'Etat parce qu'elle est politique. D'où la nécessité de lier la grève générale au renversement du régime tout en sachant qu'il en faudra beaucoup plus pour prendre le pouvoir et le conserver. Si tu comptes sur ton voisin pour donner une direction nouvelle à la société, on est mal baré selon moi, je préférerais m'en charger moi-même, et si cela s'avère impossible, je m'en remettrais à des dirigeants qui auraient étudié la question tout en conservant mon absolu liberté d'expression et d'action. La difficulté est de trouver un parti ou un groupe qui soit sur cette ligne.

On a pu observer que les partis politiques qui étaient nés d'un tel mouvement social avaient tous dérivés à droite, et qu'aucun n'avait remis en cause le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. C'est valable pour les coalitions qui finissent tous par se disloquer.

3 - Dénier de démocratie et mystification. Etions-nous réellement en démocratie ? Depuis quand ? Pas vraiment, jamais.

Reagan, Thatcher, Blair, Schröder, Bush, Sarkozy, Hollande...

Les uns (CFDT, CFTC, Unsa, etc.) soutiennent le gouvernement et sa loi Travail scélérate, les autres (VGT, FO, Sud, etc.) décrètent des journées d'action bidons pour mieux la faire passer, tandis que d'autres en marge du mouvement ouvrier passent des nuits debouts, à quoi faire au juste, à rêver, quel luxe !

Ce qui est en train de se passer s'inscrit dans la continuité de ce que nous avons vécu au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et ne devrait surprendre que ceux qui ont refusé de faire le bilan calamiteux de la lutte de classe durant cette période parce qu'ils en portent la lourde responsabilité ou pour y avoir été associés de près.

Tout comme le Labour ou le SPD, le PS était un parti de la réaction, de droite, anti-ouvrier, anti-socialiste depuis un siècle.

Nos dirigeants ont tout simplement oublié le constat que Lénine dressait en 1916 :

- Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. (L'impérialisme et la scission du socialisme. - V. Lénine)

Ils ont préféré retenir les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste sur le front unique qui étaient destinées à des partis de la IIIe Internationale qui pour la plupart d'entre eux étaient davantage opportunistes que communistes, à défaut de mieux il fallait bien s'en accommoder et trouver une formule de compromis pour éviter de les braquer, ce qui n'aurait servi à rien puisqu'ils étaient comme ils étaient.

Quant à la position de Lénine, elle était beaucoup plus tranchée comme on vient de le lire plus haut, et l'on doit dire qu'il l'a appliqué avec bonheur en Russie. Quand on n'est pas capable de s'adresser directement aux masses, on s'adresse à quelqu'un d'autre, celui-ci vient s'interposer entre les deux au point de le destiner à jouer un rôle irremplaçable dans la lutte de classe du prolétariat qu'il exécutera en fait pour le compte de son ennemi. Et quand il s'effacera ou assumera sa véritable nature de parti réactionnaire, les masses se retrouveront seules en face de lui et totalement désarmées politiquement et théoriquement pour l'affronter du fait que les partis ouvriers s'étaient compromis en orientant les masses vers le PS, alors qu'elles savaient très bien à quoi s'en tenir sur ce parti qui n'avait pas pour vocation ou objectif de renverser le régime ou changer la société.

Je me souviens encore des diffusions le dimanche matin sur le marché de Clichy (92), où les travailleurs avec lesquels on engageait une discussion nous souriaient au nez quand on évoquait le moindre changement après l'élection de Mitterrand et d'une majorité de députés PS-PCF au Parlement, certains nous demandaient si on y croyait vraiment ou si on était vraiment sérieux, ils nous prenaient pour des naïfs ou des ignorants car ils n'y croyaient pas du tout.

Le PS était comme un médicament destiné à vous permettre de retrouver la santé, dont on a vanté les qualités en taisant ou en sous-estimant ses effets secondaires, qui pouvaient s'avérer mortels pour peu que votre système immunitaire ait été trop gravement atteint. Vous pouvez remplacer le système immunitaire par le mouvement ouvrier profondément décomposé et les jours de vos acquis ou droits sociaux sont comptés.

4- Pourquoi des millions et millions de travailleurs ne se sont-ils pas mobilisés ?

Ce qui m'étonnait depuis des années, c'est qu'aucun gouvernement ne soit pas aller plus loin, sachant qu'il n'existait aucune opposition organisée susceptible de rassembler les masses contre lui ou de s'opposer à sa politique ultra réactionnaire. Avec l'élection de Hollande, j'avais émis l'hypothèse qu'il pourrait être le meilleur représentant de la réaction qui oserait aller jusqu'au bout, puis j'avais été frustré dans un premier temps lors de la nomination d'Airault comme Premier ministre qui ne semblait pas être l'homme de la situation, mais quand il fut remplacé par Valls je me suis dit que l'heure du règlement de compte avec ce qui restait du mouvement ouvrier décomposé avait sonné, l'arrivée du banquier Macron devait le confirmer.

La loi Travail, c'est le code du travail individualisé, le contrat de travail individualisé, l'atomisation achevée de la population laborieuse qui perd ainsi son statut de classe, et devient si vulnérable qu'elle n'est plus en mesure de lutter efficacement pour améliorer sa condition autrement qu'en revendiquant ce statut dont elle a été spoliée, ce qui nécessitera qu'elle affronte directement les capitalistes en recourant à la grève illimitée jusqu'à satisfaction, et donc qu'elle parvienne au préalable dans un contexte particulièrement défavorable à vaincre les nombreux obstacles qui s'opposent à son unité.

Si maintenant on continuait dans le même registre à refuser de combattre ces obstacles sur le plan idéologique qui a largement contribué à façonner l'état d'esprit des travailleurs, à les affaiblir et à les soumettre à l'ordre néolibéral, la condition ouvrière serait vouée à se dégrader indéfiniment dans le futur.

Si la remise en cause de nos droits sociaux les plus élémentaires ne se traduit pas par la nécessité de changer de fond en comble la société ou ne renoue pas avec cet espoir qui était né au milieu du XIXe siècle, la civilisation humaine sera condamnée à périr ou à une régression sans fin qui menacera son existence. A ce stade on peut même se demander si cette référence signifiera encore quelque chose demain ou s'il ne faudra pas en parler au passé ou au conditionnel.

Pour bien montrer à quel point la quasi-totalité du mouvement ouvrier est corrompu et que ce n'est pas une vue de l'esprit, absolument aucune formation politique ne s'est réellement ou sérieusement posée la question de savoir pourquoi les travailleurs n'étaient pas descendus dans la rue par millions lorsqu'il leur avait été donné la possibilité de manifester un samedi ou un dimanche, alors que leur condition de travail était gravement menacée et qu'ils en avaient été parfaitement informés, pourquoi ? Cette question était-elle trop compromettante pour ceux qui la poseraient au point de s'en abstenir ? On est en droit de le penser car ils en portent la responsabilité.

Cette question pouvait faire l'objet de plusieurs explications.

La première aurait consisté à constater que la majorité des travailleurs étaient relativement satisfaits de leur condition au point d'envisager d'accepter de nouveaux sacrifices avant qu'elle ne leur apparaisse insupportable, sans imaginer ou en refusant d'imaginer que cela pourrait se produire plus rapidement qu'ils ne le pensaient, ou que d'ici là la situation pourrait s'améliorer et ils pourraient y échapper individuellement.

La seconde aurait consisté à constater que la majorité des travailleurs ne se reconnaissaient pas dans les syndicats et les partis ouvriers qui les avaient appelés à se mobiliser, et qu'ils n'étaient pas disposés à s'illusionner sur leurs véritables intentions ou leur détermination à mener ce combat jusqu'au bout, pour en avoir fait l'expérience amère durant des décennies ou plus d'un demi-siècle. La troisième aurait consisté en une combinaison des deux précédentes. Un tel constat n'aurait pas manqué de mettre en lumière l'immense responsabilité de nos dirigeants dans cet état de fait ou de condamner la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée ou dont la situation actuelle n'est que le produit, sauf bien entendu à se dire que c'était la fatalité et que personne ne pouvait y échapper et personne n'en portait la responsabilité finalement, hormis le capitalisme et ses représentants.

Explication que l'on rejette catégoriquement, car finalement cela signifierait que 70 ans de lutte de classe devait se conclure ainsi, autrement dit, quelle que soit la manière dont on l'aurait menée, on aurait infailliblement abouti au même misérable résultat, donc qu'elle ait été conduite sous les auspices de l'opportunisme ou du marxisme n'y aurait absolument rien changé, autant dire que l'opportunisme n'était pas en cause, puisque le marxisme n'aurait pas fait mieux, par conséquent il est inutile de condamner l'opportunisme ou de le combattre, et d'adopter le marxisme.

Ils ont tous appelé à voter Hollande ou à "chasser Sarkozy", ce qui revenait au même en plus hypocrite ou démagogique dans le second cas, partant de là ils sont tous disqualifiés pour combattre efficacement sa politique, on n'entend pas par là imposer une défaite à Hollande, mais construire le parti.

"Panama Papers". Un secret de polichinelle.

En directe de la Maison Blanche ou le quartier général de la CIA.

Les millions de documents des "Panama Papers" qui ont mis au jour un vaste scandale d'évasion fiscale à travers le monde seront accessibles au public à partir du 9 mai, a annoncé mercredi l'ICIJ, basé à Washington.

Les quelque 11,5 millions de documents du cabinet Mossack Fonseca, dévoilés par une centaine de médias, avaient déjà révélé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité. AFP 08.05

L'article de l'Agence Française de propagande était accompagné d'une photo censée montrer " des manifestants défilent devant le bâtiment du cabinet Mossack Fonseca, à Panama, le 13 avril 2016", j'ai compté 6 personnes... Si l'AFP n'a pas mis en ligne une photo montrant davantage de "manifestants", c'est sans doute parce qu'il ne devait guère y en avoir plus.

Les paradis fiscaux ont une existence légale, ils sont reconnus par tous les Etats, ainsi que le FMI, la Banque mondiale, la BRI, les banques centrale et l'ONU sans oublier l'UE.

Nous ne sommes pas les seuls à le penser et à le dire.

- 30 ans de libéralisme - Vila - legrandsoir.info 07.05

Extrait.

- ...le point crucial à saisir absolument réside dans le fait que le virage libéral ne résulte pas d'une orientation politique quelconque, ni d'une affaire de goût ou de convenance personnelle. Cette politique libérale est vitale car elle est consubstantielle à la survie (momentané) du capitalisme. La libéralisation de l'économie n'a été que la condition indispensable pour prolonger le capitalisme jusqu'à aujourd'hui, menaçait qu'il était au début des années 1970 par la crise qui ne faisait alors que commencer. C'est donc parce que le capital en avait besoin pour maintenir son taux de profit, que des politiciens affidés l'ont appliqué. Comprendre ceci est d'autant plus important que cela condamne les économistes atterrés qui regrettent le capitalisme des années 60 et cela discrédite les naïfs qui croient au capitalisme vertueux grâce à de puissants gardes fous. Il est, de même manière, illusoire de condamner les politiques d'austérités sans comprendre que dans ce système économique là, c'est leur seul salut. legrandsoir.info 07.05

- Ce n'est pas le moment de céder aux manœuvres d'intimidation d'Israël sur l'« antisémitisme » - Arrêt sur Info 08.05

Le sionisme n'était pas l'antidote dont avait besoin le pire chapitre de l'anti-sémitisme en Europe : l'Holocauste. Le sionisme était la mauvaise réponse à cette atrocité. En réalité, quand les dirigeants européens ont apporté sans hésitation leur soutien au sionisme, leurs motifs, dans beaucoup de cas, ont été anti-sémites. Comment expliquer autrement une Europe qui est restée à regarder passivement pendant que le régime nazi génocidait les Juifs et qui a ensuite demandé pardon en soutenant un nouveau plan qui la débarrassait des Juifs en les expédiant coloniser la Palestine ? Pas étonnant que cette logique absurde n'ait pas tué la pulsion antisémite mais l'ait au contraire maintenue bien en vie !

Cependant, ce qui est fait est fait. Les colons juifs et les indigènes palestiniens se partagent un pays et vont continuer à le faire. La meilleure façon de combattre l'anti-sémitisme aujourd'hui est de faire de ce pays un véritable état démocratique, fondé autant qu'il est possible sur des principes économiques, sociaux et politiques justes et équitables. Ce sera une transformation complexe et douloureuse de la réalité présente sur le terrain, et qui prendra peut-être des décennies. Mais il est urgent de commencer à en parler clairement, sans peur et sans apologétique ou fausses références à de la realpolitik. (Ce n'est pas le moment de céder aux manœuvres d'intimidation d'Israël sur l'« antisémitisme » - Arrêt sur Info 08.05

En famille. Bienvenue chez la fausse gauche.

Non, nous ne nous adresserons pas aux députés du PS.

Change.org 10.05

Malgré les différentes mobilisations et le rejet par les parlementaires de la loi travail (El Khomri), le gouvernement a décidé de

passer en force en utilisant l'article 49-3.

Ce texte peut encore être bloqué en demandant aux députés socialistes de soutenir la motion de censure qui sera présentée par la droite. C'est aujourd'hui le seul moyen d'empêcher le gouvernement de nous imposer une modification du code du travail qui ne convient pas à l'immense majorité : (petites et moyennes entreprises et salariés).

Il est temps que la démocratie s'exerce de nouveau. Pour cela les députés socialistes qui considèrent que ce texte est contraire aux valeurs qu'ils défendent doivent soutenir la motion de censure déposée par la droite et qui d'office permettra de rejeter ce texte. Change.org 10.05

Nous voterions la motion de censure déposée par LR et l'UDI afin de faire chuter le gouvernement et d'ouvrir une crise politique en France, dont certes personne ne peut prédire aujourd'hui de quelle manière elle se traduirait ou quelle en serait l'issue, sinon qu'elle serait étouffée lors des élections suivantes et plus personne n'y penserait quelques mois plus tard.

Podemos s'allie avec l'extrême gauche pour les législatives en Espagne - AFP

Le parti anti-austérité Podemos se présentera aux nouvelles élections législatives du 26 juin en alliance avec son rival d'extrême gauche Izquierda Unida afin de supplanter le parti socialiste, seconde force politique en Espagne.

L'alliance doit encore être approuvée par les bases des deux partis et de nombreux détails doivent être négociés cette semaine.

Mais les deux formations, Podemos fondé en 2014 et Izquierda Unida (IU), héritier du Parti communiste espagnol, qualifient déjà d'historique leur "pré-accord" conclu lundi soir.

Pablo Iglesias s'est donc résolu à s'allier avec un parti qu'il qualifiait l'année dernière de "schtroumpf grognon" de la gauche. Il l'accusait de "porter malheur" avec un programme trop radical qui effrayait l'électorat.

Un succès de leur alliance pourrait même changer le rapport de forces entre droite et gauche si le Parti socialiste, continuant à perdre des voix comme il le fait depuis des années, devait se résoudre à gouverner avec eux. "Pour gouverner, nous aurons besoin du PSOE. Nous voulons un accord avec le PSOE", a assuré Pablo Iglesias. AFP 10.05

Lu dans la page Facebook de La Tribune des Travailleurs (POID)

- En Espagne, le parti Podemos a passé un accord avec Izquierda Unida, héritier du Parti communiste espagnol pour se présenter aux nouvelles élections législatives du 26 juin. L'alliance doit encore être approuvée par les bases des deux partis.

Et le post suivant :

- Laurent Fillebeen, Philippe Tribouillard, Dominique Roux et 2 autres personnes aiment ça.

Ajoutons deux mots parce que contrairement à eux nous faisons un peu de politique: Syriza s'est déclaré social-démocrate comme Hollande, Podemos aussi, et il n'y a vraiment pas de quoi aimer cela !

Si la page Facebook du POID est le clone de l'AFP, elle ne sert à rien, à moins que...

Accord de coalition entre Verts et CDU dans le Bade-Wurtemberg - Reuters

Les chrétiens-démocrates (CDU, parti conservateur de la chancelière Angela Merkel) et les Verts ont signé lundi un accord pour former une coalition de gouvernement dans le Land de Bade-Wurtemberg - alliance qui pourrait préfigurer une future coalition entre eux au plan fédéral en 2017.

Les Verts ont remporté les élections régionales du 13 mars dernier dans ce riche Land du sud-ouest de l'Allemagne en y recueillant 30,3% des suffrages. La CDU, qui a longtemps dirigé le Bade-Wurtemberg, a terminé deuxième avec 27%, soit 12 points de moins que lors du précédent scrutin régional, en 2011.

Les Verts seront ainsi le plus important partenaire et la CDU jouera le second rôle au sein de cette coalition régionale. Aux précédentes élections en 2011, les Verts, en tant que première formation de gauche, avaient constitué au Landtag de Bade-Wurtemberg une coalition avec comme deuxième partenaire les sociaux-démocrates du SPD.

Un autre Land de l'ouest de l'Allemagne, la Hesse, où se trouve la capitale financière de l'Allemagne, Francfort, est déjà dirigé par

une coalition des Verts et des chrétiens-démocrates, mais dans ce cas, c'est la CDU qui joue le premier rôle. Certaines personnalités du Land de Hesse estiment qu'une coalition noir-vert (CDU-écologistes) pourrait aussi fonctionner au niveau fédéral. Reuters 10.05

La palme de la désinformation.

- La Turquie laissée "seule" contre l'EI, accuse Erdogan - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé dimanche les pays de la coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI) de laisser la Turquie "seule" contre les jihadistes, qui ont mené plusieurs attaques sur son sol. AFP 10.05

Qui a dit ?

- "Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer".

Réponse : Alain Finkielkraut à propos de l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres. Lefigaro.fr 08.05

Qu'est-ce qui peut rivaliser avec un juif riche ? Voyons, personne. A part cela, ce n'est pas eux qui alimentent en permanence l'antisémitisme.

Et pourtant, il n'y a vraiment pas de quoi en faire un plat :

- Le 7 mars, celui qui était encore candidat faisait savoir au "Jewish Chronicle" qu'il avait renoncé à prôner des «sanctions contre Israël» : la veille, le site communautaire juif avait dévoilé que le travailliste avait soutenu une telle position en 2009, lors de l'invasion israélienne de Gaza

Le 5 avril, lors du "Forum juif de Londres", Sadiq Khan a critiqué le boycott d'Israël et promis de favoriser -au contraire- «le business» avec Tel Aviv. Panamza

Vous voyez comme ils sont respectables et soumis ces dirigeants du Labour. A vomir.

En complément. Qui a dit ?

- "Durant les prochaines semaines, ma priorité sera que mon pays reste dans l'Union européenne. L'Europe apporte d'énormes avantages à ma ville et je ferai campagne de toutes mes forces contre le Brexit"

Réponse : le nouveau maire de Londres, Sadiq Khan, interviewé par France 2, le mercredi 11 mai. Francetv info11.05

Qui est-il ?

Il a été ministre de Chirac, il se voyait bien Premier ministre de Hollande, il a encore sa chance avec Sarkozy.

Évoquant sa « déprime » post-21 avril, il révèle qu'une chanson l'a sauvé : « Quelqu'un m'a dit » de Carla Bruni. « Quand on est en dépression, on a envie qu'on vous chuchote à l'oreille, pas qu'on vous crie dessus, raconte-t-il. C'est une chanson douce, tranquille. (...) Elle a un filet de voix qui est dans ma tête. »

Réponse : Mélenchon, dans une émission de Mireille Dumas sur France 3. lepoint.fr 09.05

« Quelqu'un m'a dit », le voilà qui entend des voix, pour un peu il serait comme Jeanne d'Arc qui inspire Macron ! Pourvu que Sarkozy ne soit pas jaloux. Merde, il ne sera jamais son Premier ministre... Quel charlatan !

L'Agence Française de Propagande de l'oligarchie

C'est légitime...

"... les habitants concentrent leur exaspération sur leur président, (...) 68% d'entre eux souhaitent son départ et l'organisation de nouvelles élections, selon un récent sondage."

C'est illégitime...

"... les habitants concentrent leur exaspération sur leur président, (...) 70% d'entre eux estiment qu'il est un mauvais président et souhaitent qu'il ne se représente pas lors des prochaines élections, selon un récent sondage."

Dans le premier cela se passe au Venezuela, dans le second en France, et c'est signé AFP, CAC40, Medef, PS, etc.

La méthode Coué en désespoir de cause.

- Hollande baisse, la France ne croit pas que "ça va mieux" (sondage) - AFP

François Hollande enregistre en mai une baisse de sa cote de satisfaction (-2 points), alors que près de trois Français sur quatre (73%) ne croient pas à l'instar du président de la République que "les choses vont mieux", selon deux sondages OpinionWay pour Metronews/LCI publiés dimanche.

Dans un premier sondage, 18% des sondés se disent satisfaits de l'action du chef de l'État (3% "très satisfaits", 15% "assez satisfaits"), alors que 81% ("2 points) sont mécontents de son action (33% "assez mécontents" et 48% "très mécontents"). 1% ne se prononce pas.

Manuel Valls obtient 23% de satisfaits (stable, 3% "très satisfaits" et 20% "assez"), contre 77% ("1) de mécontents (37% "assez" et 40% "très"). AFP 11.05

Ils avaient pour mandat de faire ce sale boulot en sachant d'avance quelles en seraient les conséquences. Ils s'en foutent complètement, leurs amis les recaseront, ils n'ont pas de soucis à se faire et d'ailleurs ils ne s'en font pas.

Loi travail

Communiqué commun - Projet de loi travail

Communiqué CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL

Alors que les salarié-es, les jeunes, les privé-es emploi, les retraité-es sont mobilisés depuis plus de 2 mois pour le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits, alors que l'opinion publique reste massivement opposée à ce texte, le gouvernement décide de passer en force en utilisant le 49.3. Inacceptable !

Ce sont les mobilisations qui ont contraint le gouvernement, à proposer des modifications au projet de loi pour tenter d'en minimiser les impacts. Le compte n'y est toujours pas !

Un code du travail par entreprise à l'opposé de la "hiérarchie des normes", élément protecteur et égalitaire, perdue dans le projet de loi. Scandaleux !

Plusieurs secteurs professionnels continuent de développer des actions, des grèves (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport de Paris, etc.), qui sont autant d'éléments d'appui et de dynamiques dans la poursuite, l'amplification et l'élargissement du rapport de force.

Cette situation renforce la nécessité d'amplifier les mobilisations déjà engagées le 12 mai sur tout le territoire.

A partir de tous ces éléments, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL invitent leurs structures à organiser des assemblées générales avec les salarié-es pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction.

Elles appellent leurs organisations à construire deux nouvelles journées de grèves et manifestations le mardi 17 mai et le jeudi 19 mai prochains.

Afin de faire valoir leurs propositions elles décident de s'adresser ensemble au Président de la République pour être reçues rapidement.

Une nouvelle réunion des organisations syndicales se tiendra dès le début de la semaine prochaine pour décider de nouvelles mobilisations. Fin

Ils auront tout fait pour qu'elle pourrisse sur place et que cette loi passe... Ils ont raison, aucun parti ouvrier n'osera rompre avec

eux, donc avec le régime, ah ben oui, il faut dire les choses telles qu'elles sont !

Loi Travail: Pour éviter d'être mis en minorité, le gouvernement a trouvé une parade (et ce n'est pas le 49-3) - huffingtonpost.fr

Myriam El Khomri a demandé à ce que les votes sur certains amendements soit "réservés". En clair, ces modifications ne seront pas soumises à l'approbation des députés tant que le gouvernement n'en aura pas décidé autrement. Devant un hémicycle très clairsemé (une cinquantaine de parlementaires), l'exécutif risquait d'être mis en minorité sur l'amendement premier de l'article 1. Il crée une commission chargée de proposer une refondation de la partie législative du Code du travail mais avait en réalité toutes les chances d'être supprimé.

Pour l'heure on ne sait donc pas quand les députés reprendront véritablement leurs travaux. Comme le suggère le député centriste, on ne sait d'ailleurs pas si les parlementaires finiront pas vraiment voter sur le texte. Car la majorité est loin d'être acquise sur le projet de loi défendu par Myriam El Khomri. Il manque toujours plusieurs dizaines de voix au gouvernement pour s'assurer un vote.

Celui-ci étant prévu mardi 17, l'hypothèse d'un nouveau passage en force est clairement envisagé. Manuel Valls a affirmé vendredi 6 mai qu'il ne fallait pas exclure l'utilisation de cette arme constitutionnelle, au risque d'enflammer encore davantage la contestation qui s'exprimera une nouvelle fois jeudi 12 mai. huffingtonpost.fr 09.05

Les 70% de la population qui rejettent la loi Travail sont minoritaires selon Hollande.

- Loi travail: Hollande estime que le 49-3 "convenait" dès lors qu'une "minorité" bloquait - AFP

François Hollande a estimé mercredi en conseil des ministres que le recours au 49-3 pour la loi travail "convenait" dès lors qu'une "minorité" de parlementaires "bloquait" son adoption, selon le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll. AFP

- La loi Travail passera, pas la motion de censure - Francetv info

Le fait que la motion de censure de la droite contre le 49.3 puisse être votée par des députés PS frondeurs ne fait pas du tout peur à l'Élysée. "Aucune crainte", affirme même un conseiller du président. Pour certains ministres, le mot qui revient est : "inconcevable". L'exécutif balaie cela d'un revers de la main. Il faut dire qu'un gouvernement renversé par sa propre majorité, ce serait du jamais-vu. Dans les faits, il faudrait que 40 députés socialistes mêlent leur voix à la droite et c'est encore de la politique-fiction. Hollande a su trancher

La gauche est plus que jamais divisée néanmoins. C'est la preuve ultime que François Hollande marche sur une qui avance et l'autre qui recule. C'est périlleux et ça engendre des accidents de parcours, comme à l'Assemblée. Mais c'est aussi un président adepte de la synthèse qui fait un choix : passer en force plutôt que faire preuve d'impuissance à réformer. Pas sûr que ce soit les meilleures conditions pour préparer une candidature et réunir son camp, un vrai champ de mines. Seul mérite : la clarification politique. Francetv info 11.05

- Emploi : le gouvernement fait marche arrière sur la surtaxation des CDD - Francetv info

Le gouvernement parle désormais d'une modulation concernant les taxes sur les CDD.

Moduler au lieu de surtaxer, un terme moins rigide pour tenter d'apaiser le patronat. Pour la CGPME, cela ne change rien. "C'est un non-sens économique puisque 87% des premières embauches se font en CDD. C'est aussi fragiliser l'équilibre économique des petites entreprises puisque certaines petites entreprises ont absolument besoin du contrat court parce que c'est leur modèle économique", explique François Asselin, président de la CGPME. Ce sont les partenaires sociaux qui fixeront les modalités de cette variation lors de la négociation sur l'assurance chômage. Francetv info

A bout de souffle, mais respire encore.

- La grogne contre la loi travail contraint Hollande à annuler sa visite en Normandie - LePoint.fr

La préfecture de Seine-Maritime a annoncé mardi l'annulation de la venue du président sur les terres du député PS de Seine-Maritime Guillaume Bachelay. LePoint.fr

- Manuel Valls sermonne Emmanuel Macron en pleine séance à l'Assemblée nationale - Francetv info La scène a duré de longues secondes, sous le regard de Michel Sapin et de Myriam El Khomri. Francetv info

- Ce présentateur de BFM lit en plein direct un SMS agacé du cabinet de Valls - Le Huffington Post

Alors que BFMTV avait sur son plateau deux invités pour débattre du recours à l'article 49-3 mardi 10 mai au soir, le présentateur a interrompu l'émission pour faire part aux téléspectateurs du texto qu'il venait de recevoir:

"Juste, en toute transparence, pour raconter comment se passent les choses à la télévision, je viens de recevoir un message du cabinet de Manuel Valls, à l'instant, me disant "tiens c'est bizarre, voici les gens qu'il y a sur votre plateau pour défendre ce... ce... pour parler de cette journée, où sont les légitimistes, ceux qui soutiennent le texte?"

Sur le plateau, on pouvait voir Olivier Falorni, député PS de Charentes-Maritime, qui s'était publiquement prononcé en défaveur de l'usage du 49-3 et Elliott Lepers, l'initiateur du site et mouvement Loi travail non merci.

Le présentateur a ensuite répondu en direct à ce SMS, à la manière de Cyril Hanouna qui en a fait sa marque de fabrique. Il a regardé la caméra en face pour déclarer:

"Et bien pour vous expliquer les choses très clairement aussi, personne n'a souhaité venir défendre ce texte, beaucoup ont été sollicités et personne n'a souhaité le faire."

Au cabinet de Valls, on tournera désormais sept fois le pouce avant d'envoyer un nouveau SMS. le Huffington Post 11.05

- 4 Vérités - Hamon : "La Ve République tue la démocratie" - Francetv info

Invité des 4 Vérités sur France 2 ce mercredi matin, le député frondeur Benoît Hamon a condamné le recours au 49.3 pour faire passer la loi El Khomri. "Cette loi Travail n'aura trouvé nulle part suffisamment de soutiens. Elle est rejetée par trois Français sur 4. Elle a réuni une mobilisation constante dans la rue. Elle n'a pas de majorité au Parlement. En dépit de cela, le gouvernement décide d'aller au bout", a regretté l'ancien ministre de François Hollande.

Le député, qui se sent "très socialiste", a répété que cette réforme allait "changer quelque chose de fondamental dans ce pays", indiquant que les accords d'entreprise pourraient désormais être plus défavorables aux salariés que les accords de branche.

Interrogé sur une motion de censure de gauche, Benoît Hamon n'a pas donné clairement sa position personnelle, mais a jugé "compliqué" de préférer Nicolas Sarkozy à Manuel Valls. Il a dit vouloir "consulter avec beaucoup d'énergie les parlementaires de gauche opposés à la loi Travail pour voir de quelle manière on peut traduire notre opposition. Je n'entends pas décider seul et je m'inscrirai dans une démarche collective".

Commentant encore le 49.3, le député socialiste s'est aussi dit en faveur d'une VIe République. "Aujourd'hui la Ve République n'est plus le modèle institutionnel avec lequel on peut faire fonctionner la démocratie correctement. Elle est en train de tuer et asphyxier la démocratie", a regretté Benoît Hamon en réclamant le passage à une VIe République. Francetv info 11.05

A retenir : La Ve République bonapartiste ou "le coup d'Etat permanent" (Mitterrand) fut un "modèle" de démocratie, tout comme le PS...

[Etat policier.](#)

- Lutte contre la radicalisation : fourre-tout ou consolidation ambitieuse ? - liberation.fr

On aura retenu :

- «renforcer la sécurité des transports ferroviaires»,

- «maintenir un très haut niveau d'exigence en matière de sûreté aérienne»,

- «affaiblir et détruire les capacités militaires des groupes jihadistes»,

- «renforcer les actions dans le cyberspace»

- «éduquer aux médias et à l'information». liberation.fr 09.05

- Contre la propagande djihadiste en ligne, le gouvernement se tourne vers le secteur privé - lemonde.fr

Le gouvernement se tourne largement vers le secteur privé, et pour cause : il reconnaît que le contre-discours émis par des sources officielles ne fonctionne pas.

« La prégnance du discours conspirationniste ou millénariste dans la propagande djihadiste et le risque de rupture sociale constaté parmi les personnes en voie de radicalisation rendent les messages officiels peu opérants. Le recours à l'initiative privée et aux acteurs indépendants de la société civile est donc indispensable. »

Initiatives individuelles et associatives sont donc bienvenues et le gouvernement annonce qu'il soutiendra, « le cas échéant financièrement », des initiatives préexistantes, afin de « donner toute leur place aux discours existants dans la société, qui contribuent à remettre en cause la propagande djihadiste, à en isoler les mécanismes et à en réfuter le contenu ».

Le gouvernement français et les grandes entreprises du Web cherchent un terrain d'entente depuis les attentats qui ont frappé la France en janvier 2015.

Dans son dossier publié lundi 9 mai, le gouvernement reconnaît que des progrès ont été faits par les grands acteurs du Web, tout particulièrement les réseaux sociaux, dans la lutte contre la propagande djihadiste. Cela a permis « d'accroître l'efficacité de la lutte contre l'accessibilité des contenus radicalisés », selon le texte.

Le gouvernement veut continuer dans cette voie et « associer les acteurs de l'Internet » – comprendre les principaux réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter – « à l'élaboration [de ce] contre-discours » afin que soient développés « des outils numériques » permettant « d'identifier les propagandes naissantes sur les réseaux sociaux, leurs vecteurs de diffusion, les principaux nœuds de propagation, et la méthode la plus efficace pour faire porter un contre-discours ».

Pour ce faire, le gouvernement veut développer « une coopération entre ceux qui portent l'expertise technique », notamment développeurs et experts marketing, « et ceux qui produisent et portent le contre-discours ». Une fondation, dont l'annonce a été faite il y a quelque temps par Manuel Valls mais qui semblait jusqu'à présent dans les limbes, sera chargée, à partir du second semestre 2016, d'entretenir cette coopération.

Au-delà de la simple lutte contre les contenus djihadistes, le gouvernement se tourne aussi vers Facebook, sans le citer, pour « lutter contre l'enfermement algorithmique ». Le fonctionnement technique de ces plateformes, qui fournissent des contenus personnalisés aux internautes en fonction de leurs goûts et de leur activité en ligne a, selon ce document, « l'effet imprévu d'enfermer l'utilisateur dans des contenus systématiquement orientés dans le même sens ».

Le gouvernement enjoint donc à ces entreprises de « prendre en compte d'autres facteurs » dans leurs mécanismes de recommandation, « comme par exemple les signalements et éventuels retraits passés de signalement similaires ». Et ce afin de casser le cercle de la recommandation djihadiste. Il va même plus loin, évoquant « la recommandation de contre-discours dans l'offre de contenus », ce qui signifierait l'injection artificielle de recommandations.

Le gouvernement assure, dans le document publié le 9 mai, avoir commencé à échanger avec ces acteurs sur cette question. Mais on ne sait pas aujourd'hui où en sont ces discussions, sur un sujet on ne peut plus sensible : les grands acteurs du Web ont toujours refusé de modifier leurs algorithmes à la demande d'un Etat pour valoriser ou censurer du contenu. lemonde.fr 09.05

[Le parti officiel de l'ordre vous promet du sang et des larmes.](#)

Conditionnement et tripatouillage.

- Les Français plébiscitent le programme économique de Juppé - BFM Business

Le projet de loi Travail a beau provoquer de nombreux débats, contestations et manifestations, les Français semblent plus libéraux qu'on peut le penser de prime abord.

Pour preuve, le cabinet Odoxa a sondé(*) leur avis sur les principales mesures d'Alain Juppé, candidat les Républicains à la primaire de la droite, qui sont pour le moins libérales. Et la grande majorité d'entre elles remporte l'adhésion des Français. "La part de Français se déclarant favorables aux mesures proposées par Alain Juppé est en moyenne de 58,5% pour les 6 mesures testées", relève Gaël Sliman, le président d'Odoxa dans sa note de synthèse.

Une baisse de la fiscalité de l'épargne populaire

Dans le détail, la mesure qui recueille le plus d'échos favorables reste l'allègement de la fiscalité de l'épargne avec 74% d'approbation (68% pour les sympathisants de gauche et 80% pour ceux de droite). Il faut croire que les Français n'ont guère apprécié l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail décidé par François Hollande.

Suivent la réduction du taux d'impôt sur les sociétés pour le ramener au niveau de la moyenne européenne (70% d'opinions favorables), et la liberté donnée aux entreprises de décider du retour au 39h de travail par semaine ou de conserver les 35h (66%). BFM Business11.05

Vraiment ?

- «Les Français ne sont pas devenus de parfaits libéraux» - liberation.fr

Le sondeur Jérôme Fourquet relativise l'adhésion des Français aux propositions économiques et sociales de Juppé, dont le succès tient moins à ce qu'il dit qu'à ce qu'il représente, entre un FN fort et une gauche déboussolée.

Est-il contradictoire que les Français rejettent nettement la loi El Khomri tout en plébiscitant Juppé, qui vient de dévoiler son programme libéral : 100 milliards d'euros de dépenses et 250 000 fonctionnaires en moins, suppression de l'ISF et des 35 heures, retraite à 65 ans, etc.?

Précisons d'abord que tant pour la loi El Khomri que pour le projet de Juppé, pas grand monde, au-delà des cercles les plus informés, ne sait précisément de quoi on parle. Il y a toujours un grand flou sur le contenu précis de la loi travail et encore une méconnaissance sur les intentions de Juppé. Mais ce que les Français ont bien compris et rejettent nettement, c'est la plus grande facilité donnée aux entreprises pour licencier. Avec 600 000 chômeurs de plus depuis 2012 et un chômage à 10 %, c'est le genre de choses qu'il est difficile de vendre à l'opinion et pas seulement à gauche.

Les Français (y compris une majorité d'électeurs PS) ont globalement intégré l'idée qu'il fallait restaurer les marges des entreprises car ils ont le sentiment que notre économie décroche. Mais ils ne sont pas pour autant devenus de parfaits libéraux. Avec la loi El Khomri, le bouchon a été poussé trop loin : le texte est apparu comme fragilisant en premier lieu les salariés.

Mais quand il s'agira, pour Juppé ou un autre, une fois élu, de supprimer concrètement 250 000 fonctionnaires dans le pays ou de réduire la dépense publique de 100 milliards, ce sera une autre histoire. On retrouvera dans la rue tous ceux qui y sont aujourd'hui et sûrement beaucoup d'autres. liberation.fr 11.05

Les Français ne sont pas devenus de parfaits libéraux. Le titre de Libération est intéressant, car il révèle ou confirme qu'ils visent une victoire de classe totale et définitive. Les masses doivent se soumettre impérativement et sans conditions au marché ou au néolibéralisme, ils ne peuvent accepter la moindre faille, le moindre compromis, le prolétariat doit être écrasé une fois pour toute pour ne jamais plus pouvoir contester l'ordre en vigueur.

Je me demande si on est nombreux à en avoir vraiment conscience, rien n'est moins sûr apparemment. Mais bon, moi je vis en Inde, je viens de recevoir ma ration de riz du gouvernement, et je n'ai absolument aucun droit et ma compagne qui travaille non plus, on a plus facilement une petite idée de ce que cela signifie...

[La soumission totale ou la chute du régime ?](#)

Je n'ose même pas écrire "au choix" et vous pouvez deviner pourquoi.

- La gauche implose pour cause de "dérive néolibérale"? Ce n'est rien à côté de ce que Alain Juppé et la droite préparent - huffingtonpost.fr

Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Tandis qu'une partie de la gauche s'apprête à voter la censure contre un gouvernement socialiste accusé de "dérive néolibérale", la chute (improbable) de l'exécutif ouvrirait un boulevard à une droite elle-même engagée dans une surenchère dérégulatrice en vue de 2017.

Est-ce un effet primaire ou la fin d'un tabou dans une famille politique de tradition étatiste? Toujours est-il que même le très modéré Alain Juppé, qui dévoile ce mercredi son livre-programme consacré à l'économie 5 ans pour l'emploi (Ed. JC Lattès), préconise une thérapie de choc économique à faire passer la loi El Khomri pour le programme du Front populaire.

Refonte du droit du travail, baisse des dépenses de 85 milliards sur le quinquennat, suppression de l'ISF, sortie des 35 heures avec "référence du travail à 39 heures", retraite à 65 ans, zéro charges sur le SMIC, plafonnement des minima sociaux, suppression de 250.000 postes de fonctionnaire, du tiers payant généralisé, du compte pénibilité... S'il se défend de vouloir "casser la baraque" comme son rival François Fillon, c'est bien un grand soir libéral que préconise le favori de la primaire.

Unanimité à droite pour un printemps libéral

Alain Juppé est loin d'être un cas à part. Parmi la douzaine de candidats engagés dans la primaire qui désignera le champion de la droite en 2017, presque tous militent pour des réformes profondes du modèle social français. La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, jadis jugée hautement impopulaire, fait désormais quasiment l'unanimité. Tout comme le report de l'âge légal de départ à la retraite, autre réforme socialement très délicate.

Dans cette course au moins-disant social, l'ancien premier ministre François Fillon fait incontestablement figure de pionnier. En se revendiquant de la britannique Margaret Thatcher, le député de Paris a accaparé le créneau de la "rupture" sur le plan fiscal et budgétaire. Et imposé sa ligne ultra-réformatrice à une droite qui n'a guère plus que le libéralisme économique comme seul dénominateur commun.

D'autres vont plus loin encore. Inspiré par les Républicains américains, le député Hervé Mariton prône pèle-mêle la suppression du logement social et la fin de l'impôt progressif à la française qu'il souhaite remplacer par une "flat tax", un impôt proportionnel jugé profondément inégalitaire. Bruno Le Maire préconise de supprimer le statut de la fonction publique territoriale.

Critiquant une "une course à l'échalote pour savoir lequel sera le plus thatchérien, le plus schrödérien, le plus ultra-libéral", le député LR des Yvelines Henri Guaino, qui n'a toujours pas exclu de se présenter à la primaire, met en garde sa famille politique: "Oui, il faut de la liberté mais la liberté c'est pas l'idéologie néolibérale telle qu'on la subit depuis une trentaine d'années". huffingtonpost.fr 11.05

- Une incontournable surenchère libérale ? - LeMonde.fr

De la critique des politiques sociales à l'éloge de l'ouverture du marché, le libéralisme a le vent en poupe à un an de l'élection présidentielle, au grand dam des tenants du modèle français. Tant auprès de la droite, représentée par François Fillon, Bruno Le Maire ou Alain Juppé, qu'à gauche, avec Emmanuel Macron.

Pour Mathieu Laine, président de la société de conseil en stratégie Altermind et enseignant à Sciences Po, partisan d'un « libéralisme heureux », « Droite ou gauche, ou rien de tout cela, après tout, peu importe, dès lors que l'on mettra un terme au socialisme contemporain qui, bien trop, alimenta jusqu'à l'échec ces deux camps, et que l'on défendra, en toute hypothèse et sans que la main ne tremble, la puissance et le primat de la liberté ». LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy : «La défense est une priorité absolue» - Figaro.fr

L'ancien chef de l'État estime que dans la situation d'urgence sécuritaire actuelle, il faudra augmenter les dépenses militaires de 32 milliards d'euros durant le prochain quinquennat. Figaro.fr 08.05

La réaction portée par Hollande se déchaîne... Comme quoi ils figurent bien dans le même camp.

[Entre corrupteurs et corrompus.](#)

- Des pays corrompus à un sommet anti-corruption, admet Cameron - Reuters

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a été filmé en train d'expliquer à la reine Elizabeth que des dirigeants de pays "incroyablement corrompus", comme le Nigeria et l'Afghanistan, assisteraient jeudi au sommet international contre la corruption organisé par son gouvernement.

Ce sommet est censé déboucher sur des mesures concrètes permettant de lutter contre la corruption à tous les niveaux de la société. Reuters 11.05

[Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats par l'Empire.](#)

- Brésil: la procédure de destitution de Rousseff reprend après une folle journée

La procédure de destitution de Dilma Rousseff a repris devant le Sénat au terme d'une journée marquée par deux rebondissements majeurs qui ont surpris jusqu'à la présidente brésilienne elle-même.

Cette décision est intervenue, lundi, quelques heures après que le président par intérim du Congrès des députés a annulé un précédent vote sur le sujet. AFP et FranceTV info

- Brésil : le Sénat en passe de destituer la présidente Dilma Rousseff

Alors qu'un peu plus de la moitié des sénateurs a pu s'exprimer, sans surprise, une large majorité se dessine en faveur de la destitution de la présidente, accusée d'avoir maquillé les comptes de la nation pour se faire réélire. LeFigaro.fr

- Venezuela : l'opposition mobilise contre le président Nicolas Maduro

La majorité parlementaire anti-chaviste a organisé une journée de manifestation ce mercredi pour défendre l'organisation d'un référendum révocatoire contre le président. De nouvelles mobilisations sont prévues samedi. LeFigaro.fr

Bienvenue à bord du lobbying sioniste d'extrême droite.

On m'a accusé de faire dans le "complotisme", je pousserai donc la provocation jusqu'à reproduire des articles issus d'un portail ainsi étiqueté par le Crif et la vermine qui gravite autour. Personnellement, j'y ai lu des informations qui manifestement avaient été censurées par Yahoo news et je pense par la totalité des médias institutionnels.

J'ai sélectionné quelques articles qui fournissent un éclairage particulier sur le rôle de certains acteurs politiques et leurs liens avec des personnalités ou des officines sionistes d'extrême droite que de nombreux militants ignorent. Serait-ce un crime ? Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, c'est cela ?

Vous constaterez qu'ils sont tous au garde-à-vous devant le Crif ou les sionistes d'extrême droite, qui rappelons-le une énième fois ne sont pas forcément juifs, mais néoconservateurs ou néolibéraux, d'ailleurs leur influence ne se mesure pas à leur nombre, mais à ce qu'ils représentent : l'ordre, l'idéologie, la stratégie néolibérale.

C'est donc sur le plan politique qu'il faut aborder ce sujet, sinon on ne comprend rien ou on peut dériver vers l'antisémitisme, le but de la publication de ces infos, c'est aussi de l'éviter.

- QUAND L'ANTI-CAPITALISTE MÉLENCHON FAIT LA PUB DE SPICEE, MÉDIA "ANTICONSPI" DU MILLIARDAIRE XAVIER NIEL.

Vendredi 6 mai, le site Spicée -qui s'est spécialisé dans la "chasse aux conspirationnistes"- a publié une vidéo inattendue.

On peut y découvrir l'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon, ancien sénateur socialiste, ex-journaliste, co-fondateur du Parti de gauche et candidat aux élections présidentielles de 2017, faisant chaleureusement la promotion de ce site d'information prétendument "indépendant" dont la publicité fut également assurée, le 9 février, par la ministre de l'Éducation nationale.

Détail passé sous silence par le tribun anti-capitaliste : Spicée a bénéficié d'un apport de plus d'un million d'euros par Xavier Niel, le milliardaire qui se vante d'acheter des médias pour "avoir la paix" quant aux "journalistes qui l'emmerdent".

Détail cocasse : le féministe Mélenchon salue aujourd'hui le site financé par l'ex-gérant de peep-shows Niel après avoir vivement critiqué ce dernier -le 29 juillet 2015, via Facebook- en l'accusant de faire vivre dans la précarité des étudiants de son école privée d'informatique.

Détail symbolique : Thomas Huchon, porte-parole médiatique de Spicée, réalisateur et "fils de" (Jean-Paul Huchon, ex-président PS du Conseil régional d'Île-de-France) a récemment reçu un prix (pour son pseudo-buzz autour de son faux-documentaire sur "les origines américaines du sida") des mains de... la désinformatrice Caroline Fourest. panamza.com

- 11-Septembre : un ex-collaborateur de la Maison Blanche accuse Israël

Le 21 avril, Steve Pieczenik, ex-envoyé spécial du président Jimmy Carter, a nommément accusé Israël d'avoir commis le 11-Septembre.

Né à Cuba en 1943, cet Américain, psychiatre de formation, diplômé en relations internationales du prestigieux Massachusetts Institute of Technology et reconverti (avec succès) dans le thriller aux côtés de Tom Clancy, a fait carrière dans l'armée avant d'être recruté par l'Administration Nixon, au sein du Département d'État, pour diriger la gestion de crise et de traitement des otages.

L'homme, aujourd'hui retraité, était notamment l'envoyé spécial du président Carter en Italie pour négocier avec les Brigades rouges lors du kidnapping de l'ex-président du Conseil italien Aldo Moro. En 2008, un documentaire -diffusé par France 5- contenait l'une des rares interviews audiovisuelles de Pieczenik, présenté alors comme l'ancien "chef de la cellule anti-terroriste"

Toujours en 2008, Pieczenik avait rédigé un livre dans lequel il affirma que les États-Unis avaient délibérément "sacrifié" Moro pour garantir la "stabilité" de l'Italie. Cette révélation lui vaut désormais des poursuites judiciaires, intentées à la fois par les États-Unis et l'Italie.

Faut-il y voir la cause de ses divulgations, en guise de représailles contre son gouvernement, sur le 11-Septembre?

En mai 2011, cet homme du sérail avait déjà dénoncé la mise en scène de la capture de Ben Laden qui serait mort- selon lui- du syndrome de Marfan, dès 2001.

Près de cinq ans plus tard, à la date du 21 avril 2016, Pieczenik refait parler de lui sur les réseaux sociaux : sa vidéo-confession de 47 minutes avec Alex Jones, interviewer en chef d'InfoWars, a déjà cumulé plus de 88 000 vues en 5 jours.

Dans sa version courte de 15 minutes, la vidéo comporte l'essentiel des propos tenus par Pieczenik : celui qui fut longtemps membre (jusqu'en 2012) de l'ultra-élite Council on Foreign Relations tient désormais des déclarations explosives.

Il accuse les néoconservateurs - notamment l'Israélo-Américain Michael Chertoff, le rabbin Dov Zakheim et Paul Wolfowitz, alors secrétaire adjoint à la Défense (et grand ami du belliciste Bernard Kouchner)- d'avoir gangréné l'Administration Bush et réalisé, en partenariat avec des "agents saoudiens" et à l'instigation d'Israël, l'attentat "sous faux drapeau" du 11-Septembre. Pieczenik indique être prêt à témoigner, sous serment et devant une cour de justice fédérale, à propos de ses sources dont l'une serait un "général".

En dépit de l'embarras croissant d'Alex Jones - un animateur "populiste" vu de France mais qui s'avère être un vif partisan d'Israël qui préfère insister sur le rôle de l'Arabie saoudite -, Pieczenik revient - tout au long de l'interview longue de 47 minutes - sur la responsabilité principale d'Israël.

Il sera difficile aux chasseurs de conspirationnistes de le discréditer en lui apposant la carte de l'antisémitisme : Pieczenik est issu d'une famille juive d'origine russo-polonaise qui a échappé à l'Holocauste.

Son dernier ouvrage, un roman intitulé "Teodora"- est d'ailleurs consacré à sa "mère yiddish" partie vivre "le rêve américain".
panamza.com 27.04

- AUDREY PULVAR ASSUME SA CONNEXION AVEC L'EXTRÊME DROITE ISRAÉLIENNE.

Mercredi 13 avril, l'animatrice-éditorialiste du groupe Canal+ Audrey Pulvar a rétorqué à la diffusion sur les réseaux sociaux de sa photographie capturée en Israël en compagnie de l'extrémiste franco-israélien Gilles-William Goldnadel, invité régulier de son émission "On ne va pas se mentir" d'I-Télé. "J'ai beaucoup aimé ce voyage, très instructif. Ne vous en déplaise" affirme ainsi Audrey Pulvar.

La photographie compromettante (à gauche de l'image) a été initialement dévoilée le 1er mars 2015 sur le compte Facebook d'une association sioniste toulousaine dénommée "All With Us-Tous Avec Nous".

Cette photographie et la réponse de Pulvar, fille d'un indépendantiste martiniquais, confirment son rapprochement de plus en plus décomplexé avec les partisans du régime colonial de Tel Aviv.

Le 1er novembre 2015, Panamza avait déjà signalé sa collaboration avec le Crif, organisation présidée par l'islamophobe ultra-sioniste Roger Cukierman.

La photographie (à droite de l'image) représente d'ailleurs Pulvar au dernier dîner du Crif (ici, avec Bernard Cazeneuve, Marek Halter et -au fond- Yann Moix).

Fin 2014, Panamza épinglait son attitude face à la sénatrice écologiste Esther Benbassa devant laquelle elle suggéra la nécessité d'une certaine délicatesse de la France à l'égard d'Israël en raison des exactions antisémites commises par le régime de Vichy.

En 2012, l'auteur de ces lignes avait également souligné sa condescendance envers l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin à qui elle reprocha ses critiques répétées d'Israël et -sans rire- son départ d'un dîner du Crif... avant la fin.

Détail cocasse : depuis le billet du 1er novembre 2015, la "journaliste" Pulvar a "bloqué" Panamza sur Twitter.

Info-Bonus-Panamza : lors de son voyage en Israël avec Goldnadel comme guide touristique et idéologique, Pulvar était également accompagnée de Guillaume Perrault, "grand reporter" au Figaro, et Roselyne Febvre, chef du service politique de France 24. panamza.com 18.04

On appelle cela aussi de la prostitution...

- RUDY REICHSTADT, MILITANT CRYPTO-SIONISTE : « COMLOTISME = TERRORISME »

Lundi 2 mai, le compte Youtube du "Sursaut" (dénomination d'un colloque parisien organisé par le "Comité juif américain" en présence de Manuel Valls) a mis en ligne la vidéo d'un débat intitulé "Les jeunes et l'islamisme, l'extrémisme et le populisme" {<https://youtu.be/slvv9MUZybw>; <http://panamza.com/valls-voile-ajc>}.

Animatrice de la discussion : Audrey Pulvar, la "journaliste" qui se félicite sur Twitter de voyager en Israël avec l'extrémiste sioniste Gilles-William Goldnadel

Intervenant principal : Rudy Reichstadt.

Fonctionnaire de la Ville de Paris, animateur du site Conspiracy Watch, ex-collaborateur de la revue néonconservatrice Le Meilleur des mondes, ancien rédacteur du magazine pro-israélien L'Arche, co-fondateur de l'association "Onze janvier" (dirigée par Mohamed Sifaoui), camarade de Caroline Fourest et proche de l'Union des étudiants juifs de France, ce blogueur crypto-sioniste est devenu, en quelques semaines, le référent politico-médiatique de la mouvance "anticomplotiste".

Le 9 février, il avait ainsi inauguré la journée "contre le conspirationnisme" qui fut organisée par Najat Vallaud-Belkacem, ministre décorée le 2 avril par une obédience maçonnique {<http://dai.ly/x3ris4j>;

Le 12 février, Reichstadt participait à un "entretien" en vase clos sur le "complotisme" qui fut chapeauté par le Service d'information du gouvernement {<http://dai.ly/x2hf4jt>}.

Le 4 avril, lors du colloque du "Sursaut", Rudy Reichstadt a pris un air grave en présentant le "complotisme" comme "un moment du crime terroriste car il arme intellectuellement les jihadistes". Et de conclure : "Ce ne sont pas juste des histoires rigolotes, les théories du complot, ça a des conséquences réelles"

À noter : ce débat du "Sursaut" avait également convié Isabelle Weikstein-Steg, une avocate-réalisatrice qui avait récemment "mis en demeure" le fondateur de Panamza. Le prétexte? Un article du 13 octobre 2015 qui révélait son implication dans l'organisation de voyages "éducatifs" sur Israël à destination des musulmans français.

Isabelle Wekstein-Steg évoque d'ailleurs son recours en justice contre Panamza durant le débat en dénonçant -sans rire- un "site islamiste". panamza.com

- CONVOQUÉ, LE DIRECTEUR DE FRANCE INFO VEUT RASSURER L'EXTRÉMISTE MEYER HABIB.

Vendredi 15 avril, le député UDI Meyer Habib a fait savoir -via son compte Facebook- qu'il avait petit-déjeuné avec Laurent Guimier, directeur de la radio publique France Info.

Le 18 janvier, Habib lui avait adressé un courrier afin d'exprimer son mécontentement à propos de la "ligne éditoriale" de l'antenne radiophonique, jugée trop favorable aux Palestiniens. La lettre se terminait par ces mots : "Je vous demande de me recevoir dès que possible pour discuter de vive voix de ce sujet de préoccupation" {<http://panamza.com/bkb>}.

Quelques semaines plus tard, Guimier a obtempéré en accordant un moment de son temps au député. Selon Habib, le directeur de France Info -qui lui "a certifié n'avoir aucun a priori contre Israël"- a admis que certains titres avaient pu être maladroits" et "promis d'être plus vigilant à l'avenir".

Rappel : la radio France Info est impliquée dans l'élaboration de la future chaîne d'information du groupe France Télévisions. panamza.com 20.04

- Marine, Marion, Florian, Gilbert : le FN roule pour Israël.

En affichant aujourd'hui son intention de draguer ouvertement les électeurs juifs et sionistes, le Front national parachève sa soumission au régime de Tel Aviv.

Le 13 avril, le quotidien israélien Jerusalem Post annonçait en exclusivité le lancement imminent d'une association proche du Front national et destinée aux Français juifs tentés par un vote Marine Le Pen en 2017.

À la tête de ce collectif : Michel Thooris, policier syndicaliste et membre du comité central du FN depuis novembre 2014.

Un mois auparavant, à la date du 3 octobre 2014, Panamza avait esquissé son portrait singulier. Extraits :

Conseiller politique de Marine Le Pen chargé de la sécurité depuis 2011, Michel Thooris n'est pas seulement ce policier iconoclaste qui avait déclaré -en 2006- que la LDJ et le Bétar effectuaient "une mission de service public" (un propos que la LDJ s'était fait un plaisir de relayer et qui rappelle l'indulgence récemment exprimée par la présidente du FN envers cette milice).

Il n'est pas uniquement ce "juif élevé dans le christianisme", "ardent défenseur d'Israël" et chantre du terroriste Menahem Begin capable -toujours en 2006- de demander à Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, de renforcer la protection des établissements culturels juifs en France au lendemain d'un attentat à Tel Aviv.

Il n'est pas simplement le perdant -estampillé Front national- des élections législatives de 2012 et municipales de 2014 en dépit du soutien apporté par un groupe fantoche intitulé "Union des Français juifs" (UFJ) et créé sous la houlette de Louis Aliot, vice-président du FN.

Candidat aux prochaines élections professionnelles au sein des personnels du ministère de l'Intérieur, Michel Thooris est aussi "l'ami" de Gilles-William Goldnadel, avocat de Grégory Chelli.

De 2005 à 2008, il animait -en tant que secrétaire général- le syndicat "Action Police CFTC" (rebaptisé ensuite "France Police"). Le site de ce groupuscule -qu'il a cofondé- a depuis disparu mais il est possible d'en retrouver des traces dans les archives du web.

Surprise, surprise : dans l'onglet intitulé "Nos amis", qui retrouvait-on parmi les soutiens de Michel Thooris, fervent partisan déclaré du "Grand Israël"?

Un certain Gilles-William Goldnadel, avocat et président de l'association France-Israël (sans omettre de signaler les noms -figurant sur cette page- de l'ex-policier vindicatif Sammy Ghozlan, vice-président du Consistoire et mentor d'Hassen Chalghoumi, ainsi que celui de Gilbert Collard, un député FN qui considère que "la pérennité de l'État d'Israël est l'un des fondements de notre civilisation").

(...)

Michel Thooris, policier chargé de retranscrire les messages vocaux d'Ulcan à la "DDSP du 94" selon Sihem Souid, n'est pas censé y être affecté. Dans un entretien accordé en 2012 à l'Israël Institute (micro-think-tank fondé par un militant UMP qui leva récemment 100 000 euros pour l'armée israélienne), Thooris se présenta comme "un officier de policier judiciaire" (OPJ) basé dans "le Sud-Est de la France". En janvier 2014, l'homme précisa dans un quotidien local travailler dans la ville de Nice. Problème : la DDSP (Direction départementale de la sécurité publique) évoquée par Souid (une citoyenne domiciliée dans le Val-de-Marne) est basée à Créteil, en région parisienne. Que vient alors faire le niçois Thooris, simple OPJ, dans cette affaire israélo-francilienne?

Le mariniste Thooris n'est pas le seul exemple emblématique de la mue ultra-sioniste du Front national.

Un certain Gilles-William Goldnadel, avocat et président de l'association France-Israël (sans omettre de signaler les noms -figurant sur cette page- de l'ex-policier vindicatif Sammy Ghozlan, vice-président du Consistoire et mentor d'Hassen Chalghoumi, ainsi que celui de Gilbert Collard, un député FN qui considère que "la pérennité de l'État d'Israël est l'un des fondements de notre civilisation").

(...)

Michel Thooris, policier chargé de retranscrire les messages vocaux d'Ulcan à la "DDSP du 94" selon Sihem Souid, n'est pas censé y être affecté. Dans un entretien accordé en 2012 à l'Israël Institute (micro-think-tank fondé par un militant UMP qui leva récemment 100 000 euros pour l'armée israélienne), Thooris se présenta comme "un officier de policier judiciaire" (OPJ) basé dans "le Sud-Est de la France". En janvier 2014, l'homme précisa dans un quotidien local travailler dans la ville de Nice. Problème : la DDSP (Direction départementale de la sécurité publique) évoquée par Souid (une citoyenne domiciliée dans le Val-de-Marne) est basée à Créteil, en région parisienne. Que vient alors faire le niçois Thooris, simple OPJ, dans cette affaire israélo-francilienne?

Le mariniste Thooris n'est pas le seul exemple emblématique de la mue ultra-sioniste du Front national.

Réactions à l'exclusion de JM Le Pen

Le 1er avril, L'Express avait déjà évoqué la nouvelle stratégie mise en place par Marine Le Pen pour conquérir l'électorat juif. Dans son papier instructif, le magazine évoque ainsi la députée Marion-Maréchal Le Pen (dont le conseiller com' est le "judéo-centré" Arnaud Stéphan), le député Gilbert Collard (qui prépare -pour juin- un voyage en Israël afin de faire nouer au FN de nouveaux liens avec le régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv), l'eurodéputé Nicolas Bay (dont Panamza avait déjà

évoqué l'appartenance au groupe Israël) et l'avocat du FN David Dassa-Le Deist (ex-militant du Bétar).

Le journal suggère que l'eurodéputé Florian Philippot serait le plus tiède en matière d'engagement pro-israélien : c'est passer rapidement sur le fait que l'homme -dont la défense judiciaire est assurée par Goldnadel- s'était distingué, l'été dernier, en soutenant l'opération de propagande "Tel Aviv sur Seine".

Un détail cocasse à souligner dans l'article de L'Express : l'un des promoteurs d'un rapprochement entre juifs et FN n'est autre que Richard Abitbol. Souvenez-vous : il s'agit de cet individu -cité régulièrement, selon l'hebdomadaire, par le Frontiste (tendance Jean-Marie) Bruno Gollnisch- qui avait exprimé sa rage à l'encontre de Panamza, site dont il a exigé -sans rire- "l'interdiction" auprès du ministère de l'Intérieur.

Bref, une chose est certaine : en dépit de l'opération-séduction récemment lancée à destination des "banlieues patriotes" (avec le truculent sioniste décomplexé Jordan Bardella à la manoeuvre), les citoyens musulmans ou propalestiniens -qui représentent pourtant une part considérable (et terrifiante pour Alain Finkielkraut) de l'électorat français- sont désormais ouvertement méprisés par le Front national. panamza.com 22.04

- 2002 : RENAUD VOULAIT "LIBÉRER LA PALESTINE OCCUPÉE". 2016 : RENAUD CÉLÈBRE "LE SOLEIL D'ISRAËL".

Le 23ème album du chanteur Renaud, 63 ans, comporte un morceau intitulé "Hyper Cacher" et dédié aux 4 otages de l'épicerie juive qui furent abattus le 9 janvier 2015.

Extrait

"Qu'ils reposent à Jérusalem
Sur la terre de leurs pères
Au soleil d'Israël
Je veux leur dédier ce poème
Leur dire qu'ils nous sont chers".

Précision : les 4 victimes de l'affaire Hyper Cacher étaient de nationalité française ou tunisienne. Leurs "pères" ou ascendants directs n'ont pas vécu en Israël.

Rappel : en 2002, Renaud revendiquait auprès de Thierry Ardisson un engagement constant pour "libérer la Palestine occupée" (<http://dai.ly/x7kciy>).

Cinq ans plus tard, changement de ton : interrogé en juillet 2007 par Israël Magazine, Renaud avait -déjà- voulu rassurer la mouvance pro-israélienne et anti-palestinienne en rappelant, par exemple, qu'il avait manifesté pour Israël durant la Guerre des Six-Jours, refusé -en 1988- de serrer la main à Yasser Arafat et qualifié le port du voile dans la rue de "crime contre la dignité de l'être humain".

Détail mi-cocasse mi-accablant pour conclure : les paroles de la chanson "Hyper Cacher" ont été saluées, via son compte Twitter, par le militant ultra-sioniste Frédéric Haziza. panamza.com

Quelle fin pathétique ! Vaut mieux encore être emporté par une cirrhose ou une overdose !

- LE CRIF EN COLÈRE CONTRE L'UNESCO : SA DIRECTRICE RÉDIGE AUSSITÔT UNE LETTRE POUR RASSURER ROGER CUKIERMAN.

Mercredi 20 avril, le Conseil représentatif des institutions juives de France a publié sur son site un courrier adressé par Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO

Le sujet : la patronne de l'institution onusienne dédiée à la culture se démarque de la récente décision prise par le conseil exécutif de l'UNESCO au sujet de Jérusalem. Jeudi 14 avril, un engagement relatif à la "sauvegarde du patrimoine culturel palestinien et du caractère distinctif de Jérusalem-est" a provoqué la colère d'Israël et des organisations sionistes à travers le monde

Lundi 18 avril, le CRIF a ainsi publié un communiqué -adressé à l'Élysée- pour faire connaître son mécontentement envers l'UNESCO et la France qui a voté en faveur de ce texte

Dès le lendemain, Irina Bokova a rédigé sa lettre dans laquelle elle tient à rassurer personnellement Roger Cukierman de sa bonne volonté en se prévalant notamment du soutien du président (Likoud) du parlement israélien panamza.com

Bienvenue en oligarchie.

- Il faut encore plus de candidats à la présidentielle Ils sont quarante-sept à avoir présenté leur candidature à la présidentielle. Et si c'était une bonne nouvelle? Slate.fr

- L'état d'urgence est-il une tyrannie? Les différences établies entre le prince et le tyran au Moyen Âge offrent une piste de réflexion sur l'état d'urgence actuel.Qu'est-ce qui distingue un gouvernement légitime d'un gouvernement illégitime? Slate.fr

- Le gouvernement américain a manipulé l'accord sur le nucléaire iranien

Le conseiller qui a reconnu la fuite en profite pour tacler le travail des journalistes.Dans un portrait que lui a consacré le New York Times, Ben Rhodes, proche conseiller adjoint du président Barack Obama pour la politique nationale, reconnaît avoir exagéré plusieurs points de l'accord sur le nucléaire... Slate.fr

- Trump a fait campagne comme un porc. Pourquoi changerait-il?

Son «show» durant la primaire n'est que la plus pure expression de sa personnalité. - Slate.fr

- Et si Mitt Romney se présentait contre Donald Trump?

Quand un candidat battu en 2012 devient la dernière rumeur pour rassembler les anti-Trump.Pendant que Donald Trump commence à préparer l'élection générale de novembre, une partie du camp conservateur continue de chercher son candidat pour se lancer en indépendant. Slate.fr

- La lente prise de conscience française autour du harcèlement sexuel

De l'affaire DSK à l'affaire Baupin, les victimes présumées témoignent plus facilement, mais cela ne suffit pas à amorcer un mouvement de société.Elles ont mis des années à parler. Dans une longue enquête publiée par Mediapart et France Inter ce lundi 9 mai, plusieurs élues écologistes témoignent Slate.fr

- «J'accumule les relations vouées à l'échec, je me sens dans une impasse»

Cette semaine, Lucile conseille C., une expatriée qui a réussi sa vie professionnelle mais enchaîne les amants sans réussir à bâtir une histoire sérieuse. Slate.fr

- La lente prise de conscience française autour du harcèlement sexuel

De l'affaire DSK à l'affaire Baupin, les victimes présumées témoignent plus facilement, mais cela ne suffit pas à amorcer un mouvement de société.Elles ont mis des années à parler. Dans une longue enquête publiée par Mediapart et France Inter ce lundi 9 mai, plusieurs élues écologistes témoignent... Slate.fr

- Comment #NuitDebout gère les agressions sexuelles et le sexisme en son sein À Nuit Debout comme ailleurs, les femmes se font agresser, insulter, emmerder. Remarques sexistes et mains aux fesses sont monnaie courante. La commission Féminismes lutte depuis des semaines pour imposer des bonnes pratiques et chasser les relous. Déséquilibre de la parole en faveur des hommes, remarques Slate.fr

- Pour éviter d'autres Fort McMurray, combattons le changement climatique

Avec la tragédie survenue en Alberta, le sujet devient encore plus important, et il faut l'aborder tout de suite.Ce mardi 10 mai marque le huitième jour de l'incendie gigantesque qui ravage la forêt boréale canadienne et a déjà anéanti une grande partie de Fort McMurray, en Alberta -une ville Slate.fr

- Dormez-vous comme un Singapourien ou comme une Hollandaise?

Des chercheurs décryptent nos habitudes de sommeil grâce aux données d'une appli.En 2014, une équipe de chercheurs américains a mis en service une appli mobile, Entrain, qui permet aux voyageurs d'harmoniser leur rythme de sommeil avec le fuseau horaire de la zone dans laquelle ils se trouvent... Slate.fr

- Pour se consoler du billet de 500 euros, ces grosses coupures qui ne valent rien

La Banque Centrale Européenne (BCE) prend des mesures pour couper l'herbe sous le pied des trafiquants. Ainsi, le billet de 500 euros va disparaître en 2018. Si vous voulez flamber avec des grosses coupures, il est toujours possible de sortir de la zone euro. Slate.fr

- La France a raté une belle occasion de simplifier son Code du travail

Le passage en force du texte permet à Manuel Valls d'éviter de le vider de sa substance mais la simplification du code, à l'origine du travail de réforme, est totalement hypothétique compte tenu du calendrier de fin de mandat. Voulait-on alléger le Code du travail? Alors, c'est raté! Et peut-être Slate.fr

- À quel stade rêvasser devient-il dangereux pour la santé mentale?

Un professeur de psychologie israélien tente de faire reconnaître le «rêve éveillé inadapté» comme un symptôme psychologique. S'ennuyer n'est pas un problème, ce serait même bon pour la santé. Slate.fr

- L'homophobie au quotidien persiste en France - LeMonde.fr

Le rapport annuel de l'association SOS Homophobie, publié mercredi, fait état d'une situation comparable à celle des années 2005 à 2011. LeMonde.fr

- L'UNESCO, Daech et la diplomatie française... même combat?

L'UNESCO a réécrit l'histoire en niant tout lien entre le peuple juif et Jérusalem. Une résolution révisionniste adoptée dans l'indifférence générale avec le vote polémique de la France. Cela a un seul nom: le révisionnisme. Slate.fr

La stricte vérité.

Résolution sur Jérusalem : Manuel Valls regrette le vote de la France à l'Unesco - LeMonde.fr

Cette résolution adoptée par l'Unesco le 14 avril « dénonce vivement les agressions constantes commises par les Israéliens contre les civils ». LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Un jeune Egyptien arrêté pour s'être moqué du gouvernement sur Facebook - L'Express.fr

Un jeune Egyptien de 19 ans a été arrêté au Caire pour avoir posté une vidéo satirique envers le gouvernement, sur Facebook. Les organisations internationales de défense des droits de l'Homme s'inquiètent de voir l'Egypte s'enfoncer dans la répression. L'Express.fr

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Grande-Bretagne

Mobilisation historique des étudiants londoniens contre le prix des loyers - LeFigaro.fr

Plus de mille étudiants londoniens refusent de payer le loyer de leur logement. Ce mouvement est qualifié comme étant «la plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni».

Cette fois-ci les étudiants britanniques ont décidé de passer à l'action. Il y a près de six ans déjà, les forces vives d'Albion défilaient dans la rue pour dire non à une augmentation sensible de leurs frais de scolarité, passant de 3798 euros à 11 394 euros. Les différentes manifestations n'avaient pas mené à grand-chose, puisqu'aujourd'hui les frais de scolarité universitaires sont passés à 9000 livres par an (11 394 euros).

Plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni

Mais aujourd'hui les étudiants ont décidé de ne pas se laisser faire. Selon The Independent, des grévistes de l'université de Roehampton et de l'Institut d'art de Courtauld ont rejoint ceux de Goldsmith et de l'University College London pour dénoncer le prix des logements qui selon eux «montent en flèche». Actuellement, ils sont plus d'un millier à protester et refuser de payer leur loyer. Ce mouvement a été qualifié de «plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni».

Plus de 380 000 euros de dédommagement aux étudiants touchés par des infestations de rats

«Cut the rent» (En français: réduisez le loyer) créé par des étudiants de l'Université de Londres, est le groupe leader de cette manifestation. Ils déclarent qu'avoir le droit à un logement abordable et qui respecte les conditions d'hygiène est un droit. À l'université de Londres (UCL), les logements étudiants sont les deuxièmes plus chers de la ville (335 euros par semaine) après ceux de la London School of Economics. Et en novembre dernier l'université de la capitale anglaise avait été condamnée selon l'Huffington Post, à payer plus de 380 000 euros de dédommagement aux étudiants touchés par des infestations de rats ainsi que d'excessives pollutions sonores au sein de leur logement.

Dans une déclaration publique, les grévistes ont déclaré que «malheureusement à l'université de Goldsmith, les loyers hebdomadaires sont en moyenne de 189, 63 euros — soit plus chers que la moyenne du marché pour cette localité». Une liste de problèmes a également été évoquée lors de cette déclaration. «Cette grève n'est pas seulement pour les étudiants actuels, mais aussi pour les étudiants futurs. Nous faisons partie d'un mouvement plus grand, avec près de 1 000 grévistes de Londres, d'UCL, de Roehampton en passant par Courtauld- qui croient qu'aller à l'université à Londres, devrait être ouvert à tous, peu importe les revenus des parents». Finalement, la grève pourrait faire perdre l'équivalent d'un million de livres aux universités. LeFigaro.fr 10.05

2- Belgique

- L'armée envoyée en renfort dans les prisons belges - LeMonde.fr

Quarante militaires ont été déployés, lundi, pour pallier une grève des surveillants pénitentiaires qui dure. Une première dans le royaume. LeMonde.fr

3- Grèce

- Grèce: le Parlement adopte une réforme des retraites controversée - AFP

Le Parlement grec a adopté -- majorité contre opposition -- une réforme des retraites, controversée mais réclamée par les créanciers UE et FMI, à quelques heures d'une importante réunion à Bruxelles de l'Eurogroupe sur la Grèce.

A l'issue de deux jours de débats, les 153 députés de la majorité gouvernementale, composée de la gauche Syriza et du parti souverainiste Anel, ont voté dans la nuit de dimanche à lundi en faveur de cette loi intitulée "un système unifié de sécurité sociale, réforme du système des retraites et règlement de l'impôt sur le revenu".

Les 143 autres députés présents dans l'hémicycle, tous membres de l'opposition, dont la droite de la Nouvelle-Démocratie, ont voté contre ce texte, contesté par les syndicats et qui prévoit la réduction des retraites les plus élevées, la fusion des multiples caisses d'assurance, l'augmentation des cotisations, des taxes et de l'imposition surtout pour les moyens et hauts revenus.

La loi refondant le système des retraites, qui était exigé par les créanciers du pays --UE et FMI-- en échange du nouveau plan d'aide signé en juillet dernier, a provoqué une mobilisation syndicale depuis vendredi et de nombreuses manifestations.

M. Tsipras a rétorqué que "le système de retraites nécessitait une réforme profonde que les précédents gouvernement n'avaient osé faire".

Le vote de la loi a provoqué la mobilisation des syndicats et une grève générale vendredi et samedi ayant surtout touché les transports en commun.

Les bateaux eux resteront à quai jusqu'à mardi. Aucune liaison maritime n'est effectuée entre la Grèce continentale et les îles

depuis vendredi.

Au total 26.000 personnes selon la police ont manifesté dimanche à Athènes et Thessalonique (nord).

Dimanche soir, aux abords du Parlement sur la place Syntagma à Athènes de brefs incidents ont opposé un groupe de jeunes et des policiers qui ont tiré de gaz lacrymogènes, selon des photographes de l'AFP.

La mobilisation était toutefois moins importante que lors de la dernière grande manifestation contre cette réforme, le 4 février, où 50.000 personnes avaient manifesté dont 40.000 à Athènes.

Entre la fin des vacances de Pâques et "le désespoir des gens" qui sont "lassés et déçus par le gouvernement de gauche", la mobilisation a été plus faible qu'espéré, regrettait auprès de l'AFP Maria, une quinquagénaire qui manifestait dimanche. AFP 08.05

[Haut de page ↗](#)

Le 13 mai 2016

CAUSERIE

Je mettrai en ligne prochainement les courriels que m'avait adressés un camarade, auquel hélas je n'ai pas répondu par manque de temps, mais pas seulement, il devrait comprendre pourquoi, qu'il ne le prenne pas mal.

Exceptionnellement et parce que j'en ai trouvé le temps, j'ai actualisé le site.

Entre nous, mais ne le dites pas trop fort et tous à la fois, j'avais vu juste en axant notre intervention politique contre le PS, en écrivant dans le bandeau défilant : "*Le PS, un parti de droite, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'imposture, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS !*"

A aucun moment je n'ai soutenu un membre du PS ou une de ses positions, et si je me sens parfois bien seul avec mon drapeau, au moins il est sans tâche.

Lisez ou relisez attentivement dans cette page l'extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine, quel enseignement magistral !

Une petite causerie rédigée rapidement sur le coin de la table.

Il y en a qui croient au miracle, tandis que d'autres s'en remettent à la providence, à l'improvisation en guise de théorie politique, et ensuite ils hurlent lorsque ce qui leur paraissait impossible finit par se produire.

Vous vous êtes emballés pour le Front populaire, le Conseil national de la résistance, le socialisme du XXI^e siècle ou la révolution bolivarienne, vous avez eu tort. Plus grave, vous vous êtes trompés de camp.

La politique serait un truc personnel, un caprice, une lubie, un enfantillage, rien de consistant, de cohérent ou de sérieux auquel on croit, on s'accroche, on s'identifie comme on se fabrique une identité destinée à se rassurer, à se faire plaisir, à exister en somme.

Entre avoir une idée a priori sur une question et l'avoir étudiée à fond avant d'en tirer des conclusions, c'est ce qui sépare le militant conscient du dilette, de l'aventurier, de l'illusionniste, du charlatan.

A de nombreuses reprises, on a rappelé que celui qui n'avait pas de passé, faisait preuve d'amnésie partielle ou totale, n'aurait pas de futur ou qu'il serait amené à le subir sans pouvoir agir dessus pour l'orienter dans une direction déterminée, il pourrait s'agiter dans tous les sens sans pouvoir y changer quoi que ce soit.

Ce qui caractérise ces différentes attitudes, c'est le manque de discernement, de logique, de cohérence qui se traduit par la plus grande confusion qui soit, qui peut aller jusqu'à nous amener à lutter contre notre propre camp tout en étant évidemment convaincu du contraire. Généralement elles nous réduisent ou nous condamnent à l'impuissance qui nous fait perdre un peu plus la tête car on digère de moins en moins bien nos défaites annoncées d'avance.

Ce n'est pas pour rien qu'on dit que les masses savent ce qu'elles ne veulent pas, mais ne savent pas ce qu'elles veulent, c'est aussi le cas des militants en général qui s'imaginent qu'il suffit de s'engager dans un syndicat ou un parti, de passer à l'action pour que quelque chose se passe ou change, or dans la réalité les choses ne se passent pas de la sorte.

C'est un peu comme un enfant qui serait parvenu à apprendre à lire, et qui désormais se figurerait qu'il serait en mesure de prendre son destin en mains, sous-tendant que ce serait suffisant pour comprendre le monde dans lequel il vit ou qu'il n'aurait plus rien à apprendre.

Quand j'ai débarqué en Inde il y a 27 ans, je me figurais trouver le pays tel que je me l'étais imaginé à la suite d'innombrables lectures que j'avais interprétées à ma manière, c'est-à-dire en y trouvant ce que j'y cherchais alors que la réalité allait être totalement différente, beaucoup plus dure et par bien des aspects particulièrement cruelle.

La surprise et le choc passés, j'ai évidemment tiré de précieux enseignements de cette expérience assez lamentable il faut bien le dire. Je me suis demandé comment j'avais pu m'illusionner à ce point-là, ne cherchant à aucun moment à en reporter la responsabilité sur les auteurs des ouvrages que j'avais lus, ce qui aurait été injuste et malhonnête de surcroît.

J'ai donc commencé par dresser un constat à partir des faits et de mes expériences aussi désagréables qu'elles furent, ensuite je l'ai admis, après j'ai corrigé mes erreurs d'appréciation, et pour finir j'ai adopté une attitude qui soit davantage en conformité avec la réalité de manière à avoir un mode de vie disons apaisé, moins conflictuel avec mon environnement, plus juste avec mon entourage, de façon à pouvoir continuer de progresser, car en optant pour le déni infailliblement on se condamne à piétiner ou on est voué à régresser le restant de ses jours et à connaître une fin épouvantable, ce qu'on souhaite à personne hormis son pire ennemi.

A aucun moment je me suis résigné ou je me suis satisfait de ma situation, et si j'ai pu remonter la pente, c'est parce que à aucun moment je n'ai cherché à jouer à cache-cache avec la réalité.

Le recours au 49.3 par le gouvernement soulève directement la question de l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République, du pouvoir ou de l'Etat.

Le combat dans les syndicats doit être axé sur la grève illimitée jusqu'au retrait de la loi Travail, et l'organisation d'une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale à l'appel des syndicats et des partis participant à ce combat pour en finir également avec la Constitution et les institutions de la Ve République conçues par et pour le capital, au service exclusif de ses besoins.

A l'opposé de Nuit debout, dans chaque quartier, commune ou village les travailleurs et jeunes qui exigent une autre politique ou un changement de société doivent se rassembler avec les syndicats et les partis qui combattent à leur côté, se constituer en assemblée souveraine afin de réunir les conditions politiques qui permettront d'envisager l'instauration d'une République sociale débarrassée du capitalisme et de ses institutions.

Après plus de 30 ans de régression sociale et de guerres impérialistes pour ne pas remonter plus loin, personne ne peut imaginer sérieusement qu'une politique sociale ou progressiste, basée sur le principe du respect du droit des peuples à l'autodétermination, pourrait voir le jour dans le cadre des institutions en place que l'immense majorité des travailleurs rejettent, boycottent lors de chaque élection.

Nous appelons les travailleurs actifs, au chômage ou retraités, les étudiants et les lycéens à rejoindre le ou les partis qui combattent pour en finir avec la Ve République, à rompre avec l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN, l'ONU.

Nous appelons les dirigeants de ces partis à rompre sans délai toutes les relations qu'ils ont tissées avec le PS et ses satellites, les institutions de la Ve République, par exemple au sein du Conseil économique et social, à rompre avec les instances dirigeantes des syndicats corrompus ou traîtres qui organisent des journées d'action à répétition pour aider le gouvernement à faire passer sa loi Travail scélérate.

Nous appelons ces dirigeants à prendre leurs responsabilités, et nous leur disons solennellement : Il est intolérable que vous appeliez à en finir avec les institutions de la Ve République, tout en continuant d'y participer directement ou indirectement, vous ne pouvez pas d'un côté dénoncer les journées d'action décrétées par les dirigeants vendus des syndicats, tout en continuant de siéger dans les instances de direction de ces syndicats à leur côté, à un moment donné il faut cesser ce double jeu suicidaire qui décrédibilise vos partis ou inspire la méfiance légitime des militants et des travailleurs qui sinon seraient prêts à vous rejoindre par milliers.

Nous appelons ces dirigeants à diffuser le plus largement possible le socialisme auprès des travailleurs qui ne peuvent en avoir qu'une idée totalement faussée, afin qu'ils s'arment théoriquement et puissent envisager sereinement qu'il est parfaitement possible de s'emparer du pouvoir politique et de fonder une société meilleure ou plus juste qui satisfera leurs besoins sociaux et

respectera leurs aspirations individuelles, dans la perspective de l'abolition du règne de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme à l'échelle de l'humanité.

Avec la loi Travail, la question qui est directement posée est de savoir dans quel type de société nous voulons vivre. En homme libre de décider de son propre destin et de l'orientation de la société, ou en esclave soumis aux lois que les capitalistes entendent nous imposer et qui sont responsables de la déchéance programmée de la société, qui conduisent au chaos et à la guerre sans fin, à la barbarie qui est à leur image.

Il n'existe pas d'autres alternatives ou de troisième voie, de voie moyenne qui serait une sorte de combinaison du capitalisme et du socialisme, sinon depuis près de deux siècles ou plus cela se saurait. Toutes les tentatives dans le monde allant dans ce sens ou consistant à ménager le capitalisme, à le réformer ont échoué. Quant au socialisme, il n'a jamais vraiment eu l'occasion de montrer ce dont il était capable, puisque toutes les tentatives allant dans ce sens ont avorté parce que toutes les conditions n'étaient pas réunies ou les peuples n'y étaient pas préparés.

Le capitalisme a fait son temps, il doit céder la place au socialisme. C'est une nécessité historique, c'est la conclusion à laquelle aboutit l'analyse du développement historique du capitalisme, et non une vulgaire lubie, un fantasme ou une idée farfelue qui aurait germé dans la tête de militants perpétuellement insatisfaits de leur sort ou en quête de pouvoir. Chacun aspire légitimement au bien-être, à se développer sur le plan individuel, à vivre en harmonie et en paix avec les autres peuples. Manifestement le capitalisme n'est pas qualifié pour incarner ou atteindre ces objectifs, bien au contraire puisqu'il s'emploie quotidiennement à infliger injustement mille frustrations, difficultés, souffrances ou cruautés à tous les peuples sans exception.

[Change.org ou l'appel en direction de nos bourreaux pour leur permettre de poursuivre leur sale besogne.](#)

- Urgent : François Hollande, renoncez au 49.3 !

Demandez à François Hollande de renoncer à ce déni de démocratie sur <http://49-3.fr> ! En 2006, François Hollande avait dénoncé l'utilisation du 49-3 par la droite...

Retrouvons-nous sur les places ce soir, avec Nuit Debout, pour débattre ensemble des moyens pour faire respecter la démocratie...

A Paris, un rassemblement est prévu à 18h devant l'Assemblée Nationale.

- Députés socialistes: Soutenez la motion de censure pour que la #loitravail ne voit pas le jour

Ce texte peut encore être bloqué en demandant aux députés socialistes de soutenir la motion de censure qui sera présentée par la droite.

Il est temps que la démocratie s'exerce de nouveau.

Pour cela les députés socialistes qui considèrent que ce texte est contraire aux valeurs qu'ils défendent...

Vous étiez soumis à un régime démocratique jusqu'à présent. Qui l'aurait cru après qu'il ait piétiné le résultat du référendum du 29 mai 2005, notamment ? Ceux qui s'en accommodaient et soutenaient le régime.

- Vous aussi, censurez le gouvernement !

Nous lançons aujourd'hui avec 150 personnalités une motion de censure citoyenne. Vous aussi, ajoutez votre nom pour censurer ce gouvernement... (...)

Le Gouvernement n'a pas de majorité pour voter cette loi, ni dans le pays, ni à l'Assemblée. Il a décidé de passer en force, en utilisant une anomalie démocratique, l'article 49.3 de la Constitution. Ce Gouvernement n'a plus la confiance des salarié.e.s. Il n'a plus notre confiance.

Notez les prochains RDV de manifestation : les 12, 17 et 19 mai.

Quand l'article 49.3 de la Constitution qui relève d'un régime totalitaire est caractérisé de simple "anomalie démocratique", il faut en déduire que toute la politique antisociale et impérialiste qui a été adoptée par le gouvernement et les députés sans passer par cet article était légitime, ce que nous condamnons.

On n'est pas les seuls à le penser.

- Colonialisme, néocolonialisme et balkanisation : Les trois âges d'une domination - Saïd Bouamama - investigaction.net 09.05

Extrait.

Capitalisme sénile, balkanisation et islamophobie

Depuis ce qui a été appelé « mondialisation », le capitalisme est confronté à de nouvelles difficultés structurelles. L'approfondissement permanent de la concurrence entre les différentes puissances industrielles rend impossible la moindre stabilisation. Les crises se succèdent les unes aux autres sans interruptions. Le sociologue Immanuel Wallerstein considère que :

« Nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie fondamentalement cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à "faire système", au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alorsxiv. »

Il ne s'agit pas simplement d'une crise de surproduction. Contrairement à celle-ci, la récession ne prépare aucune reprise. Les crises se succèdent et s'enchaînent sans aucune reprise, les bulles financières s'accumulent et explosent de plus en plus régulièrement. Les fluctuations sont de plus en plus chaotiques et donc imprévisibles. La conséquence en est une quête du profit maximum par n'importe quels moyens. Dans cette concurrence exacerbée en situation d'instabilité permanente, le contrôle des sources de matières premières est un enjeu encore plus important que par le passé. Il ne s'agit plus seulement d'avoir pour soi-même un accès à ces matières premières mais aussi de bloquer l'accès à ces ressources pour les concurrents (et en particulier des économies émergentes : Chine, Inde, Brésil, etc.).

Les Etats-Unis, menacés dans leur hégémonie, répondent par la militarisation et les autres puissances les suivent afin de préserver également l'intérêt de leurs entreprises. « Depuis 2001, fait remarquer l'économiste Philip S. Golub, les États-Unis sont engagés dans une phase de militarisation et d'expansion impériale qui a fondamentalement bouleversé la grammaire de la politique mondialexv ». De l'Asie centrale au Golfe Persique, de l'Afghanistan à la Syrie en passant par l'Irak, de la Somalie au Mali, les guerres suivent la route des sites stratégiques du pétrole, du gaz, des minéraux stratégiques. Il ne s'agit plus de dissuader les concurrents et/ou adversaires mais de mener des « guerres préventives ».

A la mutation de la base matérielle du capitalisme correspond une mutation des formes de la domination politique. L'objectif n'est plus principalement d'installer des gouvernements fantoches » qui ne peuvent plus résister durablement aux colères populaires. Il est de balkaniser par la guerre afin de rendre ces pays ingouvernables. De l'Afghanistan à la Somalie, de l'Irak au Soudan, le résultat des guerres est partout le même : la destruction des bases mêmes des nations, l'effondrement de toutes les infrastructures permettant une gouvernabilité, l'installation du chaos. Il s'agit désormais de balkaniser les nations.

Une telle domination a besoin d'une nouvelle légitimation formulée dans la théorie du choc des civilisations. Cette dernière a vocation de susciter des comportements de panique et de peur dans le but de susciter une demande de protection et une approbation des guerres. Du discours sur le terrorisme nécessitant des guerres préventives à la théorie du grand remplacement, en passant par les campagnes sur l'islamisation des pays occidentaux et sur les réfugiés vecteurs de terrorisme, le résultat attendu est sans-cesse le même : peur, panique, demande sécuritaire, légitimation des guerres, construction du musulman comme nouvel ennemi historique. L'Islamophobie est bien un troisième âge du racisme correspondant aux mutations d'un capitalisme sénile c'est-à-dire ne pouvant plus rien apporter de positif à l'humanité, ne pouvant apporter que la guerre, la misère et la lutte de tous contre tous. Il n'y a pas choc des civilisations mais crise de civilisation impérialiste qui appelle une véritable rupture. Ce n'est pas la fin du monde mais la fin de leur monde qu'ils tentent d'éviter par tous les moyens. investigaction.net 09.05

Michel Collon et son équipe méritent amplement notre soutien.

Loi Travail. Les derniers développements.

- Faible mobilisation contre la loi Travail - Reuters

Les sept syndicats opposés à la loi Travail n'ont pas réussi jeudi à donner un nouvel élan à la mobilisation en dépit de la colère provoquée par le passage en force du gouvernement, qui a recouru la veille à l'article 49-3 de la Constitution.

Lors de cette cinquième journée nationale de manifestations, les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl ont rassemblé de maigres cortèges dans la plupart des villes et la CGT n'a pas donné de chiffre national de participation.

De nouvelles violences ont émaillé les défilés, à Paris, Nantes, Toulouse ou Caen, et l'opposition de droite a reproché au gouvernement de laisser se transformer les rues et places en scènes de guérilla urbaine.

Quelque 55.000 personnes ont manifesté dans toute la France et 82 individus ont été interpellés, a fait savoir le ministère de l'Intérieur. Au total, 18 policiers, gendarmes et militaires ont été blessés, a-t-il précisé dans un communiqué. Reuters 12.05

- Loi Travail : les manifestations dégénèrent - Francetv info

Les opposants à la loi Travail continuent de donner de la voix. Ce jeudi 12 mai, les violences et échauffourées se sont multipliées dans de nombreuses villes. Certains locaux du Parti socialiste ont été saccagés. A Toulouse, affrontements entre policiers et manifestants se sont déroulés au milieu des habitants. Jets de pierres et de bouteilles contre gaz lacrymogènes, le face à face a viré à l'affrontement direct.

"Valls est allé trop loin"

Même chose à Caen, la situation dégénère en quelques secondes. Les forces de l'ordre tentent d'empêcher des jeunes de s'introduire dans des locaux de la Caisse d'allocations familiales. Caen, Nantes, Le Havre, un peu partout en France, les manifestations contre la loi Travail ont dégénéré. Au Havre, c'est la permanence du Parti socialiste qui est prise pour cible. "Valls est allé trop loin, il a franchi un cap, maintenant ça va être la violence. Partout en France, ça gronde, ça monte", lance un manifestant. En France, les policiers ont procédé à des dizaines d'interpellations. Francetv info 13.05

J'observe la situation de loin et j'ai du mal à me faire une idée précise. J'ai l'impression que le mouvement se radicalise, qu'on assiste aux préludes de scènes d'émeutes sur fond de confusion...

- Loi travail : rejet de la motion de censure, le texte est adopté par l'Assemblée - publicsenat.fr

Sans surprise, la motion de censure déposée par la droite contre le gouvernement Valls n'a pas été adoptée. Faute de majorité sur le projet de loi travail, l'exécutif a de nouveau été contraint d'utiliser le 49.3 pour passer en force. Les députés Front de gauche et deux écologistes et des non-inscrits ont cependant joint leurs voix à celle des Républicains et de l'UDI.

Avec 246 voix, la majorité requise, de 288, n'a pas été atteinte pour l'adoption de la motion de censure. Le projet de loi a donc été adopté par l'Assemblée nationale. Dans le détail, aucun PS n'a voté la motion, 196 LR, 27 UDI, 1 élu du groupe RRD (Thierry Robert), 2 membres d'EELV (Isabelle Attard et Sergio Coronado), 11 GDR (communiste) et 13 non-inscrit (dont Pourria Amirshahi, ex-PS).

Une motion de gauche a failli être aussi déposée. 56 députés, dont plusieurs anciens ministres du gouvernement, l'ont signée. Mais il a manqué 2 signatures. Que cela soit voulu ou pas, le symbole est fort sur l'état de division de la gauche et du PS.

Le projet de loi va maintenant poursuivre son processus législatif. Il va arriver au Sénat, où les auditions en commissions ont déjà commencé. La ministre du Travail, Myriam El Khomri, sera auditionnée mardi prochain. A la Haute assemblée, la majorité de droite et du centre, va modifier le texte sans « tabou », a déjà prévenu sur publicsenat.fr l'un des rapporteurs, le sénateur LR Jean-Baptiste Lemoyne. Paradoxe de l'histoire : les sénateurs pourraient se rapprocher de la version initiale du texte, telle que voulue par le gouvernement. Peut-être le début de « la clarification » qu'appelle de ses vœux Manuel Valls. publicsenat.fr 12.05

Que la bête meurt !

Comme disaient Engels et Lénine, il n'y a rien à récupérer de ce parti d'affairistes archi pourri, réactionnaire.

- Après la motion de gauche avortée, le PS plus que jamais fracturé - AFP

Après la tentative avortée d'une motion de censure de gauche, les divergences au sein du PS semblent plus profondes que jamais, et des voix s'élèvent de nouveau pour la tenue d'une primaire en vue de la présidentielle de 2017. AFP 12.05

- Motion de censure : Cambadélis saisit la Haute Autorité éthique du PS sur les députés signataires - Francetv info

Le premier secrétaire du PS a décidé de saisir cet organe indépendant de la direction du parti au sujet des 24 députés PS signataires de la motion de censure de gauche avortée contre le gouvernement. Francetv info 12.05

- Présidentielle 2017: Des adhérents PS assignent le parti pour l'obliger à organiser une primaire - 20minutes.fr

Ils demandent au TGI de Paris d'ordonner au parti de fixer le calendrier et les modalités de ces primaires... 20minutes.fr

Pour un syndicalisme de classe rompant avec le réformisme, l'antichambre du corporatisme.

Le syndicalisme apolitique, c'est le syndicalisme livré au capitalisme.

- 11% des salariés étaient syndiqués en 2013 - Reuters

Onze pour cent des salariés adhéraient à un syndicat en 2013, une proportion stable depuis le milieu des années 1990 et qui masque d'importantes disparités entre fonction publique et secteur privé, France métropolitaine et Outre-mer, selon une étude publiée jeudi.

Compilée par la Dares (direction des études du ministère du Travail), l'étude montre ainsi que le taux de syndicalisation des fonctionnaires (20%) est deux fois plus élevé que dans le secteur marchand et associatif (9%).

De même, il monte jusqu'à 24% en Outre-Mer, ce qui s'explique en partie par un poids plus important de la fonction publique parmi les salariés de ces départements (37% contre 23% pour la moyenne nationale).

Avec 11% de syndiqués, soit de l'ordre de 2,6 millions de salariés, la France est en queue du classement européen, au niveau de la Lituanie et de l'Estonie et bien loin de la Finlande (74%), la moyenne de l'Union se situant à 23%.

Mais la légitimité des syndicats est fondée dans le droit français sur leur score aux élections professionnelles, où la participation a atteint près de 43% en 2012 dans le secteur marchand et associatif et 53% dans les trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) en 2014.

Dans le secteur privé et associatif, les taux de syndicalisation vont de 18% dans les transports, secteur où des PME côtoient de grandes entreprises publiques comme la SNCF et la RATP, à 4,1% dans la construction et l'hôtellerie-restauration.

Celui de l'industrie reste supérieur à la moyenne (12%) en dépit des restructurations à l'origine de la disparition d'anciens bastions syndicaux.

Parmi les salariés de la fonction publique, les plus syndiqués sont les employés de l'Etat (24% contre 17% dans les hôpitaux et 16% dans les collectivités territoriales).

Les gros bataillons de fonctionnaires syndiqués se trouvent dans l'éducation-formation-recherche (24%), secteur qui emploie un salarié sur cinq des trois fonctions publiques. Mais le taux de syndicalisation monte aussi jusqu'à 49% chez les policiers.

L'enquête de la Dares : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf> Reuters

Sur les 11% de syndiqués plus de la moitié sont affiliés à des syndicats jaunes ou des syndicats de cadres, et sur les 5% environ restants, la moitié ou les deux tiers appartiennent à l'aristocratie ouvrière et sont liés par leur statut ou leurs privilèges au régime. Il faut ajouter qu'une partie des adhérents de la CGT, de FO et de Sud font partie de la maîtrise ou de l'encadrement. Bref, les ouvriers et employés syndiqués n'appartenant à ces catégories de salariés doivent avoisiner 1 ou 2% maximum.

Bienvenue en oligarchie

- Les sans préférence partisane, premier parti de France.

Une enquête de l'institut Elabe révèle que les Français qui ne se sentent proches d'aucune des grandes formations politiques sont désormais les plus nombreux. Les Français sans préférence partisane forment aujourd'hui le premier groupe «politique» de la population en âge de voter. Slate.fr

Ils s'en réjouissent puisque cela sert leurs intérêts, car après l'adoption du traité de libre-échange, ce seront les multinationales et les banques qui gouverneront...

- Le syndrome «Fomo» expliqué par le Festival de Cannes.

Cette expression Internet signifie «Fear of Missing out», ou la peur de ne jamais être au bon endroit au bon moment. Slate.fr

Craindraient-ils un jour de se retrouver face un jury populaire qui les condamneraient à mort ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Dilma Rousseff suspendue au Brésil, Michel Temer lui succède - Reuters

Dilma Rousseff a été suspendue de ses fonctions jeudi après le feu vert donné par les sénateurs à l'ouverture d'un procès en destitution visant la présidente brésilienne, accusée d'avoir maquillé les comptes publics pour faciliter sa réélection en 2014.

La chef de l'Etat est remplacée par son vice-président Michel Temer le temps que durera le procès, d'une durée maximale de 180 jours, dont l'organisation a été approuvée par 55 sénateurs sur 81. Une majorité simple de 41 sénateurs suffisait.

Au terme de ce procès en destitution, une majorité des deux tiers, soit 54 voix sur 81, sera nécessaire pour acter la mise à l'écart définitive de Dilma Rousseff. Dans cette hypothèse, Michel Temer, membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), assurerait la présidence jusqu'à la fin de son mandat, le 31 décembre 2018.

Agé de 75 ans, centriste, spécialiste de droit constitutionnel qui a passé des décennies au Congrès, Michel Temer a nommé jeudi Henrique Meirelles, ancien président de la banque centrale, au poste de ministre des Finances.

Des conseillers de Temer ont expliqué que le futur gouvernement va annoncer prochainement une série de mesures d'austérité destinées à réduire le déficit budgétaire du pays.

L'objectif prioritaire de la nouvelle équipe sera de réformer le coûteux système de retraite, notamment en imposant un âge minimal de départ à la retraite, a précisé un conseiller.

Avant de quitter ses fonctions, Dilma Rousseff a répété que sa destitution constituait un "coup d'Etat" et que la procédure engagée à son encontre en décembre était "frauduleuse".

Les sondages d'opinion montrent qu'une écrasante majorité de Brésiliens souhaitaient que Dilma Rousseff soit destituée, mais Michel Temer ne jouit pas non plus d'une immense popularité.

Selon un récent sondage de l'institut Datafolha, seuls 1% des électeurs brésiliens voteraient pour lui s'il se présentait comme candidat à la présidence en 2018, ce qu'il assure ne pas avoir l'intention de faire.

D'autres enquêtes d'opinion montrent qu'environ 60% des Brésiliens souhaitent qu'il soit destitué lui aussi. Reuters 12.05

C'était encore un coup des 1% ! Rousseff avait raison, il s'agissait bien d'un complot du 1% qu'elle s'est pourtant employé à ménager, elle aurait dû savoir que cela ne leur suffirait pas...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mai 2016

CAUSERIE

On peut souscrire au communiqué du POID que nous avons mis en ligne.

Deux précisions.

La formulation, "*le gouvernement Hollande-Valls ne fait qu'exécuter servilement les exigences du FMI, de l'Union européenne et de*

la classe capitaliste", n'est pas suffisamment précise, car elle ne fait pas ressortir que cette politique est au choix, le produit de la crise du capitalisme ou correspond à la stratégie politique de l'oligarchie dans la perspective d'instaurer un nouvel ordre mondial, sachant le capitalisme parvenu en bout de course ou ne pouvant plus garantir son hégémonie de classe.

Si on comprend pour qui le gouvernement exécute cette politique, on peut avoir des doutes sur le pourquoi, car après toutes ces "exigences" pourraient être d'ordre subjectif ou objectif, dictées par la cupidité des milliardaires ou par les besoins du capitalisme, faille dans laquelle peuvent s'engouffrer les charlatans qui prétendent qu'une autre politique (favorable aux travailleurs) serait possible sans remettre en cause le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, les Mélenchon et les prophètes autoproclamés de Nuit debout notamment.

Ensuite, en écrivant que le gouvernement Hollande-Valls "*n'hésite pas à aller jusqu'au bout contre la démocratie*", cela laisse entendre qu'on aurait été dans le passé à un moment ou à un autre en démocratie, or cela n'a jamais été le cas depuis la Commune de Paris.

D'ailleurs, on se demandera par quel miracle cela aurait pu se produire, sachant que tous les gouvernements et toutes les républiques qui se sont succédés depuis, y compris sous le Front populaire et la IVe République, ont été dirigés par des partis soumis aux intérêts de la minorité capitaliste au lieu de représenter les besoins de la masse des exploités qui composaient la majorité de la population comme ils l'ont amplement prouvé.

Si la définition de la démocratie est bien le pouvoir du peuple pour le peuple, le pouvoir exercé par la majorité et pour la majorité et non le pouvoir exercé par la minorité pour la minorité, il y a lieu d'affirmer qu'elle n'a jamais réellement existé, hormis en de très rares exceptions pendant de brèves périodes, dont la Commune de Paris, la révolution russe de 1917.

On estime qu'une définition limitée ou amputée, approximative de la démocratie est de nature à induire en erreur les travailleurs et les militants sur la nature du régime en place, sur le rôle et les véritables intentions des différents acteurs politiques, elle n'aide en rien à comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés à la situation actuelle, donc elle n'aide en rien les travailleurs et les militants à démasquer les ennemis de la démocratie pour rompre avec eux, et rejoindre le ou les partis qui combattent sincèrement pour son avènement, qui passera obligatoirement par le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les travailleurs.

Cela dit, nous appelons les militants, travailleurs et étudiants à adopter la ligne et les objectifs politiques qui figurent dans ce communiqué qui rejoignent les nôtres, et à participer au meeting organisé par le POID le 28 mai à Paris.

[On n'est pas les seuls à en être arrivés à ces conclusions.](#)

A bas l'opportunisme ! "*Demander la répartition de tous ces coûts*" ou une meilleure répartition des richesses, "*c'est demander de poursuivre l'exploitation, la domination et l'impérialisme*".

1- USA: Les dépenses militaires sont le carburant du capitalisme mondial - <https://systemicdisorder.wordpress.com> - publié par Arrêt sur Info 10.05

Le budget officiel du Pentagone pour 2015 était de \$596 milliards, mais les dépenses réelles sont beaucoup plus élevées. (Nous utiliserons ici les chiffres de 2015 parce que c'est la dernière année pour laquelle les données sont disponibles pour faire des comparaisons internationales.) Si nous ajoutons les dépenses militaires enregistrées dans d'autres secteurs du budget du gouvernement fédéral étasunien, nous dépassons \$786 milliards selon une étude menée par la Ligue des résistants à la guerre [War Resister's League – WRL]. Les prestations pour les anciens combattants ajoutent encore \$157 milliards. WRL affecte aussi 80% des intérêts du déficit budgétaire et cela met le grand total bien au-dessus de \$1 trillion [un milliard de milliards].

La Ligue des résistants à la guerre note que d'autres organisations estiment que 50% à 60% de l'intérêt serait plus exact. Alors divisons la différence – si nous affectons 65% du paiement des intérêts aux dépenses militaires passées (la moyenne entre les estimations haute et basse), alors le véritable montant des dépenses militaires des Etats-Unis était de \$1.25 trillion. Oui, c'est une somme gigantesque. Si gigantesque que c'était plus que les dépenses militaires de tous les autres pays de la terre réunis.

Les États-Unis maintiennent des bases militaires dans 80 pays, et ont du personnel militaire dans environ 160 pays et territoires étrangers. Une autre manière de considérer cette question est le nombre de bases militaires étrangères : les Etats-Unis en ont environ 800 tandis que le reste du monde, pris ensemble, en a peut-être 30, selon une analyse publiée par The Nation. Presque la moitié de ces bases appartiennent à la Grande-Bretagne et à la France.

Alors pourquoi les dépenses militaires des États-Unis sont-elles si élevées ? C'est parce que l'usage répété de la force est nécessaire pour maintenir le système capitaliste. En tant que maître incontesté dans le système capitaliste mondial, il revient aux États-Unis de faire le nécessaire pour se maintenir eux et leurs sociétés multinationales dans le siège du conducteur. Cela a été un projet couronné de succès.

Les multinationales basées aux États-Unis détiennent la part la plus élevée au monde dans 18 des 25 grands secteurs industriels, selon une analyse parue dans *New Left Review*, et souvent en exigeant des marges – les multinationales détiennent au moins 40% de part mondiale dans 10 de ces secteurs.

Une liste partielle des interventions américaines depuis 1890, telle qu'elle a été compilée par Zoltán Grossman, professeur à Evergreen State College à Olympia, dans l'État de Washington, recense plus de 130 interventions militaires à l'étranger (sans y inclure l'usage de troupes pour réprimer des grèves aux États-Unis). Celles-ci ont été constamment utilisées pour imposer les diktats américains sur de plus petits pays.

Au début du XXe siècle, le président des États-Unis William Howard Taft a déclaré que sa politique étrangère consistait à «intégrer l'intervention active pour sécuriser nos marchandises et les occasions de nos capitalistes de faire des investissements rentables» à l'étranger. Taft a renversé le gouvernement du Nicaragua pour le punir d'avoir fait un emprunt auprès d'une banque britannique plutôt qu'à une banque américaine, puis a placé les recettes douanières de ce pays sous contrôle étasunien et confié à deux banques étasuniennes le contrôle de la banque nationale et des chemins de fer du Nicaragua. Peu de choses ont changé depuis, y compris les renversements des gouvernements de l'Iran (1953), du Guatemala (1954), du Brésil (1964) et du Chili (1973), et plus récemment l'invasion de l'Irak et la tentative de renversement du gouvernement du Venezuela.

Des hommes musclés pour les grandes entreprises

Il suffit de rappeler la déclaration du général du corps des Marines Smedley Butler, qui a résumé sa carrière très décorée de la manière suivante en 1935 :

« J'ai passé 33 ans et 4 mois [dans] le corps des Marines. [...] Pendant cette période, j'ai passé la plus grande partie de mon temps à être un homme musclé de première classe pour les grandes entreprises, pour Wall Street et pour les banquiers. Bref, j'ai été un racketteur pour le capitalisme. »

Le refus des deux grands partis de reconnaître cela est illustré par les récits étasuniens concernant la guerre du Vietnam. Le débat mené dans les médias commerciaux ne se déroule qu'entre deux points de vue acceptables : un effort louable qui a échoué tragiquement ou un effort bien intentionné mais défaillant qui n'aurait pas dû être entrepris si les États-Unis n'étaient pas prêts à combattre sérieusement. Peu importe que le tonnage de bombes larguées sur le Vietnam ait été plus important que tout ce qui a été déversé par tous les combattants réunis pendant la Seconde Guerre mondiale, que 3 millions de Vietnamiens aient été tués, des villes réduites en décombres et des millions d'hectares de terres agricoles aient été détruites. Dans quelle mesure sensée cela a-t-il pu être qualifié de combattre «sans essayer vraiment», comme la mythologie de droite continue à l'affirmer ?

Aucune grande entreprise moderne ne serait complète sans la sous-traitance, et le Pentagone n'a pas lésiné sur ce plan. Ce n'est pas une référence aux bénéfiques massifs, et souvent garantis, dont les marchands d'armements bénéficient grâce à des opérations d'approvisionnement par le biais de sociétés qui leur sont liées, mais plutôt dans l'enseignement des techniques de torture à d'autres armées, de manière à ce qu'une partie du sale boulot de maintenir le capitalisme puisse être exécuté localement.

L'infâme École des Amériques, école de l'armée étasunienne, qui se fait passer dernièrement sous le nom faussement inoffensif d'Institut de l'hémisphère occidental pour la coopération en matière de sécurité (Western Hemisphere Institute for Security Cooperation), a longtemps été une école de fin d'études pour le personnel chargé de faire respecter la loi des dictatures civiles et militaires dans toute l'Amérique latine. Le major Joe Blair, qui a été le directeur de l'enseignement à l'École des Amériques de 1986 à 1989, avait ceci à dire au sujet du programme :

«La doctrine enseignée était que si vous voulez une information, vous utilisez la violence physique, la séquestration, les menaces aux membres de la famille et le meurtre. Si vous ne pouvez pas obtenir l'information que vous voulez, si vous ne pouvez pas obtenir que ces personnes se taisent ou cessent de faire ce qu'elles font, vous les assassinez – et vous les assassinez avec l'un de vos escadrons de la mort.»

Le changement de nom, il y a plus de dix ans, était cosmétique, a déclaré le major Blair lors de son témoignage en 2002 lors d'un procès de manifestants contre l'École des Amériques :

« Il n'y a pas de changement fondamental à part le nom. Ils dispensent les mêmes cours que je ceux que je donnais, ils ont changé l'intitulé des cours et utilise les mêmes manuels. »

Toute l'histoire du capitalisme est construite sur la violence, et la violence a été utilisée à la fois pour imposer et maintenir le système, dès ses premiers jours. L'esclavage, le colonialisme, la dépossession des communs, les lois draconiennes forçant les paysans à aller dans les fabriques et le contrôle de l'Etat pour qu'il réprime toute opposition à la coercition économique ont construit le capitalisme. Les formes de domination change au fil des années, et aujourd'hui elles sont souvent financières plutôt qu'ouvertement militaristes (bien que le poing armé soit tapi derrière) ; peu importe, l'exploitation est le cœur de la richesse. Demander la répartition de tous ces coûts, c'est demander de poursuivre l'exploitation, la domination et l'impérialisme, et

rien d'autre. Arrêt sur Info 10.05

De nombreux intellectuels à travers le monde en arrive à la conclusion qu'il faut en finir une bonne fois pour toute avec le capitalisme et qu'il n'existe pas d'autres alternatives. Ils sont isolés et ne se connaissent pas forcément. Leurs intentions sont-elles réelles ou feintes comme chez les staliniens, sommes-nous en présence d'imposteurs ? Je n'en sais rien, et ce n'est pas sur la base d'un article qu'on peut en juger.

En admettant que leurs intentions soient sincères et honnêtes pour notre démonstration, leur conclusion est incomplète puisqu'elle ne débouche sur aucune action pratique pour qu'elle puisse se réaliser un jour, contrairement à Marx et Engels qui assignaient à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir politique pour se débarrasser du capitalisme.

Le développement des forces productives et la lutte des classes sont les principaux facteurs à l'origine de l'évolution de la civilisation humaine.

Il faut donc en déduire que cette lacune porte essentiellement sur leur analyse du développement de la civilisation humaine, plus précisément sur les facteurs déterminants qui en ont été à l'origine et les rapports intimes qu'ils entretenaient qui leur échappent. Comme ces facteurs agissent les uns sur les autres ou sont inséparables dans la réalité, il est impossible de comprendre leur évolution ou leur transformation, et par conséquent dans quelle direction ils peuvent s'orienter, dès lors qu'on ne les traite pas sur un plan dialectique et historique.

Ils sont inséparables depuis la nuit des temps, du fait que les hommes ne naissent pas égaux entre eux.

Certains sont grands, musclés, disposent de facultés physiques supérieures aux autres, d'autres se sont développés dans un environnement particulièrement favorable à l'épanouissement de leur sens de l'observation des manifestations de la nature, à l'acquisition des éléments à la base de la logique dont la maîtrise leur assure une supériorité sur les autres hommes.

Paradoxalement, c'est cette inégalité qui sera à l'origine du développement des forces productives, de l'émergence des différentes classes sociales et de la lutte incessante à laquelle elles se livreront par la suite jusqu'à nos jours.

On comprendra au passage pourquoi actuellement les représentants de la classe dominante déploient autant d'efforts pour nier ou tenter de gommer ces inégalités (y compris entre les sexes), car elles portent en germe les embryons de la société à venir qui sera la négation de celle que nous connaissons aujourd'hui, qui n'aura pas pour fonction ou objectif de niveler ces inégalités, mais de les exploiter de manière à ce que chaque homme quelles que soient ses dispositions naturelles puisse s'épanouir librement, ce qui ne peut être possible que dans une société qui ne repose pas sur un système de domination ou d'oppression, d'exploitation de l'homme par l'homme.

Les inégalités monstrueuses auxquelles est parvenu le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, une cinquantaine de milliardaires possèdent autant de richesses que la moitié de la population mondiale (3,6 milliards), témoigne de l'inanité sans appel de la théorie préconisant une meilleure répartition des richesses.

Vouloir en finir avec ces inégalités sans en finir avec le régime capitaliste, donc en s'en remettant aux capitalistes ou à ses institutions pour les réduire, puisque qu'il ne faut pas oublier que ce sont eux qui détiennent le pouvoir, devait aboutir fatalement à ce qu'elles s'accroissent dans des proportions démesurées, car elles étaient à l'origine de la crise qui mine et condamne ce régime et que, quant à choisir entre réduire ces inégalités ou distribuer une plus grande part du gâteau aux exploités et se couper du même coup des moyens pour assurer la pérennité de leur système économique, qui nécessite ou doit se traduire obligatoirement par une concentration du capital à un niveau toujours plus élevé, d'où la course effrénée à l'enrichissement sans fin des milliardaires, ou s'en octroyer une plus grande part, comme on vient de le voir l'évolution à venir du capitalisme et l'orientation que devaient adoptés les capitalistes étaient toute tracées.

Partant de ce constat, faire de la lutte contre les inégalités une fin en soi devait fatalement conduire à une impasse politique qui se traduirait par leur aggravation, une fois le mouvement ouvrier réduit à l'impuissance en l'absence de toute issue politique conforme au socialisme.

Pour justifier les réformes sociales inscrites à leurs programmes, les opportunistes nous expliquent que si le capitalisme avait bien supporté des réformes sociales après la Seconde Guerre mondiale, il n'existait aucune raison valable pour qu'il ne le supporte pas de nos jours, niant au passage la crise du capitalisme qui a atteint un niveau inégalé dans le passé et qui s'y oppose, occultant le fait que les réformes sociales concédées ou octroyées à la classe ouvrière l'avaient été en amplifiant l'exploitation et en recourant à l'endettement de nouvelles couches de travailleurs, ainsi qu'à de nouvelles guerres impérialistes, ce qui revient en somme en maintenant ce cap à soutenir les efforts entrepris par les capitalistes pour accroître encore l'exploitation et leurs guerres néocoloniales.

Voilà comment de bonnes intentions peuvent se transformer en leurs contraires ou conduire à soutenir le régime.

Que l'on s'accommode ouvertement du capitalisme ou que l'on exige des réformes sociales des représentants du régime revient au même ou à le cautionner.

Les uns ignorent le mouvement ouvrier, les intellectuels, les autres le manipulent parce qu'ils estiment que la classe ouvrière ne sera jamais en mesure d'affronter les capitalistes et de les vaincre, et ils font donc tout pour qu'il en soit ainsi avec un certain succès il faut bien l'admettre.

La critique du capitalisme aussi virulente ou radicale soit-elle demeurera vaine ou elle n'a aucune valeur, si elle ne s'inscrit pas dans la perspective du renversement du régime par une révolution réalisée par les masses exploitées.

Les intellectuels ne sont pas encore mûres pour le socialisme, tandis que les dirigeants du mouvement ouvrier y ont renoncé ou n'y croit plus. Qu'ils ne s'en prennent pas aux travailleurs ou aux militants qui ne sont pas responsables de la situation actuelle.

2- L'impérialisme des droits de l'homme. La construction idéologique des droits de l'homme [1/2] - Guillaume Borel - Arrêt sur Info 14.05

C'est donc avant tout en tant que membres de la bourgeoisie urbaine que les représentants du tiers-état vont mener la révolution, ce qui, comme nous allons le voir, va avoir une influence déterminante sur leur conception du nouvel ordre social « démocratique ».

L'assemblée nationale est tout d'abord modérée et envisage un régime parlementaire sur le modèle anglais. Le bicaméralisme, avec un sénat représentant les intérêts de l'aristocratie, est rejeté, mais le roi conserve néanmoins le pouvoir exécutif et un droit de veto. Si l'assemblée vote l'abolition des privilèges seigneuriaux, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, sanctuarise ainsi le régime de la propriété privée et les inégalités de richesse.

Une idéologie de la bourgeoisie

S'inspirant de la doctrine de l'égalité naturelle de Jean-Jacques Rousseau, et rompant ainsi avec les conceptions de l'antiquité grecque et romaine, l'assemblée proclame l'égalité des citoyens devant la loi et leur égale possibilité d'accéder aux charges publiques en fonction de « leurs vertus et de leurs talents. »

Cependant, moins jusqu'au-boutiste que le philosophe dans sa conception des inégalités, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen se fait également l'écho des préoccupations de la bourgeoisie, et, à côté de l'égalité formelle devant la loi, elle sanctuarise les inégalités de richesse.

L'article 1 tempère ainsi immédiatement l'égalité des droits en affirmant que les distinctions sociales sont « fondées sur l'utilité commune. »

À côté de l'égalité formelle des citoyens, se forme ainsi une justification des inégalités de richesse et de statut social qui reproduisent la vision bourgeoise du mérite héritée de la réforme protestante et de la philosophie utilitariste qui lui succédera.

L'article 2 consacre ainsi la propriété comme « droit imprescriptible », et l'article 17 enfonce le clou en la déclarant « un droit inviolable et sacré ».

L'éthique protestante dont s'est massivement emparée la bourgeoisie, et qui fait correspondre les obligations professionnelles, le travail, au moyen privilégié de servir Dieu et de concourir à sa gloire en rationalisant le monde et en le faisant fructifier, a ainsi largement présidé à la philosophie utilitariste de légitimation des inégalités en tant qu'elles sont l'expression du mérite et du travail personnel mais aussi en tant qu'elles contribuent à l'amélioration du bien-être collectif, la poursuite de l'intérêt personnel servant ainsi l'intérêt général[4].

Cette sacralisation de la propriété privée traduit ainsi les intérêts corporatistes de la bourgeoisie ainsi que la pénétration des idées libérales parmi ses représentants. (...)

L'agoraphobie politique des élites

Les députés du tiers-état vont bien entendu se réclamer du peuple et des « classes laborieuses » dans leur entreprise de libération, cependant, rares sont ceux qui vont se prononcer en faveur d'un régime démocratique sur le modèle athénien, doté par exemple d'une assemblée des citoyens et où ceux-ci exercent directement, sans intermédiation, leur souveraineté politique. C'est un système représentatif, doté d'une assemblée dans laquelle les intellectuels bourgeois exerceront le pouvoir politique en tant qu'interprètes et représentants de la volonté du peuple, qui s'impose à leurs yeux comme une évidence.

Le choix d'un régime politique représentatif correspond autant à la volonté des élites intellectuelles bourgeoises de conserver leur monopole d'accès aux charges publiques arrachées à l'aristocratie, qu'à leur agoraphobie politique et leur mépris du peuple, hérité aussi bien de la théorie politique antique que de leurs préjugés de classe.

Ainsi, selon Francis Dupuis-Déri, lorsque le mot démocratie est utilisé par les parlementaires du tiers-état, c'est avant tout pour évoquer le chaos, le règne tyrannique et violent des pauvres [7].

De par leur origine sociale, leur appartenance à l'élite intellectuelle et politique, leur qualité de propriétaires, c'est bien plus le régime aristocratique de la République romaine qui servit de référence aux parlementaires révolutionnaires, à la différence près que pour eux la propriété foncière devait s'effacer devant le mérite et la contribution personnelle au progrès matériel de la nation et de l'humanité. Le jacobin Antoine Barnave, avocat au parlement de Grenoble, défendra ainsi un système censitaire reposant sur la propriété et qualifiera la démocratie (directe) de « tout ce qu'il y a dans la nature de plus odieux, de plus subversif, de plus nuisible au peuple lui-même.[8] »

Le député « centriste » Jean-Joseph Mounier, favorable à un régime parlementaire sur le modèle anglais avec la constitution de deux chambres et un maintien de la royauté, exprime également ses préjugés de classe devant l'Assemblée :

« Jamais aucun peuple ne s'est réservé l'exercice de tous les pouvoirs. Tous les peuples, pour être libre et heureux, ont été obligés d'accorder leur confiance à des délégués, de constituer une force publique pour faire respecter les lois, et de la placer dans les mains d'un ou plusieurs dépositaires. [9]»

Si le discours justifiant les inégalités politiques par les inégalités naturelles, est ainsi abandonné par les élites, c'est pour lui en substituer un autre fondant la représentation politique sur les aptitudes individuelles des « meilleurs » ou des mieux « éduqués », seuls à même de représenter et défendre l'intérêt général. Pour la grande majorité des parlementaires, exceptés les plus radicaux comme les « enragés », le peuple et les classes laborieuses restent assimilés à la multitude gouvernée par ses passions et trop accaparée par sa survie et son labeur quotidien pour pouvoir prétendre jouer un rôle positif dans l'exercice du pouvoir politique, reprenant en cela la description d'Aristote ou Cicéron.

Le libéralisme, qui concède ainsi l'égalité par nature de tous les hommes, et l'institue politiquement par la citoyenneté, c'est à dire la reconstitution de la polis, promeut également une vision proportionnelle de cette dernière, dans la continuité d'Aristote, qui procède du mérite individuel fondé cette fois-ci, dans la tradition protestante, sur la constatation de l'inégalité des conditions sociales et des richesses, c'est à dire sur la réussite ou l'échec individuel.

Le premier impérialisme

(...) Jules Ferry, dans son discours du 28 juillet, à l'appui de la politique extérieure de son cabinet, plaçait la problématique des débouchés de l'industrie nationale comme la motivation centrale de l'expansion coloniale, ainsi :

« Sur le terrain économique, je me suis permis de placer devant vous, en les appuyant de quelques chiffres, les considérations qui justifient la politique d'expansion coloniale au point de vue de ce besoin de plus en plus impérieusement senti par les populations industrielles de l'Europe et particulièrement de notre riche et laborieux pays de France, le besoin de débouchés. [12]»

Cependant, l'impérialisme ne peut se réduire à un fait économique. Dans son entreprise de conquête mondiale et de création de nouveaux marchés, il se donne pour tâche de remodeler la société, les structures politiques, et les mentalités mêmes des peuples soumis afin de les rendre « compatibles » avec un modèle de production qui procède étroitement de l'idéologie bourgeoise. Il promeut ainsi les droits de l'homme, la liberté individuelle réalisée dans la contractualisation et l'individualisation des rapports économiques, la sacralité de la propriété privée, et l'égalité devant la loi, à la base du salariat. Selon Marx, la classe dominante :

« contraint toutes les nations, si elles ne veulent courir à leur perte, à adopter le mode de production de la bourgeoisie ; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'on appelle civilisation, c'est à dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se crée un monde à sa propre image. [13]»

Le colonialisme va ainsi se doter d'une idéologie de justification positive, empruntant largement au darwinisme social et établissant une hiérarchie des races et des civilisations.

C'est ainsi au nom de principes humanitaires que Jules Ferry justifie l'expansionnisme français, notamment auprès de la gauche. Il fait du colonialisme un devoir des « races supérieures » de « civiliser les races inférieures » et de les faire entrer dans le système du droit et l'économie de marché, c'est à dire le modèle de société bourgeois, considéré par ses promoteurs comme le stade le plus avancé de la civilisation. L'universalisme des « droits de l'homme » est avant tout un impérialisme et la liberté qu'il promeut n'est, selon Friedrich Hayek : « qu'un autre nom donné au pouvoir ou à la richesse. [14]»

Il s'agit ainsi de reproduire la révolution bourgeoise partout où elle n'est pas advenue, de détruire les anciennes structures féodales, les idéologies religieuses, les traditions et les coutumes tribales, afin de leur substituer son idéologie fondée sur la contractualisation des rapports économiques et les « eaux glacées du calcul égoïste ».

3- Le mouvement « Nuit Debout » empêche la création d'un nouveau monde - Gearóid Ó Colmáin - Arrête sur Info 14.05

Un facteur central de la stratégie impérialiste contemporaine implique la création de mouvements « anti-capitalistes » portés par la jeunesse qui servent la mondialisation plutôt que la défier. De tels contre-mouvements reçoivent fréquemment les accolades enthousiastes d'intellectuels gauchistes « radicaux » qui, à travers un amalgame d'orgueil et d'ignorance, accordent l'adoubement à une forme de dissidence en fait conçue pour exacerber les injustices du statu quo.

Un article collectif publié dans le journal Le Monde et intitulé « Nuit Debout contribue à la création d'un autre monde », affirme que le mouvement social actuel français, qui prétend s'être formé par opposition à des réformes du droit du travail nuisibles aux intérêts de la classe laborieuse, est l'amorce d'une chose d'une grande ampleur. L'article, curieusement affublé d'un autre titre dans sa version en ligne, est co-signé par plusieurs intellectuels dont les Trotskyistes Tariq Ali et Tony Negri. Donc, quelle est la nature de cette transformation sociale prétendument mise en œuvre par ce nouveau mouvement social?

L'article du collectif plaide que le Front National d'extrême-droite joue la carte anti-système tout en refusant de défier la « loi du marché ». Penchons-nous un peu sur ces allégations. Bien qu'il soit assurément vrai que le Front National est un parti de menteurs et de tricheurs qui misent sur le désespoir de la classe laborieuse dans leur quête de pouvoir, – cela a toujours fait partie de leur histoire et de leur mode opératoire – il est inexact de suggérer que le Front National prenne toujours publiquement la défense de politiques propices à l'expansion du capitalisme.

Il reviendra à l'esprit des auteurs qu'alors que les terroristes d'al-Qaeda soutenus par les monarchies du Golfe Persique ainsi que par Israël et par l'OTAN décapitaient et lynchaient les Noirs libyens dans les rues de Benghazi en 2011, la tête de file de la « gauche » anti-mondialiste, Jean-Luc Mélenchon, est apparu à la télévision française défendre la campagne de bombardements français en appui aux escadrons de la mort, tandis que Marine Le Pen, la dirigeante du Front National, avait dénoncé cette intervention.

Marine Le Pen a décrit l'emprise française sur la finance africaine sous la forme du FCFA (Franc des Colonies Françaises d'Afrique) comme une « tragédie » pour les Africains, et elle s'est engagée à abolir ce système financier néocolonial; tandis que Jean-Luc Mélenchon a constamment préféré éviter le sujet. Il est facile de voir pourquoi une proportion de gens des classes laborieuses préfère ladite extrême-droite, à ladite extrême-gauche. Soyons clairs: aucun des deux candidats précités ne sert les intérêts des classes laborieuses. Mais il est possible de pardonner leur confusion dans leur choix pour décider lequel des deux représente l'extrême-droite.

Mais qu'en est-il des intellectuels « anti-capitalistes » de « Nuit Debout »? Les auteurs ont-ils pris la défense du Président Laurent Gbagbo de la République de Côte d'Ivoire en 2010, quand l'impérialisme français et sa « loi du marché » ont attaqué son peuple avec des escadrons de la mort après qu'il ait entrepris de mettre un terme à l'esclavage financier de l'Afrique sous le joug du système monétaire du FCFA? Que nenni. Nous pouvons distinguer les contours d'une idéologie gauchiste curieusement similaire au système qu'elle prétend combattre.

L'impérialisme a été défini par Lénine comme le capitalisme monopolistique, ou le dernier stade du capitalisme. Le capitalisme monopolistique décadent procède par l'accélération de l'accumulation primaire; c'est à dire, en volant et en pillant, et en envahissant et en bombardant de nouveaux territoires, de nouvelles nations et de nouveaux continents. La guerre est essentielle à la prolongation du mode de production capitaliste. C'est une loi élémentaire de l'économie politique capitaliste, de la « loi du marché » qui ne semble pas avoir été saisie par ces intellectuels enthousiasmés par « Nuit Debout ». Ces guerres se sont perpétuées pendant longtemps, mais elles se sont accélérées depuis la crise financière de 2008.

Soutenir la révolution bolivarienne et tous ses adversaires

Les auteurs proclament que le « néo-libéralisme » a été assailli de plusieurs façons depuis la chute du Mur de Berlin. Ils font les louanges du virage à gauche de l'Amérique Latine, illustré par la Révolution Bolivarienne. Ils mentionnent également le Printemps Arabe de 2011. Mais les auteurs ne parviennent pas à démontrer comment une révolution populaire, de gauche et venant de la base au Venezuela, qui a défié le Consensus de Washington et apporté un haut degré de progrès social et de démocratie, peut ressembler à des putschs ochlocratiques fabriqués par les USA en Tunisie et en Égypte suivis par des guerres impérialistes d'agression et de génocide en Libye et en Syrie – criminellement déguisées en interventions humanitaires et en révolutions.

Ces intellectuels échouent tout autant à expliquer comment ils parviennent à soutenir le Printemps Arabe tout en chantant les louanges de l'ancien Président du Venezuela, Hugo Chávez, qui entretenait des liens étroits avec Mouammar Qaddafi et Bachar al-Assad, et qui avait dénoncé le Printemps Arabe pour ce qu'il était en réalité: une série de coups d'État néocoloniaux d'extrême-droite contrôlés par des agences étasuniennes contre le développement du Tiers-Monde.

Ces coups d'État appuyés par les USA ont été, comme l'a confirmé l'ancienne Secrétaire d'État US Condoleeza Rice dans ses mémoires, le fruit de la tentative par l'ancien Président US George W. Bush de « démocratiser » et remodeler le Moyen-Orient. Quiconque a soutenu le Printemps Arabe soutient donc l'impérialisme US.

L'accession au pouvoir des Frères Musulmans d'ultra-droite en Tunisie et en Égypte n'était pas due à l'échec de ce que les auteurs attestent avoir été des révolutions « anti-néolibérales », mais plutôt à leur réussite. La Banque Mondiale, ainsi que des analystes politiques d'élite, se sont souvent lamentés de la nature fermée de l'économie tunisienne, tout comme de la manière dont Ben Ali favorisait la bourgeoisie nationale aux dépens des comprador au service d'investisseurs étrangers. La rémanence persistante d'un militantisme syndical dans le style français en Tunisie est une autre raison qui a mené les analystes politiques d'élite du Financial Times à dire de la révolution tunisienne qu'elle était « inachevée ».

Bien que ce soit peu reconnu, le « Fonds de Solidarité National » de Ben Ali en avait presque autant fait que les politiques de Hugo Chávez pour réduire la pauvreté; le modèle tunisien était sur le point d'être adopté par les Nations Unies dans son programme mondial contre la pauvreté – une politique qui aurait sans doute fait que des milliers d'ONG douteuses auraient dû mettre la clé sous la porte. Le Fonds de Solidarité National fut immédiatement aboli par les « révolutionnaires » du Printemps Arabe.

Dans la révolution égyptienne, les travailleurs y ont aussi perdu. L'une des premières mesures appliquées par les adeptes du Printemps Arabe au Caire aurait recueilli l'approbation de la Ministre du Travail française, Mme. El Khomri: ils ont réformé les lois du travail de sorte que les employés ne touchent plus leur salaire s'ils se mettent en grève, et que les patrons n'aient plus à les payer quand la production s'arrête par manque de commandes. Rien de mieux qu'une révolution fomentée par la CIA pour dénier la « loi du marché »!

Pour ce qui est des autres pays du virage à gauche latino-américain, le Brésil a fait l'expérience d'un début de « Printemps Arabe » en 2013 pendant la « Révolution de Vinaigre » – une autre tentative de coup d'État par flash-mobs interposés, menée par des ONG et dirigée par les USA avec pour objectif de renverser un pays qui se rapprochait de la Russie et de la Chine. Quand à eux, tous ces auteurs anti-mondialistes avaient aussi soutenu cette révolution – tant qu'elle était confortablement revêtue d'un déguisement d'ultra-gauche.

Loin d'avoir été un soulèvement contre le néolibéralisme, le Printemps Arabe était une affaire d'expansion et d'approfondissement de l'emprise du capitalisme financier sur les pays en développement, à travers l'éruption d'un chaos « révolutionnaire ». Cette stratégie géopolitique a connu un succès stupéfiant et n'aurait pas pu réussir sans l'adhésion exubérante de l'infanterie prétentieuse et complètement délirante d'universitaires gauchistes, dont l'ignorance de la politique étrangère US et de la géopolitique dégoulinent sans cesse de leurs contributions écrites et orales aux non-débats politiques des médias grand public. Le philosophe marxiste français Michel Clouscard avait souligné, au cours des événements de 1968, que le capitalisme avait viré à gauche au niveau de la culture politique mais à droite au niveau socio-économique. Clouscard était le seul philosophe à comprendre entièrement et à théoriser les conséquences de ce paradoxe.

Les auteurs font la louange du mouvement anti-mondialiste parce qu'il défie le néolibéralisme, et en même temps ils reconnaissent que c'est un échec total. Ils ne comprennent pas que ces mouvements anti-mondialistes sont conçus pour échouer; c'est pourquoi des capitaines de la finance les subventionnent copieusement!

Les auteurs concèdent que le mouvement « Nuit Debout » est principalement blanc et issu des classes moyennes, et qu'il a échoué à attirer des gens provenant de pays post-coloniaux et/ou qui viennent du militantisme de la classe laborieuse. Citant le philosophe italien Antonio Gramsci, ils avancent que ces problèmes sont en cours de discussion parmi les « intellectuels organiques » de la Place de la République, et que par conséquent ils n'ont besoin d'aucune aide de la part des intellectuels traditionnels de l'intelligentsia – encore une aberration monumentale.

Ayant interviewé des douzaines de personnes du mouvement « Nuit Debout » et écouté de nombreux débats, je peux sans conteste affirmer qu'il y en a peu là-bas qui comprennent le capitalisme contemporain. Les activistes du mouvement « Nuit Debout » ne correspondent certainement pas à la conception de l'intellectuel organique de Gramsci.

Au contraire, des personnes comme Kémi Seba, un intellectuel français d'origine béninoise ou le rappeur Mathias Cardet, dont le nouveau livre expose l'idéologie réactionnaire et capitaliste du rap contemporain; ou les monologues en vidéo de l'Algérien Aldo Sterone commentant les problèmes de la jeunesse maghrébine en Europe – ces voix des exclus, du prolétariat post-colonial sont, mutatis mutandis, beaucoup plus proches de la notion de l'intellectuel organique de Gramsci que les activistes de « Nuit Debout ».

Hélas, si de tels auteurs essayaient de parler au mouvement « Nuit Debout », ils seraient probablement escortés hors de la place sous la contrainte, labellisés de « fascistes ». Le problème, par conséquent, ne se situe pas entre intellectuels organiques et traditionnels, mais plutôt dans l'occupation de l'espace académique et populaire par des pseudo-intellectuels pour celui-ci, en face d'une jeunesse désorientée et manipulée pour celui-là – et ce, au détriment dans les deux cas de ceux qui s'emploient à ériger la théorie sociale et l'action politique positive sur les fondations concrètes d'une analyse basée sur les rapports de classes. Si la

classe laborieuse et les minorités ethniques de France ne s'intéressent pas à « Nuit Debout », c'est parce qu'ils comprennent l'internationalisme néocolonial, raciste et bidon de l'idéologie gauchiste petit-bourgeois; ils ne sont pas dupes!

Les auteurs redoutent que le mouvement soit submergé par des forces « réactionnaires ». Font-ils référence à ceux qui manifestent contre les guerres fascistes de l'OTAN et les mensonges médiatiques utilisés pour les justifier? Beaucoup de « Nuit-Deboutistes » croient que les authentiques activistes anti-guerre sont, vous l'avez deviné, des fascistes! Et l'un des gourous du mouvement, Frédéric Lordon, a pris la défense de la police de la pensée des fascistes antifascistes se nommant eux-mêmes: les « Antifas »!

Le problème n'est pas comment des mouvements qui se sont repris par des forces réactionnaires, mais plutôt comment des forces réactionnaires du complexe militaire, industriel, médiatique et du renseignement de l'impérialisme préemptent la résistance organique de la base à travers la création de contre-mouvements et de sous-cultures qui trompent, leurrent, démoralisent, découragent, divisent et défont tous les efforts entrepris pour briser le pouvoir du capital sur le travail, de la minorité sur la majorité. Quand l'intelligentsia organique occupera un espace public, produira une analyse concrète des classes et aura expulsé les réactionnaires gauchistes et bourgeois de nos universités, notre jeunesse pourra dormir la nuit et faire la révolution pendant la journée!

[Vous avez été Charlie, êtes-vous Soros ?](#)

Ces ONG, financées par un milliardaire américain, qui encouragent les migrants à s'installer dans l'UE - Atlantico

Ces ONG financées par un milliardaire américain qui chuchotent à l'oreille de l'Union européenne pour encourager les migrants à s'y installer

Alors qu'une grande crise migratoire traverse l'Europe depuis de longs mois, certaines ONG jouissent d'une influence non négligeable auprès des instances décisionnelles de l'Union européenne. Derrière plusieurs d'entre elles se cache l'ombre de George Soros, le spéculateur et philanthrope américain.

Atlantico : D'après vous, les ONG qui préconisent l'installation des migrants en Europe reçoivent leurs directives et leur financement du spéculateur américain George Soros et de l'Union européenne. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Bernard Carayon : Ce qu'il faut rappeler avant tout, c'est que l'Europe connaît un bouleversement humain, politique et social sans équivalent depuis 1945, avec l'arrivée de ce que l'on appelle les « migrants » dans notre novlangue collective : des étrangers en situation irrégulière et des réfugiés qu'on ne peut distinguer les uns des autres.

Une centaine d'ONG soutiennent l'installation de ces migrants en Europe. Un tiers d'entre elles sont subventionnées par l'Union européenne et par l'Open Society de George Soros. Le milliardaire spéculateur américain s'est fait connaître dans le passé pour avoir fait sauter la Banque d'Angleterre en 1992 et récupéré, au passage, plus d'un milliard de dollars, fait exploser les monnaies thaïlandaise et malaisienne en 1997, et spéculé contre le franc en 1993 ! Sa fortune est immense : près de 25 milliards de dollars ! Les revenus de ses capitaux ont été ou sont utilisés pour financer les « révolutions colorées » et des ONG, notamment pro-migrants : un milliard de dollars par an.

L'Open Society de George Soros et le think tank américain « Migration Policy Institute », domicilié à Washington D.C, ont par ailleurs publié en commun un rapport nommé « Accueillir l'engagement. Comment le sponsoring privé peut renforcer l'installation des réfugiés dans l'Union européenne ? ». Ce rapport se félicite que la Commission européenne ait encouragé l'appel aux sponsors privés et aux ONG pour réinstaller, hors-quotas, des migrants au sein des Etats-membres.

Autre élément : l'ONG PICUM, la « Plateforme pour la coopération internationale des sans-papiers », domiciliée à Bruxelles, exerce une influence considérable auprès des institutions européennes. Elle a produit récemment un guide à la suite de la directive de l'Union européenne « relative aux victimes », destiné à faire progresser l'accès à la protection, aux services, et à la justice des « migrants sans papiers ». Cette fois-encore, l'ONG est financée par l'Union européenne et par l'Open Society.

Troisième élément : l'ONG OXFAM, collaboratrice régulière de l'Open Society, finance avec cette dernière le mouvement « Y'en a marre » au Sénégal, qui est une tentative de « révolution colorée » dont Soros est coutumier ; Oxfam s'est investie aussi dans la lutte contre le charbon, à l'occasion de la COP 21, et est notamment financée par l'Union européenne, qui lui a versé 75,3 millions d'euros pour l'année 2013-2014.

Parmi tous les mauvais coups portés à la France – à l'industrie et aux banques françaises dans le passé –, OXFAM a exigé, dans son rapport « Solidarité avec le peuple syrien » d'octobre 2015, d'intensifier les programmes de réinstallation, critiquant la France parce qu'elle ne contribuait pas suffisamment à ces programmes, et a préconisé l'accélération des démarches pour les regroupements familiaux, l'accélération des modalités de parrainage communautaire ou des possibilités de bourse universitaire et de rémunération fondée sur le travail.

Un autre acteur du soutien aux immigrés est le réseau UNITED for Intercultural Action. Il est composé d'activistes d'extrême-gauche et notamment financé par le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et l'Open Society.

On ajoutera également que, parmi les principaux think tanks influents sur la question, le think tank américain European Stability Initiative est en réalité l'inspirateur du plan Merkel d'octobre 2015. Ce plan préconise que l'Allemagne accueille davantage de migrants et les exempte de visas pour circuler librement.

Derrière cet obscur think tank, on retrouve encore une fois l'Open Society de Soros, le Rockefeller Brothers Fund et bien d'autres financeurs américains.

Tout nous ramène ainsi au même homme : George Soros, celui qui finance à la fois l'opération des Panama Papers (au travers de l'ICIJ et de l'OCCRP) et ces ONG. Ces ONG pèsent à leur tour sur les institutions européennes et les programmes gouvernementaux, comme en Allemagne, pour accueillir des étrangers en situation irrégulière.

Au fond, vous critiquez aussi le fait que l'Union européenne, elle-même influencée par les ONG, finance justement les mêmes ONG qui soutiennent les migrants. C'est un échange à circuit fermé en quelque sorte ?

Il y a une complicité intellectuelle et politique entre l'Union européenne et les ONG que je viens de citer. Toutes sont portées par une idéologie sans-frontériste, l'Europe représentant un terrain de choix car ses institutions sont très perméables à leurs idées politiques.

Cette question du financement n'a pas encore été posée devant l'opinion publique : qui finance ces ONG ? Comment peut-on accepter qu'une institution européenne soutienne des opérations qui violent les lois et les règlements des Etats membres de l'Union ? Financer des activités illégales, avec l'argent du contribuable européen, est illégitime et illégal !

Je souhaite que, pour le temps de la crise du Proche-Orient, les politiques migratoires ressortent de la compétence des Etats-nations, puisque l'Union européenne a démontré son impuissance et s'absorbe dans des solutions scandaleuses.

Je suggère que les députés français des Républicains au Parlement européen demandent des comptes à la Commission. Qu'ils réclament des chiffres ! Combien les contribuables européens payent-ils pour soutenir des ONG qui préconisent l'installation chez nous, en Europe, d'étrangers en situation irrégulière ?

L'administration bruxelloise apparaît totalement décalée par rapport aux aspirations des peuples. Partout en Europe, elle suscite un rejet qui rejait sur la construction communautaire. Un sondage, paru début mars, montrait que 59% des Français étaient hostiles à l'accueil des migrants. Et pourtant, en dépit de la poussée des mouvements de contestation dans l'opinion, l'Union continue dans cette direction.

Le ministre de l'Immigration australien a accusé les ONG d'encourager les migrants à des actes désespérés pour imposer un changement de politique migratoire, suite au suicide d'un migrant. Pensez-vous que les ONG et les think tanks aient un dessein politique supérieur au rôle humanitaire proclamé ?

Nul ne peut dire que les ONG agissent plus pour des raisons humanitaires que politiques.

J'observe simplement que la plupart d'entre elles sont financées par George Soros et que ses préoccupations sont vraiment politiques. On l'a vu à l'œuvre en Crimée, en Ukraine, en Géorgie, cherchant sans cesse l'affrontement avec les Russes et entraînant l'Europe dans ses obsessions, au mépris de nos intérêts et de notre amitié historique avec la Russie.

Son projet politique est partagé par une kyrielle de mouvements d'extrême-gauche, rejetant les frontières. Son projet, c'est No borders !

Soros, qui est derrière l'affaire des Panama Papers, ne donne pas pour autant un exemple éthique dans la gestion de sa fortune personnelle. Celle-ci a longtemps été gérée à travers le Quantum Fund, créé en 1973 et domicilié aux îles Caïman et aux Antilles néerlandaises. Ce fond n'a plus, depuis 2011, qu'une seule activité : gérer le Soros Fund Management, créé en 1969, et astucieusement installé à New York.

Le Soros Fund Management, qui a le mérite, en apparence, d'être domicilié aux Etats-Unis, a changé de statut en 2011 au lendemain de l'adoption par les USA de la loi Dodd Frank Wallstreet Reform And Consumer Protection qui a imposé un plus grand contrôle des marchés financiers et donc des fonds spéculatifs. Soros Fund a alors été transformé en « family office », qui est exclu des obligations de transparence ! Le statut très particulier de ces « family offices » a fait l'objet d'un lobbying effréné, à l'époque, de George Soros, sous prétexte que l'argent familial devait être géré librement par la famille. En résumé, le Soros Fund Management est installé aux Etats-Unis, bénéficie d'un statut opaque, mais est géré par un fond, le Quantum Fund,

domicilié dans des paradis fiscaux.

La Commission européenne propose une « contribution de solidarité » de 250 000 euros par réfugié pour contraindre les pays récalcitrants à l'accueil de réfugiés sur leur territoire : équivalent de leur suivi (éducation, logement, ...) pendant 5 ans. Soit 50 000 euros par an. Pensez-vous qu'il y ait un décalage entre la cause des migrants et celle des Français dont le revenu de solidarité minimum est bien inférieur (socle du RSA : 6 288 euros par an) ?

C'est cela qui est scandaleux ! L'Union européenne se moque des travailleurs pauvres, issus des Etats de l'Union.

Je veux rappeler à nos bonnes consciences de gauche que le nombre de Français sans abris a progressé de 50% en 10 ans et de 84% à Paris, que le chômage des jeunes atteint en Europe 22%, près de 26% en France, alors que ces ONG exigent d'ouvrir le marché de l'emploi à ces migrants, négligeant les risques par ailleurs que représente leur infiltration par l'Etat islamique. D'ailleurs, puisque les ONG sont si prompts à agir avec tant d'énergie en faveur des migrants, je les invite à se mobiliser au service des SDF ou à rechercher l'accueil de leurs protégés auprès de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de l'Algérie.

Sans compter que l'Union européenne a promis 6 milliards d'euros à la Turquie pour qu'Erdogan conserve chez lui les réfugiés de la région. Et il en profite pour obtenir la libre circulation des Turcs en Europe alors que son pays ne respecte pas les valeurs de l'Europe comme la liberté d'expression. Atlantico 12.05

Propos recueillis par Clémence Houdiakova

Bernard Carayon est avocat et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris

En guise de complément.

On vous conseille la lecture de l'article en ligne sur le portail Arrêt sur Info : *L'ONG Avaaz : Duper les progressistes sur les guerres*

Avaaz revendique 43.1 millions de membres, alors qu'en réalité est membre quiconque a signé une fois une pétition Avaaz ! Extraits.

Avaaz a été créée en 2006 et lancée officiellement en 2007 par l'action civique MoveOn.org et le petit groupe mondial de défense beaucoup moins connu et qui lui est étroitement lié, Res Publica, Inc. Son important soutien financier est venu du philanthrope libéral George Soros et de ses fondations Open Society (alors appelé Open Society Institute).

Avaaz est organisée sous le nom de Fondation Avaaz, un groupe de pression à but non lucratif 501(c)(4), dont le siège est à Manhattan. Elle se décrit elle-même comme ayant «une simple mission démocratique : combler l'écart entre le monde que nous avons et celui que veulent la plupart des gens partout dans le monde».

Depuis environ 2010, l'organisation est considérée comme n'acceptant pas les donations d'entreprises ou de fondations – bien qu'elle ait reçu des subventions des fondations liées à George Soros au cours des trois années précédentes totalisant \$1.1 million.

En réponse à notre demande sur le financement d'Avaaz et son lien, au début, avec Soros, la directrice de campagne Nell Greenberg a répondu :

«Nous avons reçu une aide au démarrage de l'Open Society Foundation de George Soros, mais pas après 2009. Aucune grande société, fondation ou membre du conseil n'a une influence sur les orientations ou les positions des campagnes de l'organisation. C'est extrêmement important de garantir que notre voix soit déterminée exclusivement par les valeurs de nos membres, et pas par un grand bailleurs de fonds ou un agenda quelconque.»

Avaaz a rapporté que la fondation est toujours composée des deux mêmes organisations membres – l'action civique MoveOn.org et Res Publica, Inc. (U.S.) — les groupes fondateurs originels.

Eli Pariser: président d'Avaaz et co-fondateur

En plus d'être un des fondateurs d'Avaaz et son président actuel, Pariser, basé à Brooklyn, a été un membre des conseils d'administration d'Access et du New Organizing Institute. Auteur à succès et ancien compagnon de l'Institut Roosevelt, Pariser a co-fondé et dirige la société de presse en ligne Upworthy. Actuellement, il est aussi membre du conseil consultatif des programmes étasuniens des fondations Open Society de George Soros.

Ricken Patel: directeur exécutif et co-fondateur d'Avaaz

Avant la fondation d'Avaaz en 2007, Ricken Patel, d'origine canadienne, était consultant pour un grand nombre d'organisations internationales bien implantées et sans but lucratif – l'International Crisis Group, les Nations Unies, la Fondation Rockefeller, la Fondation Gates, l'Université de Harvard, CARE International et l'International Center for Transitional Justice. En tant que directeur exécutif d'Avaaz depuis le début, Patel est le visage de l'organisation et il a été qualifié de «leader mondial de la protestation en ligne» par The Guardian.

Thomas Pravda: trésorier et co-fondateur d'Avaaz

Par deux de ses co-fondateurs – Tom Perriello et Thomas Pravda – Avaaz a des connexions dans les administrations gouvernementales des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Perriello (voir plus bas) est aujourd'hui envoyé spécial du Département d'Etat en Afrique pour la région des Grands Lacs et le Congo Kinshasa.

Pravda officie actuellement en tant que trésorier (non rémunéré) et est un des directeurs d'Avaaz, tout en occupant un poste de diplomate pour le ministère des Affaires étrangères pour le Royaume-Uni et le Commonwealth, communément connu sous le nom de Foreign Office. Il est aussi co-fondateur et dirigeant à Res Publica.

Comme le Foreign Office est «responsable d'assurer la protection et la promotion des intérêts britanniques dans le monde», cela pourrait ouvrir des possibilités de conflit d'intérêts par rapport aux relations étrangères et aux questions militaires du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui pourraient être traitées par Avaaz. Cela peut inclure la défense par l'organisation d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, à laquelle tant les Etats-Unis que le Royaume-Uni pourraient s'attendre à participer. Notre enquête, cependant, n'a trouvé aucun exemple de quiconque soulevant une question précise sur le double rôle de Pravda en tant que diplomate britannique et directeur d'Avaaz, mais cette relation semble à première vue problématique.

La biographie fournie par Pravda lui-même montre qu'il a travaillé pour le Foreign Office depuis octobre 2003 et pour Avaaz depuis 2006, et qu'il a aussi été conseiller du Département d'Etat américain en 2009 et 2010 par rapport à la République démocratique du Congo.

Dans ses missions diplomatiques, Pravda a travaillé sur la politique du commerce et du développement de l'Union européenne, en tant que conseiller auprès du Représentant spécial pour le changement climatique, et en tant que représentant diplomatique du Royaume-Uni à Goma, en République démocratique du Congo. Il a aussi été consultant sur des questions de politique, de sécurité, de recherche et de défense pour des institutions comme le Département d'Etat américain, le Programme de développement des Nations Unies, l'International Center for Transitional Justice et Oxford Analytica.

Ben Brandzel: secrétaire et co-fondateur d'Avaaz

En plus d'œuvrer actuellement comme secrétaire (non rémunéré) d'Avaaz, Ben Brandzel est fondateur et directeur d'OPEN (Online Progressive Engagement Network), décrit comme une alliance des principales organisations militantes numériques nationales. À part être un membre fondateur du conseil de direction et militant chevronné d'Avaaz, Brandzel est le conseiller en chef pour les groupes membres d'OPEN au Royaume-Uni, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Irlande. Il a aussi été le premier directeur des revendications pour MoveOn.org et, en 2009-2010, il a dirigé les campagnes dans les nouveaux médias et de recherche de fonds pour le président Obama pendant la campagne sur la réforme de la santé. Il écrit souvent sur l'organisation numérique et la construction du mouvement transnational.

Tom Perriello: co-fondateur d'Avaaz

Si je devais nommer un suspect principal parmi les fondateurs d'Avaaz comme architecte de la défense d'une zone d'exclusion aérienne en Libye et en Syrie, ce serait Tom Perriello. Plus lié que quiconque à Avaaz depuis ses premiers jours, Perriello, depuis qu'il a quitté l'organisation – d'abord pour le Congrès puis pour le monde des cercles de réflexion avant de rejoindre le Département d'Etat américain – s'est révélé être un défenseur fiable de la guerre : pour poursuivre la guerre en Afghanistan, pour bombarder la Libye et renverser Kadhafi et pour prendre des mesures militaires en soutien aux rebelles syriens et chasser Assad du pouvoir.

Perriello défend la cause de l'intervention humanitaire et a salué les bombardements de l'Otan en Libye – avant la victoire des USA/Otan là-bas et avant que le pays aille par la suite en enfer – comme un exemple excellent de la manière dont cette approche peut réussir.

Selon une biographie en ligne, en 2002-2003 Perriello était conseiller spécial du procureur international du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, puis a été consultant pour l'International Center for Transitional Justice au Kosovo (2003), au Darfour (2005) et en Afghanistan (2007). En 2004, il a co-fondé Res Publica avec Patel et Pravda. Perriello a aussi participé à la Fondation Century et il est un co-fondateur de DarfurGenocide.org. Il a dit dans sa biographie en ligne qu'il avait «passé une grande partie de sa carrière à travailler en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient afin de développer des stratégies pour une paix durable, et qu'il était impliqué dans les processus de paix qui ont contribué à mettre fin aux guerres civiles en Sierra Leone et au Libéria».

Démocrate, Perriello a été élu au Congrès du 5e district de Virginie en 2008. (Il ressort de la déclaration que nous avons reçue d'Avaaz que si Perriello a quitté l'organisation en décembre 2009, il est resté au conseil de direction d'Avaaz pendant sa première année au Congrès.)

Pendant son unique mandat, Perriello a été un ardent partisan de la guerre mondiale contre le terrorisme, des crédits militaires pour poursuivre les guerres étasuniennes et du maintien de troupes américaines en Afghanistan et au Pakistan.

Battu en 2010 alors qu'il se présentait à l'élection, Perriello a continué à servir en tant que président et directeur général du Center for American Progress Action Fund [un centre de réflexion, NdT] et également comme conseiller au Center for American Progress, un cercle de réflexion qui soutient le Parti démocrate. De 2014 à aujourd'hui, il a travaillé avec le Département d'Etat, d'abord comme Représentant spécial du Secrétaire d'Etat pour la Revue quadriennale de la diplomatie et du développement, et depuis l'été dernier comme envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs et le Congo-Kinshasa. Bien qu'on dise qu'il n'y est pas impliqué actuellement, sa philosophie de l'intervention humanitaire semble bien se porter dans Avaaz, avec ses appels à des zones d'exclusion aériennes en Libye et en Syrie.

Dans cet extrait de son article de 2012 sur les interventions humanitaires, Perriello semble absolument désireux d'envoyer des bombes partout où sont commises des atrocités flagrantes et où des êtres humains souffrent. Et ceci, comme l'écrit Perriello, donnerait aux «progressistes l'occasion [...] d'étendre le recours à la force pour faire avancer des valeurs essentielles».

Ensuite, deux paragraphes de l'article de Perriello donnent toute sa saveur à la philosophie de l'intervention humanitaire qu'il promeut.

«Des développements opérationnels depuis la fin de la Guerre froide ont considérablement amélioré notre capacité à mener des opérations militaires intelligentes, limitées dans le temps et leur portée et employant une force précise et écrasante», a écrit Perriello. «Cela représente pour les progressistes une chance – qu'on a trop souvent vue comme une malédiction – d'étendre le recours à la force pour faire avancer des valeurs essentielles.

» Nos capacités techniques, qui vont de la précision des systèmes de renseignement aux armes intelligentes, nous permettent maintenant des opérations auparavant impossibles. Aujourd'hui, nous avons la capacité de conduire des missions depuis les airs qui, historiquement, auraient requis des troupes au sol. Et nous possédons une capacité certes imparfaite, mais très améliorée, de limiter des dommages collatéraux, y compris les victimes civiles. Entre autres choses, cela signifie qu'il est possible d'atteindre les mêmes objectifs avec moins de bombes, et de premières estimations suggèrent que la campagne aérienne en Libye a nécessité un tiers des sorties par rapport à celles qui étaient nécessaires dans les précédentes guerres aériennes...

» Nous devons réaliser que la force armée n'est qu'un élément dans une stratégie de sécurité nationale et de politique étrangère. Nous devons accepter la réalité – qu'on accepte ou non ses mérites – que d'autres pays ont tendance à percevoir nos motifs comme relevant davantage de nos intérêts que fondés sur des valeurs. Mais dans un monde où existent des atrocités épouvantables et de graves menaces, et où le Kosovo et la Libye ont modifié notre compréhension de ce qui est possible aujourd'hui, le développement de cette nouvelle génération de puissance peut être vu comme une occasion unique dans l'Histoire de réduire la souffrance humaine.»

Imaginez le culot de ces autres pays dont parle Perriello – qui ne parviennent pas à voir que les Etats-Unis s'engagent généreusement dans des bombardements fondés sur des valeurs : des bombes pour un monde meilleur.

Andrea Woodhouse: co-fondatrice d'Avaaz

Elle a travaillé pour la Banque mondiale et les Nations Unies et a été une fondatrice du programme Justice pour les pauvres de la Banque mondiale.

Jeremy Heimans: co-fondateur d'Avaaz

En plus d'être un co-fondateur d'Avaaz, Heimans a co-fondé Purpose en 2009, un groupe militant qui a lancé plusieurs nouvelles organisations importantes, dont All Out, un groupe de défense des droits LGBT riche de deux millions de membres.

David Madden: co-fondateur d'Avaaz

David Madden, un autre co-fondateur d'Avaaz, est un ancien officier de l'armée australienne et employé de la Banque mondiale et des Nations Unies. Il a co-fondé GetUp avec Jeremy Heimans. Madden a travaillé pour la Banque mondiale au Timor Leste, et pour les Nations Unies en Indonésie.

Le rôle de George Soros dans les premières années d'Avaaz

Ces dernières années, divers blogueurs sur internet ont demandé si Avaaz faisait en quelque sorte le jeu du philanthrope George Soros et de ses fondations Open Society, ou du gouvernement des Etats-Unis (ou de parties de celui-ci).

Il n'y a aucun doute qu'il y a eu des liens étroits entre Avaaz et Soros et ses organisations aux premiers jours d'Avaaz, mais de quelle manière – si c'est le cas – cela se traduit-il aujourd'hui ? Comme noté plus haut, dans l'une de mes rares questions auxquelles Avaaz a répondu directement, il y avait la reconnaissance d'une «aide financière au démarrage» de Soros, mais un démenti de toute implication persistante avec l'organisation.

Parmi tous les individus ou organisations extérieures à la structure d'Avaaz, cependant, les fondations de Soros ont joué le rôle le plus important pour aider Avaaz à décoller avec des subventions généreuses. En plus, l'Open Society Institute (le nom précédent des Fondations Open Society) ont servi de partenaire fondateur d'Avvaz dans des campagnes d'intérêt commun, et plus particulièrement en lien avec le Mouvement pour la démocratie en Birmanie.

Avaaz a toujours un lien avec Soros – notamment, comme indiqué plus haut, par Eli Pariser qui siège dans un conseil consultatif d'Open Society. Et tous les deux, Avaaz et Soros, semblent partager une antipathie pour ce qu'ils qualifient d'agression russe, comme l'illustrent parfois les déclarations exagérées d'Avaaz sur la Russie en Syrie. (Par exemple, comme indiqué dans notre précédent article, Ricken Patel tient le gouvernement de Poutine pour responsable de complicité avec le gouvernement d'Assad dans la «coordination des atrocités» et «les assassinats ciblés de journalistes» au début de 2012. Voir aussi cette publication d'Avaaz du 30 septembre 2015, qui utilise des preuves fragiles pour accuser les avions russes de bombardier délibérément des quartiers civils.)

Les dons des Fondations Soros

Sur une période de trois ans débutant en 2007, les fondations de Soros – soit directement soit par Res publica – ont donné à Avaaz \$1.2 million au total. En 2007, l'Open Society Institute a donné \$150,000 à Res Publica pour le soutien général à Avaaz et \$100,000 pour son travail sur le changement climatique.

En 2008, l'Open Society Institute a encore donné un total de \$250,000 à Res Publica — dont \$150,000 de nouveau pour le soutien général à Avaaz et les \$100,000 restants pour son travail sur le changement climatique. L'année suivante, Soros a même été plus généreux. Dans le Form 990 qu'il a rempli pour 2009, sa Fondation pour promouvoir une société ouverte (Foundation to Promote Open Society) indique (page 87) avoir donné au total \$600 000 à Res Publica à l'usage d'Aavaz – \$300 000 pour le soutien général et \$300 000 pour sa campagne sur le climat.

Avaaz a renforcé ses liens avec l'organisation de Soros en 2008 en choisissant ce qui s'appelait alors l'Open Society Institute (OSI) comme son partenaire de fondation pour superviser les quelque \$325 000 de dons qu'Avaaz avait reçus de ses membres – en quatre jours seulement – pour soutenir le Mouvement pour la démocratie en Birmanie.

Avaaz a dit qu'elle se liait avec OSI – «l'une des fondations les plus grandes et les plus respectées dans le monde – dans le but qu'OSI surveille ses subventions et ses dépenses».

Qui incarne la violence, qui en est responsable ?

Valls a déclaré après avoir annoncé le recours à l'article 49.3 de la Constitution antidémocratique de la Ve République pour faire passer en force la loi Travail, que ceux qui exigent son retrait "jouent le coup de force contre la légitimité de nos institutions", alors que ce soit dans les urnes ou dans la rue elles, le chef de l'Etat et son gouvernement sont ultra minoritaires, illégitimes. Par conséquent, si quelqu'un a décidé de recourir à un "coup de force" provovateur qui ne peut qu'alimenter la violence, c'est bien le gouvernement, et non les travailleurs et les étudiants qui forts du soutien de 75% de la population incarnent la démocratie et tentent par tous les moyens à leur disposition de la faire respecter.

Et quelques jours plus tard, Cambadélis dans une lettre aux autres dirigeants de partis "républicains" et d'organisations syndicales a déclaré, que l'exaspération des travailleurs et particulièrement des étudiants qui peut prendre une tournure violente face à ce déni de démocratie intolérable, constituait "une atteinte à la démocratie" que le PS et le gouvernement se sont appliqués à piétiner systématiquement depuis mai-juin 2012, et qu'ils en portaient l'entière responsabilité avec les partis officiels de la droite et de l'extrême droite, ainsi que le Medef et les syndicats jaunes qui y sont associés. (source : AFP 14.05)

Manifestations interdites, que craignent-ils vraiment?

- Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve : « Rennes et Nantes n'ont pas vocation à devenir un champ de bataille pour casseurs, animés par la haine de l'Etat et de la République. »

- Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité ouest Patrick Dallennes : « On oublie complètement les revendications

contre la loi travail, c'est de la violence contre l'économie, les institutions. » lemonde.fr 13.05

Haine de l'Etat des capitalistes et de la République des oligarques, violence contre l'économie néolibérale, les institutions antidémocratiques de la Ve République, cela nous semble tout à fait légitime a priori. Mais cette violence est inutile et contre-productive, voire nuisible quand elle n'est pas le produit de la radicalisation politique du prolétariat qui la condamnera.

- "Tous ceux qui disent qu'il y a de la complaisance à l'égard des casseurs, soit en laissant penser qu'il y a des instructions pour organiser des tensions sont des irresponsables qui manipulent et qui mentent."

Bernard Cazeneuve, invité du journal de 20 heures de France 2, vendredi 13 mai. Francetv info 13.05

La pire des complaisances consisterait à vous croire !

[Profession : provocateurs et miliciens de la pensée néolibérale.](#)

- Audrey Azoulay dénonce un ordre moral "nauséabond" - Reuters

La ministre de la Culture Audrey Azoulay a dénoncé samedi un ordre moral "nauséabond" après les pressions qui ont conduit à l'annulation d'un concert du rappeur Black M dans le cadre de la cérémonie de commémoration du centenaire de la bataille de Verdun. "Hier Reuters

- Loi Travail: Cambadélis appelle partis et syndicats à "condamner la violence" - AFP

Le patron du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a appelé les dirigeants de partis et de syndicats à "condamner la violence et les attaques de permanences de députés" à l'occasion de la contestation de la loi Travail, selon un communiqué du PS samedi. AFP

[Qui a dit ?](#)

Imposture grotesque. Retour à l'envoyeur ou délire mystificateur.

- "Ils ont le cynisme des apostats, l'arrogance des traîtres ; ils exsudent le mépris du peuple. Chez eux, point de scrupules, ni de honte. A l'époque de la guerre de libération algérienne, ils voulaient liquider « la racaille ». Après la Libération, ils sortirent les chars contre les mineurs. Sans parler de la « Non intervention » lors de la Guerre d'Espagne. Ont-ils vraiment été un jour véritablement « de gauche » ? "

Réponse : L'universitaire et stalinien de choc Jean Ortiz dans un article publié par Le Grand Soir.

Le plus fort, c'est qu'ils caractérisaient de gauche le PS dans le passé ! L'art du stalinien, c'est de réécrire l'histoire et particulièrement la sienne.

C'est bien Thorez qui avait balancé "il faut savoir terminé une grève", "la grève est l'arme des trusts" ou "un seul Etat, une seule armée, une seule police"... des capitalistes, alors fermez-là ! Quand on jugera les négationnistes d'extrême droite, on ne vous oubliera pas.

On a mis en ligne dans une ou deux causeries des articles du PCF des années 50, qui témoignaient qu'il était sur une position coloniale, comme le PS. Ce sont les staliniens qui ont saboté la révolution espagnole. De quels "chars" voulaient-ils parler, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ? Le reste est à l'avenant.

[En famille tous les coups sont permis...](#)

- Loi travail : Martine Aubry juge le recours au 49-3 « pas acceptable » - LeMonde.fr

La maire de Lille écrit, dans une lettre aux militants PS du Nord, qu'il était possible de parvenir à un « accord collectif pendant le débat à l'Assemblée ». LeMonde.fr

- Un frondeur PS veut faire citer Valls comme "témoin" devant la Haute autorité du parti - AFP

Le "frondeur" PS Pascal Cherki a accusé vendredi Manuel Valls de préconiser "une scission" au sein du PS et envisage de faire citer le Premier ministre comme témoin devant la Haute autorité éthique du PS. AFP

- Loi Travail : une nouvelle motion de censure possible - Francetv info

Comme l'explique Caroline Motte, en direct de l'Assemblée nationale, "La loi Travail a encore un long chemin parlementaire devant elle. Le texte sera examiné par le Sénat le 15 juin, pour revenir à l'Assemblée pour une adoption définitive certainement en juillet."

On peut déjà supposer que l'adoption du texte passera par une nouvelle utilisation de l'article 49.3. Le gouvernement peut donc craindre une nouvelle motion de censure de gauche, alors que la mobilisation populaire se radicalise. "Tensions au sein des rassemblements, tensions au sein de la majorité. D'ailleurs, les 28 députés socialistes qui étaient prêts à censurer le gouvernement sont aujourd'hui menacés de sanctions", complète la journaliste. Francetv info 13.05

[Le gouvernement Hollande-Valls-Macron était d'extrême droite.](#)

- Les encombrants et inattendus soutiens d'Emmanuel Macron - leexpress.fr

Son libéralisme, ses positions et son charisme séduisent jusqu'aux tréfonds de la droite la plus dure. En rendant hommage à Jeanne d'Arc, Emmanuel Macron a encore enchanté des soutiens parfois embarrassants.

Emmanuel Macron n'en finit plus de se découvrir de nouveaux amis. Les récents agissements du ministre de l'Economie jettent une lumière crue sur certains soutiens, d'un genre encombrant.

Le directeur de Valeurs actuelles

Derniers lauriers en date, ceux d'Yves de Kerdrel, directeur de l'hebdomadaire Valeurs actuelles. Sur Twitter, il épaula le ministre trentenaire dont il estime qu'il est "injustement attaqué". "Il incarne le renouveau des idées dont la France a besoin", gazouilla l'ancienne plume du Figaro. Un soutien qui fait tache, pour un hebdo ancré à droite, réputé pour ses couvertures outrancières. (...)

Il séduit les ultrasarkozystes de la Droite forte

Dans les rangs de la Droite forte, le courant ultrasarkozyste du parti Les Républicains (LR), le sourire de Macron séduit également. Son plus net appui? Sans doute Geoffroy Didier, cofondateur de cette officine de la Sarkozie. "Il est devenu le fantasme de la droite alors qu'il est depuis toujours ancré à gauche", assène le candidat à la primaire des Républicains, dans la revue trimestrielle Charles.

A droite, les actes politiques du Monsieur économie de François Hollande font mouche. Le parti LR a amplement soutenu la loi Macron. Par posture ou par conviction, d'aucuns l'ont trouvée "insuffisante" sans se priver de voter pour, tel Hervé Mariton. Outsider de la primaire, Bruno Le Maire n'a lui jamais camouflé sa sympathie à l'égard du poulain de François Hollande.

Qui plus est, Macron serait une prise de choix pour LR. Narquois, Nicolas Sarkozy l'invite à aller "au bout de ses idées" et à quitter la tutelle de Hollande, de sorte à venir engrosser les rangs du parti. "Soit Emmanuel Macron pense ce qu'il dit et il doit quitter le gouvernement et nous rejoindre, soit il n'en pense pas un mot, et il avoue qu'il a menti", tente ainsi l'ancien chef de l'Etat en septembre, après qu'Emmanuel Macron a remis en cause le statut des fonctionnaires. Dans un Talk du Figaro, Geoffroy Didier réitère, et l'appelle lui aussi à "se libérer de François Hollande", voyant dans cette hypothétique recrue "quelqu'un d'enfin pragmatique avec une liberté de ton".

Jusqu'à l'extrême droite dure

Ces parrainages ennuyeux traversent toutes les cloisons du spectre politique. Jusqu'à la figure de l'extrême droite radicale, Henry de Lesquen, ubuesque candidat pour 2017, qui l'a encensé son tour. "Macron n'est pas si mauvais", s'enthousiasme le fondateur du club de l'Horloge, qui a coutume de se décrire comme un "national-libéral". "Sa critique du 'capitalisme naïf' est légitime.

L'hommage à Jeanne d'Arc, la fibre nationale

Point d'orgue de ces ralliements, l'hommage qu'a délivré Macron samedi à Jeanne d'Arc à Orléans, et qui a débousolé les observateurs. Une mue? D'ordinaire, la pucelle est louée par les nationalistes et le Front national. Yves de Kerdrel, de Valeurs actuelles, affirme lui avoir soufflé quelques billes. leexpress.fr 13.05

[Avant l'accouchement du gouvernement despotique de l'oligarchie mondiale, la phase de travail s'avère plus "dure" et plus longue que prévue.](#)

- TTIP: Bruxelles "travail dur" pour faire aboutir la négociation mais sous conditions (Malmström) - AFP

La Commission européenne "travail dur" pour voir aboutir sous l'administration Obama la négociation avec les Etats-Unis sur le traité de libre-échange TTIP (ou Tafta), mais le contenu de l'accord importe davantage que le respect du calendrier, a affirmé vendredi la commissaire au Commerce.

Les 28 ministres du Commerce extérieur de l'UE se sont réunis vendredi à Bruxelles pour discuter de ce projet d'accord de libre-échange transatlantique.

"Nous travaillons aussi dur que possible, mais bien sûr il faut que cela soit un bon accord, et donc le contenu est plus important que la rapidité", a souligné la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström, rappelant qu'un prochain round de négociations, le 14e, était prévu en juillet à Bruxelles.

Dans cette négociation, a-t-elle poursuivi, "nous devons nous assurer que nous n'abaïssons pas nos normes, que nous avons une coopération sur le développement durable, une protection de nos indications géographiques".

Avec le TTIP, en discussion depuis 2013, l'UE et les Etats-Unis veulent éliminer leurs barrières douanières et réglementaires. Mais les sujets de dissensions ne manquent pas, tant sur l'ouverture des marchés que sur le principe de précaution ou les modalités du mécanisme de protection des investisseurs voulu par Washington.

En somme un "bon accord" devra "respecter nos lignes rouges, bien sûr, mais aussi nos priorités", et "nous donner le sentiment que les pays membres (de l'UE) l'entérineront", a dit la commissaire suédoise pour qui la question de l'accès des entreprises européennes aux marchés publics américains restait une des plus problématiques dans la négociation.

"Nous cherchons à progresser là-dessus avant d'entrer dans la négociation finale", a ajouté Mme Malmström. En ce sens, les prochains mois seraient "cruciaux", a prévenu la présidence néerlandaise de l'UE.

Les 28 Etats membres ont certes reconnu vendredi que "des progrès importants ont été accomplis dans les derniers mois, mais aussi qu'il reste beaucoup à faire avant que les négociations politiques puissent sérieusement démarrer", a souligné Lillianne Ploumen, ministre néerlandaise du Commerce extérieur.

De nombreuses voix dans l'UE, provenant notamment de grands Etats membres comme l'Allemagne et la France, se sont élevées récemment contre le manque supposé de concessions de la part des Américains, rendant très incertaine la perspective d'une négociation achevée avant la fin du mandat de Barack Obama, en janvier prochain.

"A ce stade, la France dit non dans l'étape que nous connaissons des négociations commerciales internationales", avait affirmé le 3 mai le président socialiste français François Hollande.

Les Etats-Unis n'ont fait "pratiquement aucune concession sérieuse" dans les discussions, a déploré quelques jours plus tard le ministre allemand de l'Agriculture, le conservateur Christian Schmidt. AFP 13.05

[Sous l'emprise de la propagande de guerre et de la xénophobie orchestrée par l'OTAN.](#)

- L'Ukraine bat la Russie à l'Eurovision - AFP

L'Ukraine a remporté le concours Eurovision de la chanson dans la nuit de samedi à dimanche à Stockholm, devant l'Australie, préférée par les jurys professionnels, et devant le favori des parieurs, la Russie. AFP

- Eurovision : regardez la prestation de Jamala, la gagnante ukrainienne - Francetv info

La représentante de l'Ukraine a remporté le concours avec "1944", un titre qui évoque l'histoire de son arrière-grand-mère et la déportation par Staline des Tatars de Crimée. Francetv info

[Bienvenue en oligarchie.](#)

- Comment représenter le monde complexe du capitalisme au cinéma? - Slate.fr

- Bienvenue dans l'ère des vaches à lait transgéniques

Un groupe de scientifiques est parvenu à créer des vaches sans cornes. Qui pourraient bientôt remplacer toutes nos vaches. Vous ne le saviez peut-être pas, mais en France, on coupe les cornes de la plupart des vaches. Pour une raison simple: la sécurité de l'éleveur et des animaux. Slate.fr

- Ordination de femmes diacons: le pape lève un premier tabou

François bouscule, une fois de plus, les conservatismes qui paralysent son Eglise divisée. Une révolution se prépare à la tête de l'Eglise catholique: l'accès des femmes à l'ordination sacrée! Slate.fr

- Au Japon, les femmes enceintes luttent contre «le harcèlement à la démission»

Le phénomène, appelé «matahara», touche une femme sur cinq dans l'archipel. «J'ai annoncé ma grossesse au travail, deux semaines plus tard j'ai reçu un avis de licenciement pour mauvaise attitude au travail.» Slate.fr

- Comment Daech imprime sa marque sur la société française

Un essai signé Jérôme Fourquet et Alain Mergier analyse comment les Français ont vécu l'année 2015, avec l'idée de jauger le seuil de résistance à la tentation sécuritaire de la partie la plus «ouverte» de la population. «Fluctuat nec mergitur». Slate.fr

- Et si la France devenait un pays d'accueil pour les jeunes?

Cette perspective ambitieuse est susceptible de mobiliser l'opinion. Mais pour la porter, il faut un homme d'État. Si vous avez entre 15 et 24 ans, vous appartenez à une population de 8 millions de jeunes français. Aujourd'hui, dans notre beau pays, un sur quatre parmi vous est au chômage... Slate.fr

- Pour faire oublier les Ouïghours, la Chine construit un Disney musulman

Malgré sa répression d'une ethnie musulmane dans le Xinjiang, la Chine ouvre un parc à thèmes musulman afin de promouvoir sa vision de l'Islam. La Chine aime les paradoxes. Elle peut très bien étouffer les revendications d'une ethnie musulmane et en encourager une autre. Slate.fr

- Pourquoi Facebook a décidé d'ajouter une supervision humaine à ses contenus populaires

Au commencement était l'algorithme. Facebook se serait probablement passé de cette polémique. Ce 9 mai, le site Gizmodo a accusé le réseau social «de ne pas mentionner des sujets sur des personnalités conservatrices alors que l'algorithme indiquait qu'ils étaient populaires»... Slate.fr

- Suicide d'Océane sur Periscope: quelle responsabilité pour les internautes?

La jeune femme âgée de 19 ans a brutalement mis fin à ses jours mardi 10 mai devant un millier d'internautes, qui regardaient son live sur Periscope. Slate.fr

- Trois dessins suffisent à révolutionner les publications scientifiques

La structure Center for Open Science est en train d'imposer la transparence comme une norme parmi les chercheurs américains. C'est en soulignant les bons comportements qu'on les favorise. Ce concept issu de la psychologie est aussi simple que connu. Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Au Venezuela, le président Maduro déclare l'état d'urgence en raison de menaces le monde.fr

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a déclaré vendredi 13 mai l'état d'urgence pour une durée de 60 jours, en raison de ce qu'il a qualifié de complots venant des Etats-Unis et de l'intérieur du pays pour renverser son gouvernement. Le chef de l'Etat n'a

pas donné de précision sur le contenu de cette mesure.

Pour lui, la mise à l'écart de la présidente brésilienne Dilma Rousseff par le Sénat cette semaine est le signe qu'il est le prochain sur la liste. « Washington s'active, à la demande de la droite fasciste vénézuélienne, qui se sent enhardie par le coup d'Etat au Brésil », a déclaré vendredi l'ancien dirigeant syndical de 53 ans dans un discours télévisé.

Les relations entre Washington et Caracas sont tendues depuis des années, particulièrement depuis le soutien des Etats-Unis à une tentative de putsch manquée contre Hugo Chavez en 2002. Le Parti socialiste au pouvoir est par ailleurs un allié de longue date du Parti des travailleurs de Dilma Rousseff, et le départ de cette dernière achève d'isoler Maduro. lemonde.fr 13.05

1.2- Venezuela: le président ordonne la saisie des usines "paralysées par la bourgeoisie"

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a ordonné samedi la saisie des usines "paralysées par la bourgeoisie" et l'emprisonnement des entrepreneurs accusés de "saboter le pays", après avoir décrété la veille l'état d'exception, tandis que l'opposition a mis en garde contre un risque d'"explosion".

"Dans le cadre de ce décret en vigueur (...), nous prenons toutes les mesures pour récupérer l'appareil productif qui est paralysé par la bourgeoisie (...) Quiconque veut arrêter (la production) pour saboter le pays devrait partir et ceux qui le font doivent être menottés et envoyés à la PGV (Prison générale du Venezuela)", a déclaré M. Maduro devant des milliers de ses partisans dans le centre de Caracas.

"Usine arrêtée, usine remise au peuple !" (...) Vous allez m'aider à récupérer toutes les usines paralysées par la bourgeoisie", a-t-il poursuivi.

Nicolas Maduro a par ailleurs annoncé avoir ordonné pour le 21 mai "des exercices militaires nationaux des Forces armées, du peuple et de la milice pour nous préparer à n'importe quel scénario" envisageable.

Il a à cet égard assuré que son homologue colombien Alvaro Uribe avait "appelé à une intervention armée", au cours d'une rencontre à Miami avec des dirigeants de l'opposition vénézuélienne. Y était aussi présent Luis Almagro, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), dont il affirme qu'elle est au service des Etats-Unis qu'il soupçonne de vouloir "en finir avec les courants progressistes en Amérique latine".

Vendredi, le président socialiste vénézuélien avait annoncé qu'il décrétait l'"état d'exception et d'urgence économique" afin de "neutraliser et mettre en échec l'agression extérieure".

L'opposition a de son côté averti samedi du risque d'"explosion" au Venezuela si elle ne parvenait pas à organiser un référendum pour révoquer le chef d l'Etat.

"Si vous verrouillez la voie démocratique, nous ne savons pas ce qui peut se passer dans ce pays. Le Venezuela est une bombe qui peut exploser à tout moment", a lancé le chef de l'opposition Henrique Capriles, appelant "tout le peuple à se mobiliser" pour obtenir le renvoi de M. Maduro.

Il s'exprimait devant des milliers de personnes venues manifester dans l'est de Caracas à l'appel de la coalition d'opposition de la Table pour l'unité démocratique (MUD), majoritaire au Parlement.

Le décret sur l'état d'exception, qui n'a toujours pas été publié, étend et proroge "pour les mois de mai, juin, juillet" un précédent "décret d'urgence économique", en vigueur depuis la mi-janvier et qui expirait samedi.

Il "sera étendu constitutionnellement pendant l'année 2016 et certainement pendant l'année 2017 afin de récupérer la capacité de production du pays", a ajouté le chef de l'Etat qui n'a pas précisé si l'état d'exception impliquait une restriction des droits civils.

Cette mesure a été prise pour "déstabiliser le pays et empêcher le référendum", a pour sa part dénoncé l'opposition.

L'"urgence économique" autorise le gouvernement à disposer des biens du secteur privé pour garantir l'approvisionnement des produits de base, ce qui, selon ses détracteurs, ouvre la voie à de nouvelles expropriations.

Le Venezuela, dont les réserves de pétrole sont les plus importantes du monde, est touché de plein fouet par la chute des cours du brut, dont il tire 96% de ses devises.

Il a enregistré en 2015 une hausse des prix de 180,9% et un recul du PIB (de 5,7%), pour la deuxième année consécutive.

S'ajoutant à l'effondrement économique, il est en proie à un bras de fer entre un gouvernement chaviste (du nom du défunt président Hugo Chavez, 1999-2013) et un Parlement aux mains de l'opposition.

La crise politique s'est accentuée depuis que l'opposition a collecté début mai 1,8 million de signatures en faveur du référendum pour révoquer Nicolas Maduro, qu'elle souhaite organiser d'ici à fin 2016.

La question du calendrier est cruciale : si le référendum survenait avant le 10 janvier 2017 et si le "oui" l'emportait, le Venezuela irait droit vers de nouvelles élections.

Mais à partir du 10 janvier, tout référendum couronné de succès ne conduirait qu'à une chose : le remplacement de M. Maduro par son vice-président Aristobulo Isturiz, membre du même parti.

Elu en 2013 pour un mandat de six ans, Nicolas Maduro est aujourd'hui très impopulaire puisque, d'après un récent sondage, 68% des Vénézuéliens souhaitent son départ et l'organisation de nouvelles élections.

Il accuse quant à lui l'opposition de vouloir perpétrer un "coup d'Etat", à l'image de ce qui, assure-t-il, s'est produit au Brésil, où la présidente de gauche Dilma Rousseff a été écartée du pouvoir par le parlement dans l'attente de son procès en destitution.

Selon le Washington Post, des responsables des services de renseignement américains estiment que le gouvernement vénézuélien pourrait être renversé par une insurrection populaire cette année.

Les Etats-Unis considèrent avoir peu d'influence sur le cours des événements au Venezuela et redoutent par dessus tout un effondrement de ce pays, écrit ce quotidien, qui fait état de la déception américaine face à une opposition vénézuélienne indisciplinée et divisée. AFP

Commentaire d'un internaute.

- "L'article entretient la confusion entre "Etat d'urgence économique", "Etat d'urgence", "Etat d'exception", pour faire croire que Maduro veut suspendre les libertés démocratiques au Venezuela, ce qui n'est pas le cas.

Ces mesures sont bien économiques et visent à faire face au pétrole bas et aux sanctions imposées par les Etats-Unis. Le reste relève du fantasme."

2- Brésil: des ministres riches, blancs et en délicatesse avec la justice AFP

Les 24 ministres du nouveau gouvernement brésilien auront sûrement bien des choses à se dire, compte tenu de leurs points communs : ils sont tous des hommes, blancs, conservateurs, et beaucoup ont des ennuis avec la justice.

Choisis par le président intérimaire Michel Temer, monté au pouvoir après la suspension jeudi de Dilma Rousseff, ils affichent un profil quasi-identique, qui tranche avec la diversité d'un pays continent de 204 millions d'habitants.

Sur le front de l'honnêteté, la tâche s'annonce plus difficile : au moins trois membres du gouvernement sont cités dans l'enquête Petrobras, dont Romero Juca, ministre-clé en charge de la Planification.

Trois autres font l'objet d'une enquête, selon le site spécialisé Congresso em Foco, tandis que deux ministres sont les fils d'hommes politiques cités dans le scandale Petrobras.

Et après un gouvernement mené par la première femme présidente du Brésil, l'équipe de Temer donne une étrange impression de retour en arrière : pas de femme, pas de Noir, pas de profil proche des classes pauvres.

Certains ministres semblent même avoir été choisis pour insister sur le virage conservateur : c'est le cas de celui de l'Agriculture, Blairo Maggi, surnommé "le roi du soja" et critiqué par Greenpeace comme l'un des plus grands responsables de la déforestation en Amazonie.

Le titulaire de l'Industrie, Marcos Pereira, est un pasteur évangélique qui avait même été envisagé pour les Sciences, une perspective qui avait suscité les protestations de la communauté scientifique.

Que dire, enfin, du ministre de la Justice, Alexandre de Moraes, jusqu'à présent chef de la sécurité à Sao Paulo. Sous ses ordres, la police est accusée de fréquentes violations de droits de l'homme, dont l'usage de "escadrons de la mort" pour affronter les gangs.

Surnommé "le pitbull de Temer" par un journal brésilien, il aura également sous sa responsabilité les droits de la femme et l'égalité raciale.

La suppression du ministère de la Culture a elle été dénoncée par des artistes comme le musicien Chico Buarque et l'acteur Wagner Moura.

Mais le gouvernement ne semble guère s'émouvoir des réactions outrées suscitées par sa composition.

L'équipe gouvernementale compte de nombreux anciens parlementaires, alors même que cette institution, dont 60% des membres ont ou ont eu des ennuis avec la justice, est largement discréditée aux yeux des Brésiliens.

Mais c'est sûrement de bonne guerre : ce sont justement les députés puis les sénateurs qui ont permis, avec leur vote, d'écarter du pouvoir Dilma Rousseff pour la remplacer par Michel Temer, alors vice-président, qui a dû se sentir redevable.

Le nouveau ministre de la Ville, Bruno Araujo, était le député dont le vote a permis de franchir la barrière des deux tiers à l'Assemblée, pour faire avancer la procédure au Sénat.

A la Chambre haute, c'est le désormais ministre de l'Agriculture Blairo Maggi qui a lui aussi apporté le vote décisif.

Derrière ce casting, il y a une stratégie de la part de M. Temer: les ministres proviennent de 11 partis différents, assurant un large soutien parlementaire aux mesures d'austérité économique qu'il compte mettre en place.

"C'est très pragmatique", observe Michael Mohallem, professeur de droit à la Fondation Getulio Vargas, qui estime même que l'exclusion des femmes et des minorités de son gouvernement est également calculée, pour refléter un Brésil majoritairement conservateur et sous influence religieuse.

Pas sûr que les habitants approuvent un tel manque de diversité : ils pourraient "faire connaître leur sentiment dans les prochains mois", prévient-il. AFP 14.05

3- Argentine

L'ex-présidente argentine poursuivie pour une opération de spéculation sur les taux de change - LeMonde.fr

La justice accuse Cristina Kirchner d'avoir causé des centaines de millions de dollars de pertes à la banque centrale, dans les derniers mois de son mandat. LeMonde.fr 14.05

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mai 2016

CAUSERIE

Je viens d'apprendre que ma mère était hospitalisée et dans le coma, elle a 82 ans.

Je répondrai demain au dernier courriel de Stéphane.

On reviendra sur la question des partis, des institutions et du capitalisme abordée sommairement plus loin.

A quoi cela rime-t-il ou à quoi cela conduit-il de se revendiquer de gauche sans remettre en cause l'existence du régime capitaliste, autrement dit, à quoi cela rime-t-il ou à quoi cela conduit-il de se revendiquer de gauche en s'accommodant du capitalisme qui mène la société au chaos, à la guerre, à la barbarie ? A quelque chose d'infâme, de cruel, de monstrueux, assurément. Dans ce cas-là, être de gauche rime avec corporatisme...

[Comment légitimer une imposture.](#)

- Le NPA - Censurons ce gouvernement et sa politique - 10 mai 2016

Dans un premier temps, le NPA estimait que "ce gouvernement n'est plus légitime ni pour la population ni chez les travailleurs ni à gauche", le fut-il un jour à part pour le patronat, confusion inévitable quand on refuse de reconnaître la nature réactionnaire du PS, sauf à cautionner l'imposture qu'avaient constituée les élections présidentielles et législatives de 2012, qui dans le cadre de la Ve République n'ont pour fonction que faire élire les représentants du capital qui seront chargés d'assurer en l'amplifiant la poursuite de la politique anti-ouvrière conduite par leurs prédécesseurs, ce qui est valable pour tous les pays de l'UE comme on peut le constater notamment en Grèce et au Portugal, où Syriza et le Bloc de gauche gouvernement dans le cadre des institutions en place et de l'UE.

Partant de là, dans un second temps, logiquement le NPA se devait de cautionner plus ouvertement encore les institutions de la Ve République en appelant les travailleurs à se retrouver "massivement devant l'Assemblée Nationale", dont la majorité PS-PRG-EELV permit depuis 2012 au gouvernement d'adopter toute une batterie de lois ou mesures entièrement tournées contre les travailleurs et la jeunesse, plus antisociales, liberticides, impérialistes les unes que les autres, comme si soudainement la majorité (et l'opposition) parlementaire pourrait se défaire de sa nature fondamentalement réactionnaire pour rejeter la loi Travail et faire tomber le gouvernement, sauf que voilà le miracle tant espéré ne se produira pas.

Tout aussi logiquement, dans un troisième temps le NPA devait conclure par un numéro d'illusionniste sur "les places pour décider ensemble des suites de la mobilisation" ou participer au pourrissement de la situation.

En famille au chevet du régime. Intox institutionnelle.

- Loi travail : El Khomri compte sur « la sagesse » du Sénat de droite pour « améliorer » le texte - Public Sénat

Auditionnée par le Sénat, qui commence bientôt l'examen du projet de loi travail, la ministre Myriam El Khomri a souhaité « que la Haute assemblée puisse apporter, dans un dialogue constructif avec le gouvernement, de nouvelles améliorations au texte ». Public Sénat

- Chassaigne (FG) dénonce un "mépris total" du gouvernement envers les parlementaires portant des "idées différentes" - AFP

Le chef de file des députés du Front de gauche, André Chassaigne, a dénoncé mardi un "mépris total" du gouvernement envers les parlementaires qui portent des "idées différentes", assorti d'un "mépris" du mouvement social contre la loi travail. AFP

- Après le 49-3, le PCF veut pousser la construction d'une nouvelle majorité pour 2017 - AFP

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a estimé mardi que la tentative de dépôt d'une motion de censure de gauche la semaine dernière était un "évènement très important" devant conduire à amplifier le travail de construction d'une alternative de gauche en vue de 2017. AFP

Voilà de quoi faire trembler les gouvernants du vieux monde pourri.

- Dimanche, c'est Global Debout, à Paris, en France et dans le monde - Libération.fr

Dans une centaine de villes dans le monde et près de 300 villes en France, le mouvement Nuit Debout célébrera les cinq ans des Indignés espagnols avec une soirée Global Debout.

A 20 heures, une action symbolique est annoncée. Après s'être assis, les participants se relèveront tous au même moment. Libération.fr 15.05

Ce n'était qu'un "rêve", quel luxe !

- Nuit debout ne fait plus rêver - LeParisien.fr

Les Français ne croient pas en Nuit debout. Selon le sondage Odoxa réalisé pour notre journal, le mouvement de contestation né il y a un mois et demi place de la République à Paris divise toujours l'opinion, mais il perd nettement en popularité. S'il reste sympathique aux yeux d'un Français sur deux (49 %), ce soutien a chuté de 11 points en un mois. Malheureusement pour le gouvernement, c'est surtout auprès des sympathisants de gauche que Nuit debout conserve du crédit (65 %). (Lire, heureusement. - LVOG)

Six Français sur dix jugent qu'il ne « représente pas bien le peuple ».

Pour une majorité des Français, Nuit debout n'a guère d'avenir : 65 % pensent que le mouvement va « s'épuiser rapidement ». (La raison d'être et le destin programmés de cette supercherie, dont l'origine et le support sont similaires à ceux du "printemps arabe" . - LVOG)

Les Français ne croient pas non plus que Nuit debout pourrait se transformer en mouvement politique national, comme Podemos en Espagne. (En voie de s'allier avec le PSOE. Quel dommage pour le PS, à croire qu'il serait destiné à connaître la fin pitoyable du PASOK, mais rien n'est moins sûr, ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué. - LVOG)

« Même parmi les sympathisants de gauche, qui sont à la fois les plus nombreux à soutenir le mouvement et à se sentir orphelins d'une représentation politique valable, seule une minorité (43 %) croit en la possibilité de voir naître un Podemos à la française », relève Gaël Sliman, président de l'institut Odoxa. Et si cela arrivait, ce mouvement aurait du mal à s'imposer dans les urnes en 2017 : 76 % des Français affirment qu'ils ne voteraient pas pour lui. (Cela lui laisse 24% d'électeurs, c'est important, du coup c'est à croire que les tenants du régime seraient favorables à une telle évolution... - LVOG) LeParisien.fr 15.05

[C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas prêts à remettre en cause le régime et les institutions.](#)

- Près de 90% des Français estiment que le pays ne va pas mieux - Francetv info

Est-ce que ça va mieux en France ? François Hollande a estimé que oui lors de l'émission "Dialogues citoyens" sur France 2, à la mi-avril. Les habitants sont toutefois loin d'être d'accord avec lui. Plus de quatre Français sur cinq (86%) estiment que la situation du pays ne s'est pas améliorée, selon un sondage Ifop pour Europe 1.

Si l'optimisme de François Hollande n'est pas communicatif sur la situation du pays, les Français semblent relativement satisfaits de leur situation personnelle. Ils sont en effet 51% à répondre "oui" à la question : "Diriez-vous que ça va mieux pour vous ?" Francetv info 15.05

Ceci explique cela, non ?

[L'art de dresser les générations les unes contre les autres ou diviser pour mieux régner.](#)

- Pour 65% des jeunes, le problème politique vient des élus, pas des institutions - 20minutes.fr

Selon 65 % des 18-30 ans sondés, la classe politique actuelle endosse une responsabilité plus importante que les institutions dans les problèmes qu'ils rencontrent. Un résultat logique pour le politologue Thomas Guénolé : « Les jeunes portent un regard très critique sur cette génération qui a l'âge de leurs grands-parents et qu'ils considèrent comme responsable de leur situation. Cela s'explique notamment par une raison matérielle : ils sont davantage touchés par le précaire, c'est-à-dire par des revenus et une situation professionnelle instables ».

La question de la représentativité est également problématique puisque 82 % des jeunes interrogés ont le sentiment que leurs idées et leurs préoccupations ne sont pas suffisamment exprimées dans le débat public.

Autre enseignement à tirer de cette enquête, l'image que porte cette génération sur elle-même : 71 % des 18-30 ans n'ont pas le sentiment de contribuer à faire évoluer la société et 57 % pensent qu'ils ne seront pas en mesure de réinventer le vivre ensemble ou la vie en société. « La classe supérieure âgée étant surreprésentée dans le débat public, on assiste à une diabolisation ad nauseam de la jeunesse ». Seul point positif avancé par les sondés, cette résignation semble apparaître comme un salut pour beaucoup puisque 51 % des jeunes placent le fait « d'être dos au mur » et « l'obligation de se bouger » comme l'atout principal pour réussir. 20minutes.fr 16.05

Le salut individuel dans une société aussi nauséabonde ne peut que contribuer à la rendre encore plus abjecte. Rien ne dit que l'interprétation des résultats de ce sondage ne soient pas faussées pour détourner la jeunesse de la lutte de classes.

Car qui voudrait "contribuer à faire évoluer" une société sans au préalable vouloir la changer, tant son orientation est profondément antisociale, infâme ? Comment peut-on avoir ne serait-ce qu'une envie de participer à une société dont la dérive néolibérale est synonyme d'inégalités croissantes, d'injustices, de chaos, de guerres ? Bref, comment peut-on s'estimer satisfait de vivre dans une société où règne en maître l'arbitraire ou qui bafoue les valeurs humanistes universelles les plus élémentaires, qui piétine la démocratie ?

[La démocratie est dans la rue, Hollande et son gouvernement sont minoritaires et illégitimes : Dehors !](#)

- 54% des Français favorables à la mobilisation contre la loi Travail - 20minutes.fr

Au total, 54 % des personnes interrogées disent « approuver » le mouvement des syndicats (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl) qui appellent à deux nouvelles journées d'action les 17 et 19 mai avec grèves et manifestations. 20minutes.fr

De Reagan à Obama, ils n'auraient pas dit mieux. Le coup d'Etat permanent, c'est la démocratie.

Valls sur BFMTV :

- "A un moment quand il y a blocage, soit on recule, on abandonne le texte, c'est ce que je ne souhaitais pas. Soit on avance, et on avance en utilisant aussi les armes de la démocratie", a-t-il répondu à une jeune militante socialiste qui critiquait le recours au 49-3 sur le projet de loi travail. AFP 18.05

[L'avenir que vous réserve le capitalisme et l'Union européenne : la précarité à vie.](#)

57% des Européens de 16 à 30 ans se sentent marginalisés par la crise : comment l'abandon de sa jeunesse par l'UE pourrait lui être fatale - Atlantico.fr

Un sondage réalisé par le Parlement européen dresse un constat alarmant : la majorité des jeunes Européens se sentent exclus économiquement et socialement. Cette dépression dont souffre la jeunesse ne sera pas sans conséquences pour l'avenir de l'Union. Atlantico.fr

... et ils n'en sont qu'au hors d'oeuvre, parole de banquier.

- La Banque de France prône une amplification des réformes - Reuters

Une amplification "substantielle" des réformes est nécessaire et possible en France pour augmenter le potentiel de croissance de son économie, a déclaré mercredi François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Dans sa lettre annuelle aux présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale publiée mercredi, il estime que ces réformes sont non seulement impératives mais aussi nécessaires pour asseoir la crédibilité de la France en Europe et permettre d'avancer vers une plus grande coordination des politiques budgétaires.

Pour le gouverneur de la Banque de France, les progrès accomplis ces dernières années pour améliorer la productivité de l'économie française sont "sensibles" mais "le chemin à parcourir reste très significatif" pour augmenter la croissance potentielle.

"Une amplification substantielle des réformes est non seulement nécessaire mais possible", indique celui qui a été nommé l'automne dernier par François Hollande pour succéder Christian Noyer.

Se faisant l'écho des préconisations faites de longue date par les institutions internationales (FMI, OCDE, Commission européenne) mais aussi la Cour des comptes et France Stratégie, François Villeroy de Galhau insiste sur la nécessité de s'attaquer aux rigidités sur les marchés des biens et services, d'améliorer la formation des jeunes et des chômeurs et de réformer l'Etat.

Il prône en outre un dialogue social "rénové et décentralisé au niveau de l'entreprise, au plus près de la réalité économique et humaine", jugeant sur ce point que le projet de loi Travail "apporte des progrès bienvenus en ce sens".

S'agissant de la réforme de l'Etat et, plus globalement, de la sphère publique, le gouverneur souligne que la "maîtrise des dépenses publiques est clé" et souhaite pour cela "de vrais choix de missions, au-delà de la succession de 'coups de rabots' trop génériques".

"Il est essentiel (...) de ne rien relâcher de la discipline budgétaire et de passer nettement sous 3% de déficit (par rapport au PIB) en 2017", dit-il dans sa lettre en référence aux objectifs du gouvernement.

Pour ces réformes, François Villeroy de Galhau appelle à une "mobilisation collective dans la durée" et souligne les succès des efforts menés par des pays comme la Suède ou l'Allemagne qui montrent, selon lui, "qu'il n'y a pas fatalement à choisir entre un modèle économique plus performant et un modèle social auquel nos concitoyens tiennent légitimement".

"Faire preuve de la même ambition en France n'est pas seulement un impératif pour notre pays, c'est aussi une condition de notre crédibilité en Europe pour pouvoir avancer vers une plus grande coordination de nos politiques budgétaires et structurelles", dit-il.

"Celle-ci est indispensable, en relais de la politique monétaire active, pour relancer la croissance et l'emploi". Reuters 18.05

En complément, suivez le guide.

- La Bourse de Paris en petite baisse attendant d'en savoir plus sur la Fed - AFP 18.05

- Bruxelles prête une oreille attentive aux doléances des banques - LeMonde.fr

Le commissaire européen aux services financiers a reconnu, mardi 17 mai, que la régulation bancaire issue de la crise pouvait limiter la croissance économique. LeMonde.fr 18.05

En famille. Idéologie et business.

Le groupscule spécialisée dans les provocations violentes Action antifasciste Paris-Banlieue a bénéficié de nombreux articles promotionnels et de généreuses tribunes dans la presse aux ordres (AFP, Le Monde, Le Figaro, Libération, Marianne, France Soir), dont 19 en moins de trois ans sont référencés dans la page que Wikipédia lui consacre.

On a relevé qu'en 2015 le site StreetPress destiné aux "jeunes urbains" lui avait consacré un article dans lequel figurait le lieu de rendez-vous des membres de ce groupscule. Le Monde consacra un article dithyrambique à StreetPress le 5 novembre 2014, *StreetPress, le pure player qui s'assume jeune et urbain* .

Dans cet article du Monde on apprenait que StreetPress était "soutenue notamment par la fondation belge Evens, consacrée à l'Europe et la « diversité », ainsi que l'Open Society du milliardaire George Soros", ou encore que "StreetPress tire 80 % de son chiffre d'affaires (400.000 euros - ndlr) de son activité d'agence de contenus, pour des clients institutionnels ou entreprise", et que parmi sa "direction éditoriale figurent au côté d'un "diplômé de l'Essec", une journaliste du Figaro ainsi que du fonds d'investissement Lior Gestion.

La fondation belge Evens a pour fonction "de contribuer à la construction de l'Europe" et de "renforcer la cohésion sociale entre les citoyens de l'Union européenne (irenees.net), bref de promouvoir l'UE. Sa cofondatrice et présidente honoraire, Corinne Evens, ainsi que Daniel Kropf (evensfoundation.be) figurent également parmi les membres de la JCIE (Jewish Contribution to an Inclusive Europe) présidée par le Baron Alain Philippson, président, président d'honneur de la Banque Degroof (ceji.org)

Précisons encore que parmi ses généreux donateurs on trouve la Fondation roi Baudouin (<http://prouv.net>), et parmi ses partenaires le think tank Notre Europe de J. Delors.

Sans savoir où nous entraînerait nos recherches sur les "antifas", en passant par plusieurs intermédiaires, on a atterri chez les aristocrates et banquiers anglo-saxons-sionistes.

Vive le capitalisme ! Le maoïsme revendique le statut d'économie de marché.

- Statut d'économie de marché: Pékin juge le vote du Parlement européen "non constructif" - AFP En votant contre l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché, le Parlement européen a agi de façon "non constructive", a jugé lundi le chef de la diplomatie chinoise, lors d'une rencontre avec son homologue français Jean-Marc Ayrault. AFP

Quand on vous disait que le stalinisme n'avait rien à voir avec le socialisme...

Propagande xénophobe planétaire en chanson de l'Union européenne.

- Eurovision 2016 : "une campagne orchestrée" contre la Russie - Francetv info

- L'Ukraine remporte le concours de l'Eurovision de la chanson - Reuters

La candidate ukrainienne Jamala a remporté samedi le 61e concours de l'Eurovision, avec sa chanson "1944" sur la déportation des Tatars de Crimée par l'Union soviétique, une victoire surprise susceptible de créer la controverse.

Dans la chanson qu'elle a composée, l'interprète tatar âgée de 32 ans évoque l'histoire d'étrangers venus "tous vous tuer", alors que "nous ne sommes pas coupables".

Les paris anticipaient un gagnant russe, suivi de l'Australie et de l'Ukraine. L'année dernière, le pays en plein conflit dans sa partie orientale avait décidé de ne pas participer.

Il est en théorie interdit de présenter à l'Eurovision des chansons engagées, mais l'entrée de Jamala a rendu cette règle pratiquement obsolète.

L'organisateur de l'événement, l'Union européenne de radio-télévision (UER), a dit que la proposition ukrainienne ne contenait pas de message politique et ne contrevenait donc pas au règlement.

"La chanson fait référence à un fait historique et Jamala parle d'une histoire qui est arrivée dans sa famille", a déclaré à Reuters la directrice de l'UER après le spectacle, expliquant que le texte évoquait les événements de 1944, et non des épisodes plus récents.

La Crimée a été annexée par la Russie de Vladimir Poutine en mars 2014. Les Tatars s'y sont opposés. Reuters 15.05

- Le concours de l'Eurovision 2017 aura lieu l'année prochaine à Kiev. Reuters 15.05

Samedi 15 mai, la chanteuse Jamala, une Tatare de Crimée de 32 ans, a apporté à l'Ukraine sa deuxième victoire à l'Eurovision.
- sputniknews.com

A l'issue du vote des téléspectateurs, c'est le Russe Sergueï Lazarev qui est arrivé en tête. Cependant, le jury de professionnels ne l'a placé qu'au cinquième rang.

Le public, lui, n'est pas dupe et reste à mille lieues du show politique dans lequel s'est transformé le concours de chanson. Un exemple parlant s'il en est: les téléspectateurs ukrainiens ont donné 12 points à la Russie, soit le nombre le plus important de suffrages fournis par ce pays. sputniknews.com 16.05

France. Etat policier.

- Justice : un lycéen écroué à Nantes - Francetv info

À Nantes (Loire-Atlantique), un lycéen de 18 ans a été mis en examen samedi 14 mai pour tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique. Le 3 mai à Nantes, un policier à terre est quasiment inconscient. Il vient de subir une agression d'une extrême violence. Il a été la cible des casseurs. La scène se déroule sous les yeux d'une dizaine de témoins au cours d'une manifestation.

Un groupe de quatre à six manifestants se jette sur le commandant de police alors isolé par rapport à ses collègues. "Il a été encerclé, roué de coups", explique Thierry Spitz, du syndicat de police Alliance Pays de la Loire. Le policier aura le nez cassé et un traumatisme crânien. Le 12 mai dernier, l'un de ses agresseurs est repéré et arrêté dans une nouvelle manifestation. C'est un lycéen de 18 ans, inconnu des services de police. Il a fini par reconnaître avoir été présent lors de l'agression du policier, mais nie lui avoir porté des coups. Le jeune homme, placé en détention provisoire, a été mis en examen pour tentative d'homicide, un acte qui pourrait l'envoyer en cour d'assises. Francetv info 15.05

- Rennes : Bernard Cazeneuve aux côtés des forces de l'ordre - Francetv info

- Cazeneuve reçoit du renfort du PS, pardon de FO, Mailly à sa carte du PS dans sa poche.

Mailly combat la politique du PS et du gouvernement d'une main et la soutient de l'autre, tout le reste est à l'avenant. Quand on sait que FO organise des militants de l'extrême gauche à l'extrême droite et que sa ligne politique est censée leur convenir, on ne s'étonnera pas qu'il manifeste au côté d'Alliance ou de LR.

- Loi travail: Mailly (FO) n'"incrimine pas" les policiers, "en burn-out" selon lui - AFP

Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a souligné lundi qu'il n'"incriminait" pas les policiers pour les violences survenues en marge des manifestations contre le projet de loi travail, appelant à comprendre une profession "un peu en burn-out".

"Moi je ne remets pas en cause les policiers", a-t-il déclaré sur RTL, rappelant qu'il avait "condamné" l'affiche controversée d'un syndicat CGT qui entendait dénoncer les violences policières en montrant une matraque, une flaque de sang et un insigne de CRS.

"S'il y a des dérapages", les policiers "doivent être sanctionnés, bien entendu, ça c'est logique. Mais ils font un métier pas facile avec parfois ordres, contre-ordres pas faciles à suivre sur le terrain", a expliqué le leader de FO. "Ils sont un peu en burn-out, faut bien comprendre aussi, entre l'état d'urgence, les manif aujourd'hui, l'Euro 2016 demain", a-t-il ajouté, rappelant les "18

millions d'heures supplémentaires dans la police nationale qui aujourd'hui ne sont pas payées", les policiers ne pouvant "pas prendre tous leurs congés de récupération".

"Donc je n'incrimine pas les policiers", a insisté M. Mailly, assurant que des membres de FO participeraient à la manifestation prévue mercredi à l'appel notamment d'Alliance (syndicat majoritaire) contre "la haine anti-flic".

"On est bien représentés dans la police nationale que je qualifie, en tous les cas pour ceux qui sont adhérents à FO, de "police républicaine", a-t-il ajouté.

"On a toujours dénoncé" les casseurs, a-t-il fait valoir. "Lors de la dernière manifestation à Paris, les casseurs ont voulu entrer dans le cortège syndical et c'est notre rôle de protéger le cortège, et on a eu des camarades du service d'ordre qui ont été blessés", a-t-il rappelé.

Dimanche, le syndicat Unsa Police avait mis en cause dans un communiqué la CGT et FO, les accusant d'avoir "donné une légitimité morale et un sentiment d'impunité à ces casseurs".

Depuis plus de deux mois, les manifestations contre le projet de loi travail, adopté en première lecture à l'Assemblée grâce à l'article 49-3 de la Constitution, sont parfois émaillées de violences, faisant des blessés chez les manifestants comme chez les forces de l'ordre.

Pour la première fois le 12 mai, les casseurs s'en sont pris aux services d'ordre syndicaux. AFP 16.05

Mailly ne dira pas que les flics instrumentalisent les "casseurs" parmi lesquels se trouvent des flics, cela a été prouvé photos à l'appui. Le refus d'affronter le régime le conduit à refuser de cerner et neutraliser les "casseurs" qui s'en prennent à des syndicalistes ou de simples manifestants, et à s'en remettre à la police pour faire le sale boulot qui consiste à s'attaquer indistinctement aux manifestants au lieu d'arrêter les "casseurs" facilement identifiables.

C'est donc l'attitude provocatrice ou répressive aveugle du gouvernement et de la police, qui pousse des jeunes et des travailleurs exaspérés qui ne sont pas des "casseurs", à se livrer à des actions violentes. S'il n'est nullement question pour nous de les encourager, nous ne les condamnerons pas non plus, c'est uniquement le gouvernement et ses larbins du type de Mailly qui sont responsables de cette situation.

Sans appeler à casser du flic, on se passera de soutenir un des corps de l'appareil répressif de l'Etat. Quand on a choisi de servir le régime, c'est pour le meilleur et pour le pire, on s'expose à en subir les conséquences désagréables ou il faut l'assumer.

Il arrive un moment où, lorsque la démocratie est systématiquement bafouée, le recours à la violence pour la faire respecté s'impose légitimement. Et quand des couches entières des masses exploitées en arrivent à cette conclusion ou adoptent ce principe, la situation est mûre pour un soulèvement révolutionnaire ou pour poser directement la question du renversement du régime, du pouvoir politique, de l'Etat.

Reste que sans un parti pour traduire les différentes étapes de ce processus et son objectif politique dans lequel ces couches se reconnaîtraient et se rassembleraient, toute révolution est vouée à l'échec.

- La justice annule la majorité des interdictions de manifester - Le Huffington Post

La police peut-elle interdire l'accès des manifestations contre la loi Travail à certains militants? Oui, mais à de très strictes conditions, a répondu en urgence le tribunal administratif de Paris mardi 17 mai. Sur les dix interdictions de manifester qui étaient contestées, le juge en a confirmé seulement une seule. Les neuf autres ont été annulées et les personnes concernées sont de facto autorisées à participer immédiatement aux défilés en cours. Le Huffington Post

En complément.

L'arrêté remis au militant précisait : «Considérant que M. X a été remarqué, à de nombreuses reprises, lors de manifestations contre, notamment, les violences policières (...) que ces manifestations ont dégénéré en troubles graves à l'ordre public et notamment des affrontements violents avec les forces de l'ordre ; que des groupes d'individus masqués et portant des casques sont systématiquement à l'origine des ces désordres ; qu'il y a, dès lors, tout lieu de penser que la présence de M. X aux rassemblements (...) vise à participer à des actions violentes ; que, compte tenu de ces éléments, il y a lieu d'interdire sa présence à la manifestation organisée le mardi 17 mai 2016 ».

La préfecture de police a confirmé à l'AFP, sans en préciser le nombre, que des arrêtés ont été notifiés à «des personnes à l'origine ou associées à des faits de violence, pour ne pas que des actes de violences se produisent de nouveau». lefigaro.fr 16.05

- Alain Juppé «Les policiers, il faut les soutenir» - L'Opinion

- Loi travail: Valls "inquiet" des violences en marge des manifestations - AFP

Manuel Valls s'est dit "inquiet" mercredi des incidents et des violences commises en marge des manifestations contre le projet de loi Travail, en affichant de nouveau sa volonté de ne pas reculer. AFP

- Une manifestation contre les violences policières interdite par la préfecture de Paris - LeMonde.fr

Le collectif « Urgence, notre police assassine » prévoyait une contre-manifestation peu avant celle du syndicat de police Alliance, qui doit avoir lieu à midi à Paris. LeMonde.fr

- Non, "tout le monde" ne déteste pas la police - Le Huffington Post

- Sécurité : Nicolas Dupont-Aignan veut des mesures chocs - LeFigaro.fr

Le président de Debout la France, candidat à la présidentielle, veut durcir la loi en faveur des forces de l'ordre. Il s'en explique au Figaro. LeFigaro.fr

- Le gouvernement veut étendre la vidéosurveillance en prison - LeFigaro.fr

[A Paris hier dans la manifestation.](#)

Libération - Les slogans démarrent en même temps que le cortège, dont le terminus se trouve à Denfert-Rochereau.

«Résistance !», «Tous ensemble tous ensemble grève générale !», «Retrait, retrait, de la loi El Khomri!»... Mais, très vite, leurs voix deviennent inaudibles pour quiconque se trouve à l'avant de la manifestation. Car devant, non loin des services d'ordre (SO) des syndicats et les CRS, c'est plutôt des paroles anti-forces de l'ordre qui fusent.

«SO, collabos !», «Flics, SO, même combat !»... Ils sont certes minoritaires, mais semblent agacer les personnes concernées par leurs propos. L'ambiance est de plus en plus tendue. Un CRS investit une femme, les SO enfilent leurs casques de protection. Le souvenir des dernières manifestations, où des syndicalistes se sont fait agresser, est toujours prégnant. «C'est la première fois, en 18 ans de manifs en tant que SO, que j'en porte un, explique un membre de FO. Mais je préfère avoir l'air con que de me taper un traumatisme crânien.» Pour certains manifestants, ce geste de protection préventif est de la provocation. Certains accusent même les SO d'avoir précédemment usé de violences sur eux, «en aidant la police à virer des gens». Pour une membre de FO, c'est plutôt ceux qui s'en prennent à la police qui attisent les tensions, assurant que leur rôle «est justement de permettre au cortège d'avancer en sécurité».

A l'avant, un groupe de personnes, habillées intégralement de noir, se couvre spontanément le visage avec des écharpes et des lunettes de piscine. La plupart des journalistes portent, à l'image des forces de l'ordre, des casques. Ça va dégénérer, tout le monde le sait et le sent et ça ne manque pas : peu avant 16 heures, de premiers débordements éclatent.

Flics ou pas flics, les débordements reprennent peu avant 16 h 15. Des manifestants quittent le cortège principal et empruntent une petite rue qui, de l'avis de l'un d'eux, mènerait «vers Matignon». Ils sont vite ramenés vers la foule, évacués par des gaz lacrymogènes de CRS. Au passage, deux d'entre eux embarquent des chaises posées sur la terrasse d'un restaurant. Ils les cassent méthodiquement pour s'en faire des bâtons. Une poubelle prend feu, des vitrines sont cassées, les CRS n'hésitent pas à bousculer les journalistes s'approchant trop près.

L'arrivée à Denfert-Rochereau, fin de l'itinéraire, est quelque peu confuse. Les SO sortent leurs matraques, ressemblant fortement à des battes de baseball. «On se laisse plus faire», assure l'un d'eux. Les larmes continuent de pleuvoir, dans une tentative de disperser la foule et, a fortiori, d'arrêter la manif. 12 personnes auraient été interpellées. liberation.fr 17.05

Question: Pourquoi attendent-ils la fin de la manifestation pour virer ou neutraliser une poignée de provocateurs? A leur place, dès qu'ils manifesteraient les premières violences, je demanderais au SO de les cerner et je demanderais aux flics de les saisir et de les garder le temps de la manifestation avant de les relâcher, sinon on s'en chargerait nous-mêmes.

[La gauche n'était plus qu'un "mythe".](#)

- Ces mots qui nous gouvernent : la gauche - lepoint.fr

Qu'est-ce qu'être de gauche ? Est-ce être conservateur ou progressiste ? Frédéric Lazorthes se penche sur ce terme qui suscite

tant d'interprétations...

La gauche française est en guerre avec elle-même. Pour la première fois, sous la Ve République, vingt-six députés issus du parti présidentiel ont tenté de déposer une motion de censure contre leur gouvernement. La querelle porte sur le droit à se réclamer de la gauche. Dans la rue, des locaux du PS sont saccagés. Sur les rangs de l'Assemblée nationale, les « frondeurs » du Parti socialiste dénoncent dans le « projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs », connu sous le diminutif de « loi travail », un renoncement à l'essence de la gauche tandis que les défenseurs du gouvernement mettent en avant une gauche moderne. (Le réformisme n'a jamais été "l'essence de la gauche", plutôt la tombe. - LVOG)

La discorde à gauche est une rançon de l'histoire. Ne devrait-on pas plutôt parler de la gauche au pluriel ? Mais dire les « gauches » reviendrait à renoncer à l'efficacité symbolique du mot que la France imposa au reste du monde : celle d'une division de la démocratie en deux camps, l'un attaché au progrès, l'autre à la tradition ; l'un au « mouvement », l'autre à « l'ordre ». Mais, précisément, ce n'est pas un contenu que la langue politique française privilégie, mais une position dans les assemblées. Dès la Révolution française, le « coin gauche » se rassemblait, selon l'observation d'un député de l'époque, « des hommes qui ont des opinions exagérées, mais qui, en général, ont de la liberté et de l'égalité une idée très élevée ». Même, au cœur de la Terreur, lorsque les Girondins furent mis aux arrêts en juin 1793, le « côté droit » de la Convention resta un temps désert... La gauche à la fois se voulait un camp et tout le peuple...(En fait la bourgeoisie avait besoin du peuple pour prendre le pouvoir. - LVOG)

La gauche désignait les partisans des acquis de 1789

Mais où donc passe la ligne de partage ? Au début du XIXe siècle, la gauche désignait les partisans des acquis de 1789. « Toute la France est de centre gauche », selon Stendhal. Le libéral Benjamin Constant défendait l'unité de la gauche. Les Républicains de 1875 étaient des bourgeois de gauche. Mais l'émergence du mouvement ouvrier introduisit une fracture dont les débats actuels, en France, portent la marque, comme d'une colonne absente et évanouie : celle du socialisme. Les frondeurs seraient-ils les derniers gardiens d'un temple abandonné, d'autant plus nostalgiques que l'adieu au socialisme et le renoncement au marxisme n'ont jamais été proclamés afin de préserver ce qu'Aron appelait « le mythe de la gauche » ?

François Hollande l'a bien compris. Qu'importe le contenu de sa politique, l'essentiel réside dans la mythologie qu'elle invoque et dans l'imaginaire qu'elle porte. Paradoxe français, la gauche, depuis 1789, regarde toujours l'avenir à travers le prisme du passé. Le 3 mai, à l'occasion d'un colloque sur « la gauche au pouvoir » célébrant le 80e anniversaire de la victoire du Front populaire et le 25e de l'élection de François Mitterrand, François Hollande prononça l'un de ses discours les plus inspirés. Le fil conducteur : moi président, c'est la vraie gauche au pouvoir. Au fil de ce discours, qui définit la gauche comme le parti de la démocratie, de la justice, de l'égalité et de la « modernisation du pays », Hollande procède à un renversement de la mythologie de la gauche dans son rapport au pouvoir, dont le Littré, à sa manière, portait la marque : « gauche : parti de l'opposition dans les chambres françaises ».

Alors que longtemps la gauche française s'est pensée et vécue comme oppositionnelle, dressée contre le pouvoir, François Hollande réécrit l'histoire de la gauche en en faisant le parti du gouvernement de la France, associé à « toutes les grandes lois de la République ». La gauche, rappelle Hollande, c'est depuis Blum, le courage de gouverner : « La gauche doit, à chaque fois, prendre des décisions difficiles, assumer des responsabilités graves, et parce qu'elle est la France, être en avance même, par rapport à d'autres. » (Elle n'a pas de mal à "être en avance même" sur la réaction! LVOG)

Nul besoin de faire le deuil du socialisme

Être de gauche, c'est tout simplement assumer de gouverner. Une telle posture vise à la fois à mobiliser un électorat perdu et à séduire cette part croissante de l'opinion qui ne croit plus à la pertinence du clivage droite-gauche. La rhétorique hollandienne emprunte ainsi habilement au gaullisme : le « tragique » de l'histoire continue de peser sur le cours des nations, l'homme d'État est un homme d'« action » qui doit « moderniser » le pays, son sens de la « responsabilité » est sa « grandeur »... Nul besoin, dès lors de faire le deuil du socialisme. Et pour Hollande, la preuve qu'un gouvernement est de gauche, c'est qu'il apporte « toujours des droits nouveaux », sans prendre la mesure que le triomphe des droits individuels a fini par rendre le socialisme obsolète, mais aussi peut-être ce gouvernement républicain qu'il entend incarner. lepoint.fr 16.05

Un article intéressant.

On retiendra que dès 1789 la gauche était représentée par des bourgeois, et que c'est l'avènement du socialisme ayant pour objectif l'abolition du régime capitaliste qui lui redonnera un nouveau contenu révolutionnaire. Tous ceux qui ne devaient pas se réclamer du socialisme ou qui devaient le renier ou s'en détourner au fil du temps, rejoignaient de fait le camp des bourgeois de gauche ou du régime capitaliste, que depuis ils n'ont cessé de représenter, le PS en tête.

La preuve.

- Macron est un recours idéal pour 2017, selon Gérard Collomb - Reuters

Le maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, voit en Emmanuel Macron un candidat de substitution à François Hollande pour la présidentielle de 2017 si le chef de l'Etat ne parvient pas à redresser sa courbe de popularité et s'est dit prêt mercredi à lui apporter son soutien. Reuters

- Pour Gérard Collomb : "Emmanuel Macron est capable de réunir la France" - Francetv info

Le maire de Lyon a estimé, mercredi sur BFMTV, que le ministre de l'Economie apportait "un air frais" au gouvernement. Francetv info

- Présidentielle : pour Gérard Collomb, la candidature de Macron se fera «naturellement» - LeParisien.fr

Et voilà un nouveau point commun entre Ségolène Royal et Emmanuel Macron. LeParisien.fr

[Avec les remerciements du patronat allemand...](#)

- Des milliers de réfugiés effectuent des "petits boulots" payés un euro de l'heure en Allemagne - AFP

Distribuer les repas, réparer les lits ou arroser des plates-bandes: des milliers de réfugiés effectuent des "petits boulots", mais l'efficacité de cette mesure pour une intégration réussie sur le marché du travail fait débat. AFP 15.05

- Des jobs à 1 euro font débat en Allemagne - LePoint.fr

Alors que le pays fait face à un afflux de migrants sans précédent, 4 000 d'entre eux occupent des petits boulots dans des centres d'hébergement. LePoint.fr

[Le système capitaliste noyé sous un "océan de produits financiers" devenus incontrôlables ou ils sont devenus cinglés et le disent eux-mêmes.](#)

La spirale infernale que rien ne peut arrêter ou la course à l'abîme...

L'insensée envolée des produits dérivés sur les marchés financiers - BFM Business

Savez-vous ce que les Anglo-saxons entendent par "Quadrillion"? Il s'agit d'un terme de quantification mathématique, utilisés en sciences essentiellement, mais aussi sur les marchés financiers et plus précisément sur le segment des produits dérivés. En effet, selon une enquête de Marketwatch, l'ensemble des encours sur ce type de produits représente... plus de 1 million de milliards de dollars, autrement dit plus de 1 quadrillion (1.000.000.000.000.000). Un montant incroyable qui pose de multiples problèmes, ne serait-ce que d'appréhension même de ce qu'il peut représenter. Il est d'ailleurs impossible d'utiliser un tel chiffre sur la calculatrice d'un téléphone mobile standard.

Plus que l'ensemble des bourses mondiales

Du coup, impossible de diviser ce chiffre par quoi que ce soit de représentatif (prix d'un Airbus A 380, d'un réacteur EPR ou PIB d'un pays), puisque la donnée de base est impossible à afficher...

Il s'agit pourtant de la somme totale des produits dérivés qui existent sur le marché. 1,2 "Quadrillion" très précisément, soit 1.200.000.000.000.000 dollars. Largement plus que l'ensemble des pièces, billets et des sommes déposées sur les comptes de dépôts de liquidités de l'ensemble de la planète, estimés à 81.000.000.000.000 dollars (81 trillions). Et bien au-delà de la valeur boursière de toutes les entreprises et entités cotées sur l'ensemble des places boursières mondiales (70 trillions de dollars). Un chiffre vertigineux donc, qui exprime également l'engouement et la frénésie qui entoure ce marché.

Preuve aussi combien les investisseurs sont plus friands de produits dérivés (options, ETF, swaps, etc...) que des actifs calculés en sous-jacent (Actions, obligations, matières premières, taux, etc).

Croissance continue et accélération

La première raison tient aux caractéristiques intrinsèques de ces produits financiers. Techniquement, parier sur une option permet de maximiser les gains, par rapport à un investissement dans un actif lambda. On bénéficie d'un effet de levier et de choix multiples, pour maximiser ses profits.

Ensuite, les techniques qui ont évolué. Ce sont notamment les ETF qui ont changé la donne. Au milieu de marchés volatils et compliqués à suivre, ces instruments qui ne font que suivre la tendance sans chercher à arbitrer de manière plus précise ont

connu un succès croissant ces dernières années. Rien qu'aux Etats-Unis, leur montant est estimé à 2 ou 3.000 milliards (2 ou 3 "trillions") de dollars.

Et le marché grimpe de 13 à 15% par an. Un phénomène en accélération du fait de la croissance exponentielle des Fintech : beaucoup de ces entreprises financières non-bancaires proposent des solutions d'épargne et de placement via des ETF, gérés automatiquement par ordinateur.

Produits dérivés : une menace systémique?

Ces ordinateurs sont également au cœur de la stratégie des hedge funds les plus performants de la planète. Là encore pour maximiser les profits de ces derniers. Mais il y a de forte chance que les encours de ces produits dérivés continuent de progresser. Soulevant quelques inquiétudes, du fait de la masse inimaginable qu'ils constituent, et de l'aspect systémique de cet océan de produits financiers.

L'inconvénient est le lien étroit qui relie des classes d'actifs très disparates, mais qui au final pose la question centrale: qui sera en mesure de payer en cas d'effondrement?

Beaucoup d'observateurs estiment que si une nouvelle crise financière devait arriver, les dérivés, par nature très volatiles et de qualité très diverses, en seraient l'instrument principal, et deviendraient rapidement une menace pour l'équilibre économique mondial. BFM Business 16.05

Cela donne le vertige, n'est-ce pas ? Pas de quoi nous impressionner, on le savait déjà.

Il y a quelques années déjà, j'avais reproduit un article qui précisait que les produits dérivés se montaient à 1,4 million de dollars, ce chiffre m'avait laissé perplexe, le voilà confirmé.

A côté tous les autres facteurs ou chiffres que l'on a l'habitude de manier semblent bien dérisoires. Eux en sont à manier des sommes vertigineuses, et nous nous en sommes encore à compter sur nos doigts comme dans une cour de récréation de maternelle les profits engrangés par les entreprises du CAC40, cherchez l'erreur...

[Le capitalisme n'est pas homogène et comporte des couches aux intérêts contradictoires.](#)

- 300 femmes et hommes d'affaires britanniques se prononcent pour le Brexit - Lexpress.fr

Dans une lettre ouverte publiée ce lundi par le Daily Telegraph, ils mettent en avant la dimension "de niveau mondial" de l'économie britannique et dénoncent "une bureaucratie bruxelloise étouffante".

Plus de 300 femmes et hommes d'affaires britanniques ont appelé ce lundi au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, tablant sur une meilleure croissance de leurs entreprises hors du giron bruxellois, dans une lettre ouverte au Daily Telegraph.

"En dehors de l'UE, les entreprises britanniques seront libres de croître plus vite, de s'étendre sur de nouveaux marchés et de créer davantage d'emplois. C'est le moment de voter pour partir et de reprendre en main notre destinée", ont écrit les signataires, dans cette tribune publiée à un peu plus d'un mois du référendum du 23 juin sur le maintien ou non du pays dans l'UE.

Parmi les signataires, qui ont apposé leur paraphe à titre personnel et pas au nom de leur entreprise, figurent le président de la chaîne de pubs Wetherspoon, Tim Martin, ou encore Elaine Harries, la directrice exécutive de la société de livraisons Action Express. Responsables de petites et moyennes entreprises

Quelques ex-dirigeants de grandes entreprises y figurent, comme l'ancien président du géant du tabac British American Tobacco, Patrick Sheehy, et le fondateur de la chaîne de produits d'hygiène Superdrug, Peter Goldstein.

La plupart des signataires sont toutefois des cadres ou responsables de petites et moyennes entreprises. Les dirigeants des principales entreprises britanniques, cotées à l'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres, se sont prononcés pour leur part ces derniers mois en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE ou sont restés neutres dans le débat.

Dans leur courrier, les signataires de ce lundi mettent en avant la dimension "de niveau mondial" de l'économie britannique, membre du club des pays riches du G7, source d'innovation et fer de lance de la pratique de l'anglais, la langue des affaires par excellence. "Bureaucratie bruxelloise étouffante"

"Nous pensons toutefois que la compétitivité du Royaume-Uni est sapée par notre appartenance à une UE en pleine échec", expliquent ces responsables, qui dénoncent "une bureaucratie bruxelloise étouffante pour les 5,4 millions

d'entreprises britanniques, alors que seule une minorité d'entre elles commerce concrètement avec l'UE".

Cette lettre a été publiée quelques jours après deux interventions très remarquées dans le débat, en faveur du maintien dans l'UE cette fois: la Banque d'Angleterre comme le Fonds monétaire international ont chacun prévenu qu'une éventuelle décision de quitter le navire européen pourrait, dans le cas d'un scénario pessimiste, entraîner le Royaume-Uni dans la récession.

"Quitter l'UE constitue un aller simple vers plus de pauvreté pour notre pays", a martelé ce lundi le ministre des Finances, le conservateur George Osborne, grand partisan du maintien comme son Premier ministre David Cameron ainsi que l'opposition travailliste. Lexpress.fr 16.05

Ce qu'a dit Osborne signifie que "quitter l'UE" pourrait favoriser les plans de l'oligarchie qui vise à "plus de pauvreté" en Grande-Bretagne, ce qui expliquerait pourquoi Cameron a pris l'initiative de ce référendum. Ce serait différent si c'était un parti ouvrier qui l'avait prise.

Parfois, un peu hâtivement et de manière inopportune, on peut être amené à se féliciter d'une mesure prise par des chefs d'Etat ou de gouvernement que l'on réclamait ou y adhérer, alors qu'en réalité, puisque ce sont des représentants du capitalisme qui en sont à l'origine, ils feront en sorte qu'elle ne serve uniquement que les intérêts des capitalistes.

Il en va ainsi de la rationalisation et de la socialisation croissante de la production, de la mondialisation, de l'Europe, etc. qui sous l'égide des capitalistes se traduira par toujours plus d'exploitation et d'oppression, alors que si c'était le prolétariat organisé qui en était à l'initiative, ces différents processus conduiraient à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quitter l'UE n'est pas la panacée que certains agitent comme un hochet depuis des décennies, car sans être associé à la rupture avec le capitalisme, cela contribuerait à le renforcer au lieu d'avancer sur la voie pour l'éradiquer de la surface de la planète. C'est la raison pour laquelle nous n'en avons jamais fait notre objectif prioritaire, qui demeure la chute des institutions nationales et la rupture avec le capitalisme, et quant à la rupture avec l'UE, dès lors elle coulera de source ou elle s'imposera naturellement, il n'y aura plus qu'à l'acter.

En complément.

- Le Pentagone abat ses cartes sur son objectif pour l'Europe : empêcher le rapprochement entre Europe et Russie à tout prix
- Atlantico.fr

L'absence de moyens et d'unités de vue des Européens vis-à-vis de la Russie empêchent la formation d'une véritable politique de défense européenne. La France et l'Europe sont donc condamnées à s'aligner sur les intérêts américains. Atlantico.fr

[Non, incroyable, 54 ans plus tard il confirme la version des "complotistes" de l'époque.](#)

- Un agent de la CIA serait bien à l'origine de l'arrestation de Mandela en 1962 - Liberation.fr Donald Rickard, ancien vice-consul américain à Durban, aurait révélé avoir lui même divulgué des informations qui ont permis à la police sud-africaine d'arrêter Nelson Mandela le 5 août 1962. Liberation.fr

Question : Faudra-t-il attendre aussi longtemps pour que les versions qui nous ont été données des guerres, guerres civiles, génocides, famines, coups d'Etat, d'assassinats d'opposants, d'attentats, du terrorisme, cracks, etc. et auxquelles la plupart des travailleurs et militants ont adhéres les yeux fermés soient réduites officiellement en poussière ?

Notez bien, de préférence quand il est trop tard pour en tirer des enseignements politiques. Bien qu'il n'est jamais trop tard pour rectifier son interprétation du cours de l'histoire, cela demande un certain courage...

[Propagande de la réaction. Belliqueuse, vengeresse, haineuse.](#)

- Au Venezuela, des hôpitaux « tout droit sortis du XIXe siècle »

Conséquence de la situation économique et des coupures régulières de courant, le système de santé ne peut plus faire face à l'afflux de patients. LeMonde.fr

- «Il est impossible d'évoquer la Révolution culturelle sans rappeler ses horreurs»

Il y a cinquante ans jour pour jour, la grande Révolution culturelle prolétarienne plonge la Chine dans un tourbillon féroce. L'épreuve dura dix ans. LeFigaro.fr

Ils se désolent...

- Après la chute de Dilma Rousseff, le nouveau gouvernement brésilien ne séduit pas - LeMonde.fr

Censé apaiser un pays au bord de l'abîme économique, supposé réconcilier une nation déchirée entre les pour et les contre l'impeachment, Michel Temer, le président par intérim, a raté son entrée. LeMonde.fr

- Venezuela : pas de référendum pour révoquer le président - LeMonde.fr

Paroles de prostituées. Instrumentalisation, récupération.

- Sexisme : le ras-le-bol d'anciennes ministres - Francetv info

17 anciennes ministres de droite, de gauche et du centre ont cosigné un texte contre le sexisme dans la sphère politique. Francetv info

La milice de la pensée au service de l'union nationale

Et c'est l'ONU qui fait office de maquereau.

- Quatrième édition de la conférence Women Deliver à Copenhague - Reuters

La chanteuse britannique Annie Lennox et la princesse Marie du Danemark ont invité lundi les hommes à se joindre à la lutte pour les droits des femmes, à l'ouverture de la quatrième édition de la conférence "Women Deliver", organisée à Copenhague

Pendant trois jours, les 5.500 délégués venant de plus de 160 pays vont débattre des moyens à mettre en oeuvre pour que les filles et les femmes soient au cœur des objectifs de développement durable (ODD) approuvés en septembre par les Etats membres de l'Onu pour lutter contre les inégalités et l'extrême pauvreté. Reuters

Quand on vous le disait que les monarchies étaient progressistes au XXIe siècle. A défaut de socialisme du XXIe siècle, ses adeptes se sont rabattus depuis longtemps sur la monarchie du XXIe siècle...

Bienvenue en oligarchie

- Présidentielle: ce n'est plus l'économie qui compte, imbécile!

Les questions économiques pourraient bien ne pas être la clef du scrutin de 2017. Slate.fr

- Marcel Gauchet: sous le malheur, le complot!

Il y a dans le dernier ouvrage de l'essayiste quelque chose qui dérange et qui cloche. Slate.fr

- Plaidoyer pour les voyages en solo

Vous trouvez bizarre de voyager seul? Mais non! C'est formidable. Voici quelques excellentes raisons d'attraper son sac à dos en solo. Il y a deux sortes de réactions lorsque vous dites à quelqu'un que vous avez passé une semaine ou un mois à voyager seul dans un pays lointain. Slate.fr

Individualisé, atomisé, sodomisé... le bonheur on vous dit...

- Le plaisir féminin, à bouche que veux-tu On a bien répété aux femmes que leur sexe était sale. Elles en déduisent donc que le cunnilingus est une faveur, voire un sacrifice... alors même que la majorité des hommes le pratiquent pour leur plaisir. LeMonde.fr

- James Franco «un peu gay»: le filon commercial de l'ambiguïté sexuelle

L'acteur-réalisateur-artiste contemporain ne cesse de jouer en interview et sur les réseaux sociaux sur la confusion de sa propre identité sexuelle. Dommage, il y a bien plus intéressant chez lui que de savoir s'il est ou non homosexuel. James Franco est quelqu'un de captivant. Slate.fr

- Cinquante ans après son adoption, le Civil Rights Act protège aussi les transgenres

Aux Etats-Unis, le texte de 1964 déclare illégales les discriminations de « race, couleur, religion ou origine nationale ». Au dernier moment, le mot « sexe » a été ajouté. Cette loi sert aujourd'hui de cadre aux revendications de la communauté LGBT. LeMonde.fr

- Il avait inspiré «Mad Men», le créateur de la pub la plus célèbre de l'histoire est mort

Bill Backer, 89 ans, avait inspiré le personnage de Don Draper dans la série «Mad Men». Le 12 février 1971, un spot pour Coca-Cola change l'histoire de la publicité. Son créateur, l'Américain Bill Backer, est mort vendredi 13 mai aux États-Unis. C'est lui qui avait eu l'idée de cette publicité... Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mai 2016

CAUSERIE

Allez, on se dit tout.

Ma mère est sortie du coma.

Vous ai-je dit que Selvi, ma compagne, était l'heureuse propriétaire de deux chèvres offertes par Jayalalhita, la Chief minister du Tamil Nadu (+ de 60 millions d'habitants) ? Du coup lundi lors des élections législatives, elle a voté AIADMK, le parti tamoul bourgeois d'amma (mère en tamoul), Jayalalhita, qui l'a emporté au niveau de l'Etat, elle est donc reconduite dans ses fonctions pour 4 ou 5 ans, je ne sais plus au juste.

Trois mois avant les élections, en tapant dans la caisse de l'Etat du Tamil Nadu, elle a offert deux chèvres à toutes les veuves, et à chaque foyer un mixeur, un appareil pour préparer la pâte à dosaï, des crêpes à base de riz et de lentille, ainsi qu'un ventilateur. Elle avait aussi fait fissa pour remettre en état toutes les routes défoncées lors de la mousson exceptionnelle en novembre dernier. Du coup, elle a écrasé tous ses concurrents.

Adi, la soeur de Selvi qui mange tous les soirs chez nous, l'adore. Je n'ai pas fait de commentaires désagréables à table pour ne pas perturber leur bonne humeur, à quoi cela aurait-il servi, à rien. Vous voyez que je ne suis pas aussi rustre que j'en ai l'air. Je respecte les travailleurs les plus arriérés, la preuve, sauf s'ils dirigeaient leurs armes contre moi. Quand je parle de modestie et de tolérance, je sais de quoi je parle. Cela dit nos rapports ne sont pas toujours faciles, elles font conneries sur conneries, pire, elles m'en font faire, mais c'est une autre histoire, entre nous.

C'est con que Bruxelles surveillent le budget de l'Etat français, sinon Hollande aurait pu aussi vous offrir deux chèvres, non, plutôt deux bassets, nains si possible. Non mais sans déconner, vous ne savez pas à côté de quoi vous allez passer, selon Buffon il paraît qu'on peut chasser le renard avec des bassets, et des renards ce n'est pas cela qui manque !

Si je terminais en disant que je préfère les poules, cela m'attirerait les foudres des féministes décomposés qui pourraient me traiter de renard, un compliment que j'accepterais volontiers, puisque selon un proverbe, un bon renard ne mange pas les poules de son voisin, effectivement, je préfère qu'elles soient libres !

Chez nous on se marre bien quand même.

Après ce bref instant de détente (trop rare hélas!), passons aux choses sérieuses, à la politique.

Le mot du jour.

C'est fou le nombre de gens qui s'adressent à Hollande, alors que son taux d'impopularité dépasse 85%. Voudraient-ils l'aider à se faire une légitimité qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, non ?

[Un courriel reçu.](#)

Je vous propose un courriel que j'ai reçu le 17 mai, et la réponse que j'avais rédigée le jour même à propos du soutien que

j'avais apporté au POID suite à son communiqué daté du 14 mai, ignorant que la veille l'organisation de la jeunesse du POID, Jeunesse Révolution, s'adressait à Hollande dans une "lettre ouverte", initiative que je condamne (<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195>).

Du coup ma réponse à ce camarade doit être relativisée ou prise au conditionnel et nécessite une mise au point. Je vous conseille de la lire avant de lire la suite pour comprendre à la fois l'état d'esprit qui nous anime ou nos réelles intentions et éviter toute confusion entre nous.

Les dirigeants de ce courant politique sont depuis des lustres familiers de ce genre de pratiques détestables qui relèvent du pur opportunisme. Pire encore, car dans le cas présent, et je pense que je ne suis pas le seul militant dans ce cas-là, elle tend à y associer les militants qui ont exprimé sincèrement leur soutien à l'un de ses partis sur la base de positions ou d'une orientation qu'ils partageaient, et que ces partis se sont ensuite empressés de renier, sans que ces militants aient imaginé un instant qu'ils pourraient être associés à une telle manipulation dont finalement ils sont victimes.

C'est très fort d'écrire dans un communiqué daté du 14 mai "dehors le gouvernement Hollande-Valls", et d'avoir lancé pratiquement simultanément, apparemment la veille, une "lettre ouverte à François Hollande" qui l'auréolait d'une soudaine légitimité pour décider du sort de la jeunesse et des travailleurs. Rappelons que l'impopularité qui frappe Hollande dépasse 85%. Question : Pour qui rame vraiment le POID, apparemment pas pour ces 85%, alors pour qui ?

A mon avis, cet énième coup tordu de ces professionnels du double langage consiste à ménager le PS, Hollande et son gouvernement, le régime, dans la mesure où cette lettre s'adresse à la jeunesse qui est mobilisée contre la loi Travail, alors que le PS contrôle le principal syndicat engagé dans ce combat, la FIDL, qu'il ne faudrait pas froisser en dressant la jeunesse contre Hollande et le gouvernement qui ont vocation à la représenter comme chacun devrait le savoir.

D'après vous, qui de la jeunesse sacrifiée et vouée à la précarité à vie avec la loi Travail ou du POID, entretient ou a intérêt à entretenir des illusions dans Hollande et le PS ?

Cette pratique est misérable, épouvantable, digne de l'opportunisme à l'état pur que nous combattons sans répit. Ils ont osé écrire dans leur communiqué que le gouvernement Hollande-Valls était le "fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers", pour finalement l'imiter ou lui venir en aide.

Partant de là, je conçois qu'il soit difficile, voire impossible d'appeler les militants à soutenir le POID, parce que les militants ne sont pas stupides et refusent de se faire ainsi manipuler. Mon intention était sincère contrairement à celle de ces dirigeants, dans lesquels on ne peut décidément avoir aucune confiance, c'est regrettable. Quand on dit et répète depuis des années qu'aucun parti ouvrier n'est crédible, ce n'est malheureusement pas une vue de l'esprit, on en a la preuve ici, mille fois hélas !

J'appelle les jeunes et les travailleurs à ne pas signer la lettre du POID adressée à Hollande.

Le courriel du camarade Stéphane

(Mes commentaires figurent entre parenthèses et signé JCT)

Bonjour,

La lecture du dernier communiqué du POID, et tes commentaires, m'ont suscité quelques remarques.

La formulation, "le gouvernement Hollande-Valls ne fait qu'exécuter servilement les exigences du FMI, de l'Union européenne et de la classe capitaliste", n'est pas suffisamment précise

Venant du POID, c'est au contraire bien précis, puisqu'eux ou le POI, et avant eux les autres orgas depuis l'OCI se sont toujours réfugiés derrière les partis ouvriers bourgeois réformistes, en ne fustigeant que leurs dirigeants, mais jamais leur ligne politique. En gros, ils indiquent que les responsables sont uniquement les personnes, jamais l'orientation de ces partis.

(C'est un peu caricatural, sans vouloir faire dans la surenchère, ce serait plutôt la nature du PS qu'ils ont gravement négligée sous différents prétextes. - JCT)

Leur seule ligne est de s'en prendre aux institutions européennes, ou internationales, au mieux à la Ve République. Il ne porte jamais leur accusation sur la bourgeoisie française, et ne parle tout au plus que de la classe capitaliste. (Entre nous, c'est déjà mieux que le NPA ou LO. - JCT) Mais surtout, et c'est là qu'on voit leur véritable visage, l'unique ligne revendicative, c'est la démocratie (bourgeoise, j'imagine) et l'appel à une constituante (bourgeoise aussi). Jamais on ne lira de leur part, l'appel à la dictature du prolétariat, et la constitution d'un parti qui met en avant cette perspective. (Il serait particulièrement maladroit de

lancer un appel en faveur de la dictature du prolétariat, sachant que le terme de dictature a dans l'esprit des militants et des travailleurs une connotation négative de nature à les effrayer, leur faisant penser à juste titre au stalinisme ou au fascisme, à un régime despotique plutôt qu'à la démocratie ou au socialisme. On le réservera à des publications d'ordre théorique destinées aux militants. - JCT)

Même si dans tes commentaires, tu évoques des « imprécisions » (dont je viens de définir la véritable origine) avec raison, en partie, je m'étonne de la chute finale : Cela dit, nous appelons les militants, travailleurs et étudiants à adopter la ligne et les objectifs politiques qui figurent dans ce communiqué qui rejoignent les nôtres, et à participer au meeting organisé par le POID le 28 mai à Paris.

Peut-on vraiment appeler les militants (lesquels d'ailleurs) (Ceux qui se connectent au portail. - JCT) à rejoindre cette ligne politique aussi foireuse, et que dire des objectifs...encore plus floutés. (J'ai estimé qu'avancer : "Dehors la loi travail ! ; Dehors le gouvernement Hollande-Valls, fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers ! ; Dehors la Ve République ! ; Dehors l'Union européenne, ses traités et ses plans destructeurs !", constituait un axe de combat clair, des tâches et des objectifs politiques conformes à la situation que l'avant-garde pouvait adopter, personnellement je les partage. - JCT)

Si ce n'est que pour se raccrocher à la dernière branche pourrie d'un parti qui ne cesse de sombrer dans le social-chauvinisme, forcément tiré vers le bas des autres PSC-FdG et PS, à la remorque desquels ils sont attachés depuis plusieurs décennies. (Je ne vois pas très bien en quoi ce serait être à la remorque de ces partis de dire "Dehors le gouvernement Hollande-Valls, fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers !" - JCT) Je trouve dommage et dommageable pour quelqu'un qui souhaite s'appuyer sur les enseignements de Marx, Engels et Lénine ou Trotsky, et à juste raison, d'en arriver à supporter des organisations dont la ligne s'en est aussi éloignée.

(Quand leur ligne s'en éloigne selon moi, je la dénonce, et quand elle s'en rapproche, je la soutiens, cela me semble logique, il n'y a là aucune contradiction, sauf naturellement si on estime que ce serait juste une manoeuvre de leur part et qu'on leur prête de mauvaises intentions. Je suis peut-être naïf mais j'ose espérer que ce n'est pas le cas ici.

J'ai le défaut de faire en général crédit a priori aux gens en privilégiant les qualités qu'ils sont censés posséder, que j'ai cru discerner en eux ou qu'ils ont déjà eu l'occasion de manifester, sans préjuger si c'est à tort ou à raison, seule l'expérience à venir nous le dira ou servira de révélateur, d'où bien sûr parfois des déboires, c'est inévitable quand on prend ce genre de risque, il faut savoir parfois faire preuve d'audace dans la vie, et d'autres fois des bonnes surprises ou la satisfaction de partager des expériences enrichissantes avec des gens ou faire un bout de chemin ensemble, là encore sans préjuger au départ pendant combien de temps durera cette liaison et quand elle prendra fin, ne sachant pas à l'avance quels aléas nous réserve l'existence ou la société.

Je soutiens temporairement le courant politique qui incarne le mieux mes idées, cela me semble normal, de toutes manières je n'ai pas le choix. J'irai plus loin, et sachant que dans ce cas-là généralement c'est parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives à ma disposition, je ne peux pas les inventer tout de même pour faire plaisir à quelqu'un, c'est parce que c'était le bon choix, je l'assume entièrement.

J'ai toujours affirmé que ce courant politique l'emportait sur tous les autres sur le plan intellectuel, même s'il fait selon moi l'objet de graves confusions ou lacunes qui sont préjudiciables à sa crédibilité, et pour être tout à fait sincère j'ajoutais que je le regrettais profondément. - JCT)

Alors, sous quel prétexte faire encore crédit à de tels charlatans ? Parce qu'il constitue encore une force numérique dont on peut encore espérer quelque chose ? Mais à ce que compte-là pourquoi pas compter sur le PCF qui a encore au moins 10 ou 30x plus d'adhérents. Sur le tas, même une partie infime de militants encore « récupérables », on arriverait bien à s'en tirer à meilleur compte. (Vaut mieux encore s'adresser aux dizaines de millions de travailleurs inorganisés qui n'ont jamais été piqués au stalinisme, au réformiste ou au trotskysme conciliateur. - JCT)

Au passage, il faudra m'expliquer le sens de « les nôtres ». Dois-je comprendre que cela signifie un « nous » d'une formation constituée (et si oui laquelle), ou un « nous » imaginaire.

(Comme tu y vas, jusqu'à preuve du contraire je n'ai de compte à rendre à personne, puisque je suis le seul à essayer d'animer le courant politique dont je me revendique ou ce portail, donc je suis libre d'employer les formules syntaxiques que j'estime les plus appropriées selon le sujet traité, dans la mesure où elles n'engagent personne d'autres que moi, laissant à chacun le droit de se les approprier ou non selon qu'elles leur conviennent ou non, ce qui n'engageant qu'eux. Mais je vais te répondre.

J'emploie la première personne du pluriel, soit lorsque je considère que je ne suis pas le seul à partager les mêmes idées, soit pour marquer une distance entre moi et les idées que j'expose parce que j'estime qu'elles ne m'appartiennent pas, parce que je n'en suis pas forcément à l'origine ou plus généralement, parce qu'elles sont le produit d'une réflexion collective ou de plusieurs militants ou personnes, procéder autrement consisterait à me les approprier et à faire croire que j'en serais l'auteur, ce qui serait injuste et malhonnête.

De plus, détestant me mettre en avant ou en scène, bien que j'y sois obligé trop souvent à mon goût, employer à tout va la première personne du singulier ne correspondrait pas à mon état d'esprit, car ayant horreur des gens qui se font passer pour ce qu'ils ne sont pas je ne tiens pas à les imiter, cette attitude me semble donc conforme à mes principes, aux rapports que j'entretiens avec le monde extérieur qui ne sont pas axés sur ma petite personne. Et puis, sachant à la fois que mes causeries peuvent influencer ceux qui les lisent et que ma contribution demeure somme toute fort modeste, je préfère éviter que mes idées fassent l'objet d'une personnalisation ou que les lecteurs les identifient à une personne, moi en l'occurrence, pour ensuite procéder de même en supposant qu'ils se les sont appropriés, ce en quoi ils sont encouragés du fait que peu de gens ou personne ne me connaît, ce qui serait contraire à mes principes. - JCT)

Aujourd'hui, j'estime que ceux qui sont restés les plus fidèles aux idées que tu défends sont plus nombreux au sein du GMI. Certes, ils sont en phase de reconstruction et c'est un regroupement assez jeune (historiquement, depuis avril 2013)...

(Non, le GMI n'est pas jeune du tout, ou alors il faudrait en dire de même du POI, du POID et du NPA. En fait ses dirigeants doivent déjà avoir un certain âge et viennent de l'OCI-PCI. Ils sont restés des lambertistes pur jus et ils présentent les mêmes travers que le POI et le POID en plus accentués, en somme ils sont plus lambertistes que les lambertistes du POI ou du POID pour n'avoir jamais été capables d'en faire l'analyse jusqu'au bout, se référant encore aux discours délirants de Stéphane Just sans en avoir fait la critique ni tiré le moindre enseignement par conséquent, ce qui les amène à s'adresser aux dirigeants vendus des syndicats pour qu'ils appellent à la grève générale, bref, ils n'ont rien appris de la lutte de classe de l'après-guerre à nos jours, ils sont profondément sclérosés, et reproduisent les mots d'ordre des années 60-70 qui dans le contexte actuel me file littéralement la nausée, mots d'ordre ou ligne politique que j'ai eu l'occasion d'analyser et de caractériser d'opportunistes pour finalement les rejeter.

D'un côté, ils dénoncent "les multiples journées d'action avec le soutien du PdG, du PCF, du NPA, de LO, du POI, du POID, d'AL, etc." et d'un autre côté, ils lancent un appel en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils se prononcent pour la grève générale qui pour eux est une fin en soi, car sans se soucier du fait que ces dirigeants syndicaux s'emploieraient à la briser d'une manière ou d'une autre ou à faire en sorte qu'elle ne prenne pas un tour insurrectionnel tourné vers le régime qu'ils condamneraient, ce qui contribuerait à démasquer leur nature contre-révolutionnaire.

Souhaiter que les fossoyeurs du mouvement ouvrier, du syndicalisme, du socialisme, prennent la direction des opérations ou de la grève générale, c'est le meilleur moyen pour préparer les défaites de demain. C'est d'autant plus navrant que la grève générale ne se décrète pas et que j'avais reproduit récemment un passage de Lénine sur cette question, mais peut-être que tu ne l'as pas lu ou que tu en as tiré d'autres conclusions que moi.

Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion d'échanger une correspondance avec plusieurs militants du CCI-T et du groupe bolchevik, dont un de leurs dirigeants qui dans la plus pure tradition lambertiste m'avait témoigné son mépris en estimant que mes causeries étaient de la merde, ce qui m'avait amené à conclure, qu'en étant animé par un tel état d'esprit, il n'y avait rien à attendre jusqu'à preuve du contraire. Ils ne sont pas les premiers à avoir rompu avec un parti pour finalement adopter les mêmes pratiques... qu'ils condamnent chez les autres. Je pense avoir suffisamment démontré que cela ne me concernait pas, pour avoir reproduit dans ce portail des centaines ou des milliers d'articles dont je ne partageais pas les analyses ou les conclusions, chacun devant assumer ses responsabilités jusqu'au bout ou faire autre chose. - JCT)

C'est assez consternant qu'après 140 ans, et déjà les critiques formulées par Marx contre le programme de Gotha au Parti Ouvrier Allemand, et en particulier aux Lassaliens, le niveau de conscience politique de la classe ouvrière en soit resté au niveau zéro...mais d'un autre côté, on peut comprendre pourquoi. Je ne crois pas que tu me contrediras sur ce point.

(Et bien je voudrais bien que tu nous expliques pourquoi, ce que personnellement j'ai déjà fait à plusieurs reprises dans des causeries antérieures pour ne pas avoir à y revenir ici. On peut énoncer pêle-mêle : le stalinisme, le réformisme, l'opportunisme conciliateur, le dogmatisme, le sectarisme, le gauchisme, l'aventurisme, le parlementarisme, le républicanisme, le démocratisme, le trotskysme conciliateur, etc., qui pour s'imposer ou se justifier recourent à des méthodes déloyales ou détestables, qui à l'arrivée quand on les a l'esprit donnent une image épouvantable des partis ou du mouvement ouvrier. J'arrêterai là, car j'ai autres choses à faire. - JCT)

Cordialement,

Stéphane

[La Constitution de la Ve République est incompatible avec la démocratie.](#)

Le recours à l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer une loi rejetée par la majorité de la population laborieuse, démontre que la Constitution de la Ve République est incompatible avec la démocratie, et que par conséquent elle doit être abolie pour que la démocratie soit respectée.

Le recours à l'article 49.3 ne témoigne pas seulement de la crise des institutions que les rédacteurs de la Constitution de la

Ve République avaient prévue, il démontre que la démocratie est incompatible avec le régime capitaliste en crise qu'il faut abolir également pour qu'elle puisse s'exprimer librement.

Il est parfaitement clair que refuser d'admettre ce constat, nous condamne fatalement à subir indéfiniment les conséquences de la crise du capitalisme, et à nous soumettre au carcan des institutions antidémocratiques de la Ve République qui mènent la société au chaos, à la banalisation de la violence, voire de la cruauté, de la barbarie.

Quand deux parties revendiquent la propriété d'un bien et qu'une seule peut le posséder comme c'est le cas sous le régime capitaliste, l'autre partie sera spoliée de ce droit et de ce bien. Quant à l'usage qu'ils en feront et au profit qu'ils en tireront, selon qu'il aura été acquis à titre privé ou collectif, ils seront de nature différente et incompatible entre eux.

Le propriétaire privé l'exploitera exclusivement pour son compte ou pour satisfaire ses propres besoins, tandis que la collectivité l'exploitera pour le compte de la totalité de ses membres. Le propriétaire privé accaparera à titre personnel l'essentiel du profit qu'il aura tiré de son exploitation, en cédant à ceux qui l'ont produit tout juste de quoi survivre pour continuer de les exploiter, tandis que les membres qui le possèdent à titre collectif l'exploiteront en commun et se partageront les richesses produites de manière à satisfaire leurs besoins.

Dès lors nous sommes en présence de deux modes de production et de répartition des richesses incompatibles entre eux ou qui ne peuvent coexister. L'un privilégie sa valeur d'échange pour satisfaire ses besoins à titre exclusif, l'autre sa valeur d'usage pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la collectivité. Le premier correspond au capitalisme, le second au socialisme.

Les produits que la nature a créés ou qu'elle met généreusement à la disposition des hommes n'appartiennent à personne, ils devraient être le bien commun de la collectivité humaine. C'est ce droit que revendique le socialisme et que le capitalisme a confisqué à son profit.

Au départ, avant l'apparition de la moindre trace de conscience, les hommes régis par l'instinct animal étaient placés dans un état de dépendance à la nature. Ils s'employèrent alors à maîtriser leur environnement ou à domestiquer la nature pour remédier à cet inconvénient. Comment ? En mettant leur force de travail au service du développement de forces productives. Il s'en suivit du fait que les hommes ne naissaient pas égaux et qu'ils bénéficiaient selon le lieu où ils étaient venus au monde d'un environnement avantageux ou défavorable, que certains parvinrent à développer ces forces productives plus rapidement que d'autres et à former une caste de privilégiés capables de produire au-delà de leurs besoins, donnant naissance aux différentes classes sociales.

Une fois ce processus d'accumulation enclenché, les hommes n'eurent de cesse de se découvrir de nouveaux besoins, dont certains étaient inspirés inconsciemment par celui de s'émanciper du règne de la nécessité, qui les maintenait dans une situation de dépendance à la nature, ensuite à d'autres hommes s'étant mis à les exploiter et à les opprimer, la lutte des classes était née.

A partir de cette époque, les forces productives n'allait cesser de se développer, et il faudra attendre l'avènement du mode de production capitaliste pour qu'elles atteignent un niveau permettant d'entrevoir la possibilité de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population ou de l'humanité. Mais comme sur ce mode de production était venu se greffer dès son origine un mode de répartition des richesses produites destiné à satisfaire principalement les besoins de la minorité qui s'était accaparé ou possédait les moyens de production, la majorité de la population serait injustement et violemment privée du droit de bénéficier du produit du développement des forces productives, ce qui se traduirait concrètement par l'impossibilité de satisfaire ses besoins, et la conduisait à lutter pour faire valoir ce droit légitime, la lutte des classes devenant ainsi après le développement des forces productives, le second facteur déterminant ayant contribué à l'évolution de la civilisation humaine.

L'ensemble de ce processus devait se dérouler sans que les hommes aient conscience de ses tenants et de ses aboutissants, les privant du même coup de la possibilité de lui donner une orientation qui leur permettrait d'aboutir à un développement harmonieux et de vivre en paix, et leur interdirait de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Il aura fallu attendre le milieu du XIXe siècle après J-C pour que cette conscience jaillisse du conflit entre le mode de production capitaliste devenu trop étroit pour contenir les forces productives qu'il avait contribué à développer et ces forces productives elles-mêmes que les capitalistes allaient s'employer dans le futur à détruire massivement, tout en continuant comme dans le passé à les développer en recourant sans cesse à de nouveaux besoins, dont en partie les uns chasseraient les autres, sans que le rapport entre les classes change, ce qui se traduirait inexorablement par un accroissement de l'accumulation ou de la concentration du capital ou de richesses à un pôle de la société, et l'extension de la pauvreté et de la précarité à l'échelle mondiale à l'autre pôle.

Cette prise de conscience de ce processus matérialiste et dialectique, historique, était l'aboutissement des efforts qu'avaient entrepris les hommes pour se libérer du joug du règne de la nécessité, une fois que les forces productives avaient atteint un degré de développement permettant d'envisager la satisfaction des besoins de l'ensemble de l'humanité.

Mais les hommes, ceux qui étaient particulièrement concernés par cette nouvelle perspective débouchant sur leur émancipation

du règne de l'exploitation et de l'oppression, la classe des producteurs, les exploités, n'allaient pas être en mesure de saisir cette opportunité qui s'offrait à eux, pour avoir été maintenu dans un état d'ignorance tel de ce processus historique devait continuer d'échapper à leur conscience pendant encore longtemps.

Cette ignorance allait les conduire à se subordonner encore davantage au règne de la nécessité au lieu de s'en détourner ou de le combattre, en adoptant systématiquement tous les besoins que les capitalistes allaient créer spécialement pour eux ou pour entretenir leur système économique, ce qui devait aboutir à la plus grande confusion qui soit, au point d'identifier le bonheur ou le bien-être à leur capacité d'accumuler des biens ou consommer toujours davantage, et par conséquent abandonner tout espoir de changer les bases sociales de la société, alors que les conditions objectives ou matérielles étaient réunies pour l'envisager sérieusement.

Dès lors que les exploités ne parviendraient pas à élever leur conscience à un niveau suffisant ou à réunir les conditions subjectives indispensables pour agir sur la société et la changer, la civilisation humaine serait condamnée à une régression sans fin, à se décomposer, à se putréfier, à devenir invivable, une source de conflits et de violences, de guerres perpétuelles, à pourrir littéralement sur place jusqu'à son extinction finale.

Le cycle historique de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a contribué au développement de la civilisation humaine est parvenu à son terme. Devra-t-elle s'éteindre avec lui ou trouvera-t-elle la force de s'en délivrer une fois pour toute ?

[La pétition que nous ne signerons pas parce qu'elle cautionne la Constitution de la Ve République, donc le régime et le gouvernement.](#)

Change.org - Suppression du 49.3 dans la constitution française.

La démocratie c'est le vote, la démocratie c'est le débat parlementaire, la démocratie c'est le droit et le devoir du peuple de contester une loi.

La démocratie ce n'est pas le passage en force.

La démocratie ce n'est pas le 49.3 !

Supprimons cet article inique et surtout d'un autre temps.

Redonnons du pouvoir à notre vote.

Non, la démocratie ce n'est pas "le vote", dès lors qu'à la base le mode de scrutin est truqué, du fait que tous les partis ne bénéficient pas des mêmes privilèges pendant les campagnes électorales.

Non, la démocratie ce n'est pas "le débat parlementaire", dès lors qu'aucun parti n'exprime les besoins de la classe ouvrière.

Non, la démocratie ce n'est pas "le droit et le devoir du peuple de contester une loi", la démocratie c'est avant toute chose le droit et le devoir du peuple de faire la loi, ce que lui interdit la Constitution de la Ve République qui doit être abolie.

[La France est devenu un Etat policier grâce à Hollande et au PS.](#)

- Etat d'urgence: le Parlement adopte une 3e prolongation, jusqu'à fin juillet - AFP

Pour la troisième fois, le Parlement a adopté jeudi, par un vote de l'Assemblée, une prolongation de l'état d'urgence post-attentats, cette fois pour deux mois, après un débat très polémique dans l'hémicycle autour des violences dans les manifestations ces derniers jours. AFP

- Vers l'adoption définitive de la loi antiterrorisme - Reuters

Les députés français ont approuvé jeudi le projet de loi contre le terrorisme mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat qui prévoit de faire entrer dans la loi des dispositions jusqu'ici spécifiques à l'état d'urgence. Reuters

- État d'exception avec état d'urgence, par Jean-Claude Paye - Réseau Voltaire 18.05

Extraits.

- Remarquons d'abord qu'il est paradoxal d'invoquer l'État de droit pour justifier la prorogation de 3 mois d'un état d'urgence qui n'a d'autre objectif que de s'affranchir du principe de séparation des pouvoirs, de liquider le pouvoir judiciaire et de concentrer l'ensemble des prérogatives aux mains de l'Exécutif et de sa police.

- On doit parler d'un changement de régime politique, le passage d'un régime démocratique à un état d'exception permanent, un oxymore servant de cache sexe à un État policier.

- Depuis le début de l'état d'urgence, la plupart des perquisitions administratives ont été conduites, non pas pour des matières touchant au terrorisme, mais pour des affaires relevant du maintien de l'ordre, par exemple, à l'encontre de militants écologistes, ou de droit commun, sans aucun lien avec la lutte contre « le terrorisme de guerre », confirmant ainsi quel la « guerre contre le terrorisme » est avant tout un conflit entre le gouvernement et ses populations.

- Les perquisitions de nuit, sans autorisation judiciaire, peuvent avoir lieu s'il existe « des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace. » Elles remettent en cause l'inviolabilité du domicile et peuvent se dérouler pour des raisons vagues et détachées de tout élément matériel.

- La perquisition s'inscrit ainsi dans un système global de mise sous contrôle des populations.

- Grâce à la notion d'atteinte à l'ordre public, le texte donne une grande marge d'appréciation pour dissoudre les associations ou groupements qui s'opposeraient à la politique gouvernementale, des groupes « qui participent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ou dont les activités facilitent cette commission ou y incitent ». (...) La possibilité de dissolution est largement étendue par la notion d'atteinte à l'ordre public et pourrait potentiellement concerner tout groupe d'opposition à la politique gouvernementale.

- Quant aux conditions de l'assignation à résidence décidée sans intervention d'un juge, elles sont durcies. (...) La formulation est beaucoup plus large et floue, car les « raisons sérieuses » ne sont pas spécifiées. En passant de « l'activité » au « comportement » et à la « présomption », la nouvelle loi abandonne la matérialité des faits pour se rapprocher d'un délit d'intention.

- Les assignations à résidence se fondent en grand partie sur les « notes blanches » des services de renseignement, des documents non signés, non datés et sans en-tête de service.

- Les mesures attentatoires aux libertés privées, contenues dans les différentes lois installant une surveillance des populations, ont immédiatement été prises pour une durée indéterminée. Elles ne relevaient donc pas d'un état d'urgence, mais étaient l'expression d'un changement de régime juridique et politique, de la mise en place progressive d'un régime autoritaire. Il en est de même en ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence.

- L'assigné à résidence dépend ainsi totalement du bon vouloir et des caprices de l'administration, non seulement en ce qui concerne les motivations (les raisons sérieuses de penser) de la mesure à laquelle il est soumis, mais aussi pour sa durée.

- En bref, les raisons sérieuses de penser que les personnes iront manifester justifie les mesure devant les empêcher d'exercer leurs droits politiques et constitutionnels.

- Finalement, François Hollande a renoncé provisoirement à constitutionnaliser l'état d'urgence, suite à l'impossibilité de mettre d'accord les parlementaires sur la procédure de retrait de la nationalité aux Français condamnés pour terrorisme. Cette volonté gouvernementale d'opérer un changement de régime politique est confirmée par un projet, aujourd'hui abandonné, de régler la « sortie » de l'état d'urgence en prolongeant les pouvoirs de la police et du parquet pendant une période indéterminée, pendant laquelle les pouvoirs d'exception, selon l'évolution de la situation seraient progressivement abandonnés, selon la propre évaluation de l'Exécutif. Le second projet gouvernemental a abouti à la loi sur la procédure pénale « renforçant la lutte contre le terrorisme et le crime organisé ». Cependant, le gouvernement pensait aller encore plus loin en créant un délit « d'obstruction à la perquisition ». Il s'agissait bien d'indiquer aux citoyens qu'ils n'ont aucun droit face à la police. En outre, il était aussi envisagé que les policiers pourraient saisir tout objet ou document sans en référer au procureur. La police aurait été libérée du dernier élément du contrôle judiciaire, celui du procureur, d'un magistrat pourtant directement soumis au pouvoir exécutif. Réseau Voltaire 18.05.2016

Rappel. J'ai retrouvé des extraits de causeries antérieures où j'avais voulu attirer l'attention des lecteurs sur l'orientation de la société virant à la dictature ouverte.

Le 27 juin 2008

- Le tentation de la dictature se précise.

Tempête contre la "reprise en main" de la télévision publique.

Le 4 novembre 2008

- La tentation de la dictature. Le gourou et le vaudou.

Le 17 janvier 2009

- A propos de Sarkozy : ... la tentation de la dictature transpire à travers ses interventions et sa politique...

Le 8 novembre 2010

- ... la tentation du pouvoir en place de recourir aux mêmes moyens qu'une dictature sur le plan politique et judiciaire...

Le 5 juin 2013

- La tentation de la dictature. Changez-moi ces juges !...

Le 30 décembre 2013

- La tentation de la dictature écrivions-nous sous Sarkozy, elle s'amplifie sous Hollande.

Le 5 janvier 2016

- Tentation de la dictature. Pour siffler la fin de la partie, il vous faudra attendre encore un peu...

- Guillaume Richard (PDG du groupe O2) - "J'aurais apprécié que le président Hollande siffle la fin de la lutte des classes" - LePoint.fr

[Flagrant délit. Le vrai visage réactionnaire de l'ONG Human Rights Watch](#)

L'ONG Human Rights Watch et quatre ex-présidents colombiens ont de leur côté appelé les membres de l'Organisation des états américains (OEA) à se prononcer fermement sur la crise au Venezuela, à l'occasion de la présentation à Bogota d'un livre de l'opposant vénézuélien emprisonné Leopoldo Lopez. AFP 20.05

[Le refus d'affronter le régime conduit fatalement à l'impuissance, ou pire, à s'associer à ceux qui se mobilisent et sapent toute tentative ou espoir de changer la société.](#)

Grille de lecture.

- En lisant de larges extraits de cet article du portail néolibéral Slate.fr, vous aurez compris pourquoi ils l'ont publié en prêtant une attention particulière à la conclusion pratique à laquelle arrivent deux des nombreux acteurs qui entendent intervenir sur le plan politique tout en refusant de caractériser le régime et de l'affronter, encore moins envisager de le renverser, sinon Slate.fr ne leur accorderait pas cette tribune.

- La conclusion pratique à laquelle ils arrivent est de nature à rassurer les porte-parole de l'oligarchie anglo-saxonne, puisqu'elle les conduit à se détourner du combat politique pour le recentrer sur les individus, à travers "davantage d'action européenne commune aux mouvements qui émergent aussi dans d'autres pays", qui sont tous manipulés par des idéologues ou des agents de l'oligarchie.

- Numérique: «Face à un mur, il faut savoir faire autre chose que se taper la tête contre» - Slate.fr 19.05

Il existerait "un malaise dans le dialogue avec les politiques" :

- « Après des années de violence légale, de défaites et de recul des libertés fondamentales, face à une représentation politique dont la seule logique est sécuritaire, La Quadrature du Net refuse de perdre davantage de temps à tenter d'influencer rationnellement ceux qui ne veulent rien entendre et choisit de réorienter ses actions. »

Qui se traduirait par "un ras-le-bol politique qui ne date pas d'aujourd'hui" :

- « On a eu le sentiment qu'il y a eu un vrai ras-le-bol vis-à-vis de l'empilement des lois sécuritaires, notamment une vraie difficulté

à savoir comment agir quand les méthodes traditionnelles ne fonctionnent plus. »

Un ressenti qui ne se limite pas à l'association: elle nous explique que lors des discussions que la Quadrature du Net peut avoir avec d'autres associations ou syndicats, elle a pu constater que le «ras-le-bol est partagé» –symbole de ce ras-le-bol partagé

Thomas Watanabe-Vermorel, porte-parole du Parti pirate :

- « On partage complètement ce sentiment de ras-le-bol, d'impuissance et de quelque chose de l'ordre de l'injustice. En essayant d'être des citoyens motivés, qui sont capables de proposer, d'être constructifs, on se heurte à un mur qui oscille entre l'arrogance, la condescendance, et le mépris le plus total.»

Face à l'empilement de lois (renseignement, réforme pénale, loi numérique), Adrienne Charmet admet un sentiment d'impuissance. Mais elle n'est pas la seule. La présidente de la Ligue des droits de l'Homme reconnaît que ce sentiment est partagé par beaucoup de monde, notamment depuis ce qu'elle qualifie de «virage sécuritaire et autoritaire» pris par le gouvernement.

Elle qualifie notamment la récente réforme pénale présentée par Jean-Jacques Urvoas de «l'un des pires dialogues que la Quadrature a pu avoir avec des parlementaires. Il n'y avait aucune ouverture. C'était un vrai rouleau compresseur. Il n'y a pas d'actions vraiment possibles.» De son côté, Françoise Dumont a l'impression que parfois les discussions sont simplement impossibles, et ce alors qu'elle reconnaît aisément «n'avoir jamais été très entendue»:

«On a vraiment l'impression de ne plus avoir d'interlocuteurs avec qui discuter.»

Frédéric Toutain, attaché parlementaire de la députée apparentée écologiste Isabelle Attard –qui a souvent partagé les combats de la Quadrature du Net : «la solution passe par une reprise en main du pouvoir par les citoyens.»

Face à tout cela, la Quadrature du Net a donc décidé de se recentrer pour agir là où elle peut encore réussir à influencer le débat. La décision date d'il y a quelques semaines déjà. Au programme, note-t-elle dans son communiqué, «moins de suivi législatif français, davantage d'action européenne commune aux mouvements qui émergent aussi dans d'autres pays. [...] Moins de travail avec le monde politique, et davantage avec les individus volontaires pour nous accompagner sur ce terrain. Nous nous consacrerons à plus de sensibilisation de fond, plus de participation, de décentralisation de nos actions, d'engagement des bénévoles, plus d'indépendance face aux agendas imposés». slate.fr 19.05

[En famille, même pas besoin de les cloner tellement ils se ressemblent. Parole de banquiers.](#)

Voilà la dernière imposture pilotée par l'oligarchie et le PS. Après "notre ennemi c'est la finance", au tour des banquiers de Libération de lancer de lancer un appel aux oligarques du CAC 40.

Avant de lire un extrait de l'appel que quarante personnalités ont signé en direction du gouvernement pour qu'il limite les salaires des patrons, il est bon de lire les deux articles ci-dessous histoire de mieux cerner le contexte dans lequel cet appel s'inscrit, j'allais écrire pour cerner leurs réelles intentions, puis je me suis ravisé car c'était inutile!

- Emmanuel Macron "incarne mieux le libéralisme" que les présidentiables de droite - L'Express.fr

Le ministre de l'Economie continue de tracer son sillon dans le paysage politique français. Il est même en train de se construire une solide image d'homme "libéral". Aussi bien chez les sympathisants de gauche, que chez les électeurs de droite. L'Express.fr 19.05

- La France promeut l'arbitrage privé du Tafta au sein même de l'Europe - LeMonde.fr

Une proposition soutenue par la France, que « Le Monde » a consultée, suggère d'instaurer de nouveaux tribunaux d'arbitrage privés – déjà critiqués – au sein même de l'Union européenne.

La France, héraut de la lutte pour un Tafta plus équitable et contre des tribunaux privés au service des multinationales ? Cette image que le gouvernement tente de renvoyer depuis quelques semaines risque d'être mise à mal par un document confidentiel consulté par Le Monde, dans lequel un groupe de cinq pays européens, dont la France, propose l'instauration d'une juridiction d'exception européenne au service des entreprises souhaitant attaquer les décisions des Etats.

Ce document de travail rédigé par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et les Pays-Bas, obtenu par le réseau militant Seattle to Brussels, a été transmis le 7 avril au Conseil des ministres européens. Il répond à l'offensive lancée à l'été 2015 par la Commission européenne pour abroger les quelque 200 traités d'investissement bilatéraux toujours en vigueur entre les « anciens » et les « nouveaux » Etats-membres de l'Union européenne, issus des élargissements récents.

L'institution bruxelloise juge ces accords non seulement inutiles – car le marché unique a déjà uniformisé les règles d'investissement entre les Vingt-Huit –, mais surtout incompatibles avec le droit européen – car générateurs de discriminations entre eux.

Menacés plus ou moins directement de sanctions par la Commission pour avoir conservé ces traités obsolètes, conclus dans les années 1990, ces cinq pays se disent prêts à les abroger, à condition qu'un nouveau régime harmonisé de protection des investissements leur succède.

« Ni utile ni nécessaire », disait la France

Et c'est là que le bât blesse. Car le quintet ne se contente pas de réclamer un cadre législatif clarifié. Il souhaite sauver le mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etats, une juridiction arbitrale privée vers laquelle les entreprises peuvent se tourner en lieu et place des tribunaux nationaux. Plus connu sous son acronyme anglais ISDS (investor-state dispute settlement), ce système est l'un des volets les plus controversés du traité transatlantique Tafta/TTIP, en négociation entre l'UE et les Etats-Unis.

Pourquoi conserver un tel système arbitral hors-sol, dont les sentences jugées contraires au droit européen se sont multipliées au cours des dernières années ? Pourquoi ne pas profiter de cette remise à plat pour se débarrasser de ce mécanisme que la France avait qualifié l'an passé de « ni utile ni nécessaire » dans le cadre des négociations transatlantiques ?

L'argumentaire déployé ressemble à celui adressé par le lobby européen de l'industrie Business Europe à la Commission européenne en février, comme le souligne Seattle to Brussels. Le maintien de l'ISDS serait justifié par le fait que « les systèmes judiciaires nationaux peuvent susciter des préoccupations en termes de lenteur des procédures, de qualité du système judiciaire et de perception de l'indépendance judiciaire », de même que les « administrations publiques » et les « environnements d'affaires » de certains Etats-membres. Les nouveaux entrants d'Europe centrale et orientale, indirectement pointés du doigt, apprécieront.

Autre argument déployé dans le document : si les Européens renonçaient à de tels mécanismes en interne, « il serait d'autant plus difficile de plaider en [leur] faveur » dans les négociations commerciales en cours avec leurs partenaires extérieurs, tant avec les pays en développement qu'avec les Etats-Unis. Pire : cela pourrait créer « un avantage compétitif pour les investisseurs étrangers », qui bénéficieraient d'une meilleure protection sur le sol européen que leurs homologues européens.

Un arbitrage vraiment amélioré ?

Au niveau institutionnel, la France et ses partenaires veulent officiellement saisir l'occasion pour mettre en oeuvre l'« investment court system » (ICS), un ISDS nouvelle version élaboré fin 2015, que l'Europe essaie d'imposer aux Etats-Unis dans les négociations transatlantiques. Celui vise à muscler les garde-fous contre les dérives du système arbitral, qui menace parfois les politiques publiques sanitaires ou environnementales des gouvernements au nom de la « protection des investissements ».

Problème : plutôt que de créer une nouvelle cour permanente ex nihilo où ils auraient les mains libres, le groupe des cinq privilégie la rapidité en suggérant d'adosser le futur mécanisme à la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye. Or, d'après Florian Grisel, chercheur spécialiste de l'arbitrage international à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, aucun des grands principes de l'ICS ne saurait trouver sa place dans cette institution au cadre très contraint : impossible de substituer aux arbitres ad hoc des juges permanents réputés plus impartiaux, de leur interdire d'exercer en parallèle des activités d'avocat, de renforcer leurs règles d'éthique pour limiter les conflits d'intérêts, et encore moins d'instaurer un mécanisme d'appel des décisions. « Il est donc possible que cela ne change absolument rien au système actuel d'ISDS », souligne l'universitaire.

« Peut-être que cette voie sera trop compliquée », reconnaît-on timidement au Quai d'Orsay, sans pour autant s'avouer vaincu. Pour la France, il est de toute façon « trop tôt » pour savoir si ces exigences seront techniquement applicables, et politiquement acceptables pour les Vingt-Huit. LeMonde.fr 19.05

- Quarante personnalités appellent le gouvernement à limiter les salaires des patrons - Francetv info

Parmi les premiers signataires : le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, la maire de Paris Anne Hidalgo ou encoeur Philippe Martinez, le numéro un de la CGT, l'économiste Thomas Piketty, l'écologiste Nicolas Hulot et l'historien Pierre Rosanvallon. Quarante personnalités appellent dans Libération le gouvernement à légiférer afin de limiter les salaires des patrons, mercredi 18 mai.

Les signataires de cet "appel des 40 au CAC 40", à l'initiative du quotidien et assorti d'une pétition sur le site Change.org, souhaitent que "désormais, en France, un patron ne puisse pas être rémunéré plus de 100 Smic, soit 1,75 million d'euros par an". Ils dénoncent "une période inédite dans l'histoire du capitalisme contemporain" avec un écart entre le salaire des PDG et le salaire moyen qui a "explosé".

Les pétitionnaires notent que "le principal argument patronal pour justifier de telles pratiques - celui d'un marché mondial des très hauts dirigeants qui nécessiterait un alignement des salaires par le haut - n'est corroboré par aucune étude économique sérieuse". Et ils soulignent qu'"en se comportant de la sorte, notre élite économique entretient un sentiment de chacun pour soi délétère".

Cet appel intervient après les polémiques sur les salaires de patrons comme ceux de Renault et de PSA, Carlos Ghosn et Carlos Tavares, et la menace brandie mardi par François Hollande de passer par la loi. Francetv info 19.05

- Quelques-uns des signataires de l'« appel des 40 au CAC 40 » - lemonde.fr

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis, le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone (PS), la maire de Paris Anne Hidalgo, les députés socialistes Benoît Hamon et Karine Berger ou encore l'ex-ministre Arnaud Montebourg (PS) et la députée écologiste Cécile Duflot figurent parmi les signataires de ce texte.

Les responsables syndicaux Laurent Berger (CFDT), Philippe Martinez (CGT), Carole Couvert (CFE-CGC), Luc Bérille (Unsa), Eric Beynel et Cécile Gondard Lalanne (Solidaires) ont également paraphé l'appel, comme l'économiste Thomas Piketty, le militant écologiste Nicolas Hulot, ou le président de l'Unef William Martinet.

Ont aussi apporté leur soutien les sociologues Dominique Méda et Michel Wieviorka, l'historien Pierre Rosanvallon, la pneumologue Irène Frachon, ou encore l'écrivain et réalisateur Raphaël Glucksman. lemonde.fr 19.05

Les raclures habituels maîtres & imposture !

Derniers développement de la mobilisation pour le retrait de la loi Travail

- Regain de mobilisation dans les rues contre la loi Travail - Francetv info

Il y avait plus de manifestants ce 19 mai que dernièrement. Les syndicats ne veulent pas lâcher. (Quel dommage ! - LVOG)

C'est l'un des enseignements de cette journée de mobilisation contre la loi Travail - la 7e depuis le mois de mars - ce jeudi 19 mai : davantage d'opposants se sont mobilisés par rapport à la journée de mardi. Les autorités ont compté 128 000 manifestants dans toute la France; la CGT en a compté 400 000.

A Paris, on défilait pour dénoncer la fermeté du gouvernement. Ce matin, Manuel Valls avait appelé les syndicats à la responsabilité après les violences qui ont émaillé les derniers rassemblements. "Qu'il retire son projet de loi et on en reparlera", répond Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, au micro de France 2.

Malgré un gros dispositif des forces de l'ordre, quelques débordements ont éclaté en fin de manifestation dans la capitale. Dans plusieurs villes de France, la mobilisation était semblable. "Il faut se défendre et ne pas laisser passer des lois pareilles et laisser le gouvernement passer en force comme ça", lance une femme à Rouen (Seine-Maritime). Une intersyndicale se réunit ce soir pour décider de la suite du mouvement. Francetv info 19.05

- Loi travail: FO va appeler à une "grève interprofessionnelle" en juin - AFP

Force ouvrière appelle à une "journée de grève interprofessionnelle" en "juin" contre le projet de loi travail, assortie d'une "manifestation nationale" à Paris, a annoncé jeudi le syndicat, qui propose aux autres centrales contestataires de s'associer à son appel.

La commission exécutive de Force ouvrière "décide un renforcement de la mobilisation en s'inscrivant dans une manifestation nationale interprofessionnelle en juin, avec appel à une journée de grève interprofessionnelle", écrit-elle dans un communiqué.

Depuis le début de la mobilisation, les appels à la grève étaient sectoriels et par entreprise, et les manifestations se déclinaient dans toute la France et non dans un cortège "national" unique.

Le syndicat "invite les organisations syndicales réclamant le retrait du projet de loi à s'associer" à son appel, alors qu'une intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, Fidl, UNL) est prévue jeudi dans la soirée, au terme d'une septième journée nationale unitaire contre la réforme.

Pour la centrale de Jean-Claude Mailly, le texte reste un "projet rétrograde", qui, "avec l'inversion de la hiérarchie des

normes", "s'inscrit dans une réduction de la couverture conventionnelle des salariés et un développement du dumping social dans une logique à contre-sens du progrès social et économique".

Par ailleurs, le syndicat, qui observe un "endurcissement des pouvoirs publics", rappelle qu'il "dénonce toutes formes de violences et prendra toutes ses responsabilités pour préserver la démocratie, la liberté d'expression et la liberté de manifestation". AFP 19.05

Une énième journée d'action ? Interprofessionnelle, s'il vous plaît, cela impose le respect paraît-il...

[Quand l'Etat policier entre à l'école.](#)

- L'Ile-de-France adopte les tests salivaires de détection de drogue dans les lycées - LeMonde.fr

Ce projet controversé, porté par la présidente de la région, Valérie Pécresse, a été adopté malgré l'opposition de la gauche et l'abstention du Front national. LeMonde.fr

[Règlement de compte](#)

- Salaire des patrons: Macron contredit Valls (et se contredit lui-même) - Le Huffington Post

A force de faire entendre sa petite musique, Emmanuel Macron se prend les pieds dans sa propre partition. Invité ce jeudi à s'exprimer devant une conférence d'investisseurs, le ministre de l'Economie a estimé que la loi n'était "pas la bonne méthode" pour encadrer. Alors que Manuel Valls venait de déclarer sur RTL son intention de "légiférer" sur la question du salaire des patrons. Le Huffington Post et AFP 19.05

- Loi Travail : le PS somme ses frondeurs de s'expliquer après la motion de censure - Francetv info

La Haute autorité éthique du Parti socialiste a envoyé une lettre à ses députés ayant signé la motion de censure.

Des "explications". Voilà ce que la Haute autorité éthique du Parti socialiste demande à ses 26 députés frondeurs qui ont signé le projet de motion de censure de gauche contre le gouvernement, après que ce dernier avait utilisé l'article 49.3 de la Constitution pour faire voter le projet de loi Travail. Le parti leur a envoyé une lettre que reproduit BFMTV, jeudi 19 mai.

Selon BFMTV, les frondeurs ont l'intention de rédiger une réponse commune à la Haute autorité et ils ont déjà dévoilé une partie de leur argumentaire. "Ce conflit n'est pas éthique mais bel et bien politique", fait valoir Yann Galut. "Le 49.3 n'est pas dans l'esprit du parti, nous allons insister sur ce point", argumente de son côté Laurent Baumel. Les frondeurs comptent également retenter de déposer une motion de gauche en juillet, à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi El Khomri à l'Assemblée. Francetv info 19.05

[Traitement des déchets ou récupération de la vermine.](#)

- Implosion du groupe écologiste à l'Assemblée, une partie rallie les socialistes - AFP

Point final à l'Assemblée d'une fracture ouverte en 2014, le groupe écologiste a cessé jeudi d'exister sous sa forme actuelle, les députés pro-gouvernement actant le divorce d'avec leurs collègues opposés à l'exécutif pour rejoindre les socialistes. AFP 19.05

- Écolos : "On est des victimes collatérales de la motion de censure" - LePoint.fr

Selon Danielle Auroi, députée EELV, le démantèlement du groupe écologiste à l'Assemblée est une mesure de représailles après l'épisode du 49.3. LePoint.fr 19.05

- Le fait politique du jour - Hollande, les Verts et la bombe à retardement - LeFigaro.fr

L'éclatement du groupe écologiste à l'Assemblée nationale complique encore un peu plus une candidature de Cécile Duflot en 2017. Et sert le président de la République. LeFigaro.fr 19.05

[Bienvenue en oligarchie.](#)

- Non, la France n'a jamais été gagnée par une «haine antiflic»

Un sondage Odoxa publié ce mardi 17 mai annonce que 82% des Français ont une bonne opinion de la police. Un chiffre qui n'a rien d'exceptionnel et masque d'autres réalités. Slate.fr

- L'amalgame des conflits fait courir un énorme risque au gouvernement

Même si les préavis de grèves n'ont pas tous le même objet, ils font courir un risque de blocage de l'économie. L'heure n'est plus à la pédagogie, mais à la recherche d'une solution d'apaisement. s'emballe. Slate.fr

- Oui, manger bio a du sens

Au minimum, il ne semble pas tout à fait insensé de s'interroger sur ce que l'on mange... Slate.fr a publié le 12 mai la tribune de Gérard Kafadaroff, ingénieur agronome et ancien directeur chez Monsanto, affirmant qu'il faut cesser d'attribuer de fausses vertus à l'agriculture biologique... Slate.fr

- Des hommes expliquent pourquoi ils envoient des photos de leur sexe

Chacun a ses raisons. Vous arrive-t-il d'envoyer des photos de votre sexe? Ou d'en recevoir? En citant une étude menée par l'entreprise McAfee, spécialisée dans la sécurité informatique, le New York magazine explique que 49% des Américains ont déjà pratiqué le «sexting», et donc envoyé des photos de leur sexe... Slate.fr

- Au XVIe siècle, en France, les troubles de l'érection étaient punis par la loi

L'impuissance était l'affaire de tous. Les troubles de l'érection n'ont pas d'âge. Dès le XVIe siècle, ils constituaient déjà un véritable problème de société. À cette différence près que l'impuissance était légalement répréhensible et passible de procès. Slate.fr

- Lever l'omerta contre le harcèlement sexuel ne suffira pas

Pour que le harcèlement cesse, en politique comme ailleurs, la «fin de l'omerta» n'est qu'une étape, explique dans cette tribune Maxime Poisot, ancien collaborateur parlementaire. Slate.fr

- Non, les préservatifs anti-zika ne protègent pas mieux que les autres

La délégation olympique australienne en sera équipée aux Jeux olympiques de Rio cet été. On connaissait les préservatifs nervurés, parfumés, extra lubrifiés... Il faudra désormais compter sur la capote anti-Zika que nous présente le Slate américain. Slate.fr

- Facebook veut transformer vos visages en emojis

Le réseau social réfléchit à une option permettant de transformer vos photos. Dans vos conversations en ligne, dans vos textos, sur vos réseaux sociaux préférés... Les emojis sont partout, y compris sur Facebook. Slate.fr

Quel degré de débilité !

- Voici à quoi devrait ressembler la cyberguerre contre l'État islamique

Cette stratégie a fonctionné à merveille contre les insurgés en Irak. Pendant le mois d'avril, les représentants du Pentagone ont annoncé qu'ils luttent contre Daech non seulement avec des bombes et des attaques sur le terrain, mais aussi avec des opérations de cyberoffensive. Slate.fr

- Donald Trump et Kim Jong-un, la rencontre?

Le candidat républicain s'est dit prêt à renouer le dialogue avec le dirigeant nord-coréen. Retour, en vidéo, sur ses nombreuses déclarations sur la Corée du Nord. Slate.fr

- Donald Trump a tout de la posture du «mâle alpha» et rien de sa finesse stratégique

Un spécialiste des comportements des chimpanzés appliqués à la politique explique pourquoi le candidat républicain n'est pas assez stratège pour jouer le rôle du «mâle alpha» dans la campagne présidentielle. Slate.fr

- Les forces afghanes ont-elles cherché à détruire un hôpital de Médecins sans Frontières?

Une enquête du New York Times essaie de faire la lumière sur cette affaire. Le 3 octobre 2015, 45 personnes ont été tuées dans un hôpital tenu par Médecins sans Frontières à Lunduz, en Afghanistan, lors d'un bombardement américain. Officiellement, c'était une erreur. Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Otan

- Le Monténégro invité à rejoindre l'Otan - sputniknews.com

Les chefs de diplomatie des 28 pays de l'Otan et le premier ministre du Monténégro ont signé le protocole d'accession de ce petit Etat balkanique à l'Alliance, qui l'avait pourtant bombardé il y a 16 ans.

Les ministres des Affaires étrangères des 28 Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et le premier ministre monténégrin Milo Dukanovic ont signé jeudi le protocole d'accession du Monténégro à l'Otan.

Ce document doit encore être entériné par le Sénat américain et les assemblées législatives des 28 autres Etats membres de l'Otan, dont le Monténégro doit devenir à terme le 29e.

"C'est la preuve que nous avons une vision claire de notre avenir à l'époque et que nous nous y sommes engagés (...) En ces temps troubles, la sécurité collective est plus importante que jamais", a déclaré le chef du gouvernement monténégrin Milo Dukanovic, après avoir signé le protocole d'accession au QG bruxellois de l'Otan.

Selon le secrétaire général, ce protocole d'accession est une étape supplémentaire dans le processus d'adhésion du Monténégro à l'Alliance, mais "les réformes amorcées doivent se poursuivre".

Il a particulièrement insisté sur la lutte contre la corruption et la modernisation des institutions de la Défense.

La Russie n'a pas manqué de critiquer ce nouvel élargissement de l'Otan et a promis de tout mettre en œuvre pour défendre sa sécurité nationale et ses intérêts.

"La signature du protocole d'accession du Monténégro à l'Otan est une nouvelle tentative de modifier le paysage politique et militaire de l'Europe (...) La décision de l'Alliance de s'élargir au Monténégro affecte les intérêts de la Russie et la contraint de réagir", lit-on dans le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. sputniknews.com 19.05

2- Israël

- Etat sioniste. "Le gouvernement le plus extrémiste à avoir jamais servi" - AFP

Israël se dirige vers le gouvernement le plus à droite de son histoire - AFP

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu semblait en passe jeudi d'élargir son gouvernement pour en faire le plus à droite de l'histoire d'Israël avec le retour probable de l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, figure détestée des Palestiniens, au ministère de la Défense.

Les proches de M. Netanyahu continuaient à négocier jeudi avec ceux de M. Lieberman pour que celui-ci rentre dans la coalition gouvernementale avec Israël Beiteinou, le parti de la droite dure qu'il dirige.

Les fuites de part et d'autre dans la presse présentaient un accord comme proche. Israël Beiteinou compte six députés, mais après les fuites sur un accord, Orly Levi-Abekasis a annoncé sur Facebook son départ du parti tout en maintenant son siège au Parlement, disant vouloir travailler sur des questions socio-économiques "suivant les impératifs de ma conscience".

Mais même avec cinq voix d'Israël Beiteinou au Parlement, M. Netanyahu verrait réalisée son ambition publiquement avouée d'élargir sa majorité.

Sa victoire inattendue aux législatives de mars 2015 avait accordé à M. Netanyahu la plus ténue des majorités (61 voix sur 120), le laissant à la merci des caprices de ses alliés et faisant peser un doute permanent sur la durée de son quatrième gouvernement.

Le retour au gouvernement de M. Lieberman, qui fut le ministre des Affaires étrangères de M. Netanyahu de 2009-2012 puis de 2013-2015 et qui demeure une figure incontournable et controversée de la politique israélienne, s'opérerait après un retournement de situation abracadabrant.

Car, M. Netanyahu avait semblé proche, mercredi matin, après des mois de théâtre d'ombres, de conclure un accord avec le chef du Parti travailliste, Isaac Herzog, se posant en champion de la paix avec les Palestiniens.

Le retour de M. Lieberman risque de susciter les inquiétudes de la communauté internationale quant à la politique du gouvernement Netanyahu, en particulier sur le conflit israélo-palestinien, alors que les craintes d'une nouvelle escalade sont déjà vives.

Au ministère de la Défense, M. Lieberman superviserait les activités de l'armée dans les Territoires palestiniens. Les commentateurs posent déjà la question d'un durcissement sous l'influence d'un homme qui, il y a quelques jours, accusait le gouvernement Netanyahu de manquer de fermeté face aux attaques palestiniennes et de ne pas construire dans les grands blocs de colonies de Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

La poursuite de la colonisation --la construction d'habitations civiles sur des territoires occupés par Israël-- est illégale aux yeux de la communauté internationale qui y voit un obstacle majeur à la paix.

M. Lieberman a réclamé la peine de mort contre les auteurs d'attentats anti-israéliens pour entrer dans la coalition. Il a laissé entendre mercredi que le gouvernement pourrait accéder à cette exigence, parmi d'autres comme celle, essentielle, du portefeuille de la Défense.

Le retour au gouvernement israélien d'un homme "connu pour ses vues d'extrême droite sur les Palestiniens est une preuve supplémentaire du fait que Netanyahu préfère promouvoir l'extrémisme au sein de son gouvernement", a réagi le ministère palestinien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les discussions sur l'élargissement du gouvernement ont coïncidé avec une déconcertante intervention du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi évoquant "une opportunité réelle" de résolution du conflit israélo-palestinien. Elle a poussé certains commentateurs israéliens à spéculer sur une action concertée de MM. Netanyahu et Sissi pour pousser à l'entrée des travaillistes dans le gouvernement israélien.

Ces tractations ont capoté spectaculairement mercredi, laissant le Parti travailliste en lambeaux.

"Au lieu de présenter au monde un gouvernement plus modéré en prévision des graves défis qui nous attendent, Netanyahu lui présente le gouvernement le plus extrémiste à avoir jamais servi", écrivait jeudi le quotidien Yedioth Ahronoth.

Pour son concurrent Maariv aussi, c'est avec le gouvernement "le plus extrémiste depuis la fondation d'Israël" que le pays va au-devant d'un "siège diplomatique". Mais "l'essentiel, c'est que Netanyahu soit sain et sauf", ironisait-il. AFP 19.05

Commentaires d'internautes

1- Il faut être aveugle et sourd pour ne pas s'en rendre compte depuis 50 ans. Israël se comporte comme les tortionnaires nazis. C'est connu, cela se sait mais qui oserait condamner Israël, ce prétendu peuple élu ?

2- C'est bizarre : à propos de n'importe quel autre pays il y aurait une explosion mondiale d'indignation : "L'extrême-droite a pris le pouvoir !" etc etc, mais quand il est question d'Israël, le ton change totalement : c'est "le plus à droite", ce qui est une manière de dire que non, non et non, ce n'est pas de l'extrême-droite qu'il s'agit !

3- Ah bon, car aujourd'hui l'entité sioniste n'est pas très extrême, c'est quoi être plus à droite chez les sionistes : balancer une bombe atomique sur les Palestiniens ?

4- C'est clairement un régime judéo-nazi (dixit feu le professeur Leibowitz) bâti sur une idéologie suprémaciste raciste.

5- Plus à droite que l'extrême-droite, c'est le fascisme, mais ça n'a l'air d'étonner personne. Hitler doit bien rigoler...

6- Le nazionisme.

7- Apres Israel, il y a beaucoup de pays qui vont devenir les plus à droite de leur histoire : USA, France, Belgique, etc. (sauf Allemagne).

8- Sarkozy : "La sécurité d'Israël est le combat de ma vie"

Manuel Valls : " Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive ! "

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mai 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*.

Pour revenir brièvement sur la causerie d'hier.

Je me demande comment les militants du POID peuvent-ils justifier que leurs dirigeants dans un document déclarent : "dehors Hollande", après qu'il eut affirmé à plusieurs reprises qu'il ne retirera pas son projet de loi Travail, qu'il ira jusqu'au bout, et que simultanément ils en publient un autre dans laquelle ils s'adressent à Hollande pour exiger qu'il retire ce même projet de loi, je dois avouer que cela me dépasse.

J'ignore ce que vous en pensez, mais si je dis à quelqu'un de dégager, ce n'est certainement pas pour lui demander quelque chose ou en attendre quelque chose par la suite, il faut arrêter de délirer à un moment donné. Une si flagrante incohérence témoigne des contradictions et de la confusion la plus totale qui traversent ce parti ou ses différents courants.

C'était bien la peine de créer le POID, si c'était pour en arriver à un tel degré d'opportunisme qui tourne franchement au ridicule. On attend qu'un militant du POID nous explique comment il peut s'y retrouver. On est curieux de voir comment il tentera de s'en sortir.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mai 2016

CAUSERIE

J'ai rectifié une erreur dans les liens des causeries de janvier à avril 2016. Ces fichiers sont disponibles au format pdf, sorry !

[Le chiffre du jour : 6,6 mille milliards de dollars.](#)

C'est le montant total de la dette des entreprises américaines, près de 10% du PIB mondial. (lire l'article plus loin)

J'ai reçu deux courriels en réponse aux causeries des derniers jours, j'ignore si je trouverai le temps d'y répondre et si cela en vaut vraiment la peine. Pour ajouter quoi qu'on n'a pas déjà dit et répété ? On se contentera des ces quelques réflexions en attendant.

Le premier (un lambertiste ou sympathisant du POID) a dégoté une citation de Lénine vieille d'un siècle, un "*vrai argument*" selon lui, il ne doute de rien décidément, un tel jésuïtisme l'honore, bravo ! Les disciples sont souvent plus vils que leurs maîtres.

En réalité n'y a rien de commun entre Hollande et le PS d'un côté, et Kerensky et le parti socialiste-révolutionnaire de l'autre, tout comme il n'y a rien de commun entre la situation politique actuelle en France et celle de la révolution russe au mois d'août 1917. Quel délire, mais quel délire ! Passons.

Parce que l'UNEF, la FIDL, L'UNL sont "*dirigés par des militants du PS, pour qui Hollande est un "moindre mal"*" et et parce qu'ils "*sont suivis malgré tout par quelques milliers de jeunes*", il faudrait déterminer notre politique par rapport à eux.

Autant dire que la lettre adressée à Hollande par l'organisation de la jeunesse du POID confirme que ce parti est incapable de

rompre avec le PS et de définir une ligne politique indépendante, de l'Etat ou du régime. Il faut toujours qu'il se cale sur les éléments les plus droitiers ou qui comportent le plus d'illusions dans le PS. Ce courant politique ne s'adresse jamais à l'ensemble des travailleurs, il s'adresse uniquement aux couches qui le composent et dont les intérêts (ou les statuts) sont menacés ou remis en cause. A aucun moment, sauf quand il lui arrive de verser dans le gauchisme, il se souvient que la classe ouvrière ne se limite pas à l'aristocratie ouvrière, aux intellectuels ou aux fonctionnaires, à la petite bourgeoisie, aux appareils qui incarnent leurs intérêts au côté de ceux des capitalistes.

Le reste est à l'avenant en pire, amalgames et calomnies en prime comme il se doit, ce qui nous laisse totalement indifférent.

Le second (un militant syndicaliste) s'acharne inutilement sur le POI et le POID. Il a une idée préconçue sur ce courant politique et je ne vais pas m'épuiser à essayer de le convaincre de l'abandonner. Quand vous écrivez quelque chose sur un parti ou ses dirigeants, la plupart des lecteurs ne retiennent que ce qui les intéresse.

Quant à ce que j'ai écrit sur le tract du GMI. Contrairement à ce qu'il croit, j'ai lu ce document en entier, et j'estime que le titre qui détermine leur orientation politique ne correspond pas à son contenu, cela participe du double langage, ou alors il faudrait m'expliquer où ils veulent vraiment en venir, car la dénonciation des agissements des dirigeants syndicaux ou des différents partis n'a jamais fait une ligne politique ou un programme.

Il me parle de l'INEM, j'ignore ce que c'est.

Il a terminé en me donnant un conseil qui ne me concerne pas à ma connaissance, mais je peux admettre qu'il n'ait pas lu toutes mes causeries ou qu'il ne les ait pas à l'esprit : "*quand on veut dénoncer les erreurs de jugement des autres, il faut aussi être capable de faire son auto-critique avec le ton aussi acerbe.*". Je vais te dire un truc entre nous, d'autres que moi qui n'ont pas ma patience ou qui ne seraient pas forcément animés d'aussi bonnes intentions à ton égard ou d'aussi bonne humeur, t'enverraient proprement balader. Mais je n'en ferai rien, car je préfère la pédagogie à la démagogie.

Voyez-vous, spontanément le terme "auto-critique" me renvoie aux procès de Moscou des dirigeants bolcheviks au milieu des années 30, et me donne un violent accès de fièvre que j'ai du mal à maîtriser. Et comme quoi j'ai bien la tête sur mes épaules, dans le Grand Robert de la langue française, à l'alinéas correspondant à sa signification politique, ils en ont donné la traduction russe, samokritika, datant de 1930, en citant... Maurice Thorez !

L'autocritique se rapporte à la critique de soi-même ou de ses comportements, plus généralement quand elle est agitée par une tierce personne, à une erreur qu'on aurait commise et qu'on n'aurait pas reconnue jusque là. Personnellement, chaque fois que j'ai eu l'occasion de prendre conscience d'avoir commis une erreur, je l'ai aussitôt reconnue et rectifiée publiquement, les lecteurs en sont témoins. Dans la vie en général je n'agis pas autrement.

Allons plus loin en décryptant ce procédé détestable.

Nous sommes en présence d'un militant qui m'impute une erreur et qui me demande de la reconnaître, sans même se demander si j'y suis prêt ou non, à croire que j'y serais obligé, c'est un peu fort, si je vais partager son jugement, sans même avoir pris connaissance de mes arguments qui peuvent prouver que je n'ai commis aucune erreur, ce qui est le cas ici, comme si je devrais d'emblée me ranger à son appréciation et accepter ce procédé qui relève de l'autoritarisme ou de l'arbitraire le plus absolu.

Je vais t'avouer un truc, si j'y suis si sensible, c'est parce que j'ai été un enfant battu, et j'en ai été traumatisé au point d'avoir en horreur toute forme d'autoritarisme, de la plus insignifiante manifestation de supériorité aux comportements calqués sur les aristocrates ou les militaires, arrogeants, hautains, suffisants, méprisants, humiliants, blessants, uniquement destinés à vous rabaisser, à vous écraser, à vous faire comprendre que vous êtes faible, impuissant, inférieur.

En politique, l'autocritique est un procédé autoritaire qui consiste à obtenir les aveux de quelqu'un, sur la base de l'accusation qui a été formulée contre lui, sans qu'il lui soit permis de la remettre en cause, car il est jugé coupable sans autre forme de procès.

On vous soupçonne d'avoir prononcé un jugement sur un document sans l'avoir lu ou en étant resté au titre, et cela suffit pour faire de vous un coupable qui doit expier son crime en se livrant à son autocritique. Si je n'avais pas déjà répondu plus haut, je dirais que tu peux attendre longtemps !

Tu n'as pas de bol, car vois-tu, cela fait plus de 35 ans que j'analyse mon comportement, sans en faire une fixation rassure-toi, je préfère le préciser, et tu ne peux pas imaginer le nombre de fois ou j'ai dû me sermoner ou je me suis traité de con, d'abruti, car pour aboutir dans ce trou en Inde, cela signifie que les occasions n'ont pas manqué !

Cela vient du fait que j'ai étudié la psychanalyse pendant plusieurs années avec le même acharnement que j'ai étudié le marxisme, car lorsque j'étais jeune j'ai été confronté à des problèmes relationnels, notamment avec les femmes et les personnes qui faisaient preuve d'autoritarisme qui m'intimidaient ou me mettaient fort mal à l'aise.

C'est d'ailleurs ce qui m'a sauvé en grande partie d'un naufrage précoce certain annoncé. C'est seulement après que j'ai découvert le marxisme et que j'ai été définitivement sauvé, j'entend par marxisme le matérialisme dialectique pour interpréter le monde, la société, la nature, mais aussi les hommes et leur comportement.

Je suis un ouvrier conscient, baignant dans un milieu profondément arriéré depuis ma naissance, formé principalement à l'école de la philosophe (d'Héraclite à Bergson), de la psychanalyse (Freud et Reich principalement), du marxisme.

Si tu faisais le rapprochement entre le milieu profondément arriéré dans lequel je vis en permanence et le niveau de conscience que j'ai acquis au fil du temps, tu t'apercevrais qu'il faut forcément avoir atteint un niveau de discernement très élevé pour ne pas être aspiré vers le bas ou pour ne pas mépriser les gens dont je partage l'existence ou me prendre pour quelqu'un de supérieur.

Ma situation est anachronique et pas toujours facile, je ne l'assume pas toujours comme je le voudrais parce que je ne suis pas infaillible, d'où mes rappels constant à faire preuve de modestie, ce qui ne correspond pas à la personnalité de quelqu'un qui se verrait un jour obligé de faire son autocritique, cela fait 35 ans que je me livre à mon autocritique quotidienne, donc je n'ai besoin de personne pour me rappeler à mon devoir, car cela en est un, je l'ai élevé au rang d'un principe auquel je me tiens, et si chacun en faisait de même au lieu de juger les autres, on s'en porterait sans doute beaucoup mieux.

Comme ces heures passées devant l'écran m'épuisent rapidement, je vais à nouveau réduire la cadence.

[On n'est pas les seuls à le penser avec Marx. Les "droits de l'homme" ou les "droits humains" ne servent qu'à légitimer la propriété privée ou le capitalisme.](#)

- Petite critique du droit bourgeois - Benedikt Arden - legrandsoir.info 20.05

Extrait.

- Dès lors que les droits humains sont définis comme « naturels », déconnectée du devoir civique et centré sur la protection de la propriété privée, la mise en place de l'égalité est dénoncée comme étant une atteinte aux droits de l'homme. Et ceci bien sûr malgré que le respect de ces droits ne protège en rien les humains de l'exploitation éhontée que l'on constate tous les jours. Malgré son aspect social relativement avancé, la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) comporte ce même problème, car l'article 17 précise bien que « toute personne [...] a droit à la propriété » et que « nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ». De plus, l'article 2 nous précise que « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune (et notamment) [...] de fortune ». Et pour ceux qui comprendraient pas encore le caractère « impératif » & « catégorique » de ce droit de propriété, il est inscrit dans l'article 30 qu'« aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés ».

De manière plus polémique et interprétative, cette charte nous apporte la logique qui suit : l'homme a le droit à la propriété (art.17). Il ne peut en aucun cas être discriminé en raison de sa fortune ou propriété (art. 2). Il a le droit de s'extraire de ses responsabilités civiques s'il n'enfreint pas les autres droits (art. 12). Il a le droit de quitter la collectivité qu'il a spoliée s'il en ressent le besoin (art. 13) et aucun de ces droits n'est limitable d'une quelconque façon (art. 30).

De ce point de vue, la DUDH ne respecte que les droits de l'homme bourgeois et non pas les droits des humains dans leur ensemble, car, même si celle-ci invite les gouvernants aux mesures sociales, elle condamne les bases de leur mise en pratique dans le monde réel.

Le problème que contiennent ces chartes de droits est que la notion de « propriété » n'est pas définie et englobe tout ce qui rentre dans le domaine de la propriété du monde capitaliste. De la paire de souliers aux puits de pétrole en passant par les moyens de communication. Il est pourtant évident qu'il y a une différence de nature entre la valeur d'usage et la valeur d'échange d'une propriété. L'une est dédiée à l'individu et l'autre à la société. C'est donc de manière tout à fait arbitraire que l'on postule un droit de propriété absolu sans même tenir compte de l'effet social que cette possession peut engendrer sur la condition de vie des autres. Il est donc inexact de prétendre que l'évolution du féodalisme au capitalisme en termes de droit humain serait une grande avancée pour l'ensemble du peuple. Le despotisme de droit divin et la propriété foncière ne sont pas plus juste que le droit de propriété tout court, si celle-ci impose un contrôle tout aussi despotique sur la vie des citoyens dans les faits. Car ne l'oublions pas, il n'y a nul choix pour le salarié de s'extraire de sa condition si celui-ci n'est pas possesseur de ses propres moyens d'existence. Alors, de choix il n'est nulle question et le despotisme envers les pauvres n'est en rien dépassé dans cette société de droit bourgeois.

La seule façon d'en finir une fois pour toutes avec l'asservissement et de mettre en place un droit réellement humain est de circonscrire le droit de propriété à sa nature d'usage et d'inscrire le « devoir » comme élément constitutif du droit, car de cette façon nous officialisons sa contrepartie nécessaire. Tout ce qui revient à la société devra donc être socialisé afin de pouvoir mettre

en place les droits universels des humains moins rêvés que concrets, soit ceux qui vivent en société de manière interdépendants. Le caractère social du travail et de la production sera enfin en phase avec sa nature et les droits de l'homme seront enfin respectés. legrandsoir.info 20.05

[Ils sont ultra minoritaires, illégitimes pour imposer la loi Travail qui relève d'un coup de force.](#)

Plus de 76% des électeurs ont boycotté les législatives partielles à Nice et à Strasbourg.

LeParisien.fr - Le PS s'en sort bien à Strasbourg (Bas-Rhin) mais s'effondre à Nice (Alpes-Maritimes). Les électeurs étaient appelés aux urnes ce dimanche à l'occasion des premiers tours de deux élections législatives partielles.

A Nice, selon les premières estimations, la candidate LR qui brigue la succession de Christian Estrosi, Marine Brenier, a rassemblé plus de 47 % des suffrages tandis que le PS s'effondrait avec 6,4% des voix, devancé par le Front de Gauche (7,2%). Le candidat FN, Michel Brutti, arrive deuxième avec 30,5% des suffrages. Le second tour verra donc un duel LR-FN dimanche 29 mai.

A Strasbourg, dans la 1ere circonscription du Bas-Rhin, Eric Elkouby, le dauphin du député sortant PS Armand Jung (démissionnaire pour raisons de santé), a viré en tête avec 30,5 % des voix. Le candidat LR, Jean-Emmanuel Robert, se classe deuxième avec 19% et la FN Andrea Didelot troisième (10,4%) est éliminée. Eux aussi éliminés, le candidat EELV, Simon Baumert, a frôlé les 10% (avec 9,26%), tandis que l'UDI Laurent Py a obtenu 7,64%, tout comme les neuf autres «petits» candidats, dont l'un des mieux placés (4,25%) est le représentant du mouvement «Ma Voix», qui n'avait aucun programme, si ce n'est de relayer au Parlement la volonté des électeurs.

Comme souvent lors d'élections partielles, c'est un énorme taux d'abstention qui a marqué ces scrutins : 77,7% à Strasbourg et 76,7 % à Nice. LeParisien.fr 22.05

Plus les faits sont à leur désavantage, plus ils s'enfoncent dans le populisme ou le déni de la réalité.

Tandis que le candidat du PS à Strasbourg a obtenu le score misérable de 6,80 % (30,5x22,3:100) des voix des électeurs inscrits, Libération.fr du 23 mai titrait : le PS s'accroche à Strasbourg.

Un député du PS en rajoutait une grosse couche : - «C'est un résultat encourageant, un beau résultat, comparé à d'autres législatives partielles», estime Philippe Bies, député socialiste de la circonscription voisine. Libération.fr 23.05

A Nice le PS a disparu du champ politique avec 1,49% (6,4x23,3 :100) des voix des électeurs inscrits.

Pour que le parti officiel de l'ordre (LR) et son supplétif (PS) assurent le fonctionnement normal ou la continuité des institutions de la Ve République au service du capitalisme, il faut qu'ils bénéficient du soutien électoral de la majorité des masses laborieuses, dans le cas contraire les institutions entrent en crise et le régime se retrouve affaibli à son tour, puisque son vernis démocratique n'est plus là pour le protéger des assauts de la lutte des classes, laissant apparaître violemment sa nature fondamentalement réactionnaire.

Partant de ce constat, pour aider les travailleurs à saisir la situation et en faire un levier pour la suite de leur combat, il est de notre devoir de leur expliquer les liens qui existent entre ces différents facteurs, pourquoi et comment leurs rapports évoluent pour dégager une issue politique qui rompt avec les institutions du capital et ses représentants.

Dès lors, chacun comprendra qu'il est hors de question de leur soumettre des mots d'ordre ou une tactique qui les ramènerait dans les sales pattes d'un des partis qui constitue un des piliers des institutions ou du régime, sauf à les ménager ou voler à leur secours.

Toute initiative lancée en direction de l'un de ces partis, le PS en l'occurrence, délégation, adresse, lettre, pétition, etc. ne servirait, volontairement, et il faut bien insister sur cet aspect particulièrement nuisible ou opportuniste de cette démarche, qu'à alimenter les illusions des masses dans ce parti, pour être plus précis encore, de sorte qu'elle donnera l'impression en cas de refus du PS de soutenir ou de partager votre position ou revendication, que finalement rien ne serait possible, que la situation est bloquée et qu'il n'existe pas d'issue, ce qui ne peut que conduire à battre en retraite, à la démobilisation, à la démoralisation, à la passivité, à subir son sort docilement.

A l'opposé, on doit proposer aux travailleurs et aux militants qui partagent notre position sur une question précise de nous organiser pour mener le combat ensemble, sans préjuger des désaccords que l'on peut avoir sur d'autres questions, qui sont une source de division ou de dispersion de nos forces pour combattre le patronat et le gouvernement.

Ceux qui affirment qu'il faut absolument s'adresser aux dirigeants du PS ou d'autres partis liés au régime, contribuent à diviser les travailleurs et les militants qui dans leur immense majorité ne se reconnaissent pas dans ce parti ou n'en attendent rien de bon.

Contrairement à ce qu'ils affirment, sur la base des faits qui l'ont largement et tragiquement prouvé au XXe siècle, ils font le jeu de notre ennemi de deux manières : Une, en alimentant des illusions criminelles dans ce parti au lieu de le combattre avec acharnement et sans répit ; Deux, en désarmant les travailleurs qui devraient ainsi davantage compter sur le soutien de ce parti que sur leurs propres forces ou leur propre mobilisation.

Notre tactique est déterminée par notre caractérisation de la nature du PS en tant que parti fondamentalement réactionnaire, de droite, capitaliste, qu'il n'a cessé de renforcer et de révéler au grand jour ou d'assumer ouvertement jour après jour, au point que leurs dirigeants sont devenus les porte-parole ou les représentants officiels de l'oligarchie financière qui a porté ce parti au pouvoir.

Il faut avoir en permanence à l'esprit que, lorsque vous vous adressez à un dirigeant, un député, un ministre du PS ou au président de la République, vous vous adressez à un porte-parole de l'oligarchie financière et à personne d'autres. Vous admettez volontiers, que remettre son sort entre les mains d'un représentant du capitalisme n'est pas très sérieux ou relève de l'inconscience, du plus pur opportunisme.

Popularité: Manuel Valls au plus bas - LExpress.fr

Dans un contexte de crise sociale, la cote de popularité du Premier ministre est en chute libre. Dans un sondage Ifop publié ce dimanche dans Le Journal du Dimanche, seuls 22% des Français sont satisfaits de l'action de Manuel Valls.

Manuel Valls baisse alors que François Hollande reprend quelques couleurs. La cote de popularité du chef de l'Etat atteint péniblement les 15% de satisfaits et gagne un point par rapport au mois d'avril.

Le total des mécontents de l'action du couple exécutif reste très largement majoritaire avec respectivement 84% et 77% d'opinions négatives pour François Hollande et Manuel Valls. LExpress.fr 22.05

Quand la température baisse, un lambertiste a trouvé la parade, il faut casser le thermomètre. Quelle imagination !

On se demandera en feignant la surprise, qu'est-ce qui le dérange dans le fait que la popularité de Hollande et Valls soit si basse, le regretterait-il pas hasard, car cela ne ferait pas son affaire, pourquoi diable ? Pardi, parce que dans ces conditions l'opportunisme de la ligne politique de ses chers dirigeants qui s'adressent à Hollande apparaîtrait au grand jour.

Ira-t-il jusqu'à nier les résultats de ces élections partielles d'où le PS est sorti plus que laminé en atteignant le score de 1,49% à Nice ? Jusqu'où les lambertistes vont-ils se réfugier dans le déni de la réalité ?

Selon le sympathisant du POID qui m'avait envoyé un courriel, outre toutes mes tares, je ferais "*aveuglement confiance à des sondages arrangés et à des sites bidon*"... Apparemment je ne suis pas le seul :

Tribune des Travailleurs n° 39 - Edito du 20 mai de D. Gluckstein.

Extrait - "Tout cela dans un objectif : tenter d'étouffer la détermination de la classe ouvrière et de la jeunesse — soutenues par trois quarts des citoyens interrogés dans les sondages — à imposer le retrait de la loi El Khomri."

[Comment aider le gouvernement Hollande-Valls à faire passer la loi Travail du XIXe siècle.](#)

En organisant une huitième, une neuvième, une dixième, une onzième, etc. journée d'action destinée à briser la détermination et le morale des travailleurs qui exige le retrait de cette loi infâme.

Journées d'action à répétition : 17 mars, 24 mars, 31 mars, 9 avril, 28 avril, 12 mai, 17 mai, 19 mai, 26 mai, 14 juin...

Après que les dirigeants des syndicats ont renoncé à mobiliser l'ensemble des adhérents de leurs syndicats pour exiger le retrait de la loi Travail, et décrété ou encouragé la reconduction de grèves dans certains secteurs d'activité ou administrations, ainsi que des blocages, les voilà qui appellent à "généraliser les grèves" (Martinez - CGT), qui risquent fort d'être ou de devenir impopulaires pour la raison évoquée plus haut, et avec un peu de chance qui verront se dresser les travailleurs les uns contre les autres, c'est leur objectif et non obtenir le retrait de ce projet de loi.

Si les travailleurs de secteurs entiers comme la banque, l'assurance, la chimie, la sidérurgie, les organismes sociaux, le bâtiment, l'automobile, l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'armement, l'université, le collègue, etc. ne se mettent pas en grève, ne faudrait-il pas se demander pourquoi, quel est l'état d'esprit de ces travailleurs ?

Généralement avant même de se fixer un objectif, on doit se demander si les conditions sont réunies pour avoir une chance de l'atteindre, et si tel n'est pas le cas on doit déterminer quels moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, sinon autant dire qu'on

n'y tient pas vraiment ou qu'on s'en moque.

La question est de savoir, pourquoi ces travailleurs n'ont pas mesuré l'extrême nocivité de cette loi et de la gravité de la situation.

En guise d'explication, il est évident notamment que les syndicats n'ont rien fait pour qu'ils en prennent réellement conscience, dès lors qu'ils n'ont pas agi au niveau des branches d'activité pour envisager une action commune des travailleurs de toutes les entreprises ou administrations concernées au niveau national, ils ont fait en sorte qu'ils demeurent isolés, et ils savent très bien que ce n'est pas une grève dans une entreprise ou un service qui fera reculer le gouvernement, donc ils ne sont pas prêts à se lancer dans ce genre d'actions sans lendemain qui leur ferait perdre inutilement des jours de salaire.

On peut aussi invoquer que la plupart d'entre eux appartiennent aux couches d'exploités relativement satisfaits de leur condition, soit qu'ils aient un statut et une rémunération supérieurs à la moyennes des salariés, soit qu'ils ne soient pas menacés par le chômage ou la précarité de l'emploi, l'un ou l'autre de ces facteurs ou les deux à la fois ayant contribué à façonner leur état d'esprit qui les pousse à la passivité.

Quand vous êtes face à une menace réelle, en général vous réagissez, si vous ne le faites pas, c'est que, soit vous n'en avez pas conscience, soit vous estimez qu'elle n'est pas sérieuse, dans les deux cas vous êtes insouciant ou irresponsable au point de mettre votre vie en danger. Tenez, en deux jours, juste devant la porte d'entrée de la maison, on a tué deux scorpions.

Quand on engage une bataille et qu'on se fixe un objectif, vaut mieux au préalable se demander d'où on part et si on aura une chance de l'atteindre, et si on part au combat avec un effectif insuffisant on prendra le risque d'échouer. Quant à la détermination des combattants, elle sera certes le facteur déterminant au début de la bataille, mais au fur et à mesure qu'ils prendront des coups et enregistreront des pertes, elle sera mise à rude épreuve, et plus leur armement s'avèrera désuet ou leurs coups portés à l'ennemi inefficaces, plus ils seront portés à désertir en l'absence de renforts.

La question n'est pas de savoir si telle ou telle bataille vaut le coup d'être menée, mais d'avoir conscience des conditions dans laquelle on s'apprête à l'engager, de sorte qu'en cas de défaite on sera capable d'en tirer des leçons pour les prochaines batailles, dans le cas contraire le même scénario se reproduira indéfiniment. En quelques mots, voilà le bilan de la lutte de classe des 70 dernières années.

Beaucoup de militants refusent de se poser cette question ou d'y réfléchir sérieusement, parce qu'ils n'admettent pas ce bilan. Ils n'ont pas compris que les années 70 avaient sonné le glas de la conception réformiste de la lutte de classe qui avait contribué à enchaîner les travailleurs plus solidement au capitalisme depuis l'après-guerre, et que sans en tirer toutes les conséquences il leur serait impossible de revenir à une conception révolutionnaire de la lutte de classe, ce qui les condamnerait à subir échec après échec et finalement à perdre définitivement espoir qu'il serait possible de changer la société, ce qui est beaucoup plus grave.

AFP - Blocage de raffineries et de ports, huitième journée nationale d'action, tentative de "généraliser la grève": les partisans d'un retrait de la loi travail promettent de durcir encore leur mouvement la semaine prochaine, pour faire plier le gouvernement.

Les opposants au projet de loi battront le pavé jeudi, lors d'une huitième journée nationale de grèves et de manifestations à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-FSU-Unef-Fidl-UNL. Une neuvième journée est déjà programmée le 14 juin, avec ce jour-là, un rassemblement unique à Paris.

L'enjeu, pour les syndicats, est désormais de propager la mobilisation de la rue aux entreprises, en multipliant les arrêts de travail. Le leader cégétiste Philippe Martinez a appelé mardi à "généraliser les grèves". AFP 22.05

[Un voyage dans une dictature "amie" encadré par une organisation d'extrême droite, le Crif.](#)

- À Tel Aviv, Manuel Valls se présente en « ami d'Israël » - LeFigaro.fr

- Valls essaie de convaincre Israël en "ami", avant une rencontre avec Netanyahu - AFP

Le Premier ministre français Manuel Valls a multiplié dimanche les gages d'amitié envers Israël...

Le Premier ministre français Manuel Valls est arrivé samedi soir en Israël en amont d'une visite de trois jours dans l'Etat hébreu et dans les Territoires palestiniens, où il doit notamment défendre l'initiative française de relance du processus de paix, a indiqué son cabinet.

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Roger Cukierman, son frère Henri Cukierman, président de la chambre de commerce France-Israël, les défenseurs de la mémoire de la Shoah Serge et Beate Klarsfeld, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach, le cinéaste Alexandre Arcady, la chanteuse Keren Ann, le réalisateur Rani Massalha

et l'anthropologue Marion Slitine sont du voyage. AFP 21.05

En complément.

- Des policiers accusés d'avoir violemment frappé un arabe israélien à Tel-Aviv - lemonde.fr

Des médias israéliens ont publié dimanche 22 mai une vidéo sur laquelle on voit un employé de supermarché arabe israélien être violemment battu par des policiers à Tel-Aviv. Selon plusieurs témoins, cette agression était injustifiée. L'un d'eux, Erez Krispin, a détaillé le déroulé des événements sur sa page Facebook.

L'homme était à l'extérieur de l'établissement quand un individu, habillé en civil lui a demandé ses papiers d'identité. L'employé répond alors à son interlocuteur que ses documents sont à l'intérieur du supermarché, avant d'inviter ce dernier à se présenter. « A peine avait-il fini de parler qu'il a reçu des coups violents de l'homme et d'un ami qui était avec lui, poursuit alors M. Krispin. Je n'ai jamais rien vu de pareil. Ses dents ont volé en l'air. L'arabe était anéanti. »

Un jeune-homme « suspect », selon la police

Les images reprises par plusieurs sites d'informations de l'Etat hébreu montrent deux individus en train de rosser un troisième. Dans un communiqué, la police a reconnu que les deux assaillants sont des membres des forces de l'ordre et donne sa version des faits : « [Ils] ont identifié un jeune homme qu'ils pensaient suspect et lui ont demandé de décliner son identité. Le suspect a refusé de s'identifier et a attaqué les policiers, dont l'un a été mordu. »

Le gérant du supermarché, Kobi Cohen, cité par la chaîne privée « 2 », doute quant à lui que la légitime défense soit la véritable cause de cet accès de violence. « La police a agi comme un gang et l'a frappé seulement parce qu'il était un arabe », insiste-t-il. Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leur terre après la création d'Israël. Citoyens israéliens, ils représentent 17,5 % de la population de l'Etat hébreu. Ils se revendiquent Palestiniens pour leur grande majorité. lemonde.fr 22.05

[France. Etat policier.](#)

- Le policier agressé par des casseurs a été décoré et promu - Francetv info

Le jeune homme était jusqu'alors adjoint de sécurité aux fonctionnaires de police. Il avait raté son concours de gardien de la paix. Francetv info 22.05

- Véhicule policier incendié : qui est Antonin, l'un des quatre suspects ? - Francetv info

Antonin, 21 ans, est présenté comme faisant partie du groupe Action antifasciste paris-banlieue. Il a grandi dans les quartiers aisés de la capitale... Francetv info 22.05

[Comment le FN vole au secours de Hollande.](#)

- Etat d'urgence: Marine Le Pen pour l'interdiction des manifestations - AFP

Marine Le Pen, présidente du FN, a prôné vendredi l'interdiction de toutes les manifestations en période d'état d'urgence et accusé le gouvernement de "profiter" de ce régime prolongé jeudi par le Parlement pour faire adopter la loi travail. AFP 22.05

Comme c'est uniquement la mobilisation des masses qui peut contraindre Hollande à retirer son projet de loi Travail, se positionner contre son adoption tout en voulant interdire les manifestations revient à favoriser le passage de cette loi du XIXe siècle.

[Comment généraliser la pauvreté et la précarité... et au passage vous réduire en esclavage.](#)

- Bientôt un revenu universel de base à 750 euros? - bfmtv.com

Le versement d'un revenu universel couvrant les besoins minimaux pour le logement, la santé ou la retraite est-il possible? Oui, si son montant est "proche du seuil de pauvreté", répond dans une étude la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste.

Versée à tous les Français jusqu'à 65 ans, l'allocation serait fixée à 225 euros jusqu'à 15 ans, puis 375 euros jusqu'à 18 ans. Elle atteindrait 750 euros entre 18 et 65 ans pour atteindre 1.125 euros après 65 ans, suggère l'étude.

Une mesure dont le coût est évalué à 565 milliards d'euros, soit 26% du PIB, et qui "pourrait être financée en réorientant

l'ensemble des dépenses actuelles de protection sociale (retraite, assurance-maladie, chômage, allocations familiales), à l'exception de celles consacrées à la prise en charge des affections de longue durée", écrit le groupe de réflexion.

A cela s'ajouterait "une hausse de deux points de la TVA, dans une logique consistant à faire peser davantage la protection sociale sur la consommation plutôt que sur le travail", poursuivent les auteurs.

Le versement de tout ou partie de la prestation pourrait être réalisé sous la forme de bons échangeables contre des prestations de services publics dans les secteurs des transports, du logement, de la santé ou encore de la culture, suggèrent-ils. bfmtv.com 22.05

En l'échange d'un revenu universel de base misérable, vous abdiqueriez tous vos droits (retraite, assurance-maladie, chômage, allocations familiales), et en imaginant que pour une raison ou une autre ce revenu vous serait refusé, vous vous retrouveriez avec un statut similaire aux travailleurs du XVIIIe et XIXe siècle.

[La semaine de travail de 20 ou 25 heures est parfaitement possible. Ce sont eux qui le disent eux-mêmes.](#)

- Semaine de 30 heures: des entreprises suédoises vantent les bienfaits du travail allégé - Slate.fr

Depuis 2015, plusieurs entreprises de la région de Göteborg, deuxième ville de Suède, testent la semaine de 30 heures. Et ils en sont très satisfaits, rapporte le New York Times.

«Nous sommes plus heureux et un travailleur heureux c'est un meilleur travailleur», se réjouit Arturo Perez, aide-soignant à Svartedalens dans la banlieue de Göteborg maintenant habitué à ses six heures de travail quotidiennes. L'expérience dans la commune porte ses fruits. Plusieurs études montrent qu'elle réduit non seulement l'absentéisme mais améliore aussi la productivité et la santé des employés. La première expérience de ce type en Europe était née en Finlande dans la seconde moitié des années 1990. Selon l'OCDE, en 2014, la durée moyenne de travail en Suède était de 35,8 heures contre 36,1 en France.

«Maintenant, il est plus facile de me reposer et avoir le temps à la maison de parler avec mes enfants», abonde Gabrielle Tikman, infirmière chirurgicale. «Nous souhaitons un nouveau débat en Suède pour que la vie professionnelle ait pour but de maintenir un état de bien-être», estime pour sa part Daniel Bernmar, chef du parti de gauche au conseil municipal de Göteborg, à l'origine de cette nouvelle organisation du temps de travail.

Employeurs séduits

On pourrait se dire que seuls les salariés profitent de ce système promouvant l'harmonie entre la vie professionnelle et le temps libre, pourtant la mesure ravit les patrons. «Nous pensons qu'une semaine de travail plus courte signifierait que nous aurions à embaucher plus, mais cela ne s'est pas vérifié car tout le monde travaille plus efficacement», explique Maria Brath, fondatrice d'une start-up spécialisée dans l'optimisation des moteurs de recherche dont les employés travaillent six heures par jour depuis trois ans. Malgré la réduction horaire, la société a doublé son chiffre d'affaires et ses profits chaque année.

L'initiative débutée dans un centre technique du constructeur Toyota pour répondre au stress des employés et aux plaintes des clients possède ses opposants. Ils y voient un risque de perte de compétitivité notamment dans les grandes entreprises. Mais la démarche fait son chemin. À l'heure où l'Europe se tourne vers des durées de travail plus importantes, la Suède nous questionne en prenant le contre-pied parfait de cette tendance. Slate.fr 23.05

Si en réduisant la journée de travail à 30 heures le niveau de la production est maintenu ou même s'accroît sans qu'il soit indispensable d'embaucher, et bien pour résorber le chômage de masse et parvenir au même résultat, il est possible de descendre bien en-deçà des 30 heures.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Bienvenue chez les parrains des barbares soutenus par les ONG toujours animés de bonnes intentions, humanistes s'il vous plaît.](#)

- Turquie: un sommet inédit à Istanbul pour mieux répondre aux crises humanitaires - AFP

Des dirigeants et ONG du monde entier se réunissent lundi à Istanbul pour un sommet inédit, parrainé par l'ONU, visant à améliorer la manière globale de répondre aux crises humanitaires provoquées par les conflits et le réchauffement climatique.

"Il s'agit d'une opportunité unique de mettre en place un programme ambitieux et de long terme afin de changer la façon dont nous apaisons et prévenons les souffrances des plus vulnérables de ce monde", a déclaré dimanche à la presse le sous-secrétaire de l'ONU aux Affaires humanitaires Stephen O'Brien.

L'ONG MSF, dont 75 hôpitaux ont été attaqués l'année dernière, a indiqué qu'elle boycotterait le sommet en raison du manque d'initiatives concrètes pour mettre fin aux "graves restrictions mises en places par certains Etats" en termes d'accès humanitaire. (Visant la Syrie notamment, MSF plus pourri que l'ONU qui n'en fait pas assez... - LVOG)

Malgré tout, les participants, dont de nombreuses ONG de petite ou moyenne taille en première ligne des crises humanitaires, espèrent que le sommet impulsera au moins un élan dans la bonne direction. (La tirelire, le gros chèque... - LVOG)

"Les attentes concernant le sommet ont progressivement diminué", a déclaré à l'AFP Rob Williams, de l'ONG War Child. Mais, a-t-il ajouté, "nous avons toujours le sentiment qu'il y a beaucoup de bonne volonté". (Pour continuer les guerres, assurément... - LVOG) AFP 22.05

L'Ongisme, c'est la syphilis du mouvement ouvrier.

[Avec les félicitations des "amis" de la Syrie et du Yémen, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Turquie, Arabie saoudite, Qatar, Israël](#)

- Des attentats de l'EI font près de 150 morts sur la côte syrienne - Reuters

Une série d'attentats à la bombe revendiqués par l'Etat islamique ont fait près de 150 morts et au moins 200 blessés lundi à Tartous et Jableh, deux villes situées sur la côte méditerranéenne de la Syrie dans une région contrôlée par le gouvernement qui héberge des bases russes, rapportent la presse et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Reuters 23.05

- Yémen: l'EI s'acharne contre les forces loyalistes, tuant 41 soldats - AFP

Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) s'acharne sur les forces gouvernementales yéménites et sur les jeunes soldats qu'elles tentent de recruter dans le sud du pays où un double attentat a fait au moins 41 morts lundi. AFP 23.05

[Quand le Pentagone se lance dans des guerres fictives... en attendant.](#)

On a l'habitude de parler des guerres, du Pentagone, du complexe militaro-industriel d'un côté, du capitalisme, de la finance, de l'oligarchie d'un autre côté. Or les deux sont intimement liés en permanence.

- Ces cinq nations inventées pour l'armée US - sputniknews.com

L'armée américaine a créé cinq pays, avec leur propre histoire, élaborés pour les utiliser comme des adversaires potentiels dans ses exercices militaires. Sans surprise, ces entités politiques fictives ressemblent à des pays existants tels que la Russie et l'Iran.

Un document intitulé "Decisive action Formation Environnement (DATE)" (environnement de formation d'action décisive) contient toutes les informations sur les cinq faux pays, tels que l'Ariana, l'Atropia, la Donovia, la Gorgas et la Limaria, aussi bien que la façon de les affronter lors des exercices. La version la plus récente a été publiée en avril 2015.

"Chaque pays est décrit de manière très détaillée, y compris avec ses structures politiques, ses considérations économiques, ses types de troupes, ses matériels militaires et d'autres caractéristiques qui auront un impact sur la façon dont les soldats américains auront à agir pendant des exercices. Une histoire centrale relie tous les détails ensemble dans un monde imaginaire commun", raconte le journaliste Joseph Trevithick pour le site War is Boring.

La question des relations avec la Russie a scindé l'Otan

Les fausses nations sont situées dans la région du Caucase, qui sert comme tremplin le plus probable en cas de conflit avec la Russie, et rassemblent la Russie (Donovia), l'Iran (Ariana), l'Azerbaïdjan (Atropine), l'Arménie (Limaria) et la Géorgie (Gorgas). Les officiels affirment, toutefois, qu'elles ne sont pas calquées sur des Etats particuliers.

Prenez, par exemple, la Donovia. Le manuel DATE décrit le pays comme "une nation renaissante, avant le début des années 1990, elle était un acteur politique, économique, militaire et social dominant dans la région".

"Les troubles internes ont amoindri l'influence de Donovia au cours de la période allant des années 1990 aux alentours de l'an

2000. Maintenant, sur une tendance de prix du pétrole élevés, la Donovia revigorée cherche à rétablir son influence régionale et internationale grâce à une combinaison de diplomatie autoritaire et de puissance militaire", ajoute le document.

Retour vers les années 80: les USA raniment le programme Guerre des étoiles Cette description correspond à la vision de Washington et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) du comportement et des stratégies de la Russie. De hauts responsables américains et des représentants de l'Otan ont souvent décrit la Russie comme "renaissante" et "autoritaire" pour son ingérence présumée dans la crise ukrainienne et pour sa politique étrangère indépendante.

A son tour, Moscou a toujours affirmé qu'il n'avait pas pris part au conflit ukrainien et qu'il avait fait tout ce qui était possible pour résoudre la guerre civile meurtrière.

L'Ariana a apparemment été vaguement calquée sur l'Iran. Le pays, selon le document, dispose de grandes réserves de ressources énergétiques dans la région sud-ouest, le long du golfe Persique.

"Le gouvernement de l'Ariana est agressif, capable, révolutionnaire et a l'intention de répandre sa vision de la gouvernance islamique et de mettre en place une nouvelle hégémonie arianaïenne dans toute la région. Ariana mobilise les populations cibles à l'aide de la politisation de l'islam pour atteindre ses objectifs à long terme", raconte le document.

Cette description reprend les propos, souvent entendues à Washington, à Tel-Aviv ou à Riyad, qui accusent la République islamique d'Iran de fomenter des troubles à travers le Proche-Orient. sputniknews.com 22.05

Bienvenue en oligarchie

Voyez à quoi ils pensent, comment ils pensent, c'est très instructif. Sur le plan psychopathologique, je les place au même niveau que les nazis, ils sont aussi cyniques et nuisibles à l'humanité, ce sont des détraqués mentaux qu'il faudra exterminer.

- Un acte terroriste contre le vol MS804 validerait un scénario noir craint par les autorités

Plus que tout, les pays occidentaux craignent que les terroristes nouent des complicités internes au sein des aéroports. Slate.fr

- Les positions de Jesse Hughes ne devraient pas nuire à Eagles of Death Metal

Le chanteur et guitariste du groupe qui jouait au Bataclan le soir du 13 novembre choque par ses propos. Problème: tout le groupe en pâtit. Les opinions et les prises de position d'un musicien doivent-elles avoir des conséquences sur sa tournée? Slate.fr

- Deux festivals déprogramment Eagles of Death Metal - Reuters

Deux grands festivals français de musique ont annoncé vendredi l'annulation des concerts du groupe américain Eagles of Death Metal, prévus cet été, à la suite de nouveaux propos controversés du chanteur Jesse Hughes sur l'attentat du Bataclan, où il se produisait le soir du 13 novembre 2015.

Dans un communiqué commun, les organisateurs de "Rock-en-Seine", prévu fin août au parc de Saint-Cloud, près de Paris, et de "Cabaret Vert", à la même période à Charleville-Mézières (Ardennes), expliquent être "en désaccord total avec les récents propos tenus par Jesse Hughes, chanteur de Eagles of Death Metal, à un média américain".

Jesse Hughes affirme avoir reconnu parmi eux, après coup, Salah Abdeslam, le dernier survivant présumé des commandos du 13 novembre, alors que le jeune homme n'était pas au nombre des tireurs. Il ajoute avoir vu "des musulmans célébrer les attaques dans la rue" pendant leur déroulement. (N'aurait-il pas confondu avec ces agents du Mossad qui hurlaient de joie à New York un certain 11 septembre 2001 ? - LVOG)

Il reproche en outre aux Parisiens leur "absence de colère" après les attentats. "Ils n'ont pas blâmé l'islam. En fait, beaucoup blâmaient les juifs. On avait l'impression qu'ils étaient davantage préoccupés que nous n'incitions à la xénophobie que de dénoncer les terroristes". Reuters 20.05

- Un mouvement social handicapé par sa fascination pour la violence

Les idées de «provocations» policières ou d'une violence qui serait indispensable au changement de l'ordre établi paraissent plus que jamais populaires, sans être aucunement prouvées. «C'est normal que les gens ne viennent plus en tee-shirt en manif», explique tranquillement un jeune homme... Slate.fr

- Europe: le «beau risque» de Yanis Varoufakis

Évincé du pouvoir il y a près d'un an, l'ancien ministre de l'Economie d'Alexis Tsipras ne rêve pas de gauchir l'Union européenne, mais de la démocratiser d'ici 2025. Le 5 mai dernier, à Vienne, Yanis Varoufakis réunissait son mouvement pour la démocratisation de l'Union européenne... Slate.fr

- L'Empire économique de Trump profite de sa candidature

Les sources de revenus de l'empire du candidat milliardaire, dévoilées par une commission électorale, révèlent que la mauvaise publicité autour de Trump ne l'empêche pas de prospérer dans ses affaires. Slate.fr

- La révolution sera californienne et technolibérale

Inspirée par la pensée libertarienne et la contre-culture des années 1960, la révolution internet participe aujourd'hui à la renaissance du capitalisme, autour d'un «modèle californien» à la fois collaboratif et libéral. Slate.fr

- Dans les sociétés progressistes et égalitaires, les filles sont meilleures en maths

En matière d'égalité entre hommes et femmes, les valeurs se transmettent entre parents et enfants, ce qui se répercute sur leurs performances scolaires. Le «fossé mathématique» entre les filles et les garçons se comble dans les pays les plus progressistes et égalitaristes... Slate.fr

- Pourquoi la greffe de pénis est en train de prendre

Les États-Unis viennent d'annoncer leur première transplantation pénienne. C'est la troisième au monde. Qui peut être concerné par cette prouesse chirurgicale? Les candidats potentiels sont plus nombreux qu'on pourrait l'imaginer. Slate.fr

- La démocratie et l'égalité sont bonnes pour le football

Les études historiques comme l'analyse des droits TV nous prouvent qu'elles rendent les compétitions plus incertaines et excitantes. Slate.fr

- Qu'est-ce qu'un «mogai»? Et autres considérations LGBTQQIAAP

Mogai (et non Mogwai, oui, notre photo est trompeuse) est le nouvel acronyme en vogue pour «LGBT». Une façon de contrer l'allongement sans fin du sigle LGBT, devenu LGBTQ, LGBTQI, et même LGBTQQIAAP...En lisant ce titre, vous avez peut-être songé au groupe de rock instrumental écossais Mogwai. Slate.fr

- Ce générique de «Game of Thrones» est moisi

Une vidéo recrée le générique de la série HBO avec de la moisissure. Et c'est étrangement beau! Alors que les fans continuent de regarder la sixième saison de Game of Thrones, les internautes redoublent d'inventivité pour renouveler le désormais classique générique de la série. Il y a eu celui Slate.fr

- Martin Riese, le sommelier star qui conseille sur les différentes eaux

Et c'est très sérieux. Martin Riese est un sommelier un peu à part. Ce n'est pas un professionnel du vin. Non, sa passion, c'est l'eau. «C'est dur de ne pas se moquer de lui, et il le sait», commence Pacific Standard dans un article qu'il lui consacre. Slate.fr

- Pour savoir si un film est flippant ou drôle, il suffit d'humer l'air de la salle

Des scientifiques ont analysé la composition de l'air à la fin des séances de cinéma. Mauvaise nouvelle pour ceux qui pensent savoir mentir, votre corps trahit quand même vos émotions. Pas par le ton de votre voix, le rougissement de vos joues ou un tic quelconque, mais par votre souffle et ... Slate.fr

- Pourquoi le cinéma hollywoodien caste-t-il toujours le même chat?

Le chat figurant dans le dernier film de Steven Spielberg est exactement le même que celui de «Alien», «Gone Girl» ou encore «Inside Llewyn Davis». Académisme félin? Racisme anti chat noir? Vies multiples du même chat rouquin? Mystère. Slate.fr

- Au piano, les sonneries de téléphone deviennent des oeuvres d'art

Grâce à son piano et à beaucoup d'imagination, cet artiste est parvenu à sublimer les sonneries de téléphones qui nous agaçaient jusque-là. Quoi de plus familier (ou de plus agaçant) qu'une sonnerie installée par défaut sur votre téléphone portable? Slate.fr

- Comment la ministre de la Justice américaine est devenue la meilleure défenseuse des droits des trans

Le discours du 9 mai de Loretta Lynch marque un virage dans l'histoire des droits des LGBTQ aux États-Unis. Sur le papier, le conflit qui oppose le ministère de la Justice américain et la Caroline du Nord peut sembler aride, tout théorique même. Slate.fr

- En Russie, les écoliers bientôt formés aux fusils d'assaut

Une nouvelle «option militaire» proposent aux collégiens et lycéens d'apprendre à manier les armes, à sauter en parachute ou encore à s'essayer au tir de précision. C'est un symptôme de plus de la montée en flèche du nationalisme guerrier en Russie... Slate.fr

- Sur internet, la Chine pratique la «censure à l'envers»

Des propagandistes chinois écrivent 488 millions de faux posts sur internet chaque année. Objectif: tuer les débats à coups de banalités plutôt que les enflammer. L'armée de «commentateurs internet» payés par le gouvernement chinois pour diffuser des posts de propagande est connue en Chine... Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

- Brésil: le gouvernement intérimaire rattrapé par le scandale de corruption Petrobras - AFP

Le scandale de corruption Petrobras n'a mis que 12 jours pour exploser au sommet du nouveau gouvernement brésilien et coûter lundi son poste à l'un des ministres les plus proches du président par intérim Michel Temer. AFP 23.05

2- Etats-Unis

- Un policier acquitté après la mort d'un jeune Noir à Baltimore - Reuters

Un policier de Baltimore a été acquitté lundi de l'ensemble des charges retenues contre lui après la mort en 2015 d'un jeune Noir, Freddie Gray, après son arrestation, un événement qui avait déclenché des émeutes et des manifestations. Reuters 23.05

3- Chypre

- Chypre: un nouveau Parlement fragmenté à l'issue d'un scrutin boudé - AFP

L'abstention record aux élections législatives chypriotes de dimanche a donné naissance à un Parlement fragmenté, avec l'entrée pour la première fois d'un parti d'extrême droite, au terme de trois années de difficultés économiques et de scandales de corruption dans la classe politique.

Les résultats définitifs donnent gagnante Disy (droite), parti au pouvoir et première formation du Parlement sortant, avec 30% des voix.

De ce suffrage sort une assemblée très fragmentée où l'extrême droite fait son entrée pour la première fois.

Ce parti, Elam, défend le coup d'Etat nationaliste de 1974 qui visait à rattacher l'île à la Grèce et avait déclenché l'invasion du nord de l'île par la Turquie. Il a obtenu 3,7% des voix, lui assurant deux sièges dans le prochain Parlement.

Le principal parti d'opposition Akel (communiste) a lui recueilli 25% des votes, en baisse de 7%.

Selon les responsables du suffrage, seulement 67% du demi-million d'électeurs a voté, un taux d'abstention record dans un pays où le vote est théoriquement obligatoire, contre 21% lors des précédentes élections législatives de 2011.

Cela a favorisé l'entrée au Parlement de petites formations: huit partis vont ainsi se partager les 56 sièges de l'assemblée contre cinq auparavant.

Les deux principaux partis, Disy et Akel, ont passé la majeure partie de la campagne à tenter de convaincre les électeurs désillusionnés de se rendre dans les bureaux de vote.

Les résultats ne devraient pas avoir d'impact sur les négociations sur la réunification de l'île méditerranéenne, divisée en deux depuis 1974.

Les dirigeants des deux parties de l'île ont relancé les pourparlers en mai 2015 et les ont intensifiés depuis novembre, avec le soutien de l'ONU, de l'UE et des Etats-Unis, avec l'objectif de créer un Etat fédéral. AFP 23.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- La Grèce adopte des mesures de rigueur en vue d'un nouveau prêt - AFP

La Grèce a adopté dimanche de nouvelles mesures de rigueur réclamées par ses créanciers comme condition pour le versement de la prochaine tranche de prêt avant une réunion de l'Eurogroupe mardi.

Plus de 10.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes devant le Parlement et tous les transports publics ont été bloqués dans la capitale pour le week-end avant l'adoption des nouvelles mesures très impopulaires.

Le texte de 7.000 pages a déjà été adopté vendredi en commission parlementaire avec les seules voix de la majorité gouvernementale qui allie la gauche Syriza du Premier ministre Alexis Tsipras au petit parti souverainiste Anel.

M. Tsipras a souligné dimanche que c'était "la première fois que les sacrifices semblent avoir une chance de payer". "C'est la première fois que la question de la dette est discutée avec l'attention appropriée au sein des institutions internationales", a-t-il ajouté.

Une députée de Syriza, Vassiliki Katrivanou, a toutefois voté contre certains des articles du texte et a ensuite démissionné du parti, évoquant "une profonde impasse politique et existentielle".

"Nous (Syriza) mettons en oeuvre des mesures et des politiques qui vont contre le coeur de nos valeurs et de notre politique, mais je ne vois aucune alternative fiable. C'est pourquoi je démissionne", a écrit la députée sur Facebook, en remettant son siège au parti.

Mme Katrivanou avait voté pour le projet dans son ensemble, mais contre les articles sur le mécanisme de correction automatique et sur la création du nouveau fonds de privatisations.

Le gouvernement grec espère que l'adoption des mesures de rigueur permettra la reprise du plan d'aide accordé l'été dernier par la zone euro mais bloqué depuis plusieurs mois.

"Les Européens reçoivent le message que la Grèce tient ses promesses. Maintenant, c'est leur tour", a déclaré M. Tsipras avant le vote.

Athènes attend que ses créanciers débloquent mardi quelque 5,4 milliards d'euros et allègent l'énorme dette grecque qui représente environ 180% de son produit intérieur brut.

Le projet de loi instaure également une Autorité indépendante des revenus publics, pour lutter contre fraude et évasion fiscales, relève d'un point, à 24%, le taux de TVA sur une série de biens, impose à partir de 2018 une "taxe de résidence" à l'hôtellerie, et met en place un nouveau fonds de privatisations pour accélérer les cessions d'actifs publics et doper leur exploitation.

Ce fonds, dénommé Société de participations publiques, avait été exigé par Berlin lors du bras de fer ayant précédé la conclusion en juillet du nouvel accord entre et Athènes et ses créanciers UE-FMI pour éviter au pays banqueroute et sortie de l'euro.

En dépit d'une grogne sociale montante et des mises en garde de nombreux économistes contre les effets récessifs de ces mesures, le gouvernement avait déjà obtenu le 9 mai que ses 153 députés, sur 300 au Parlement, adoptent deux douloureuses réformes des retraites et de l'impôt sur le revenu également requises par les créanciers.

Les journaux grecs étaient très critiques dimanche sur l'absence de garantie de la part des Européens d'un allègement de la dette grecque contre ces nouvelles mesures de rigueur. AFP 22.05

ECONOMIE

Etats-Unis

- L'endettement des sociétés américaines à son plus haut historique - sputniknews.com

Les entreprises américaines se sont plongées dans un vrai océan de problèmes liés à l'endettement. L'étude des données financières de près de 2.000 sociétés effectuée par les économistes Andrew Chang et David Teshler du groupe S&P Global Ratings dévoile clairement cette situation catastrophique.

L'étude réalisée par les économistes fait l'objet d'un article publié dans Business Insider. Les informations concernant l'endettement des sociétés américaines révèlent une crise financière sérieuse.

Les analystes affirment que le montant des dettes contractées a été multiplié par 50 par rapport à la quantité d'argent liquide en circulation. En chiffres absolus, le volume total de la dette des entreprises a augmenté de 850 milliards de dollars pour atteindre 6,6 trillions de dollars.

Un signe encore plus alarmant est la répartition des dettes et de l'argent liquide parmi les sociétés qui faisaient l'objet de l'étude. Les calculs effectués montrent que l'année dernière a été marquée par une augmentation des dettes de 730 milliards de dollars et par une diminution de la trésorerie à disposition des sociétés de 40 milliards de dollars.

Business Insider souligne que les économistes de S&P Global Ratings ne mentionnent pas que la somme énorme de 1,84 trillion de dollars de trésorerie appartenant à ces 2.000 entreprises représente un montant historique. Pourtant, cet argent est incapable de cacher les gigantesques dettes de ces sociétés.

Les économistes estiment que cette statistique s'explique par les appétits d'investissements sans fin des sociétés. Ces dernières partent à la conquête des instruments offrant d'énormes revenus: elles émettent des obligations pour trouver les ressources financières nécessaires.

Business Insider conclut que cette situation pourrait engendrer des conséquences désastreuses pour le marché des titres. sputniknews.com 22.05

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mai 2016

CAUSERIE

On se disait bien qu'en titillant les lambertistes, ils finiraient bien par réagir.

Un courriel reçu

Les sophistes se démasquent "vraiment".

- "Je crois, Tardieu, que tu as vraiment un problème avec la dialectique !! On peut être vraiment sur l'orientation stratégique "d'en finir avec la cinquième république et l'union européenne" ET EN MÊME TEMPS développer une tactique visant à démasquer les représentants de ces institutions, donc entre autres Hollande, pour regrouper autour de soi et construire le parti révolutionnaire !! Ce n'est pas le POID seul qui peut abattre ces institutions au service du capital financier !!!"

Inutile de vous exciter sur votre clavier !

Décryptons ensemble ce numéro d'illusionnisme digne de Nuit debout. Mais avant d'y venir une précision pour cadrer notre sujet.

Si vous avez lu dans la causerie du 20 mai l'article que j'avais consacré au POID, vous aurez constaté que dans la réponse de mon détracteur ne figurait absolument aucun fait que j'avais cité pour étayer ma démonstration.

C'est leur méthode habituelle et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là. Elle consiste à dénoncer votre position par exemple, mais ils ne veulent pas entendre parler des facteurs ou des faits sur lesquels elle reposait, seuls les leurs méritent d'être retenus selon eux. Du coup aucune discussion sérieuse ne peut avoir lieu entre nous. Vous devez adopter leur point de vue, un point c'est tout. Vous imaginez bien que nous condamnons cette méthode.

Je crois, Tardieu, que tu as vraiment un problème avec la dialectique !! (Une croyance aussi appuyée (vraiment) relève de l'auto-persuasion, à moins qu'inconsciemment cette forme d'insistance ne serve à camoufler un doute. - LVOG)

On peut être vraiment (Vraiment ? Encore ? Mais qui voulez-vous ainsi convaincre de croire à vos élucubrations, vous ou moi ? - LVOG) sur l'orientation stratégique "d'en finir avec la cinquième république et l'union européenne" ET EN MÊME TEMPS développer une tactique visant à démasquer les représentants de ces institutions, donc entre autres Hollande (Qui avec un taux d'impopularité qui dépasse les 85% ne serait pas encore démasqué, là vous faites dans le déni de la réalité. - LVOG), pour regrouper autour de soi et construire le parti révolutionnaire !! Ce n'est pas le POID seul qui peut abattre ces institutions au service du capital financier !!! (Non, sans blague ! - LVOG)

Ce penchant à l'auto-persuasion est indispensable quand on n'est pas sûr de son fait ou de ses convictions. Elle sert à masquer l'incohérence d'un raisonnement ou d'une analyse qui présente des lacunes sur lesquelles on ne souhaite pas s'étendre, parce qu'elle témoigne d'une incompréhension de la réalité ou du refus de prendre en compte certains aspects de la réalité qui contredisent l'interprétation qu'on en fait, ce qui est le fait de gens qui veulent toujours avoir raison et qui sont d'une mauvaise foi incurable.

Ils arrivent à s'en persuader eux-mêmes comme on vient de le voir au point de le théoriser, c'est la marque de fabrique des lambertistes, des trotskystes conciliateurs.

Leur objectif n'est pas de vous aider à comprendre quelque chose ou la situation, il consiste uniquement à vous amener à partager leur analyse ou leur position, qui parce qu'elles reposent sur un déni de la réalité s'apparente à un coup de force, qui dès lors ne peut supporter la moindre critique et interdit toute discussion, vous devez adopter leur point de vue un point c'est tout, sinon allez voir ailleurs.

J'ai eu l'occasion à de multiples occasions depuis 2005 d'être confronté à ce genre d'esprits étroits et limités, auxquels j'ai chaque fois répondu en partant des faits.

Par exemple, j'ai mentionné des dizaines de fois que les travailleurs des différentes générations avaient amplement eu l'occasion de se faire une idée assez précise sur le PS et ses dirigeants, pour saisir qu'ils étaient étrangers au socialisme ou que jamais ils n'avaient eu l'intention de changer la société ou ne serait-ce que résoudre favorablement leurs problèmes, que finalement quand ils votaient encore pour les candidats du PS lors d'élections, c'était par dépit et non parce qu'ils auraient eu la moindre illusion dans ce parti, ce qu'ils n'ont cessé de témoigner par ailleurs, dont les 85% d'impopularité témoigne si nécessaire, sans parler de l'abstention massive et le rejet des candidats du PS.

Le sophiste a l'art de faire passer les apparences pour des convictions ou de les situer au même niveau pour berner son auditoire.

Le sophiste a l'art d'attribuer au peuple ses propres illusions pour servir ses intentions invouables et se servir du peuple pour les assouvir ou en tirer profit.

Comme l'a rappelé Thierry Meyssan dans son excellent article consacré à la propagande militaire moderne, le sophiste a l'art de présenter n'importe quel présupposé comme logique, de sorte que celui qui ne l'adopte pas passera pour quelqu'un d'illogique, d'immature intellectuellement, un imbécile, quoi.

Généralement il procède à l'aide de syllogismes fabriqués pour l'occasion, qui reposent sur des postulats erronés à l'insu de leur auditoire dépourvu de connaissances suffisantes pour détecter les rapports falsifiés ou défectueux qui figurent entre ses termes.

Ici en l'occurrence, le terme défectueux, ce sont les illusions dans Hollande que notre sophiste prête à la jeunesse et aux travailleurs, qui relève de la volonté d'attribuer absolument dans l'avenir un rôle au PS, dont décidément les trotskystes conciliateurs ne peuvent plus se passer depuis, depuis quand au juste, la mort de Lénine si on remontait aux origines.

Rappelez-vous qu'ils avaient élevé au rang de stratégie le front unique en direction du PS et du PCF, comme j'avais eu l'occasion de le mentionner dans une causerie antérieure ou un article à partir de leurs déclarations, rompant ainsi avec le marxisme et le léninisme. Ne pouvant plus entonner ce refrain, ils le présentent sous la forme (ou une variante) plus présentable mais bien maladroite, d'une tactique qui ne dupera personne, puisqu'ils sont obligés de recourir à un artifice qui consiste à occulter l'impopularité de Hollande au risque de se ridiculiser.

Quand j'affirme que la jeunesse et les travailleurs n'ont aucune illusion dans Hollande et qu'on n'a pas besoin de le démasquer, parce qu'il s'est démasqué lui-même ou que tout le monde savait pertinemment bien avant qu'il soit élu président, qu'il n'y aurait rien à en attendre de bon pour les travailleurs, je n'invente rien, je pars des faits j'étais mon assertion, j'argumente le constat ou la conclusion à laquelle je suis arrivé, je ne balance pas un truc en l'air ou à la légère comme le font les sophistes, ma démonstration ou mon analyse est cohérente du début à la fin, je ne me borne pas à dire à mes lecteurs, croyez-moi sur parole ou allez voir ailleurs.

Les lambertistes sont des illusionnistes. Au lieu de s'appuyer sur l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui n'ont aucune illusion dans Hollande et le PS ou les travailleurs les plus avancés, ils vont dégoter des travailleurs ou certaines couches (privilegiées) qui en conservent encore dans Hollande et le PS uniquement pour justifier leur ligne opportuniste ou proclamer qu'ils ont raison, parce qu'il ne peut pas en être autrement.

En présence d'un serpent, à les entendre, au lieu de le chasser ou de le tuer, je devrais commencer par me demander s'il présente ou non un réel danger et prendre ainsi le risque de ne plus être en état de répondre à cette question une fois qu'il m'aurait attaqué, ce qui serait stupide et hélas fatal !

Sachant qu'un serpent est potentiellement dangereux ou présente une menace pour mon existence, mon instinct de conservation me portera spontanément à le faire fuir ou à le neutraliser, ensuite seulement je me demanderais peut-être s'il était aussi dangereux que cela, c'est préférable.

Mon comportement est déterminé par le fait que je ne connaissais pas les différentes espèces de serpent qui existent, donc je pars du principe qu'ils sont tous dangereux et qu'il faut éviter tout contact avec eux.

Mais dans le cas de Hollande et du PS, depuis mai-juin 2012 ils ont eu une multitude d'occasions de démontrer aux travailleurs à quel point ils étaient dangereux pour leurs acquis ou droits, TSCG, ANI, contre-réformes antisociales en tous genres, lois liberticides, etc. à quel point ils incarnaient les besoins des capitalistes, la réaction sur toute la ligne. C'est à croire que Valls ne serait pas Premier ministre et que le banquier Macron ne serait pas ministre de l'Economie.

Le POID fait pour ainsi dire, comme si finalement il ne s'était rien passé depuis 4 ans. Mieux, comme si les jeunes et les travailleurs n'avaient tiré aucun enseignement de cette expérience, il les prend pour des abrutis finis, ce que les faits démentent une fois de plus (l'impopularité record de Hollande, le score misérable des candidats du PS aux différentes élections partielles, etc.). Mais ils en ont cure au POID, ils ont défini au préalable une ligne politique à laquelle ils se tiennent, en réalité une stratégie et non une tactique qui consiste non pas à démasquer Hollande puisque c'est déjà fait, mais bien à tenter de le légitimer coûte que coûte, car une fois de plus ce n'est pas leur stratégie qui doit s'adapter à la réalité, mais la réalité qui doit aux prix de contorsions abracadabrantes se plier à leur stratégie, d'où le déni permanent dans lequel ils versent et qui ne peut conduire qu'à une impasse politique ou finalement à soutenir le régime.

On actualisera le site demain ou plus tard.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mai 2016

CAUSERIE

On a ajouté l'excellent article de l'Observatoire du néoconservatisme : *Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice* .

On a également ajouté *Socialisme de juristes* de F. Engels et K. Kautsky -1886.

En deux mots, aborder la question que faire pour améliorer la société pour la rendre plus juste, voire la changer sur le terrain du droit ou de l'humanisme, conduit fatalement à s'accommoder du capitalisme, puisque ce sont les conditions économiques ou les rapports sociaux de production qui déterminent le droit et non l'inverse.

Les discours et les programmes des partis promettant aux travailleurs une meilleure répartition des richesses ou une société plus juste en mettant l'humain au centre de leurs préoccupations, sont une supercherie, dès lors qu'ils ne remettent pas en cause l'existence ou les fondements du système économique capitaliste. Et la volonté qu'ils affichent bruyamment de rompre avec tel ou tel aspect du capitalisme ou telle ou telle institution du capital, n'est qu'un numéro d'illusionnisme qui ne sert qu'à masquer leur refus d'affronter le capitalisme, une imposture ou la trahison de l'idéal qu'ils prétendent représenter.

Vous pouvez rompre avec toutes les institutions que vous voulez, mais si vous ne rompez pas avec le capitalisme qui repose sur des fondements et fonctionne selon des lois qui sont inhérentes à la nature des rapports sociaux de production, vous en subirez les contradictions qui l'ont conduit au stade de l'impérialisme pourrissant et vous continuerez que vous le vouliez ou non à en subir toutes les conséquences, autrement dit, vous vous interdirez de mener une autre politique que celle des représentants du capitalisme, vous vous condamnez à en devenir des agents ou à servir les intérêts des capitalistes.

Le combat pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière n'a de sens ou cesse d'être opportuniste, que s'il est lié à l'objectif de l'abolition du capitalisme et le passage au socialisme.

Tous les régimes qui ont été qualifiés abusivement de gauche ou de socialiste en Amérique latine ou ailleurs, étaient condamnés à tomber du fait qu'ils avaient laissé intact le capitalisme, bien que parfois ils se soient dotés d'une nouvelle Constitution ou de nouvelles institutions.

Que dans la vie ou en politique il faille faire preuve de mesure, qu'il faille passer des compromis, que l'on conçoive qu'il faut passer par différentes étapes avant d'atteindre un objectif, c'est une chose, mais qui ne doit pas occulter pour autant le fait qu'il arrive parfois qu'on soit placé face à une situation où il est indispensable de rompre radicalement ou brutalement avec certaines habitudes ou certains comportements, qu'il nous faille changer ou inverser les rapports qui existaient entre différents facteurs, sans quoi nous nous condamnons à ce qu'ils reproduisent indéfiniment les mêmes effets, ce qui n'est pas le but recherché en l'occurrence, lorsqu'on se destine de changer de fond en comble la société.

On a semble-t-il oublié qu'il y a des questions ouvertes qui appellent des réponses de type périphrase, dans lesquelles figurent certaines conditions potentiellement réalisables pour valider une réponse plutôt qu'une autre, et qu'il y a des questions de type fermé où le conditionnel est exclu, ce qui sous-entend que toutes les hypothèses qui y étaient liées ont été épuisées, et dont la réponse ne peut être que oui ou non. Oui ou non en est-on arrivé à la conclusion qu'il faut en finir avec le capitalisme, c'est aussi simple que cela.

La question qui est posée aux travailleurs et aux militants, est de savoir ce qu'ils veulent vraiment et s'ils le savent réellement eux-mêmes, ce dont on est en droit de douter fortement à l'heure qu'il est. Notre devoir est donc de les aider à y parvenir le plus rapidement possible par tous les moyens à notre disposition. Et tous les articles que nous publions ont vocation à les y aider, dès lors qu'on les relie à la stratégie que nous avons adoptée qui est résolument axée sur l'abolition du capitalisme et ses institutions, les deux objectifs politiques étant inséparables pour les raisons exposées plus haut.

Un petit mot personnel.

Il est déjà 10h30 et e n'ai pas encore commencé à collecter les infos de la veille, aussi le site ne sera pas actualisé aujourd'hui. J'ai des courses à faire, j'ai peu et mal dormi, hier soir la prise du climatiseur a brûlé, cela a fait sauter le fusible du compteur situé à l'autre bout du jardin, il était un peu moins de minuit.

J'ai mis du temps à réaliser d'où venait la panne, car les six fusibles du tableau situés dans le garage étaient intacts, et ce n'est qu'au bout d'un moment que j'ai eu l'idée d'aller voir au compteur, ce qui ne m'enchantait pas tellement, car à plusieurs reprises j'en avais chassé des serpents, alors en pleine nuit, marcher dans l'herbe, je n'étais pas très fier. J'ai fait un peu de bruit au cas où pour les chasser et en cinq minutes l'affaire était réglée. Il ne me restait plus qu'à démonter les prises mâle et femelle de la climatisation, couper les fils et les raccorder directement à l'entrée de l'onduleur, et enfin j'ai pu aller me recoucher, j'étais trempé de sueur comme si je veais de prendre une douche, il était 0h30. Du coup, je n'ai encore dormi que 5 heures et je suis crevé. Quant à ma compagne Selvi, elle s'était couchée avant moi et avait mis en route le ventilateur, elle a continué de dormir comme si de rien n'était !

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mai 2016

[CAUSERIE](#)

Il fait 43°C à l'ombre, 39°C à ma table de travail, c'est insupportable. Au lieu de me rafraîchir un peu (?) avec le ventilateur, je l'ai mis à fond et je l'ai placé du côté de la carte mère et de l'alimentation de l'ordinateur en espérant qu'elles ne brûlent pas !

Tous les soirs j'arrose le jardin, j'en ai pour plus d'une heure à chaque fois, surtout en ce moment. Immédiatement après je mets le pumpset (moteur) en marche pour remplir le réservoir de 2.000 litres. Je crains plus les coupures de courant et de manquer d'eau que les serpents ou les scorpions, à croire que j'y suis plus habitué grâce ou à cause de mon engagement politique... Non, pas les peaux de bananes, car cela ne traîne pas ici, les vaches les mangent.

J'arrête mon bavardage, Selvi (ma compagne) vient de m'appeler et je vais la chercher en scooter à la sortie de son boulot, c'est à 10 minutes de la maison, il est 16h58. Reste le jardin à arroser et c'est moi qui m'en charge, c'est mon boulot.

Les causeries de mai sont disponibles au format html.

J'ai à nouveau corrigé les liens vers les causeries des mois précédents, sorry, je suis distrait. Mettons cela malhonnêtement sur le dos de la chaleur accablante !

[L'info du jour : Attention on pourrait y retourner un jour...](#)

- 140 000 ans avant « Homo sapiens », Néandertal s'aventurait au fond des grottes - LeMonde.fr 25.05

En voilà une affaire qui mobilise la rédaction de ce torchon institutionnel, et attendez, c'est qu'ils sont perspicaces au Monde :

- "Est-il si surprenant que cet homininé robuste n'ait pas eu peur du noir ?"

Parce que figurez-vous qu'à cette époque fort reculée, la nuit régulièrement ils n'étaient pas plongés dans la pénombre, quel crétin !

On ne demandera pas à ce journaliste s'il a "peur du noir" puisqu'on connaît la réponse.

Et vous payez pour lire ça ?

[Quelle conception du syndicalisme ?](#)

Rappel. Lu ce matin dans un article :

- En 1995, il s'agissait de combattre le plan Juppé sur la Sécurité sociale, qui prévoyait d'aligner le régime de retraite des fonctionnaires sur celui des salariés du privé. Alain Juppé a reculé sur les retraites, mais il a maintenu le reste de son plan sur la Sécurité sociale. Le Parisien 25.05

Les syndicats mobilisèrent leurs troupes au sein de la fonction publique dans l'unique but de défendre leurs statuts, et lorsque les fonctionnaires furent servis, ils s'empressèrent de reprendre le boulot abandonnant, pardon, livrant les travailleurs du secteur privé au gouvernement Chirac-Juppé.

Il en est ainsi depuis les années 40-50, vulgairement, chacun pour soi ou pour sa gueule, selon la division du travail entre travailleurs des secteurs public et privé qui permet de diviser ou d'affaiblir le prolétariat et le mouvement ouvrier, de manière à ce qu'ils demeurent soumis au régime ou pour assurer sa stabilité.

On aura compris que leur conception détestable du syndicalisme ne comprend la solidarité entre tous les travailleurs quelles que soient leurs conditions ou statuts au détriment des couches d'exploités les plus défavorisés qui sont ainsi abandonnés à leur triste sort, vous savez ceux dont ils sont prompts à faire le procès à cause de leurs préjugés jugés archaïques et dont évidemment ils sont responsables.

Il aurait été normal en 1995 que les travailleurs et les syndiqués de la fonction publique demeurent mobilisés ou poursuivent leur grève jusqu'au retrait de la totalité des mesures annoncées par Juppé. De la même manière, lorsque les travailleurs du secteur privé entament un mouvement social, les travailleurs du secteur public devraient également se mobiliser pour les soutenir, et lorsque ce sont les travailleurs du secteur public qui sont attaqués par le gouvernement, il serait normal que les travailleurs du privé les soutiennent. Du coup, la question de la grève générale se poserait tout autrement et aurait plus de chance de venir à l'ordre du jour, ce qu'il faut absolument éviter, chacun l'aura compris.

Cette partition entre secteur public et secteur privé fait le bonheur du patronat et de l'Etat. On peut aussi se demander pourquoi quand des sujets d'actualité mettent en cause des secteurs d'activité, pourquoi les syndicats de ces secteurs d'activité ne

mobilisent pas travailleurs. Par exemple, fraude fiscale, évasion fiscale, optimisation fiscale, paradis fiscaux, augmentation des impôts, etc. pas de mobilisation du secteur des impôts ; baisse des remboursements des médicaments ou de certains traitements, scandales liés à la commercialisation de certains médicaments ou produits, etc. pas de mobilisation du secteur de la santé ; magouilles des banques, pas de mobilisation des employés des banques ; manuel scolaire dont les contenus relèvent ouvertement du négationnisme ou de la falsification de l'histoire, pas de mobilisation des enseignants, etc.

On aura compris que leur conception du syndicalisme n'intègre pas le fonctionnement du secteur d'activité dans lequel les travailleurs évoluent ainsi que ses conséquences pour l'ensemble de la société, ce qui revient à laisser à ceux qui détiennent le pouvoir de faire ce qu'ils veulent.

Leur conception du syndicalisme intègre le fonctionnement du secteur d'activité dans lequel les travailleurs évoluent, uniquement quand une mesure concerne leur condition de travail ou leur statut. Et par exemple, quand une mesure concerne le personnel hospitalier et les malades, donc la population en générale, le personnel de l'Education nationale et les élèves des écoles, collèges ou les étudiants, donc la population en générale, etc eux seuls sont appelés à se mobiliser, mais par le reste de la population qui demeure neutre ou passive ou pire, qui condamne les grèves qui perturbent leurs routines quotidiennes et abrutissantes.

Et après on s'étonne ou plus généralement on feint de s'étonner hypocritement que le syndicalisme tend vers le corporatisme, mais c'est normal, car tout aura été fait pour qu'il en soit ainsi, c'est la conclusion à laquelle on arrive quand on se penche sérieusement sur cette question.

Ce qui est vraiment surprenant pour le coup, c'est que cela ne vienne pas à l'esprit des militants, car lorsqu'on lit la littérature des différents partis dits ouvriers, on trouve nulle trace de ce qu'on vient de relever, comme si finalement les militants de toutes tendances partageaient la conception du syndicalisme de leurs dirigeants syndicaux, ce qui assurément ne permettra pas d'élever le niveau de conscience des syndiqués et des travailleurs. Vous me direz, à quoi bon, puisque ce n'est manifestement pas leur priorité, quand ils ne le revendiquent pas eux-mêmes.

Tout cela j'ai pu le constater personnellement quand je travaillais en France. Je rappelle que j'ai quand même bossé dans plus de 45 boîtes différentes et que j'ai été délégué syndical notamment.

Après on s'étonnera qu'on en soit rendu là. On a envie de répondre que c'était prémédité.

[Ils sont bien complètement cinglés.](#)

- Quand le patron d'Apple croit voir un iPhone dans un tableau du 17ème siècle - BFM Business

Domage qu'il s'agisse d'un peintre flamand, sinon le patron d'Apple aurait pu se prendre pour Léonard de Vinci !

[Conditionnement. Une intrigante et malfaisante préoccupation.](#)

« Le futur doit gagner du poids politique » nous dit-on, quel futur, celui qu'ils sont en train de nous concocter à l'image du présent nauséabond ?

Il faut avoir à l'esprit qu'ils visent la conquête totale ou sans partage du pouvoir politique, le pouvoir politique absolu, c'est-à-dire la neutralisation de la lutte des classes, pour instaurer un nouvel ordre mondial, et que par conséquent ils ont imaginé un plan dont les contours apparaissent chaque jour un plus clairement, ils ont élaboré une stratégie politique pour atteindre cet objectif dans un futur indéterminé, sachant leur domination de classe de plus en plus gravement menacée par la crise devenue permanente du capitalisme.

Ils ne se bornent pas à gérer leurs affaires au quotidien ou à accroître leur fortune par n'importe quel moyen, ils sont en train de mettre en place un modèle unique de société, et chaque mesure qu'ils préconisent ou parviennent à imposer sur le plan économique ou politique, constitue déjà la concrétisation de leur plan ou les rapproche pas-à-pas de leur objectif final, dont évidemment la population n'a nullement conscience.

Cependant on a pu constater au cours des dernières années, qu'ils étaient parvenus au point où ils devaient associer la population à certain aspect de leur plan pour qu'elle y adhère, et pouvoir ainsi franchir de nouvelles étapes, sans lui avouer toutefois leurs véritables intentions ou objectifs et pour cause. Ils y sont également contraints par la crise du capitalisme, tout en présentant leurs objectifs sous un angle avantageux.

Les sociétés contemporaines ont une énorme capacité à produire des futurs, c'est-à-dire de les conditionner ou de les rendre possibles.

Ces réflexions m'ont été inspirées par un article du Monde, qui par le biais d'un "professeur de philosophie politique" sorti de nulle part, s'interroge sur le rôle que le futur doit jouer en politique et s'inquiète qu'il soit malmené, peut-être parce qu'il pressent qu'il est compromis pour les générations à venir. Comment penser le futur et y faire adhérer la population quand il est si mal embringué, sinon en le falsifiant.

- « Le futur doit gagner du poids politique » - LeMonde.fr

La principale urgence des démocraties contemporaines n'est pas d'accélérer les processus sociaux. Prendre le futur au sérieux exige d'abord que l'on introduise le long terme dans les considérations stratégiques et les décisions politiques, explique le professeur de philosophie politique Daniel Innerarity.

Par Daniel Innerarity, professeur de philosophie politique à l'université du Pays Basque (Espagne)

Nous, êtres humains, devons avoir une relation avec notre futur si nous voulons réaliser des opérations qui aillent au-delà du moment présent. (Quelle envolée d'esprit ! - LVOG) Cela vaut également pour les sociétés, qui doivent maintenir un rapport intelligent avec leur futur (Enfin, un prophète ! - LVOG). Les difficultés actuelles de la société au moment de se penser en termes de finalité et de promesse collectives mettent précisément en évidence le fait que le futur n'est pas bien traité. (Pour ne pas dire qu'il est déjà largement hypothéqué et d'une laideur effrayante. - LVOG)

Le futur s'est converti en un problème dans les sociétés contemporaines, peut-être notre plus grand problème, mais peut-être aussi la voie d'une solution pour procéder à une réforme de la politique. (Nous y voilà ! - LVOG) Notre plus grand défi consiste à repenser et à articuler dans la pratique la relation entre action, connaissance et responsabilité. Et il se peut qu'une réintégration du futur dans l'activité politique soit un élément de transformation et d'innovation de la vie démocratique. (Alors qu'on s'achemine à marche forcée dans la direction opposée ! - LVOG)

Mais si la politique a une quelconque justification qui la distingue de la simple gestion, c'est parce qu'elle tente de gouverner ce futur moins visible mais non moins réel et dans lequel se joue le plus important. (D'où la nécessité de se doter d'une stratégie politique, ce que l'oligarchie financière a compris, mais pas nos dirigeants, hélas : - LVOG)

Quand il s'agit de réformes politiques, leur seule justification est d'aller au-delà des intérêts des privilégiés actuels et de se demander s'ils ouvrent effectivement des opportunités pour ceux qui ne sont pas puissants dans le présent – comme les chômeurs et les jeunes – mais auxquels le futur appartient aussi. (Merci d'avoir une toute petite pensée pour eux ! On sent le nantis dans ce discours. Et comme il ne s'agit pas de s'attaquer aux puissants qui ne sont même pas identifiés ici, il faut en conclure que dans le futur qu'il appelle de ses vœux rien ne changera... ou en pire. - LVOG) LeMonde.fr 25.05

Formule qui résume bien ce qui se déroule sous nos yeux, à savoir que "la principale urgence des démocraties contemporaines n'est pas d'accélérer les processus sociaux, effectivement puisqu'elles procèdent systématiquement à leur démantèlement ou à leur destruction, en recourant à une conception de la politique opaque, voire secrète pour le citoyen lambda, parce qu'animée d'intentions et de moyens inavouables tendant à rendre sciemment le " futur moins visible" de préférence, vaut mieux quand on pense à l'avenir cauchemardesque qu'ils sont en train de nous fabriquer, ils ne vont pas le hurler sur les toits !

[Article 2 de la loi Travail, c'est "le cœur de la philosophie du texte" \(Valls\), c'est le retour au patron de droit divin du XIXe siècle.](#)

- Loi Travail : c'est quoi le problème avec l'article 2 ? - francetvinfo.fr

Les syndicats opposés à la réforme du Code du travail réclament sa suppression, le patron des députés socialistes propose de le réécrire, le gouvernement refuse d'y toucher.

L'article 2 du projet de loi Travail inverse la hiérarchie des normes. "La primauté de l'accord d'entreprise en matière de durée du travail devient le principe de droit commun", y est-il écrit. En clair, l'accord d'entreprise primerait dorénavant sur l'accord de branche. En matière de temps de travail, de nombre maximum d'heures par jour et par semaine, de majoration des heures supplémentaires, de temps de repos ou de congés payés, l'accord d'entreprise pourrait être "moins disant" que l'accord de branche, liste Le Parisien.

Avec cet article 2, le gouvernement entend donner plus de souplesses et de marges de manœuvre aux entreprises, afin qu'elles puissent adapter leur fonctionnement en fonction de leur activité économique et des contraintes de leur secteur.

Les opposants à la loi Travail redoutent que cette "inversion de la hiérarchie des normes" ne permette un "chantage à l'emploi", observe Le Monde. La direction d'une entreprise pourrait ainsi être tentée, par exemple, de menacer de supprimer des postes, en prenant pour prétexte une dégradation de la situation économique, afin de contraindre les syndicats à signer un accord moins favorable aux salariés que l'accord de branche.

Ils ont dit.

- Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement : « Il n'est pas prévu de revoir les principes de l'article 2 ».

- Bruno Le Roux : il n'est pas question de « revenir sur la philosophie » de l'article 2.

- Manuel Valls a déclaré à l'Assemblée nationale qu'il n'y aurait « Il n'y aura ni retrait du texte, ni remise en cause de l'article 2, car c'est le cœur de la philosophie du texte ».

- A propos d'un tract de la CGT appelant au retrait du texte et représentant une charge explosive, M. Le Roux a déclaré : "J'attends de M. Martinez qu'il dise qu'il y a des choses inacceptables dans notre démocratie." lemonde.fr 25.05

Pourquoi, il ne l'a jamais dit ? Etonnant. Non, je déconne...

- Le gouvernement tient bon sur la loi Travail, face aux blocages - Reuters

- Blocages : Hollande et Valls dénoncent la stratégie d'une « minorité » - L'Opinion

- Loi travail: une centrale syndicale ne fait pas la loi, lance Cambadélis à la CGT - AFP

- Myriam El Khomri. Pénurie de carburant : les "Français pris en otage" - Francetv info

- Nathalie Kosciusko-Morizet : "Le droit de grève n'est pas celui de bloquer" - Francetv info

- La CGT joue "gros" et avec "le feu", estime la presse - AFP

La presse quotidienne après avoir fustigé mardi le "jusqu'au-boutisme" de la CGT, dans l'actuel conflit social, estime mercredi que le syndicat et son secrétaire général, Philippe Martinez, jouent "gros" et avec "le feu" en adoptant un tel comportement. AFP

- Electricité: la CGT-énergie appelle à un mouvement "le plus fort possible" jeudi - AFP

La CGT-Energie a appelé mardi à un mouvement d'action, notamment dans ses centrales nucléaires, "le plus fort possible" jeudi contre la loi travail et la dégradation de la filière, n'excluant pas "des baisses de charges" électriques. AFP

- Centrale nucléaire, ports, raffineries... la carte des blocages contre la loi Travail - Le Huffington Post

Loi travail - La grève contre la Loi Travail prend de plus en plus d'ampleur. La CGT du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et de Fluxel a appelé mardi 24 mai à un arrêt de travail "du mercredi 25 mai inclus au vendredi 27 mai inclus". Le Huffington Post

- Loi travail : la CGT assure qu'au moins 16 centrales nucléaires ont voté la grève - LeMonde.fr

La fédération Energie, majoritaire dans le secteur, annonce des mouvements de grève et le recours à des baisses de charge, jeudi, dans la majorité des 19 centrales françaises. LeMonde.fr

- SNCF: la CGT appelle à son tour à la grève reconductible à partir du 31 mai - AFP

A moins de trois semaines du début de l'Euro de football, la CGT, premier syndicat à la SNCF, a déposé mardi à son tour un préavis de grève à compter du 31 mai à 19H00 pour peser dans la phase finale de négociations sur les conditions de travail des cheminots. AFP

- Grève chez Amazon sur des revendications salariales et contre la loi travail - AFP

- Berger (CFDT): retirer la loi travail serait "inacceptable" - AFP

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a estimé mercredi que retirer le projet de loi travail, comme le réclament la CGT et FO, serait "inacceptable". AFP

- Montebourg: "Un référendum sur la loi Travail serait une bonne recommandation" - L'Express.fr

"Les torts sont partagés" dans le blocage actuel entre le gouvernement et les syndicats sur la loi El Khomri, a estimé Arnaud Montebourg sur BFMTV. L'Express.fr

- "Chienlit", "rage folle", "guerre des gauches": la droite fustige les blocages - L'Express.fr

Alors que les mouvements de grève se prolonge, la droite monte au créneau pour appeler à la "réquisition" des personnels et au "déblocage" de force des sites concernés. Et se retrouve paradoxalement à défendre le passage en force de la loi Travail. L'Express.fr

[Le chômage a baissé au mois d'avril : 55.700 radiations de Pôle emploi de plus qu'en mars.](#)

- Chômage: deuxième baisse consécutive en avril en France - AFP

L'horizon s'éclaircit enfin : le chômage a enregistré en avril un deuxième mois consécutif de baisse, série inédite depuis début 2011, l'indicateur passant également dans le vert sur les douze derniers mois, une première depuis la crise.

Après la forte baisse de mars, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a continué de diminuer en avril, de 19.900 personnes (-0,6%), pour s'établir à 3,51 millions en métropole, a annoncé mercredi le ministère du Travail.

En avril, la baisse a été encore plus forte (-1,1%) en incluant l'outre-mer et les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité. Au total, 5,69 millions de personnes étaient inscrites dans les catégories A, B, et C de Pôle emploi.

Mais cette baisse coïncide avec une "hausse inhabituellement forte" des sorties pour défaut d'actualisation, avertit la Dares, le service des statistiques du ministère.

A la fin de chaque mois, les demandeurs d'emploi sont tenus de déclarer leur situation à Pôle emploi, sous peine d'être désinscrits d'office. En avril, 276.700 personnes sont sorties des listes pour ce motif, soit 55.700 de plus qu'en mars.

Le cabinet de Mme El Khomri explique cet événement statistique par le grand nombre de jours fériés début mai, pendant la période d'actualisation, et par des oublis de demandeurs d'emploi ayant retrouvé une activité.

Selon l'économiste Bruno Ducoudré (OFCE), toutefois, "on peut s'attendre à un effet de bascule le mois prochain, avec le retour d'une partie de ces personnes sur les listes de Pôle emploi".

De leur côté, les deux fers de lance de la mobilisation, la CGT et Force ouvrière, ont immédiatement relativisé les bons chiffres. "Une manipulation semble être à l'oeuvre pour obtenir une baisse artificielle du nombre de demandeurs d'emploi", a accusé la CGT, tandis que FO a appelé à "ne pas se contenter des apparences".

La centrale de Jean-Claude Mailly a par ailleurs fait remarquer, non sans ironie, que "ces chiffres démontrent une fois de plus que le marché du travail et de l'emploi n'a pas besoin d'une loi d'inspiration libérale", mais de "croissance économique". AFP 25.05

[Propagande des médias de l'OTAN. Médias zélés, hystériques, enragés.](#)

- La "Jeanne d'Arc" ukrainienne libérée de Russie - Francetv info

- Retour triomphal en Ukraine de la pilote Savtchenko échangée contre deux Russes - AFP

- Nadia Savtchenko rentre au pays et gagne son combat - Liberation.fr

[Bienvenue en oligarchie](#)

- Internet, voici tout simplement la plus folle infographie «Star Wars» jamais réalisée

En 123 mètres de long, toute l'histoire de l'épisode IV: «Un nouvel espoir». Il suffit de scroller. Quand on aime Star Wars, on ne compte pas. Quelques semaines avant le trente-neuvième anniversaire de la sortie dans les salles du premier film de la saga de George Lucas, le 25 mai 1977... Slate.fr

- Partez en road-trip avec Shia LaBeouf

Pendant un mois, l'acteur américain va mettre en ligne les coordonnées GPS de l'endroit où il se trouve et se laissera porter à travers les États-Unis. Shia LaBeouf a quelque chose de fascinant. Après avoir passé vingt-quatre heures dans un ascenseur à l'université d'Oxford... Slate.fr

- Coming-out, mariage et orgasme... Une étude raconte les amours LGBT

Les résultats dénotent que la tolérance gagne du terrain. Les hommes hétérosexuels jouissent plus souvent que les hommes homosexuels. C'est en tout cas ce qu'affirme Match. L'application de rencontre publie chaque année depuis six ans une étude portant sur les célibataires Américains... Slate.fr

- NBA: quand les médias américains tournent autour des «couilles» de Steven Adams

«Bijoux de famille», «kiwis», «en-dessous de la ceinture», «aine», «entre les jambes», «quelque part», «ding ding»... Les expressions ne manquent pas pour décrire le coup que s'est pris le joueur d'Oklahoma. Slate.fr

- Entre sexisme et hypermédicalisation, la grossesse vue par votre smartphone

Faites le tour des stéréotypes véhiculés par les applications grossesse. Que serait l'humain du XXIe siècle sans les applications de son smartphone? Il s'en remet à elles pour réserver ses trains, retrouver son chemin, communiquer avec ses amis, pour occuper ses enfants dans la salle d'attente... Slate.fr

- «Les hommes sont attirés par les femmes froides qui agissent comme des chieuses»

Cette semaine, Lucile conseille Pomme-poire, qui en a marre de se retrouver dans un schéma de non-réciprocité amoureuse. «C'est compliqué» est une sorte de courrier du coeur moderne dans lequel vous racontez vos histoires -dans toute leur complexité- et où une chroniqueuse vous répond. Slate.fr

- Le prochain 007 sera une femme et voici ses «Jane Bond boys»

Twitter a choisi: le nouvel espion qui ne meurt jamais devrait être incarné par Gillian Anderson. Nous avons donc casté ses partenaires de jeux. Daniel Craig quittera le navire après un prochain James Bond. L'espion britannique 007 risquait donc de se retrouver à nouveau sans corps et sans visage. Slate.fr

- Dès 2008, un fan de «Game of Thrones» prédisait pourquoi Hodor ne disait qu'«Hodor»

Le reste de sa théorie était moins réussi. AVERTISSEMENT SPOILERS: Cet article révèle des informations concernant le cinquième épisode de la saison 6 de «Game of Thrones». Si vous n'avez pas encore vu le cinquième épisode de la sixième saison de Game of Thrones, il est encore temps de faire demi-tour. Slate.fr

- On a testé... «Overwatch», le jeu de tir en équipes qui mêle samourais, robots et cow-boys

Coloré, nerveux et varié, «Overwatch» réussit à réintroduire une bonne dose de stratégie dans un jeu de tir efficace. LeMonde.fr

- Trump président? C'est improbable, mais possible

Il suffirait d'une mobilisation exceptionnelle des électeurs blancs. Ou d'une récession. Ou d'un parti démocrate déchiré... En ce moment, les sondages indiquent un fort redressement de la campagne de Donald Trump. Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Bienvenue chez les "amis" de Valls et Hollande.](#)

- Israël: l'ultranationaliste Lieberman entre au gouvernement - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a conclu mercredi un accord sur l'entrée dans son gouvernement

de l'ultranationaliste Avigdor Lieberman qui a promis de se montrer "responsable", face aux interrogations sur un durcissement de la politique vis-à-vis des Palestiniens.

Après une semaine de laborieuses discussions, les alliés de MM. Netanyahu et Lieberman se sont entendus pour que ce dernier prenne le poste crucial de ministre de la Défense, qui supervise les Territoires palestiniens occupés. Un autre membre de sa formation Israël Beiteinou, Sofa Landver, deviendra ministre de l'Intégration. Leur investiture doit avoir lieu la semaine prochaine.

Le remaniement porte de 61 voix à 66 la majorité de M. Netanyahu au Parlement, où siègent 120 élus. Il fait de ce gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël selon les commentateurs.

Cet accord, signé au terme d'une semaine d'intenses négociations, permet à Benyamin Nétanyahou d'élargir significativement sa majorité. À la tête d'une coalition de six partis allant du centre à l'extrême droite religieuse, en passant par le Likoud et les grandes formations ultraorthodoxes, il ne pouvait jusqu'à présent compter qu'avec le soutien de 61 députés sur 120. Une coalition étriquée qui l'exposait à tous les chantages. Grâce au soutien d'Avigdor Lieberman, il aura désormais le soutien de cinq députés supplémentaires. La sixième élue du parti Yisraël Beiteinu, Orly Levi-Abecassis, s'est pour sa part désolidarisée du groupe parlementaire en raison de son désaccord avec les termes de l'accord de coalition.

M. Lieberman, connu pour ses diatribes anti-arabes et son populisme belliqueux, est une figure détestée des Palestiniens.

Avant d'engager les négociations avec M. Netanyahu, M. Lieberman accusait le gouvernement de manquer de fermeté face aux attaques palestiniennes et de ne pas construire dans les grands blocs de colonies de Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

M. Lieberman défend la possibilité accrue d'infliger la peine de mort aux auteurs d'attentats anti-israéliens. Il a obtenu que la peine prononcée par les tribunaux militaires en Cisjordanie ne le soit plus à l'unanimité des trois juges, mais à la majorité. Israël n'a pas appliqué la peine capitale depuis 1962. AFP et Figaro.fr 25.05

A quoi bon, ils assassinent déjà en toute impunité des Palestiniens pratiquement quotidiennement. En facilitant le recours à la peine de mort, ils constitutionnalisent le massacre d'innocents.

[Haut de page ↗](#)

Le 27 mai 2016

CAUSERIE

Un petit mot personnel.

40°C à l'ombre seulement aujourd'hui...

Ma mère sortira de l'hôpital samedi, ce fut une fausse alerte...

Mon épouse va attaquer la CAF en justice, si l'avocat que j'ai trouvé tient la route...

La riche patronne italienne de ma compagne Selvi est un véritable tyran...

Je n'ai toujours pas terminé mes travaux, exceptionnellement je réactualise le portail à cause de cette foutue loi Travail... Ici en Inde, le code du travail n'existe pas, c'est plus simple pour les esclavagistes...

Sorry pour les fautes de frappe ou d'orthographe, je me relis rapidement, parfois je n'en ai même pas le temps.

[La "véritable démocratie", c'est tout le pouvoir à la majorité de la population, aux travailleurs](#)

- "pour (...) l'établissement d'une véritable démocratie mettant au centre les travailleurs." PRCF 24.05.2016

Au "centre", entre quoi et quoi ?

Nous, nous les plaçons résolument aux commandes de l'Etat, de la société, ce n'est pas du tout pareil, car cela implique une inversion des rapports sociaux, le renversement du régime en place, autrement dit une révolution sociale remettant en cause les fondements du capitalisme, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière en avançant sur la voie du socialisme.

Une "véritable démocratie" peut-elle exister sans que la classe ouvrière soit parvenue à s'emparer du pouvoir politique ? Telle est la question qui est éludée dans cet article publié par l'officine stalinienne Le Grand Soir.

Toutes les déclarations, tous les discours ou programmes qui abordent ce sujet en éludant soigneusement cette question, témoignent de la volonté de leurs auteurs de refuser d'affronter le régime, afin de tromper les travailleurs et les militants pour assurer la pérennité du régime, leur unique raison d'être et objectif.

La "véritable démocratie" portait un nom autrefois, avant que les staliniens ne le balancent par dessus bord, la dictature du prolétariat ou le pouvoir politique assuré par la majorité du peuple, la classe ouvrière.

Flagrant délit de délire.

Suite de deux causeries précédentes.

Le sympathisant du POID avait écrit dans le courriel qu'il m'avait adressé le 22 mai :

- "Qui donc est complètement hors de la réalité, faisant aveuglément confiance à des sondages arrangés et à des sites bidon".

Lu dans l'édito signé D. Gluckstein du n°40 de l'hebdomadaire du POID Tribune des travailleurs :

- "Mais qui représente une minorité, sinon ceux qui nous gouvernent ? Ils sont la minorité : sondage après sondage se confirme le soutien apporté par l'immense majorité de la population à l'exigence de retrait de la loi Travail."

- "Ils sont la minorité : jamais le chef de l'Etat, le Premier ministre, le Parti socialiste lui-même n'ont été aussi bas dans les sondages et à ce point rejetés (1)."

Traduisez, quand ce sont les dirigeants du POID qui font usage des sondages, c'est normal, ils ont toute leur tête, ils savent forcément ce qu'ils font, tandis qu'un pauvre type comme moi, un écervelé, un mégalomane, en fera forcément un usage inconsidéré ou "aveugle".

Voyez-vous, je me demande lequel des deux, entre ce sympathisant du POID et moi, soutient vraiment le POID, tout du moins sa manière de traiter la loi du Travail et la mobilisation en cours pour obtenir son retrait.

Votre haine des militants qui ne partagent pas la totalité de vos analyses ou conclusions, qui osent vous contredire, qui osent aborder des sujets estampillés "complotistes" par les chroniqueurs de l'extrême droite néolibérale, qui osent se connecter à des portails gratifiés du même label par les mêmes ignobles personnes, qui osent critiquer vos dirigeants, explose au grand jour et c'est très bien ainsi, car c'est une excellente leçon adressée aux autres militants de ce qu'il ne faut surtout pas faire quand on cherche par tous les moyens loyaux ou honnêtes à se rassembler pour mener ensemble le combat sur le ou les mêmes objectifs, au-delà de nos désaccords qui sont parfaitement légitimes dès lors qu'ils reposent sur des arguments clairement identifiés.

C'est l'attitude des militants particulièrement vulnérables, fragiles, faibles, présentant de graves lacunes psychologiques, au développement intellectuel limité, à l'armement théorique désuet ou obsolète, à l'état d'esprit obtus et borné, autoritaire, belliqueux, et qui ne parviennent pas à s'assumer tels qu'ils sont, qui finalement ne comprennent pas mieux la situation qu'ils ne se connaissent eux-mêmes, cela les excite au dernier degré, les rend pratiquement fou quand on ose les défier, ils prennent cela pour une provocation, ils se sentent menacés personnellement, ils rentrent quasiment en transe, alors il faut que cela sorte ou que cela d'exprime d'une façon ou d'une autre, violemment de préférence, de manière maladroite ou désordonnée et grotesque, dévoilant au passage une facette de leur personnalité qui n'est guère à leur avantage, ce qui est dommage, car par ailleurs ils peuvent être d'excellents militants.

Moi non plus je ne supporte pas ma condition, mais ce n'ai pas une raison pour m'en prendre aveuglément au premier venu pour autant ou à n'importe qui, car dans mon cas ce serait si facile de martyriser injustement mon entourage profondément arriéré, je m'en abtiens par respect pour ces personnes qui sont finalement dans le même cas que moi ou embarqués dans la même galère.

On dit ce qu'on pense, et on fait ce qu'on dit.

Il y en a qui se font une idée partiellement ou totalement fausse du POID et ses dirigeants, c'est leur droit et je ne les juge pas là-dessus.

On pourrait m'accuser d'en être en partie responsable, mais je récusé par avance cette accusation qui a pour seul objectif de ne faire entendre qu'une seule voix, comme on ne voudrait voir dépasser aucune tête dans nos rangs, tous au garde-à-vous devant le chef vénéré. Si on encourage les travailleurs et les militants à développer leur esprit critique, ce n'est pas pour ensuite leur reprocher pour peu qu'ils soient honnêtes.

J'ai lu attentivement le dernier éditorial de la Tribune des Travailleurs et j'estime qu'il est en accord avec mon analyse de la situation, donc je le reproduis ici :

POID - L'édito du n°40 de la Tribune des Travailleurs par D. Gluckstein.

- Ils sont la minorité !

Le gouvernement pousse-t-il au pourrissement de la situation ?

Mardi matin, Hollande et Valls ordonnaient l'intervention policière contre les piquets de grève des raffineries. Cela après la répression frappant brutalement les jeunes et les manifestants depuis de nombreuses semaines, et après le recours à l'article 49-3 !

Réaction immédiate : toutes les raffineries du pays étaient en grève dans les heures qui ont suivi.

Que cherche le gouvernement ? Pour justifier l'intervention contre les piquets de grève, Hollande a dénoncé « une stratégie portée par une minorité ». Mais qui représente une minorité, sinon ceux qui nous gouvernent ? Ils sont la minorité : sondage après sondage se confirme le soutien apporté par l'immense majorité de la population à l'exigence de retrait de la loi Travail.

Ils sont la minorité : incapables de trouver une majorité dans le Parlement croupion de la Ve République, ils ont dû recourir à l'article 49-3 (avec la complicité d'une partie de ceux qui prétendaient s'opposer à la loi) pour passer coûte que coûte.

Ils sont la minorité : jamais le chef de l'Etat, le Premier ministre, le Parti socialiste lui-même n'ont été aussi bas dans les sondages et à ce point rejetés (1).

Ils sont la minorité : ils représentent les intérêts d'une poignée de capitalistes et de profiteurs qui veulent pouvoir toujours davantage licencier, baisser les salaires et gonfler leurs profits.

La démocratie, c'est la loi de la majorité. La démocratie, c'est donc que la loi Travail soit retirée. Et si le gouvernement s'acharne, la démocratie exige non seulement que cette loi soit balayée, mais que le soit, avec elle, le gouvernement qui la porte.

Comment ? Instinctivement, dans tout le pays, les travailleurs et les jeunes ont exprimé leur solidarité avec ceux des raffineries. Tous se sentent concernés. Et d'autant plus concernés que, depuis près de trois mois, ils ne cessent de répondre aux appels à des journées d'action, des grèves et des manifestations pour le retrait de la réforme El Khomri.

Manifestations élémentaires d'une solidarité ouvrière qui – comme l'écrit une motion adoptée par un congrès syndical ce 24 mai – « passe par l'organisation de la grève unie de tous les travailleurs jusqu'au retrait de la loi El Khomri ».

Le gouvernement ne craint pas de précipiter le pays dans l'aventure au risque d'aboutir à une situation de pourrissement et de chaos. Face à une telle situation, il revient au mouvement ouvrier d'opposer la voie de la démocratie, celle qui rassemble l'immense majorité du peuple. L'action unie des travailleurs et des organisations a la capacité, par la grève jusqu'au retrait, d'écarter les dérives qui menacent et d'imposer la solution conforme à l'exigence démocratique.

(1) Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le combat pour mettre en échec la politique du gouvernement et des partis qui le soutiennent. Cela ne saurait se confondre avec les attaques de locaux de partis. L'existence des partis politiques comme des organisations syndicales est une composante de la démocratie.

Gluckstein a raison d'insister sur le fait que Hollande et son gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays et n'ont donc aucune légitimité pour légiférer plus longtemps, ils doivent dégager.

Je ne vais pas critiquer cet éditorial puisqu'il me convient, et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas.

Si j'avais une observation à faire, c'est qu'il manque dans l'argumentation du POID une explication approfondie des conséquences de cette loi qui tend à démanteler ou disloquer la classe ouvrière, ce qui veut dire qu'à terme absolument chaque travailleur sera concerné, ce qui n'est pas le moindre des arguments pour amener d'autres couches de travailleurs à en prendre conscience ou à se mobiliser.

Il faut donc ne pas se contenter d'un discours académique réservé à un public averti ou destiné à des militants prétendument aguerris, mais dont en réalité le niveau théorique est plus proche de zéro, sinon on prend le risque une fois de plus de passer pour des doctrinaires bornés voulant absolument imposer leurs idées, alors que la portée de cette loi Travail est d'une gravité exceptionnelle et concerne la totalité des travailleurs et les générations à venir, on n'est pas en présence d'une simple modification à la marge de nos conditions de travail, elle les soumet à de nouveaux rapports si implacables et qui leur seront si défavorables, que c'est l'ensemble des rapports sociaux au sein de la société qui en pâtiront gravement, elle correspond à une étape décisive vers l'instauration d'une société profondément inégalitaire, injuste, individualiste, inhumaine, de sorte que la concurrence entre les travailleurs s'en trouvera aggravée au point de leur rendre la vie insupportable, puisqu'ils seront sommés de s'y soumettre de gré ou de force.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'au-delà de l'amplification de l'exploitation à laquelle elle est destinée, cette loi doit contribuer à modifier en profondeur les rapports entre les classes au profit des exploités qui détiendront ainsi le droit d'exercer leur pouvoir de manière illimitée sur les travailleurs, sans qu'ils puissent réellement s'y opposer ou très difficilement, puisque seule une nouvelle loi pourrait l'abolir. Or on ne voit ni qui ou quel parti au pouvoir pourrait prendre une telle initiative dans le cadre des institutions de la Ve République, ni comment y parvenir puisqu'il sera toujours impossible à un tel parti de parvenir au pouvoir dans ce cadre-là, seul un soulèvement révolutionnaire victorieux en serait capable, or nous en sommes encore loin. Ce qui nous impose d'inscrire notre combat dans cette unique perspective pour construire le parti, sinon nous nous condamnons à accompagner la descente aux enfers à laquelle nous sommes promis.

Place à la mobilisation et à l'organisation de l'ensemble de la classe des exploités qui constituent l'immense majorité de la population, pour se doter d'organismes politiques indépendants de l'Etat et de la classe des capitalistes, d'un gouvernement des travailleurs qui décidera d'abolir la Constitution antidémocratique de la Ve République et le capitalisme, de fonder une République sociale !

Seuls les droits et les aspirations des travailleurs sont légitimes, et pour qu'ils soient satisfaits ou qu'ils se réalisent, dans chaque entreprise, dans chaque commune, les travailleurs et les militants des différents syndicats et partis ouvriers qui s'en réclament ou les revendiquent, doivent se rassembler pour constituer des comités d'action ou des assemblées souveraines pour décider des tâches à accomplir pour avancer vers l'instauration de cette République sociale.

Loi El Khomri : l'aveu - Bernard Gensane - legrandsoir.info 26.05

Extrait - ... un député PS vient de commettre la bourde de sa vie en rendant public un document technique de la commission des Affaires sociales.

Le député du Nord rappelle que la loi du 4 mai 2004 « autorise les accords d'entreprise, notamment en matière de durée du travail, à déroger aux conventions de branches dans un sens moins favorable aux salariés ». Sauf dans les domaines « sanctuarisés » des salaires minima, des classifications, des garanties collectives et de la mutualisation des fonds de la formation professionnelle. Cette disposition, reconnaît le député solférinien, fut « la première entorse importante au « principe de faveur » selon laquelle un accord de rang inférieur ne pouvait déroger à un accord de rang supérieur que dans un sens plus favorable au salarié. »

Le Solférinien de service explique sans aucune vergogne que la nouvelle loi « achève ce processus en accordant désormais un primat généralisé à l'accord d'entreprise sur l'accord de branche, y compris pour fixer des règles moins favorables aux salariés, pour l'ensemble des règles applicables à la durée du travail, au repos et au congés payés. » legrandsoir.info 26.05

L'article 2 du projet de loi Travail participe à la dislocation de la classe ouvrière, à sa disparition en tant que classe face à celle des capitalistes, à l'atomisation de chaque travailleur dont les droits seraient individualisés et ne dépendraient plus que du bon vouloir de chaque patron, rendant plus difficile, voire impossible leur résistance face à l'exploitation, le but de cet article de loi.

Que ce soit le PS qui s'y colle, on a envie de dire qu'au regard de son abominable passé qui nous ramène tout de même un siècle en arrière, siècle au cours duquel il eut le temps d'illustrer une multitude de fois de quel côté de la barricade il combattait, il n'y a vraiment rien de surprenant à cela.

Un siècle d'imposture continue, c'est long, très long, ce qui est surprenant, c'est une manière de parler parce qu'on en connaît les raisons, c'est qu'elle ait pu durer aussi longtemps, et il y a lieu de penser que sans bénéficier de complicités actives au sein du mouvement ouvrier, cela aurait été impossible.

Alors évidemment, quand il vous assène à nouveau un coup d'une violence extrême et qu'on tombe des nus ou qu'on a fait durer le plaisir en le ménageant pendant plus d'un demi-siècle ou en le dotant abusivement de vertus parce que cela nous arrangeait, on se trouve comme dans la fable fort dépourvu pour l'affronter ou expliquer comment on a pu en arriver là, sans se prendre les pieds dans ses propres contradictions qui révèlent notre incurie politique ou notre opportunisme.

On a beau se reprendre ou tenter de corriger le tir, on a envie de dire qu'il est beaucoup trop tard pour espérer que cela ait le moindre effet, il ne faut pas rêver, tout se paie un jour.

Ce que les travailleurs et les militants attendent, c'est qu'on leur dise un jour la vérité, toute la vérité, y compris celle qui est plus difficile à dire qu'à entendre, et n'allez pas croire qu'ils ne seraient pas prêts à tout entendre du moment que vos explications sont claires et cohérentes, et surtout que vous êtes sincères.

On continuera une autre fois, car ce sujet nous emmène très loin

Les derniers développements autour de la loi Travail

- Loi travail : la bataille de l'article 2 - LeMonde.fr 26.05

La bataille se cristallise autour de cet article, ce qui devrait permettre au plus grand nombre de prendre conscience du danger extrême que représente cette loi.

- Les opposants à la loi Travail n'abdiquent pas - Reuters 26.05

Pas de bol !

- "Les Français sont contre cette loi" - Francetv info 26.05

Ils expriment là un regret...

- Après trois mois, la rue tient la distance - Liberation.fr

- La mobilisation nationale de jeudi a rassemblé des manifestants déterminés. Liberation.fr 26.05

C'est navrant, on sait !

- Loi Travail: Les organisations de jeunesse restent mobilisées - 20minutes.fr 26.05

Ah ben il ne manquait plus que les jeunes... au présent et à l'avenir sacrifiés...

- C à Vous : El Khomri exfiltrée, l'émission interrompue par des manifestants - LePoint.fr

L'émission de France 5 a été interrompue ce jeudi 26 mai après l'arrivée de manifestants anti loi El Khomri dans la cour du studio. LePoint.fr 26.05

Diabolisation du mouvement social

- Pénurie d'essence : les automobilistes en panique - Francetv info 26.05

- Loi Travail : des heurts éclatent à Paris en marge de la manifestation - Francetv info 26.05

- «Il y a des moments où c'est intelligent d'aller tout péter» -

«Libération» a rencontré lundi un «casseur» et une «casseuse» qui estiment que le recours à la violence est légitime. Liberation.fr 26.05

Ils ne savent plus où donner la tête et craignent le pire

- Loi Travail : "La pression s'accroît sur le gouvernement" -

Après les multiples manifestations contre la loi Travail, le gouvernement se dit déterminé, mais "reste ouvert". Francetv info 26.05

- Loi Travail : le gouvernement poussé dans ses retranchements -

Carburants, énergies, transports... Ça commence à faire beaucoup de perturbations à gérer pour le gouvernement. Francetv info 26.05

- Loi travail: El Khomri exclut de "dénaturer" son texte en revenant sur l'article 2 - AFP

La ministre du Travail, Myriam El Khomri, a exclu jeudi sur France 5 de "dénaturer" son projet de loi sur le travail en revenant sur l'article 2, qui consacre la primauté de l'accord d'entreprise en matière d'aménagement du temps de travail. AFP 26.05

- Loi Travail: Manuel Valls juge «inacceptable» de «bloquer un pays» - 20minutes.fr Sénat - Le Premier ministre a estimé qu'« on ne peut pas s'en prendre ainsi aux intérêts économiques de la France »... 20minutes.fr 26.05

- La loi permet-elle de restreindre le droit de grève ? - Liberation.fr

Face au blocage des raffineries, et désormais des centrales, par les syndicats opposés à la loi travail, Manuel Valls a promis une «réponse extrêmement ferme». Liberation.fr 26.05

- Loi Travail : le couac du gouvernement fait réagir les sénateurs PS - Public Sénat

Récrira, récrira pas ? L'imbroglie continue dans la majorité autour d'une possible réécriture de l'article 2 de la loi Travail. Public Sénat 26.05

- Le fait politique du jour - François Hollande et la «méthode Couac» - LeFigaro.fr 26.05

- Loi Travail: le gouvernement perdant à tous les coups - L'Express.fr

Les récents couacs de l'exécutif sur les modifications à apporter à la loi El Khomri soulignent la difficulté pour le gouvernement à trouver une voie de sortie de crise. C'est normal: il n'y en pas. Enfin, aucune qui ne soit pas douloureuse. L'Express.fr 26.05

- Loi travail : «La responsabilité des blocages est prioritairement attribuée à l'exécutif» - Liberation.fr 26.05

- CGT, la dictature tranquille - LePoint.fr 26.05

- L'Opinion et la presse quotidienne interdits de paraître : le chantage honteux de la CGT - L'Opinion

La CGT a en effet décidé de bloquer l'impression des journaux qui avaient refusé de publier sous la contrainte un tract appelant le gouvernement à retirer la loi Travail. L'Opinion 26.05

En complément, Hollande réactionnaire sur toute la ligne.

- Hollande et Trudeau appellent à mettre en œuvre l'accord de libre-échange UE Canada - Liberation.fr

En marge du G7, le président français et le Premier ministre canadien ont défendu le Ceta, ce traité de libre-échange entre l'UE et le Canada, pourtant proche du Tafta rejeté par l'Élysée. Liberation.fr 26.05

Comme quoi ce "rejet" n'était qu'une posture ou une imposture, de l'intox.

[Ils sont tous entre les mains de l'oligarchie financière, chut, c'est un secret !](#)

- Sénat: adoption de la proposition de loi sur l'indépendance des médias - AFP

Le Sénat a adopté jeudi en première lecture en la modifiant la proposition de loi de députés socialistes sur l'indépendance des médias, prévoyant en particulier le renforcement du secret des sources, de la protection des lanceurs d'alerte... AFP 26.05

[Alors qu'ils leur refusent le droit d'asile \(Assange, Snowden, etc.\).](#)

- Les députés posent un cadre de protection pour les lanceurs d'alerte - LeFigaro.fr

Quelques semaines avant l'examen du projet de loi Sapin 2, les députés ont adopté en commission une définition et une meilleure protection du statut de lanceur d'alerte. LeFigaro.fr 26.05

En famille, ils se soutiennent mutuellement.

- Panama papers : le Sénat ne transmet pas à la justice le cas du patron de Société générale, Frédéric Oudéa

Le bureau du Sénat a décidé de ne pas saisir le procureur pour un éventuel faux témoignage suite aux propos de Frédéric Oudéa tenus devant le Sénat en 2012. Il avait déclaré que sa banque s'était retirée de Panama, alors que la Société générale est mêlée à l'affaire des Panama papers. Public Sénat 26.05

Bienvenue chez les néonazis de l'Otan en Ukraine.

- Mikhaïl Gorbatchev indésirable en Ukraine - Reuters

Mikhaïl Gorbatchev, auquel Kiev reproche d'avoir pris parti pour l'annexion russe de la Crimée en mars 2014, a été déclaré persona non grata pour cinq ans en Ukraine, ont fait savoir jeudi les services de sécurité. Reuters 26.05

Bienvenue en oligarchie

Dit vulgairement, si vous êtes réceptifs à toutes ces conneries, c'est que vous êtes très mal barrés...

- Vous connaissez Doraemon, la plus grande star japonaise du manga?

Au panthéon des héros de la pop culture japonaise, il trône au sommet. Omniprésent à la télé, dans les jeux vidéos, et surtout dans le merchandising et les produits dérivés au Japon, Doraemon s'exporte difficilement dans l'Hexagone. Slate.fr

- Quelle start-up va révolutionner notre quotidien ?

Trouver la meilleure idée qui va changer la vie de tout un chacun. C'est l'objectif du Challenge #100 lancé à l'occasion de Viva Technology, un rendez-vous international autour de la transformation... LeParisien.fr

- Le fantasme d'une nouvelle Guerre froide ne doit surtout pas devenir réalité

Plutôt que chercher à résoudre leurs différends, les États-Unis et la Russie préfèrent s'affronter au sujet de la défense antimissile. Le 10 mai 2016, un nouveau système américain de défense antimissile a été inauguré à grand bruit en Roumanie. Les officiels russes ont aussitôt dénoncé une provocation... Slate.fr

- Comment Spotify a (presque) réussi à cerner mes goûts musicaux

Retour sur plusieurs semaines d'écoutes de «Discover Weekly», le service qui veut vous faire aimer ce que vous ne connaissez pas encore. En 2011, j'ai découvert Pandora et ma vie a (en partie) changé. Slate.fr

- Insulté, un jeune arbitre lâche le foot, pas son combat contre l'homophobie

Le cas de Jesús Tomillero témoigne de la triste condition des gays dans le monde du football. En 1990, Justin Fashanu devint le premier footballeur à faire son coming out en une du Sun. Slate.fr

- Une photo du footballeur Özil à la Mecque fascine les Allemands

Le milieu d'Arsenal sera à l'Euro 2016 sous les couleurs de la Mannschaft dans quelques semaines. À quelques semaines du coup d'envoi de l'Euro 2016, une photo postée dimanche 22 mai 2016 par le footballeur Mesut Özil sur les réseaux sociaux fait fureur sur le web et dans la presse allemande... Slate.fr

- Transgenres: la «bataille des toilettes» prend de l'ampleur aux États-Unis

Onze États américains, Texas en tête, ont porté plainte contre une circulaire du gouvernement Obama qui laisse aux personnes transgenres la liberté de choisir quel lieu d'aisance - pour hommes ou pour femmes - utiliser. Les conservateurs jugent cette directive «dangereuse». LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

L'oligarchie resserre les mailles de son filet.

Microsoft et Facebook s'allient pour construire un câble sous-marin entre les USA et l'Europe euronews.com

Microsoft et Facebook annoncent qu'ils vont installer ensemble un gigantesque câble internet sous-marin à travers l'océan Atlantique.

Le câble sera baptisé "Marea". D'une longueur de plus de 6000 kilomètres, il reliera la côte est des Etats-Unis et l'Espagne. De là, il pourra être relié à d'autres réseaux vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Dans un communiqué commun publié ce jeudi, les deux géants technologiques américains affirment que cet équipement est censé faire face "à la demande croissante des consommateurs pour des connexions fiables et à haut-débit".

Cela permettra donc d'accélérer le fonctionnement d'internet en priorité pour les utilisateurs de Microsoft et de Facebook.

La construction commencera cet été et s'étalera jusqu'en octobre 2017.

Le réseau sera ensuite géré par Telxius, une filiale du groupe de télécommunications espagnol Telefonica spécialisée dans les infrastructures. euronews.com 26.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

- Japon : les manifestations fleurissent contre la tenue du sommet du G7 - Francetv info

République démocratique du Congo

- Manifestation en RDC: 2 morts selon l'ONU, la police dément - AFP Une policière et un manifestant ont été tués jeudi 26 mai à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), lors de manifestations hostiles au président Joseph Kabila qui avaient été interdites par les autorités locales, selon des informations de l'ONU démenties par la police congolaise AFP 26.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Belgique

- Grève des cheminots reconduite en Belgique - LeMonde.fr 26.05

Espagne

- Troisième nuit de violences à Barcelone - euronews.com

Une expulsion a tourné à l'émeute en Espagne. Manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés mercredi soir dans les rues de Barcelone, pour la troisième nuit consécutive. Six policiers et cinq manifestants ont été blessés, un homme a été arrêté. euronews.com 26.05

Chili

- Chili : nouvelles manifestations violentes pour une éducation gratuite - AFP

De violents affrontements ont opposé jeudi forces de l'ordre et étudiants chiliens qui manifestaient à nouveau par milliers pour réclamer une éducation gratuite pour tous, promise par la présidente socialiste Michelle Bachelet. AFP 26.05

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mai 2016

CAUSERIE

J'ai ajouté Prince et Lenny Kravitz à ma discothèque.

Comrades, are you alive ? Tell me, have you the feel to be alive? Yeah ! (Metallica)

Alors c'est parti pour un bref instant de détente et de rigolade qui vous est offert gracieusement par le Premier secrétaire du Parti socialiste (jeanchristophecambadelis@parti-socialiste.fr), sans déconner, en ouvrant ma boîte aux lettres ce matin j'ai découvert une lettre adressée aux "*aux militants et sympathisants*" du PS, dont j'ignorais que je faisais partie.

- "*Nous sommes LE grand parti de la gauche entouré de milliers de sympathisants qui ne se préoccupent pas de nos querelles internes, mais qui ont peur de ce qui vient.*" Et de quoi ont-ils si "*peur*"? Devinez, de l'extrême droite à laquelle le PS fait la courte échelle ! Pourquoi, pardi parce que "*l'Autriche le démontre : la victoire de l'extrême droite est possible.*"

En cause, je vous le donne en mille, la CGT, qui par "*une action minoritaire*" veut "*ruiner tout crédit aux socialistes*" comme si le gouvernement Hollande-Valls ne s'en chargeait pas avec sa loi Travail scélérate, pire encore, qui veut "*s'attaquer à ce qui fut durement acquis depuis Epinay : l'image et la réalité d'un parti de gauche et de gouvernement.*", à croire qu'il est déjà grabataire, le PS n'a cessé de gouverner pour le capital ou de combattre à ses côtés.

Le but, pitoyable, électoraliste, éviter "*le retour de la droite*" que le PS incarne mieux que LR et l'UDI réunis, c'est le patronat qui l'a dit, on n'invente rien, prédisant au passage la bérézina pour le PS lors des législatives de 2017 ou que "*le FN sera, à l'Assemblée nationale, l'opposition au parti qui aura gagné l'élection présidentielle*", ce qui présenterait au moins l'avantage, on a envie de préciser enfin, de montrer le vrai visage de la Ve République, car dès lors plus aucun parti soit-disant ouvrier ne pourrait se tourner vers les institutions pour en attendre quelque chose, clarification intéressante pour confondre la cohorte d'opportunistes qui sèment la confusion dans le mouvement ouvrier, car dès lors la rue ou la mobilisation unie des travailleurs demeurerait la seule arme à leur disposition pour combattre le régime, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

Comme quoi il ne faut jamais désespérer, the show must go on, la lutte des classes continue...

Comrades, are you still alive ? Vous êtes encore en vie, bravo !

Allez, on se remet un petit coup d'*American woman*, un duo époustouflant Prince-Lenny Kravitz en live, après on m'accusera de faire dans l'anti-américanisme, Stéphane, tu as oublié que j'adorais les femmes, on est samedi, il est 16 heures, on décompresse, ensuite aux fourneaux ! C'est aussi cela aimer les femmes, mais pas les féministes atteintes de prurit psychosomatique. Pour elles, ce sera *Sexe machin* de James Brown.

Vous voyez que je suis toujours (ou presque) de bonne humeur, et non un vieux con aigri qui passerait son temps à ressasser le passé ou des formules. En fait, tout est une question de condiment en un seul mot, je vous laisse devinez lequel, en trois mots façon créole cela donnerait con dit ment, comment, moi, jamais, sauf aux patrons, aux juges ou aux flics, mais là c'est normal, c'est même fortement conseillé. Je souhaite à tous les jeunes de parvenir à 60 ans et d'avoir toujours "*vert l'arbre éternel de la vie*". (Goethe cité par Lénine)

Have a good week-end.

Passons aux choses sérieuses.

De quoi parle-t-on au juste ?

La discussion sur la démocratie est faussée, quand ceux qui prétendent représenter les intérêts du peuple ou de la nation pour reprendre leur expression, ceux qui gouvernent leur cache la réalité de la situation, ainsi que leurs réelles intentions.

Avant même d'évoquer la démocratie, il faut que le peuple puisse juger sur pièces ce qu'on lui propose, c'est la première chose. Ensuite, il faut que ce qu'on lui propose soit présenté suffisamment clairement et simplement pour que le peuple puisse s'en saisir ou comprendre de quoi il s'agit. Et pour terminer, il faut que les différents acteurs politiques susceptibles de lui soumettre différentes propositions disposent des mêmes droits ou moyens pour lui exposer.

Force est de constater qu'aucune de ces trois conditions n'existe, n'a jamais été réunie et ne le sera un jour sous le régime bonapartiste de la Ve République, qui a été fondé par la minorité des capitalistes pour servir ses intérêts.

Un régime qui pour exister requiert justement que ces trois conditions ne soient jamais réunies ne peut être caractérisé de démocratique, et ce n'est pas la reconnaissance de la lutte des classes ou le droit accordé à la majorité des exploités de disposer de droits politiques qui y change quelque chose, puisque dès qu'ils entendent faire respecter le droit de la majorité à décider de l'orientation de la société, l'Etat les réprime ou suspend ce droit (49.3, coup d'Etat).

Nous ne vivons pas en démocratie, mais sous un régime ayant confisqué la démocratie au profit de la minorité des capitalistes. Il ne s'est pas contenté de confisquer la démocratie, il a théorisé sa négation à l'aide d'artifices juridiques ou institutionnels (Constitution) destinés à camoufler sa véritable nature antidémocratique ou dictatoriale.

Le régime repose à la fois sur l'ignorance des masses exploitées de sa véritable nature et de leurs conditions, ainsi que la nature des différents acteurs politiques qui parlent en leurs noms, et qui pour adopter une politique contraire à leurs intérêts pratiquent effrontément le déni ou versent dans la propagande, leur mentent ou les trompent délibérément.

Le développement effréné de la mondialisation au cours des 45 dernières années a eu pour conséquence de pousser les contradictions du capitalisme jusque dans leurs derniers retranchements et de révéler au grand jour son incompatibilité avec la démocratie. Toutes les politiques que les représentants du capitalisme ont adoptées depuis le début des années 70 se sont révélées impuissantes à régler la question de la crise qui mine l'existence du capitalisme, au point d'atteindre ses fondements et de fragiliser, de menacer son existence même, d'où le recours devenu systématique à des pratiques, officines ou moyens mafieux ou criminels pour en assurer la survie, que les discours trompeurs sur la démocratie ou la liberté qui un temps firent illusion, permettent de moins en moins de justifier.

Ces contradictions s'expriment de plus en plus violemment au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'approfondit et que ses fondements se retrouvent à découvert, le capitalisme apparaît désormais de plus en plus ouvertement tel qu'il est réellement, le vernis démocratique dont il s'était paré craquant de partout ou étant délibérément abandonné pour céder la place à un discours arrogant, provocateur, cynique et digne des pires despotes du passé.

Dans ces conditions, la discussion sur le "rapport de force" qu'il faudrait créer pour peser sur la situation ou en inverser le cours au profit de la majorité du peuple sera forcément biaisé ou profondément teinté de démagogie, dès lors qu'il ne repose pas sur le constat que nous venons de dresser et la conclusion à laquelle nous sommes parvenus qui ne peut se solder que par l'abolition du régime capitaliste.

Car au-delà de la nécessité de créer un rapport de force favorable aux travailleurs, faut-il encore que son contenu et son orientation s'inscrivent dans une perspective historique permettant d'ouvrir la voie à une issue politique qui résoudrait la crise du capitalisme, d'entrevoir le dépassement du capitalisme. Or, ce n'est pas dans cette direction que les principaux acteurs politiques qui s'expriment au nom des exploités entendent situer leur combat, considérant qu'en aucun cas ce rapport de force, pour peu qu'il serait favorable aux travailleurs, ne doit remettre en cause l'existence du capitalisme qu'ils refusent d'affronter au-delà de certaines limites acceptables pour les capitalistes, ce qui peut donner l'impression que la démocratie s'exprimerait, alors qu'en réalité elle est bafouée.

Le dénouement de la crise du capitalisme ne peut prendre la forme et le contenu que de la barbarie ou du socialisme. C'est plus qu'une formule ou la conclusion de l'étude du développement du capitalisme, c'est chaque jour qui passe un peu plus une évidence que les travailleurs et les militants doivent parvenir à partager.

S'ils n'y sont pas prêts, on peut mettre cela sur le compte de leur ignorance, c'est facile mais cela ne nous avancera guère, c'est un lieu commun. Il faut aller plus loin et se demander pourquoi.

S'accommoderaient-ils de leur condition, y trouveraient-ils suffisamment de satisfaction pour ne pas souhaiter en changer, ne seraient-ils pas angoissés par l'orientation que prend la société, leur offrirait-elle les moyens de s'épanouir librement, comment pourraient-ils le justifier ou se donner bonne conscience alors qu'une multitude autour d'eux ou parmi leurs proches n'en ont pas le loisir, n'auraient-ils pas un minimum conscience de la menace potentielle que fait peser sur leur avenir la propagande de guerre permanente à laquelle se livrent le gouvernement et les médias, seraient-ils épargnés par la décomposition de la société qui concerne absolument tous les rapports sociaux, seraient-ils indifférents au climat délétère qui règne dans ce pays, comment dans ces conditions pourraient-ils croire qu'ils seront toujours épargnés si le mauvais sort ne s'est pas encore acharné sur eux ?

Raisonnablement, on peut penser que pas un travailleur n'échappe à ces tourments ou difficultés quand ils n'hantent pas déjà

leurs esprits ou ne leur pourrissent pas déjà l'existence. Etant tous concernés à des degrés divers et ne participant pas à la lutte des classes pour la plupart d'entre eux, c'est parfois sous un de ces angles qu'ils abordent la situation et qu'on peut engager la discussion avec eux, pour les amener ensuite à participer à notre combat politique.

Etre ignorant ne signifie pas être insensible au monde extérieur, du fait qu'il nous impose des rapports qu'on a de plus en plus de mal à supporter ou qu'on estime détestables. Croire que les travailleurs sont capables de s'élever au-dessus de leur condition ou d'en prendre conscience est le b.a-ba du socialisme.

[La totalité des travailleurs à terme est directement concerné par la loi Travail.](#)

- Grèves, blocages et cohérence - Jacques Sapir - legrandsoir.info 27.05

- "Il est clair que ces formes de luttes créent un désordre, et touche des personnes qui ne sont pas directement impliquées."

Ce n'est pas parce qu'elles n'en ont pas forcément conscience pour eux, leurs enfants ou leurs petits enfants ou les générations à venir, qu'elles ne seraient pas concernées. Et si même c'était le cas, comment vivre dans une telle société tendant toujours davantage vers la précarité sociale pour le plus grand nombre, le chaos ?

[Podemos ou l'exemple à ne surtout pas suivre.](#)

- Le cas de Podemos (Espagne) est exemplaire, qui a dû se forger un programme consensuel et rompre ses liens avec la révolution bolivarienne. Son dirigeant Pablo Iglesias a souhaité la libération de Leopoldo Lopez (leader d'extrême-droite condamné pour sa responsabilité directe dans les violences et la mort de 43 personnes en 2014) et déclaré que le "pays est au bord de la guerre civile". Il sait que c'est faux car il connaît la réalité. Mais pourquoi ne pas sacrifier un réel lointain si cela permet d'améliorer son image dans les médias et de gagner des voix? (Venezuela, pierre de folie - Thierry Deronne - Arrêt sur Info 26.05)

[Les merveilles de la propagande officielle diffusée par le système scolaire.](#)

- Une bombe A sur Hiroshima, la moitié des Américains ignorent la vérité - sputniknews.com

Bon nombre d'Américains ignorent toujours que les Etats-Unis sont jusqu'ici le premier et unique pays au monde qui a usé de l'arme nucléaire à des fins militaires, témoignent les résultats d'un sondage journalistique réalisé à Washington et à New York à la veille de la visite de leur président à Hiroshima.

A la question de savoir quel pays avait utilisé en premier une arme nucléaire à des fins militaires, les passants citaient la Corée du Nord, l'Allemagne, l'Irak, la Corée du Sud, Israël et même le Japon.

En effet, rien que la moitié des sondés ont répondu que c'était bien leur pays qui avait anéanti par des bombes atomiques les villes nippones d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945. sputniknews.com 27.05

[Les derniers développements autour de la loi Travail.](#)

- Loi travail: l'intersyndicale appelle à "amplifier les mobilisations" - AFP

Les opposants au projet de loi travail ont appelé à "amplifier les mobilisations", en particulier dans les secteurs qui restent engagés dans des mouvements de grèves, dans un communiqué publié dans la nuit de jeudi à vendredi.

"Les organisations appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations", notamment "en multipliant et en soutenant les actions décidées par les salarié-es en assemblées générales, y compris reconductibles", a écrit l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, Fidl, UNL.

Près de 300.000 personnes selon la CGT, 153.000 selon les autorités, ont défilé dans le pays jeudi, 8e journée d'action depuis début mars.

Si elle souhaite "des temps forts de convergences de luttes interprofessionnelles (...) dans les prochains jours", l'intersyndicale garde en ligne de mire la date du 14 juin pour sa 9e journée de mobilisation, avec "une puissante manifestation nationale" à Paris. Une date choisie pour coïncider avec le début des débats sur le texte controversé au Sénat.

Les organisations annoncent qu'elles "déployeront dès le début de la semaine prochaine" leur "votation citoyenne", une

grande consultation sur le projet de loi travail qui doit être menée jusqu'au 14 juin dans "les entreprises, les administrations et lieux d'études".

Ces syndicats déplorent aussi le silence de l'exécutif alors qu'ils ont demandé à être reçus dans un courrier à Francois Hollande la semaine dernière: "Alors que celui-ci dit faire du dialogue social sa méthode de gouvernement, les organisations attendent toujours la réponse à leur courrier".

"La violence des propos tenus par le gouvernement, le mépris à l'égard du mouvement social et son entêtement à ne pas retirer le projet de loi renforcent la détermination" des opposants au texte, estiment-ils aussi. AFP 27.05

Violences policières. Charge à l'aide d'une grenade de désencerclement " contre des "manifestants qui ne sont visiblement ni armés ni menaçants".

- Contestation de la loi travail : un nouveau cas de violence policière - LeMonde.fr

« Un jeune homme a été blessé sérieusement », puis hospitalisé, à la suite de heurts en marge du cortège parisien contre la réforme du code du travail, jeudi 26 mai, a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué. Le jeune homme de 28 ans, qui se présente comme un journaliste indépendant, et qui s'est effondré juste après le lancement d'une grenade de désencerclement, est toujours hospitalisé et son état n'est pas stabilisé, selon le parquet de Paris.

Jeudi, 18 h 30, la place de Nation est vide. La manifestation s'est terminée, comme à l'accoutumée, par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Les derniers manifestants ont été chassés à grand renfort de gaz lacrymogènes. Un cordon de policiers borde encore l'ensemble de la place.

A moins d'un kilomètre de là, une centaine de manifestants s'est regroupée vers la porte de Vincennes, après avoir été « refoulée par les gendarmes qui avançaient vers l'avenue du Trône », rapporte Olivier Laban-Mattei, photographe de l'agence MYOP, qui couvrait les manifestations pour Le Monde. Sur ce point, la préfecture de police de Paris assure qu'un cortège autonome s'est dirigé de lui-même vers la porte de Vincennes.

Le rassemblement se mue alors en manifestation sauvage, où des velléitaires au blocage du périphérique se font entendre. « Tous au périph ! », lancent certains, selon John (le prénom a été modifié), secouriste dans les manifestations. Un projet rapidement avorté en raison de la présence, massive, des forces de l'ordre. Certains d'entre eux, notamment des policiers en civil, tentent d'interpeller des manifestants, qui commencent à se disperser. Un lycéen est arrêté par une compagnie d'intervention.

Son interpellation suscite l'indignation des manifestants qui invectivent les policiers. Ces derniers – au nombre de dix selon un témoin et de cinq selon la préfecture – se retranchent dans un immeuble, après avoir sonné à l'interphone, situé à l'angle de l'avenue du Trône et de la rue du Général-Niessel. « Les gens se massent devant et demandent sa libération. La foule est très énervée. Certains hurlent », assure John.

Là, des renforts arrivent sur place et sont pris à partie. Selon la préfecture de police de Paris, les forces d'intervention essuient des jets de projectiles. D'après un journaliste du Monde, aucune dégradation de mobilier urbain n'a été constatée.

John, lui, assure que les forces de l'ordre « ne sont pas acculées par une foule de manifestants ». Le photographe Olivier Laban-Mattei nous confirme cette version : « Les manifestants n'ont pas l'intention de s'en prendre physiquement aux forces de l'ordre. » Ces dernières décident pourtant de les disperser à l'aide de gaz lacrymogènes et de grenades de désencerclement selon certains manifestants – une au moins est reconnue par la préfecture.

Sur deux vidéos, relayées sur les réseaux sociaux, les policiers semblent sur la défensive ; l'un d'entre eux jette vers le sol une grenade de désencerclement en direction de manifestants qui ne sont visiblement ni armés ni menaçants. Consécutivement à l'explosion de la grenade, à moins de deux mètres de l'explosion, un jeune homme, ayant une GoPro vissée sur la tête, s'effondre au sol. Les manifestants se ruent alors vers lui pour lui porter secours et le mettre à l'écart. Le jeune homme, qui se présente comme un journaliste indépendant, saigne fortement au niveau de la tête, rapporte John, qui lui a porté secours :

« Je vois que deux autres secouristes sont présents. Je mets mon matériel à disposition. Le manifestant est couvert de sang. Il a une grosse hémorragie au niveau de la tempe. »

Des policiers de la BAC et des gendarmes, l'air hagard, se massent ensuite autour de la victime, alors qu'en arrière-plan, une autre compagnie d'intervention continue de riposter contre les manifestants. « On a senti qu'ils voulaient prendre le contrôle de la situation. Un gendarme nous tend un pansement compressif. Un CRS secouriste arrive derrière », rapporte John.

Les pompiers, eux, arrivent vingt minutes plus tard pour prodiguer les premiers soins à la victime, dont l'hémorragie a été stoppée par les passants. Deux fonctionnaires montent dans leur véhicule, qui s'éloigne, à quelques centaines de mètres plus loin,

pour transférer la victime dans un camion de réanimation.

« C'est très courant dans ce genre de situation que les pompiers demandent à des fonctionnaires de les accompagner pour des raisons de sécurité », rapporte Luc Poignant, membre du syndicat Unité SGP Police. « Quand une personne est blessée, les policiers l'accompagnent parfois, surtout quand la victime est seule, ce qui était le cas », abonde la préfecture de police de Paris.

Les pompiers, eux, arrivent vingt minutes plus tard pour prodiguer les premiers soins à la victime, dont l'hémorragie a été stoppée par les passants. Deux fonctionnaires montent dans leur véhicule, qui s'éloigne, à quelques centaines de mètres plus loin, pour transférer la victime dans un camion de réanimation.

« C'est très courant dans ce genre de situation que les pompiers demandent à des fonctionnaires de les accompagner pour des raisons de sécurité », rapporte Luc Poignant, membre du syndicat Unité SGP Police. « Quand une personne est blessée, les policiers l'accompagnent parfois, surtout quand la victime est seule, ce qui était le cas », abonde la préfecture de police de Paris.

Selon les témoins sur place, au moment de son transfert dans le camion de réanimation, la victime a poussé des hurlements, notamment contre les pompiers. L'état de la victime n'est pas stabilisé, rapporte le parquet de Paris :

« Il est toujours à l'hôpital, son état n'est pas stable, il n'a pas pu être entendu. »

Selon les premiers éléments de l'enquête communiqués par le parquet de Paris, les forces de l'ordre ont bien eu recours « à une grenade de désencerclement ». Ces dernières, qui projettent des plots de caoutchouc en explosant, peuvent blesser gravement en cas d'utilisation inappropriée. Les forces de l'ordre ont en principe pour consigne de s'en servir en cas de danger, par exemple lorsqu'elles sont en « situation d'encerclement ou de prise à partie par des bandes armées ». Elles doivent également les lancer au sol.

Au regard des éléments rapportés par les témoins sur place, la posture de non-violence des manifestants ne justifiait pas d'avoir recours à cette arme non létale, estime John :

« L'usage des grenades de désencerclement doit permettre de se dégager face à un péril imminent, quand les forces de l'ordre sont acculées. Or là, dans ce mouvement social, elles les utilisent pour ouvrir une charge. C'est quelque chose qu'on n'avait pas vu dans les mobilisations précédentes. » LeMonde.fr 28.05

Les témoignages de violences policières sont tellement nombreuses à travers tout le pays, que les médias oligarchiques ne peuvent plus les nier sous peine de perdre toute crédibilité vis-à-vis de leurs lecteurs...

Hollande assure qu'il « tiendra bon » sur la loi travail et ira « jusqu'au bout » - LeFigaro.fr

Le président s'est montré inflexible et a tenté de rectifier l'impression de confusion qui règne au sommet de l'État depuis une semaine, à l'issue d'une série de couacs. LeFigaro.fr 27.05

Loi travail: des signataires de la motion de censure de gauche en appellent à Hollande - AFP

Une cinquantaine de députés PS "frondeurs", écologistes et du Front de gauche ont écrit vendredi à François Hollande pour lui demander "d'agir sans attendre pour une sortie de crise" tenant compte "de l'opposition majoritaire en France" au projet de loi travail. AFP 27.05

Juppé (LR) appelle le gouvernement à "rétablir le dialogue" - AFP 27.05

Martinez invite Hollande à discuter pour mettre fin aux grèves - Reuters

Les manifestations et les grèves contre la loi Travail peuvent cesser dès lundi si François Hollande accepte de reprendre "tout à zéro" avec les partenaires sociaux, a déclaré vendredi à Reuters le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez. Reuters 27.05

Mailly (FO) appelle à suspendre les débats au Parlement - AFP

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière (FO), a appelé vendredi le gouvernement à suspendre les débats au Parlement sur le projet de loi travail, pour ouvrir des négociations avec le patronat et les syndicats. AFP 27.05

Le Medef dénonce des "méthodes de voyous" des syndicats - Reuters 27.05

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a déploré vendredi les pratiques des syndicats hostiles au projet de loi Travail, qu'il a qualifiées de "méthodes de voyous", au lendemain d'une nouvelle journée de mobilisation. Reuters 27.05

Jean-François Copé. « Notre pays est en train d'être complètement étranglé » - Sciences Po TV Sciences Po TV 27.05

Parole de banquier. Tout pour les exploités.

- Emmanuel Macron prône une modération des salaires pour poursuivre le redressement industriel. - 20minutes.fr

Emmanuel Macron a estimé ce mardi que les entreprises devaient préférer les investissements productifs aux augmentations salariales, dans un entretien aux Echos.

« Sur la fonction production, nous avons rattrapé une bonne partie de notre retard compétitivité-coût des années 2000 via le pacte de responsabilité, le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et la fin de la modération (salariale) allemande depuis 2013. Mais il faut tenir et maintenir l'impact de cette dévaluation fiscale. Et la clef, c'est la modération salariale », a affirmé le ministre de l'Economie.

« Pour relancer l'industrie française, il faut du temps et il faut privilégier l'investissement productif. Pour les salaires, il faut privilégier des négociations salariales au plus proche de la situation de l'entreprise », a-t-il souligné.

Interrogé sur la nécessité d'aller au-delà de la future loi El Khomri, qui se limite essentiellement au temps de travail, Emmanuel Macron répond « oui ».

« Il faudra élargir le champ de la négociation collective au niveau de l'entreprise à d'autres domaines. Plus on ira vers l'entreprise, plus ce sera efficace. On ne peut pas prétendre aimer l'industrie et refuser les conditions de son succès », argumente-t-il. 20minutes.fr 24.05

- Emmanuel Macron : « Le meilleur moyen de se payer un costard c'est de travailler » - LePoint.fr

Violemment pris à partie par des grévistes ce vendredi à Lunel, le ministre de l'Economie s'est emporté, agacé par les attaques verbales de ses interlocuteurs.

Une visite qui se tenait dans un fort climat de tension sociale. Climat qui a même obligé le ministre à reporter sa venue à Marseille, prévue ce samedi, pour des raisons de sécurité, selon le quotidien La Provence. Il devait y lancer son mouvement politique « En Marche ! ». LePoint.fr 27.05

Corporatisme. Cette "gouvernance" contribuerait à "l'acceptation de ceux dont elles affectent les modes de vie", comme l'exploitation est joliment emballée !

- Pour « une gouvernance mixte ou hybride des entreprises » - Le Monde

Par François Galichet, professeur émérite à l'université de Strasbourg

Dans un article du Monde (« La finalité humaine et écologique de l'économie doit déterminer les politiques et les réformes », 11 mai 2016), Philippe Vadjoux propose, pour contrer les méfaits du capitalisme ultralibéral, de développer une « économie hybride, dans laquelle l'entreprise solidaire viendrait concurrencer l'entreprise traditionnelle ».

C'est évidemment une orientation essentielle, qui peut casser la logique du profit à court terme actuellement dominante. Mais est-ce la seule ? L'économie sociale et solidaire est encore relativement peu développée, et seulement dans certains secteurs (services à la personne, etc.).

Si l'on attend qu'elle gagne les domaines qui font actuellement le plus de dégâts écologiques et sociaux – notamment les secteurs de la production industrielle et du grand commerce – on risque de laisser perdurer des situations hautement dommageables pour l'avenir du monde.

C'est pourquoi il faut aussi agir sur la gouvernance des entreprises traditionnelles.

Capital humain

Actuellement elle est assurée – sauf dans quelques pays comme l'Allemagne pratiquant la cogestion – par les actionnaires seuls. La propriété financière de l'entreprise est considérée comme l'unique fondement du pouvoir gestionnaire. D'où les dérives maintes fois dénoncées : gestion à court-terme, rémunérations aberrantes des dirigeants, licenciements abusifs, non prise en compte des externalités, etc.

Les évolutions actuelles montrent que désormais la propriété n'est plus qu'une composante de la réalité de l'entreprise. Le capital humain, dans une économie reposant sur des technologies de plus en plus sophistiquées, compte autant que le capital financier.

Une entreprise appartient aussi aux consommateurs (...). Il serait logique qu'ils soient eux aussi présents dans les conseils d'administration

Les salariés sont souvent plus conscients des coûts externes de la production, parce qu'ils vivent celle-ci au plus près, contrairement aux actionnaires. Ils sont plus clairvoyants sur les intérêts à long terme. Quant à la prise de risque, qui a longtemps servi à justifier le pouvoir des actionnaires, elle est au moins aussi importante pour ceux qui engagent dans une entreprise plusieurs années de leur vie que pour les financeurs qui n'y engagent que leur argent. Il serait donc normal qu'ils soient représentés au conseil d'administration au même titre que les actionnaires.

Une entreprise appartient aussi aux consommateurs

Pareillement, une entreprise appartient aussi aux consommateurs qui subissent les conséquences des choix opérés par les gestionnaires et participent aux risques qu'ils impliquent, comme le montre l'affaire Volkswagen après bien d'autres. Il serait logique qu'ils soient eux aussi présents dans les conseils d'administration.

Des entreprises gouvernées par des conseils composés de tous les acteurs du secteur – investisseurs, mais aussi salariés et consommateurs – seraient plus soucieuses de tous les aspects de l'activité économique : rentabilité, mais aussi équité et durabilité des choix. Cette gouvernance mixte ou hybride introduirait de la solidarité dans le secteur marchand, sans attendre qu'il évolue vers l'économie sociale et solidaire.

Elle exprimerait le caractère composite des entreprises modernes, qui ne dépendent plus des seules initiatives de leurs actionnaires, mais aussi de l'engagement des salariés, de l'intérêt des consommateurs et de l'acceptation de ceux dont elles affectent les modes de vie. Elle ferait évoluer le capitalisme financier vers un « capitalisme coopératif » qui ne nierait pas l'importance du capital dans l'activité économique, mais reconnaîtrait la diversité de ses formes. Le Monde 27.05

ACTUALITÉ DU JOUR

- Quinze ex-militaires condamnés en Argentine pour le plan Condor - AFP

La justice argentine a condamné vendredi 15 anciens militaires, dont un ex-dictateur, pour leur participation au Plan Condor, une opération des dictatures sud-américaines des années 1970 pour éliminer des opposants dans les pays voisins.

Six pays ont uni leurs forces pour pourchasser les militants de gauche hostiles à leur régime: l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Brésil.

Le dernier dictateur de l'Argentine, Reynaldo Bignone (1982-1983), 88 ans, fait partie des condamnés. Il s'est vu infliger une peine de 20 ans de prison.

Des centaines d'ex-militaires ont été jugés en Argentine au cours des dix dernières années, seul pays d'Amérique latine à avoir entrepris une sorte de Nuremberg de la dictature.

Les Etats-Unis étaient au courant de l'existence du Plan Condor et ne s'y sont pas opposés, voyant dans ces dictatures un rempart face à l'avancée de la gauche, dans un contexte de Guerre froide.

"S'il y a des choses qui doivent être faites, faites-les rapidement. Mais vous devez reprendre rapidement les procédures normales", a répondu le secrétaire d'Etat Henry Kissinger à un ministre argentin qui l'informait de l'opération, selon un document versé au dossier d'accusation.

C'est la première fois qu'un procès est consacré au Plan Condor en tant qu'organisation criminelle, même si des militaires sud-américains ont déjà été condamnés pour des crimes commis dans le cadre de ce plan.

La plupart des dix-huit accusés ont été condamnés pour le délit de crime en bande organisée, à l'issue de trois ans d'audiences.

Les accusés n'étaient pas présents dans la salle d'audience lors de la lecture du jugement par le président du tribunal Oscar Almirante.

Quand le procès a débuté en février 2013, ils étaient 25 accusés. Ils ne sont plus que 17 en vie, âgés de 77 à 92 ans. Huit sont décédés durant le procès, notamment l'ancien dictateur argentin Jorge Videla (1976-1981), mort dans sa prison. Dans les autres pays du continent, les anciens militaires ont généralement bénéficié de lois d'amnistie, à quelques exceptions près.

Environ 300 témoins ont été appelés à la barre durant les trois ans du procès.

Les magistrats se sont appuyés sur ce que l'on appelle les Archives de la terreur, découvertes au Paraguay dans les années 1990, et sur des documents déclassifiés par les Etats-Unis.

Si leur pays d'origine avait accepté les demandes d'extradition de l'Argentine, le nombre des accusés aurait été supérieur.

La troisième phase du Plan Condor, la neutralisation d'exilés en Europe ou à l'extérieur de l'Amérique du sud, a finalement été suspendue après l'attentat exécuté par un agent des services chiliens, un ancien de la CIA, contre Orlando Letelier, selon l'avocate Luz Palmas, mentionnant des opérations prévues en France et au Portugal.

Letelier, ancien ministre de Salvador Allende, a été tué le 21 septembre 1976 lors d'un attentat à la voiture piégée à Washington, considéré comme l'une des premières attaques terroristes commises en territoire américain. Sa collaboratrice américaine Ronni Moffitt a elle aussi péri dans l'attentat. AFP 27.05

Bienvenue en oligarchie.

Matraquage quotidien. Tous les aspects ou rapports y passent. Mais qui a réellement conscience que cela s'insère dans une stratégie politique globale ? Pourquoi se donnent-ils autant de mal ? Devrait-on refuser de se poser ces questions ? Au nom de quoi ?

- Trump veut transformer le parti républicain en «parti des travailleurs»

Le candidat milliardaire pense que le parti républicain du futur sera moins néo-libéral. Dans une interview avec le magazine Bloomberg, le candidat républicain Donald Trump, qui vient officiellement d'obtenir assez de délégués pour être investi, a évoqué sa vision de l'avenir du parti républicain...

Dans une interview avec le magazine Bloomberg, le candidat républicain Donald Trump, qui vient officiellement d'obtenir assez de délégués pour être investi, a évoqué sa vision de l'avenir du parti républicain.

«Dans cinq, dix ans –ce sera un parti différent. Ça va être un parti des travailleurs. Un parti pour les gens qui n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis dix-huit ans, et qui sont en colère. Ce que je veux faire... couper le budget de la sécurité sociale est une grosse erreur pour le parti républicain.»

Ce choix de mots –qui rappelle des partis socialistes ou communistes– est en complète rupture avec le parti républicain de Mitt Romney ou Jeb Bush. Au lieu du laissez-faire économique et de l'interventionnisme en politique étrangère, Trump prône des restrictions du libre-échange et l'isolationnisme. Slate.fr 27.05

- Les Iraniens sont trop nombreux à vouloir combattre Daech en Syrie

Alors que l'armée syrienne subit de lourdes pertes sur le terrain, les milices iraniennes jouent un rôle essentiel dans le conflit qui déchire la région. Certaines familles se désolent même de ne pas pouvoir envoyer plus d'un homme au combat. Slate.fr

- Pour être plus productif, mieux vaut un bureau debout

Une nouvelle étude vient contredire les fermes partisans de la position assise. Au coeur des débats qui agitent le monde de l'open space, la question du bureau debout revient régulièrement dans les études. Slate.fr

On préférerait allongé, ce n'est pas possible ?

- Une Américaine de 13 ans sortie de cours à cause d'un T-shirt pro-LGBT

L'administration de son lycée a jugé que le vêtement constituait un élément «perturbateur». «Certaines personnes sont gays, ce n'est pas la fin du monde!» L'inscription était plutôt bon enfant mais le T-shirt à message d'Ali Chainey, une Texane de 13 ans, n'a pas plu à l'administration... Slate.fr

- Au Pakistan, une militante trans meurt après que des médecins refusent de la soigner

Selon les proches de la victime, le personnel soignant a mis plusieurs heures avant de décider si Alisha devait être placée dans une chambre avec des hommes ou des femmes. Slate.fr

- Polémique Kinder: la réponse hilarante du web aux racistes de Pegida

Le remplacement du célèbre enfant blond qui orne depuis des décennies les paquets de la marque pour l'Euro 2016 est très critiqué par les sympathisants d'extrême droite. Les internautes ont trouvé de quoi leur répondre. Vous en avez sans doute entendu parler cette semaine... Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mai 2016

CAUSERIE

Je rappelle au passage que La voix de l'Opposition de gauche est à la fois un courant politique, un portail de combat politique et d'information. Et au diable les censeurs pointilleux, malveillants !

[11 septembre 2011. Les langues se délient et la vérité affleure à la surface.](#)

- La presse saoudienne accuse les USA d'avoir détruit le World Trade Center pour prétexter une guerre perpétuelle (Arrêt sur Info 28.05)

On a mis cet article en ligne. Il est incomplet, évidemment, puisqu'il épargne Israël et le Mossad, chacun comprendra pourquoi puisque les Saoudiens (sémites) et les Israéliens (antisémites) s'entendent désormais comme larrons en foire. La preuve.

- Exclusif : L'Arabie saoudite construit une ambassade en Israël - Réseau Voltaire 29.05

Le Royaume d'Arabie saoudite a débuté la construction d'une gigantesque ambassade en Israël, probablement la plus importante à Tel-Aviv.

Officiellement, les deux États n'entretiennent pas de relations diplomatiques du fait de l'expulsion par Israël de la majorité de sa population palestinienne, en 1948 (la Nakba).

Cependant le Pacte du Quincy, signé entre le président Roosevelt et le roi Abdelaziz, en 1945, et renouvelé par le président Bush et le roi Fahd en 2005, prévoit entre autres que le Royaume ne s'opposera pas au foyer juif de Palestine (futur État d'Israël) [1].

Le roi Abdallah finança à la place des États-Unis l'opération israélienne « Plomb durci » contre la bande de Gaza, en 2008-09 [2]. Ce rapprochement mettait fin à la « doctrine de la périphérie » selon laquelle Tel-Aviv cherchait à unifier les acteurs non-arabes de la région (Iran, Turquie, Éthiopie) contre les pays arabes.

Le président Shimon Peres s'exprima par vidéo devant le Conseil de sécurité du Golfe, en novembre 2013. Les membres du Conseil purent lui poser des questions non pas directement, mais par l'intermédiaire de Terje Rød-Larsen [3].

Actuellement, les deux pays mènent ensemble une guerre au Yémen depuis un état-major commun installé dans l'État non-reconnu du Somaliland [4]. La Force "arabe" de Défense commune reproduit le concept du Pacte de Bagdad qui était identiquement militairement commandé par un État qui n'en était pas membre (les États-Unis en l'occurrence). Ils projettent ensemble plusieurs opérations d'exploitation pétrolière au Yémen et dans la Corne de l'Afrique [5].

Le roi Salmane a désigné le prince Walid Ben Talal (5ème fortune mondiale avec Citigroup, Mövenpick, Four Seasons) comme prochain ambassadeur du royaume à Tel-Aviv. Réseau Voltaire 29.05

Notes.

[1] Les termes exacts du pacte sont toujours secrets.

[2] « La guerre israélienne est financée par l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 janvier 2009.

[3] « Shimon Peres s'est exprimé devant le Conseil de sécurité du Golfe, fin novembre », Réseau Voltaire, 3 décembre 2013.

[4] « La Force "arabe" de Défense commune », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 20 avril 2015.

[5] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

[Circulez il n'y a rien à voir. Le numéro d'illusionnisme du fakir est terminé.](#)

Apparemment, on n'entend plus parler de Nuit debout, à croire qu'il ne s'agissait que de somnambules ou qu'ils se sont déjà couchés.

C'est vrai que la CGT compte plus d'adhérents que la totalité des partis de la réaction qui soutiennent la loi Travail ou qui composent la totalité des partis présents au Parlement.

Rappel aux nostalgiques de la démocratie.

En régime capitaliste, quel que soit le régime en place ou quelle que soit la composition du Parlement, c'est toujours une minorité qui détient le pouvoir économique et politique, et jusqu'à preuve du contraire il n'en a jamais été autrement depuis que le capitalisme existe nulle part dans le monde. Et jamais dans le passé aucun parti incarnant réellement le socialisme n'ait parvenu à détenir le pouvoir politique ou à conquérir la majorité parlementaire dans le cadre des institutions politiques créées par le capital et pour le capital.

Quelle que soit la forme du régime adoptée par les représentants du capitalisme pour défendre les intérêts des capitalistes, la plus progressiste a été tolérée dans le passé parce ses opposants n'avaient nullement l'intention de renverser le régime en place.

Si le suffrage universel fut un acquis de la lutte des classes au tournant du XXe siècle, pratiquement immédiatement il démontra ses limites ou il fit apparaître la véritable nature du régime, son incompatibilité avec les besoins sociaux des travailleurs, de tous les travailleurs il faut bien préciser, donc de la démocratie.

Friedrich Engels - Lettre à F. Mehring - 14 juillet 1893

- "C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens." - "...nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations..."

- "Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. "

Marx et Engels ont fait ce qu'ils ont pu à leur époque, et nous leur en serons éternellement reconnaissant. Maintenant c'est à nous de nous atteler sérieusement à combler cette "négligence", ce que nous essayons de faire à notre modeste échelle.

Opposer la république à la monarchie, à tout régime autocratique, est insuffisant ou ne veut pas dire grand chose, jadis les Vénitiens et les Génois par exemple, appellaient leurs États République quoique leur gouvernement soit oligarchique. De nos jours ce sont des affairistes qui gouvernent pour le compte de ploutocrates ou oligarques dans une république où le président détient autant de pouvoir qu'un monarque absolu, sans parler de son caractère quasi héréditaire, du fait que les partis qui se succèdent au pouvoir sont tous liés à la même classe minoritaire dans la société, et n'ont jamais représenté les intérêts de la majorité du peuple, y compris sous la IIIe République ou le Front populaire qui s'est soumis à la Bourse ou aux banquiers au lieu de les exproprier.

Toutes les républiques qui se sont succédés depuis l'Antiquité ont été conçues par une minorité pour qu'elle exerce le pouvoir, l'impose à la majorité et perpétue sa domination de classe. La définition qu'en avait donné J.-J. Rousseau était pour le moins approximative, idéaliste, démagogique : "J'appelle donc république tout État régi par des lois (...) car alors seulement l'intérêt public gouverne", l'intérêt public en soi, qui gouverne pour qui, non, pour soi, pour soi car les lois qui seront promulguées auront été rédigées par les représentants de la minorité qui détenait le pouvoir économique et

correspondraient forcément avec leurs intérêts.

Plus la minorité concentre le pouvoir économique, plus elle est amenée à concentrer aussi le pouvoir politique, à promulguer des lois de plus en plus injuste de sorte que les inégalités se renforcent, donc à s'écarter de plus en plus de la république et de la démocratie.

Puisque la république et la démocratie ont toujours servi les intérêts d'une minorité d'exploiteurs, au lieu de s'en réclamer, il est préférable d'expliquer aux travailleurs de quelle manière la classe dominante s'en est servie hypocritement ou démagogiquement pour mieux les asservir, et qu'au lieu de lutter pour des chaînes dorées, ils doivent combattre pour les briser ou conquérir le pouvoir politique, pour qu'enfin la république et la démocratie cesse d'être un leurre ou une vaste escroquerie destinée à les duper.

Prétendre que la république et la démocratie aurait réellement existé sous un régime capitaliste, revient à prétendre que les capitalistes auraient accordé aux masses laborieuses les moyens de renverser leur régime par la voie institutionnelle, on mesure là l'absurdité d'une telle affirmation, qui n'a pour seule vertu que d'enfermer les travailleurs dans le cadre institutionnel pour qu'ils s'y soumettent.

La forme républicaine de l'Etat et le type de gouvernance démocratique qu'il a adopté, étaient justifiés à un stade du développement économique impliquant un plus grand nombre de citoyens dans la production des richesses, et dans le fonctionnement de la société qui ne pouvait pas les exclure ou les tenir à l'écart indéfiniment de la scène politique. Impliquer à tous les stades de la production et de la commercialisation des marchandises, il devait l'être également sur le plan politique, au départ en recourant au vote censitaire, puis en l'élargissant, pour passer enfin au suffrage universel, modifiant sensiblement sans les remettre en cause la répartition des richesses entre les différentes classes, sans que les rapports entre les classes ne soient fondamentalement modifiés, évidemment, sinon, à quoi bon, puisque la règle et le but du jeu consistaient à se donner les moyens politiques pour conserver le pouvoir en toute circonstance.

On a le choix entre respecter cette règle du jeu qui a été instituée par notre ennemi de classe en sa faveur ou la changer à son détriment, s'accommoder du régime en place, s'y soumettre, ou l'affronter, le combattre pour le renverser.

[Le POID des mots.](#)

<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs>

POID - Salle comble et succès du meeting internationaliste du 28 Mai à Paris.

La-Tribune-des-Travailleurs. 27 mai 2016 – Mailly (FO) en appelle à Hollande qui vient de réitérer sa volonté d'aller jusqu'au bout : « ne soyez pas rigide, regardez en face la situation (...) Cet article 2, vous le retirez et vous demandez aux organisations patronales et syndicales de négocier (...) S'il y a une suspension, qu'on n'est plus soumis à un calendrier et qu'on est prêt à discuter sur le fond, mais bien sûr qu'on peut en sortir » de ce conflit.

LVOG - De son côté sur BMFTV, Philippe Martinez a proposé de suspendre la discussion parlementaire en cours sur le texte de la loi Travail et de reprendre les négociations sur de nouvelles bases. BFMTV 29.05

Retirez l'article 2 pour négocier quoi, avec qui, un président et un Premier ministre ultra minoritaires, c'est leur faire bien trop d'honneur ou leur accorder une légitimité inespérée que les masses laborieuses leur refusent. Pire, c'est laisser miroiter aux travailleurs que le retrait de la loi Travail qu'ils n'ont pas encore obtenu en se mobilisant, pourrait intervenir dans le cadre des salons feutrés des ministères, les incitant ainsi à lever le pied ou à cesser de se démobiliser.

Replacer la loi Travail dans le cadre institutionnel d'où elle était sortie pour atterrir dans la rue, c'est tenter d'en dessaisir les travailleurs et les militants pour mieux la faire passer.

La-Tribune-des-Travailleurs. 26 mai 2016 – La presse continue à publier des sondages selon lesquels une forte majorité de français estiment le mouvement social contre la loi travail « justifié » et désignent Hollande et Valls comme « principaux responsables des tensions sociales actuelles ».

Vous vous souvenez qu'un lambertiste m'avait interpellé parce que je faisais usage des sondages, un crime selon lui. Suite.

Ah quels crétins ces dirigeants, les vôtres, qui une fois de plus se fient à des sondages !

Et cessez de me harceler avec vos courriels qui vont désormais directement à la poubelle.

La-Tribune-des-Travailleurs. 26 mai 2016 – Sans préavis, les cheminots de la compagnie de chemin de fers nationale (SNCB) du sud de la Belgique ont cessé le travail pour protester contre la suppression de jours de récupération. Le mouvement a été reconduit vendredi. En outre, les délégués wallons du syndicat CGSP ont voté à l'unanimité, une motion appelant à une grève continue à partir du 31 mai, dans l'ensemble des services publics, dans le but avoué de faire tomber le gouvernement, accusé de couper dans tous les budgets de fonctionnement de l'Etat.

Législative partielle à Strasbourg. 10,92%, c'est la majorité, c'est la démocratie.

Au second tour de l'élection législative partielle dans la première circonscription du Bas-Rhin, à Strasbourg, Eric Elkouby (PS) a obtenu 53,77 % des voix contre 46,22 % pour son adversaire Les Républicains, Jean-Emmanuel Robert.

La participation, qui n'avait pas dépassé 22,8 % le 22 mai, a encore baissé, à 20,31 % ce dimanche.

Eric Elkouby a donc été élu avec 10,92% des voix des électeurs inscrits, un peu moins si on enlève les bulletins blancs et nuls. Mais c'est "une belle victoire" quand même, certainement pas de la démocratie à laquelle on dénie le droit au PS de se réclamer. (source : AFP 29.05)

Quand la machine à propagande s'emballle.

La popularité de Valls plonge, selon un sondage BVA - Reuters

Le Premier ministre, Manuel Valls, en première ligne dans le bras de fer avec la CGT et Force ouvrière (FO) sur la loi Travail, plonge de six points (24% - ndr) dans un sondage BVA pour Orange et iTELE, à son plus mauvais niveau depuis son arrivée à Matignon. Reuters

Soit, il faut rééquilibrer cela.

Loi travail: 67% des Français ont une mauvaise opinion du leader de la CGT - AFP

Près de sept français sur dix (67%) ont une mauvaise opinion de Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en première ligne contre le projet de loi travail, selon un sondage Odoxa pour Le Parisien/Aujourd'hui-en-France dimanche. AFP

Seuls 13% des Français veulent que la loi Travail soit conservée en l'état - L'Express.fr

Selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche, 46% des Français souhaitent le retrait pur et simple de la loi El Khomri. L'Express.fr

Valls parie sur un essoufflement du mouvement anti-loi Travail - Reuters

A l'orée d'une semaine décisive dans l'épreuve de force entre le gouvernement et les opposants à la loi sur le Travail, Manuel Valls parie sur l'essoufflement du mouvement conduit par la CGT, avec l'appui de Force ouvrière et cinq autres organisations.

"Quand un texte a été discuté, qu'il a suscité des compromis avec les partenaires sociaux, qu'il a été adopté à l'Assemblée nationale, je considère que ma responsabilité c'est d'aller jusqu'au bout", déclare le Premier ministre dans une interview publiée samedi par Le Parisien.

"Je ne pense pas que le mouvement va s'amplifier", ajoute Manuel Valls, qui dit cependant rester "prudent".

Il n'y aura pas de retrait du texte porté par la ministre du Travail, Myriam El Khomri, ou de son article 2, le plus contesté, qui vise à décentraliser et généraliser le dialogue social au niveau de l'entreprise, poursuit-il.

"Nous avons construit un compromis solide avec les syndicats réformistes et tout ce qui remettrait en cause le dialogue social dans l'entreprise mettrait fin à cet accord." Reuters 28.05

Carburants: les industriels reçus à Matignon - AFP

Les industriels du pétrole ont été reçus samedi matin à Matignon, pour aborder la question des blocages de raffineries et des pénuries d'essence. AFP 29.05

Loi travail: "Il faut maintenir l'article 2 et davantage l'expliquer" (Berger, CFDT) - AFP 29.05

Vive le Medef !

Une instrumentalisation qui a marché à fond.

- Trois ans après, le bilan du mariage pour tous en chiffres - lefigaro.fr

En 2013 comme en 2014, les mariages entre personnes de même sexe ont représenté environ 4 % de l'ensemble des mariages. En 2015, l'effet de nouveauté s'est estompé. Avec 8 000 unions, le nombre de mariages homosexuels a baissé par rapport à l'année précédente. lefigaro.fr 28.05

Et il baissera encore dans l'avenir...

Commentaire d'interanutes

1- "On peut également avoir des stats sur les divorces svp ?"

Chut !

2- "Tout ça pour ça! 4% une fois de plus ce sont les minorités qui font la loi, on ne dit pas combien de divorce depuis."

Une infime minorité possède l'essentiel des richesses et ce sont les mêmes qui font les lois, ils appellent cela la démocratie.

3- "4% de mariage homosexuels c'est ridicule. Le drame c'est que maintenant les lgbt poussent pour autoriser la pma et surtout la gpa pour tous, soit la marchandisation de l'enfant. Aux Etats-Unis les revendications des LGBT sont allées très loin."

On oligarchie, tout est à vendre...

Bienvenue en oligarchie

Bienvenue chez les dégénérés qui rêvent que vous leur ressembliez. Attention, ne vous laissez pas tenté, c'est irréversible...

- Le rosé, c'est (pas) que pour les filles

Pourquoi dit-on que les femmes préfèrent le blanc ou le rosé? L'été approche, les vêtements raccourcissent, les pique-niques, apéros et autres soirées entre copains s'organisent et l'on s'interroge: «Quel vin on amène ce soir?» Réponse: du blanc ou du rosé, c'est plus frais. Slate.fr

- « C'est toujours moi qui prends l'initiative du rapport sexuel »

Dans un couple ou entre amants, la synchronicité des désirs n'est pas toujours au rendez-vous. La chroniqueuse de La Matinale du Monde Maïa Mazaurette suggère des pistes pour sortir du piège de la demande à sens unique. LeMonde.fr

- Disney est-il prêt à (enfin) embrasser la cause LGBT?

Le studio est sous pression. Une courte séquence dans la bande annonce du Monde de Dory a lancé la rumeur. Y aurait-il un couple de lesbiennes représenté dans la suite des Aventures de Nemo? Un couple de femmes homosexuelles avec enfant! Slate.fr

- Jean, jupe, cravate: que doivent porter les politiques?

Le jean porté par Cécile Duflot lors du premier conseil des ministres du gouvernement Ayrault a suscité de nombreuses réactions. Un ministre, un député ou un sénateur peut-il s'habiller comme il veut dans l'exercice de ses fonctions? Slate.fr

- Vous avez un secret, et il se devine dans vos e-mails

En analysant le contenu de milliers de messages électroniques, des chercheurs ont établi les principaux tics de langage qui trahissent que l'on cache quelque chose. Slate.fr

- La fuite en avant de la CGT

Sans stratégie de sortie, attendant la violence, avec pour seul objectif de faire céder un gouvernement impopulaire pour montrer qu'elle existe encore et d'affaiblir sa rivale la CFDT, la centrale syndicale a choisi la politique du pire. Slate.fr

- Mon oncle était garde rouge pendant la Révolution culturelle - Slate.fr

Lishui est le surnom de mon oncle, un fermier qui a vécu toute sa vie dans la banlieue de Tianjin, une grande ville du nord-est de la Chine.

Plus je pense à Lishui, plus je suis troublée par le fait qu'il ait été Garde rouge pendant la Révolution culturelle, mouvement mené entre 1966 et 1976 par le dirigeant de l'époque, Mao Zedong, qui a provoqué de grands bouleversements et infligé d'immenses souffrances au peuple chinois. Ce qui me perturbe le plus, c'est que mon oncle si gentil et honnête affirme ne pas regretter le moindre de ses actes -même pas aujourd'hui, alors qu'il est largement admis, à la fois en Chine et ailleurs, que la Révolution culturelle fut une énorme erreur historique. Slate.fr

- Depuis New York, Garry Kasparov veut faire échec et mat à Poutine

Garry Kasparov, l'ancien champion du monde des échecs, vit désormais en exil à New York. De là, il organise la résistance contre Poutine et prédit une nouvelle guerre froide avec Moscou. Rencontre avec l'ennemi public russe numéro un. Slate.fr

- À Cologne, un prêche sur un bateau en hommage aux réfugiés morts

«Celui qui laisse des gens se noyer dans la Méditerranée laisse Dieu se noyer», a-t-il proclamé. Une barque en guise d'autel. C'est l'idée originale de l'archevêque de Cologne Rainer Maria Woelki, qui a célébré la messe de la Fête Dieu, jeudi 26 mai 2016, à bord d'un bateau placé sur... Slate.fr

- Désolé les droitiers, mais les gauchers sont meilleurs en maths

C'est la conclusion de récentes recherches sur le sujet. Il fallait bien qu'être gaucher serve à quelque chose: des chercheurs des universités de Liverpool et Milan (ça rappelle la Ligue des Champions 2005) semble avoir déniché une caractéristique encourageante... Slate.fr

- Au Meurice et à la Tour d'Argent, l'excellence regoûte à la créativité - Slate.fr

- Pourquoi le linge sale sent mauvais? La réponse de la science.

Où l'on apprend aussi que les lessives «éco-responsables» à basse température ne servent pas à grand chose, si ce n'est à tomber malade. C'est dimanche, c'est peut-être l'heure de la lessive, alors vous serez sans doute heureux d'apprendre l'existence d'une étude (financée par Procter & Gamble) identifiant pas moins de six molécules responsables de la mauvaise odeur de votre bac à linge sale. Des molécules qu'un lavage à basse température sera incapable d'annihiler, qu'importe la marque de votre détergent et les promesses de son fabricant. Slate.fr

Ah la "science" ! Coucou, on n'est pas encore mort et cela ne pue pas chez nous ! Quelle connerie !

Par mesure d'économie, j'utilise depuis 20 ans des machines à laver à froid, à chaud le prix est le double à l'achat, et comme l'eau est hyper calcaire, au bout de quelques mois elle serait hors d'usage, la machine à café a tenu un mois, depuis je ne bois plus que du Nescafé.

Et les centaines de millions d'Indiens (Indiennes) qui lavent leur linge à la main le lavent à l'eau froide sans "tomber malade".

Les oligarques et leurs idéologues peuvent laver leur linge à 100°C, ils pueront toujours autant !

[INFOS EN BREF](#)

[ECONOMIE](#)

Chine

- Le fabricant de l'iPhone remplace 60.000 ouvriers par des robots - lefigaro.fr

L'entreprise taïwanaise Foxconn, sous-traitante d'Apple et d'autres sociétés de nouvelles technologies, a annoncé samedi avoir remplacé plus de 60.000 ouvriers par des robots. L'une de ses usines située dans la ville de Kunshan, en Chine, a réduit presque de moitié ses effectifs humains au profit de l'utilisation de machines capables d'assembler les différents éléments présents sur la chaîne de montage. Elle employait jusqu'ici 110.000 personnes.

Un porte -parole de Kunshan, interrogé par le South China Post, se félicite plutôt de la réduction du coût du travail. «D'autres usines vont suivre [cet exemple]», promet-il. Foxconn a vu sa croissance ralentir ces dernières années, comme de nombreuses autres entreprises chinoises. Plus de 4 milliards de yuans (545,8 millions d'euros environ) ont été investis par 35 entreprises taïwanaises dans l'intelligence artificielle et la robotique. Des centaines d'autres seraient intéressées. La tendance à la robotisation ne se limite pas à la Chine: près de 240.000 robots industriels ont été installés dans le monde en 2015. lefigaro.fr 28.05

[Haut de page ↗](#)